



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

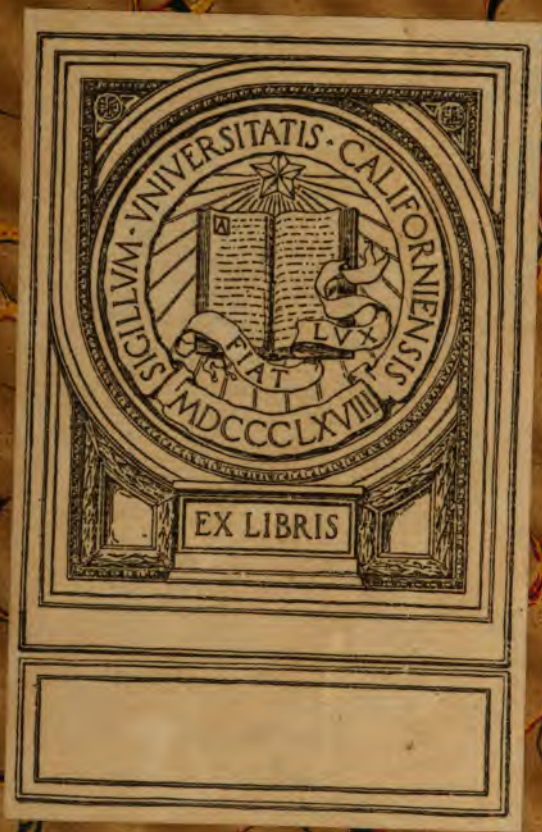
### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

UC-NRLF



QB 321 688









FREDERIC MASSON

*De l'Académie française*

# JADIS

DEUXIÈME SÉRIE

*Napoléon et les Femmes. — Napoléon à cheval.  
— Napoléon était-il irascible? — Partie cartres  
(Naples, 1812). — Le général comte de Flahaut.  
— Rubens, Delacroix et Manet. — Marie-  
Louis à Orléans. — La Princesse Mathilde.*

SIXIÈME ÉDITION



PARIS

MAISON D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

*Librairie Paul Ollendorff*

50, CHAUSSEE D'ANTIN, 50

1907

Tous droits réservés.



# JADIS



dans les archives publiques ou privées, n'a point été préparé pour un dessein ni formé en vue d'une thèse. La comparaison des textes, leur enchaînement résultant des dates sévèrement contrôlées, leur relation avec tel ou tel témoignage contemporain fournit la trame du récit, les hypothèses et les conclusions. Je les donne telles que ma conscience les formule ; je n'en changerais pas une ligne pour plaire à qui que ce soit. Si je trouvais qu'il fût inopportun de les publier, je supprimerais le livre, comme j'ai fait deux fois en ma vie, mais nulle force humaine ne me ferait les modifier ou les atténuer. Il y a ainsi des sujets sur lesquels on peut, on doit même renoncer à publier sa pensée, mais, dès qu'on a commencé à les traiter, l'on doit apporter tout entier, sans nulle réserve, le résultat de son enquête.

Seulement, alors qu'on a atteint la portion de vérité que l'humaine faiblesse permet de toucher, une fois qu'on a formé sa conviction et qu'on s'est établi en sa certitude, est-il interdit de prendre l'histoire pour institutrice, de lui demander ses enseignements, d'appliquer les exemples qu'elle fournit et même, pour audacieuse que soit la prétention, de tirer du passé des prévisions sur l'avenir ?

Qu'alors la passion se fasse jour, qu'elle exalte ou flétrisse les êtres, selon qu'ils se rapprochent ou s'écartent de la forme idéale qu'on s'est formée ; qu'elle établisse, entre les événements auxquels

nous assistons et ceux vieux d'un siècle, des rapprochements qui prennent un air de satire, que, passant à la toise les nains après les héros, elle accuse des uns aux autres une différence de taille, ce n'est plus l'histoire, sans doute, mais c'est l'application de l'histoire.

Ici, plus encore que dans le précédent volume, on ne trouvera guère que du Napoléon. C'est toujours la même chanson ou une chanson presque pareille que je vais ressassant depuis trente années. Certains me le reprochent qui ne goûtent ni cet air, ni les paroles que j'y applique. Celui qui a fait sa vie pour une idée ou pour un rêve et qui en porte l'obsession, n'a guère le moyen de se rendre agréable en se renouvelant. Le directeur d'un grand journal me disait un jour : « On a apprécié vos articles sur l'Empire : donnez m'en donc de pareils sur la Restauration. » Évidemment, ç'eût été mieux, mais je ne pouvais pas, et j'ai ainsi manqué ma fortune.

L'idée de Napoléon n'est point de celles qu'on prend et qu'on quitte à volonté, dont on amuse ses loisirs et sur quoi l'on brode des fantaisies. Elle est dominante, absorbante, tyrannique, si l'on veut, comme l'homme même. Elle occupe constamment l'esprit de celui qui la poursuit. Elle lui suggère des doutes, lui pose des problèmes, l'entraîne dans des labyrinthes où il n'a point trop de toute son attention pour se retrouver. Elle l'oblige à regarder l'un après l'autre chacun des hommes que l'Empereur

a employés, à scruter leurs actes, à rechercher quelle part loyale ou traîtresse ils ont prise dans le drame. Elle exige la vérité, elle réclame la justice, elle ne laisse place à rien qui ne soit elle, qui ne se rapporte à elle, et même ainsi, elle porte à désespérer d'atteindre jamais à une connaissance certaine de l'Homme, de ses mobiles et de ses conceptions.

J'aurais devant moi autant d'années à vivre que j'en ai vécues que je n'en distrairais point une journée pour d'autres études. Après les vingt volumes que j'ai publiés, j'en publierais vingt dont le plan est arrêté, vingt encore dont les titres se pressent dans mon esprit et, dans mon impuissance à le peindre comme je le vois, je désespérerais.

Je sais bien que de tous ces volumes, fussent-ils soixante au lieu de vingt, rien ne me survivra. En vingt ans, l'histoire est vieille et elle a cessé de plaire. Mais ce n'est pas pour les autres que j'écris ces livres ou ces articles, c'est pour moi. Je me donne la joie de la vérité; je vis avec mon rêve; j'approche, au moins en pensée, l'être surhumain; je le suis à travers le monde qu'il parcourt; je l'entends parler, je vois ce qu'il écrit, je crois pénétrer dans son âme. Hanté de ce qui paraîtrait sans doute une forme de délire, je remue avec volupté les papiers sur qui son nom est écrit; j'ai des trépidations devant son écriture, je m'enivre de sa gloire; j'éprouve autant de satisfaction à démasquer un homme qui l'a trahi que peut en avoir un

policier à arrêter un assassin. Plus le mystère s'épaissit, plus il m'attire, et, dans l'épopée de sa vie, ce ne sont pas les époques les plus brillantes qui me séduisent davantage, mais celles qui demeurent voilées et qui restent obscures. Il en est sur qui l'histoire s'est tue, qui n'ont été jamais racontées, sur qui l'on ne connaît encore aucun témoignage. Puis des détails à l'infini où il faudrait entrer; puis des milliers de personnages qui servent d'instruments et dont on ne sait rien. Ma curiosité s'étend à tout, hommes, choses, décors, et je sens bien que je ne la contenterai jamais.

Ce sont donc ici presque uniquement des lambeaux d'études sur Napoléon. J'en dois prévenir le lecteur, ici on parle de l'Empereur avec respect, avec amour, avec passion. Ceux auxquels un tel langage déplaît n'ont qu'à fermer ce livre.

\*  
\* \*

Cela dit, je devrais sans doute laisser ces articles se présenter d'eux-mêmes. Pourtant sur deux au moins j'ai une explication à fournir.

On y trouvera une étude parue, en mars 1893, sous le titre : *Napoléon et les femmes*, dans la *Revue Britannique* que dirigeait alors avec tant d'intelligence mon ami Pierre Amédée-Pichot. Que ce fût la première esquisse du livre que j'ai publié sous le même titre, l'année suivante, je n'en disconviens pas : mais, à ce livre, un sous-titre :

*L'Amour*, indique assez que je ne croyais y avoir traité qu'une médiocre partie du sujet. Arriverai-je jamais à étudier comme je le souhaiterais les rapports sociaux de Napoléon avec les femmes, ses idées sur l'éducation et la condition de la femme, et les applications qu'il en fit, j'en doute, puisque, depuis lors, d'autres travaux m'ont entraîné : j'aurai du moins laissé en place cette pierre d'attente.

J'ai pris pour règle de ne point répondre aux critiques : Dans un seul cas j'ai fait exception : En septembre 1902, un écrivain autrichien, M. le Dr Fournier, avait publié dans la *Deutsche Rundschau* un article très vif contre mon livre : *L'impératrice Marie-Louise*. Que mes idées ne fussent point les siennes, rien de mieux : Il est Viennois, moi Français. Il a reçu mission de justifier la conduite du cabinet autrichien vis-à-vis de l'Empereur ; cela s'explique ; il l'a fait avec une violence inutile et une maladresse teutonne, ce qui a été excellent. Selon lui, nul n'a contraint Marie-Louise à désertir son mari malheureux, et c'est d'elle-même, volontairement, spontanément, qu'elle l'a quitté. Sa résolution a été formée du premier jour, et elle l'a remplie sans hésitation et sans regret. Telle n'avait pas été mon sentiment ; je l'avais dit. M. Fournier affirmait le contraire. C'était dans les règles. Les lecteurs prononceraient. Quant à engager une polémique, je n'avais garde.

Un temps passa : je me présentai à l'Académie ; l'élection était fixée au 18 juin. Dans le numéro de

mai de la *Revue historique*, laquelle, comme on sait peut-être, paraît à Paris tous les deux mois, M. Fournier fit insérer, en l'adaptant à la mentalité française et en omettant ce qui eut semblé par trop autrichien, une traduction de l'article qu'il avait publié huit mois auparavant en Allemagne : simple coïncidence sans doute, mais le hasard voulait aussi que je ne pusse, avant l'élection, répliquer dans la *Revue historique*, dont le prochain numéro ne paraissait qu'en juillet.

Les candidats à l'Académie ont l'épiderme sensible. A tort, sans doute, je pensai que cette publication inopportune n'était pas faite sans dessein, Elle n'influa point sur le résultat de l'élection, mais la courtoisie du procédé m'avait touché, et, quelques années plus tard, la *Neue Freie Press* m'ayant demandé des articles, je saisis l'occasion d'exposer, à Vienne même, des idées qui différaient de celles de mon contradicteur. M. le D<sup>r</sup> Fournier, que je n'avais point nommé, prit mon article à son compte et riposta en une forme qui est sans doute celle de la polémique historique sur les rives du Danube. J'étais en droit de le contredire et je le fis en me bornant strictement au sujet que je voulais traiter et avec une politesse dont mon savant contradicteur avait été loin de donner l'exemple.

Je n'ai du moins rien cédé de ce que je croyais être la vérité et si, depuis lors, la communication précieuse de documents russes que je dois à la constante bienveillance du grand-duc Nicolas

Mikhaïlovitch m'a encore confirmé dans l'opinion que j'avais prise, j'attendrai pour les publier qu'il plaise à M. le D<sup>r</sup> Fournier de rouvrir un débat qu'il a clos brusquement en déclarant que j'étais comme la Garde. Je ne sais pas de plus grand éloge : où la comparaison cloche, c'est que je ne me suis pas rendu — et que je ne suis pas mort.

Ce cas où j'ai dû prendre la parole pour un fait personnel n'est point un délit d'habitude et, si je n'avais cru que cette polémique présente quelque intérêt pour fixer un point d'histoire, je me serais abstenu de la reproduire. Ce qui importe ce n'est ni ce que je suis, ni ce que je pense, ni ce que j'écris, c'est l'image que je parviens peut-être à suggérer, c'est la doctrine que je m'efforce de répandre, c'est la passion que je travaille à susciter. Si peu que j'y réussisse, c'est assez si j'ai éveillé chez quelques-uns, affermi chez quelques autres, le culte de Napoléon ; c'est assez si j'ai de toutes mes forces crié son nom et, dans ce pays qui le méconnaît, affirmé qu'il a encore des fidèles.

F. M.

Mai 1906.

---



## NAPOLÉON ET LES FEMMES

Dans les premières soirées de sa captivité commençante, au temps où son corps était encore alerte et son esprit dispos, Napoléon aimait à promener ses rêveries dans le petit enclos de Bryars, sous ces constellations nouvelles où ses yeux cherchaient encore son étoile disparue. Pour la première fois, il se laissait aller aux confidences; il éprouvait le besoin de se raconter; il tentait de s'expliquer sa vie. Jusque-là, cette vie, il l'avait vécue, il l'avait subie, il ne l'avait point menée. Elle l'avait entraîné en une course si furibonde que ce n'était que par un incessant effort, par un perpétuel prodige d'activité mentale et physique qu'il y avait pu suffire, *Les faits* l'avaient étreint si étroitement que son esprit, absorbé par eux, n'avait pu s'attacher à des idées qui ne se traduisissent pas en faits. Les lois visent *des faits*, les institutions déterminent *des faits*; il discutait donc les unes et les autres, il s'y arrêtait, il s'y plaisait même, mais jamais à un point

de vue académique. Dans l'ordre politique ou social, chaque *fait*, qu'il l'eût ou non préparé, engendrait une série d'idées conséquentes qu'il traduisait aussitôt en *faits* qui, même inaccomplis, revêtaient pourtant toujours la forme d'exécution. Ces projets, dont les réalisations chimériques étaient jetées sur le papier, avaient été jusque-là ses seuls rêves. Pour philosopher, il n'avait ni goût ni loisir. Même avec le loisir, le goût ne lui en était pas venu. Transporté brusquement en une solitude où le présent comme l'avenir échappaient à sa volonté, il voyait sa destinée accomplie, fixée d'une façon si irrévocable que la mort était l'unique événement qui pût y intervenir. Son esprit alors, demeuré tel, mais ne trouvant plus sa nourriture de *faits* actuels ou futurs, se rejetait sur le passé, et, dans le passé, il ne se plaisait ni à analyser ses sentiments, ni à démêler la genèse de ses idées, ni à expliquer le caractère moral des êtres qui l'avaient approché de plus près, il notait des *faits*.

Dans sa vie, la politique et la guerre ont tenu la grande place. Elles l'ont, semble-t-il, absorbé; mais, derrière le législateur et le conquérant, il y a l'homme, et c'est l'homme qu'il importe d'abord de connaître si l'on veut essayer de comprendre le souverain. Nulle difficulté à cela, car Napoléon est véridique. Il ne se dément pas, il ne complique pas. Il énonce à ses divers interlocuteurs des idées semblables sous des formes identiques; il leur raconte les mêmes anecdotes dans les mêmes

termes. Il apprécie devant eux les caractères avec des mots pareils, une répétition acquise du même jugement.

Or, ce n'est pas seulement de batailles et de traités, d'administration et de finances qu'il entretient alors ses compagnons, celui surtout en qui la fortune lui a permis encore de trouver un ami, qui ne l'a point jadis approché d'assez près pour que l'habitude de la subordination militaire arrête maintenant sa réplique, et dont la vie n'a point été si intimement mêlée à la sienne qu'il n'ait plus rien à lui en apprendre : il parle aussi de l'amour et de la femme. La femme l'occupe plus à Sainte-Hélène qu'elle n'a fait pendant presque tout son règne, et il faut remonter à l'époque où, consul, il discutait les articles du Code civil en Conseil d'Etat, pour trouver de sa part de si nombreuses appréciations de la femme. Recueillir ces divers témoignages, ceux des conseillers d'Etat et ceux des déportés de Sainte-Hélène, extraire de la *Correspondance*, du *Moniteur*, des mémoires de ceux qui l'ont observé, les paroles qu'il a prononcées, dégager les idées qui lui ont inspiré ses actes, c'est tout le travail nécessaire pour déterminer à quelles formules son esprit s'est arrêté, quelles doctrines il s'est formées sur les rapports de l'homme et de la femme, sur la condition même de celle-ci, sur sa valeur intellectuelle et morale, sur la place qu'il convient de lui assigner dans la société. A cet examen, sans doute, manque un élément de recherche qui n'est

pas des moindres : comment a-t-il senti et compris l'amour? Mais c'est là le sujet d'une enquête nouvelle dont celle-ci forme, sans doute, le préliminaire obligé et fournit en même temps les conclusions nécessaires.

Napoléon n'est point un homme à bonnes fortunes. Sa jeunesse a été chaste, et la femme n'y a joué presque aucun rôle. « La vie des camps ne l'a point rendu cynique, et, a dit un de ses compagnons, en tout ce qui touche à la volupté, il donne une couleur ou des noms poétisés. » Il semble que ces aventures, qui, durant ses quatorze années de pouvoir, lui ont été si souvent présentées, « ces maîtresses dont Talleyrand avait toujours une douzaine dans ses poches » sont effacées de sa mémoire. Il n'amuse point son désœuvrement d'images et de conversations malsaines, d'histoires scandaleuses ou de tableaux grivois. Devant ses yeux, s'il passe parfois quelque figure de femme, c'est d'une femme qui, aux dernières heures de sa puissance écroulée, lui a donné des marques d'un attachement tendre et fidèle; c'est d'une jeune fille avec qui, au temps où il était sous-lieutenant d'artillerie, ses idylliques amours allaient, comme ceux de Rousseau, à la cueillette des cerises.

La seule femme qui, en vérité, s'impose à sa pensée et la hante, la seule d'après laquelle il a formé son opinion de la femme, c'est la sienne. Sans doute, à côté de Joséphine, souvent il place

Marie-Louise; il les compare l'une à l'autre, allant de celle-ci, qui est « l'art et les grâces », à celle-là, qui est « l'innocence et la simple nature », revenant à elles avec une tendresse reconnaissante, la caresse dont son cœur peut les flatter; mais, quoi qu'il dise de la seconde, c'est la première qui, seule, a tracé sur lui; Joséphine, la passion de ses vingt-cinq ans, est pour lui la femme type, celle dont il a en vue l'esprit, les infidélités, les dettes, la grâce, la coquetterie, lorsqu'il parle de la femme, lorsqu'il règle à la femme une destinée dans son empire, lorsqu'il combine des lois contre la femme, lorsqu'il jette les bases de l'éducation de la femme, lorsque enfin, à Sainte-Hélène, il exprime sur la femme son jugement définitif.

Pourtant, à Sainte-Hélène, comme s'il voulait former une opposition qui plaît à sa pensée, comme si, devant le parallèle qu'il établit, il dégagait mieux ses idées, comme si, à ce rapprochement, il gagnait des arguments pour fortifier en lui-même ses impressions et en trouver la formule, sans cesse il accompagne le nom de Joséphine de celui de Marie-Louise. C'est comme une politesse obligée qu'il fait à celle-ci. Il n'analyse d'ailleurs les sentiments ni de l'une ni de l'autre; il ne descend point au profond de leur être moral, ne se demande même pas si elles l'ont aimé et de quelle façon; il ne recherche pas davantage quelle sorte d'amour elles ont éprouvé pour lui; il ne prend pas garde à l'idée qu'il leur a laissé de son caractère. Il note

les *faits* sans en tirer de conséquences. Il a discerné des qualités et des défauts par suite de la répétition de leurs manifestations identiques ; mais la conscience qu'il a de ces défauts ne le conduit pas à soupçonner qu'ils aient pu entraîner la femme à d'autres actes que ceux qu'il connaît. Il ne déduit pas du mensonge habituel chez Joséphine qu'il a pu être trompé par elle ; de sa prodigalité, que le besoin d'argent a pu amener la vénalité. Il la prend telle qu'elle se donne, telle plutôt que les apparences la lui donnent, et pour que, au même titre, Joséphine et Marie-Louise aient droit, en son esprit et en son cœur, à un souvenir attendri, il suffit qu'à toutes deux il trouve une vertu maîtresse : « qu'elles aient été bonnes, douces, fort attachées à leur mari, de l'humeur la plus égale et d'une complaisance absolue. » Avec chacun de ses compagnons, avec Las Cases, avec Montholon, avec Marchand, avec O'Meara, avec Antommarchi, il revient trop souvent sur cette idée, et ses interlocuteurs la rapportent en termes trop identiques, pour que ce ne soit pas le fond même de sa pensée. Ce qu'il prise avant tout chez Joséphine, comme chez Marie-Louise, c'est « la soumission ».

Or si, chez les deux femmes qu'il a le plus aimées, inégalement sans doute, certainement de façon très différente, mais qu'il a aimées dans la sincérité de sa nature, c'est là la qualité qu'il trouve le plus à louer et qui à elle seule suffit à effacer toutes les défaillances, c'est que la base même de sa doctrine

sur la femme, c'est la subordination absolue de la femme à l'homme. La femme est née, créée pour obéir.

Napoléon ne cherche point si cette obéissance a été effective, intime et consentie. Il en a obtenu l'apparence et cette apparence suffit à son esprit. Il tient l'apparence pour le *fait* (et *le fait* est tout pour lui), tandis que dans l'esprit de la femme *le fait* n'est rien. La conscience de la femme est pleinement satisfaite si elle a donné à l'homme une apparence, et *le fait en soi* ne commence à prendre à ses yeux un semblant d'existence que du moment où l'illusion qu'elle a voulu produire se dissipe, où *le fait*, devenant patent, lui échappe, cesse d'appartenir à elle seule ou aux confidentes de son sexe, ses alliées naturelles pour la lutte perpétuellement ouverte avec les êtres de l'autre sexe. Encore, à cet instant, est-elle toute prête à nier *le fait*, et, par la négative hardie qu'elle appuie des démonstrations de son orgueil offensé, où, sans contradiction trop choquante, elle sait joindre la supplication tendre et la tentation de souvenirs intimes, elle triomphe encore de *ce fait*, devant lequel l'homme, du premier coup, se fût incliné et qu'il eût eu la faiblesse de reconnaître. Elle embrouille si bien les circonstances accessoires que, d'accusée, elle devient accusatrice, ou, tout le moins, qu'elle voile le *fait* d'une gaze d'abord légère, peu à peu épaissie, dont elle brode la trame de si vives couleurs, de si aimables dessins, qu'elle



rétablit presque entière l'illusion détruite et que l'homme en arrive à prendre sincèrement l'apparence pour la réalité.

C'est le cas pour Napoléon. Il a cru avoir obtenu la soumission, quand il n'avait pas même l'obéissance. Pour Marie-Louise, il se peut qu'il ne fût pas de bonne foi vis-à-vis de lui-même, qu'il voulût se dissimuler et cacher aux autres la révolte à laquelle il ne voulait pas croire. Mais, pour Joséphine, il était parfaitement convaincu que les choses avaient été telles qu'il le disait, alors que l'étude de sa vie intime démontrerait rigoureusement que cette soumission apparente, dont il serait difficile peut-être de donner d'autre preuve que l'accession tardive au projet du divorce, était l'un des procédés les plus habiles que Joséphine sût employer, soit pour échapper aux soupçons de son mari, soit pour obtenir de lui ce qu'elle souhaitait.

Il n'est point nécessaire pourtant que Joséphine ait été effectivement une épouse obéissante, il suffit que Napoléon se soit imaginé qu'elle l'a été pour qu'on puisse dégager la conception particulière qu'il avait de la femme. N'en résulte-t-il pas que, volontairement, il évitait de pousser un peu avant l'analyse du caractère, parce que, à ses yeux, ce caractère ne valait pas d'être analysé; qu'il négligeait de discerner les actes et d'en constater les mobiles, de soulever le voile dont la femme sait si adroitement s'envelopper à l'occasion, parce qu'il dédaignait les découvertes qu'il eût pu faire? Certes,

il n'a pas la notion que jamais un cerveau masculin n'aura la compréhension de ce qui se passe dans un cerveau féminin, mais il méprise la femme comme un être inférieur, qui ne doit avoir aucune influence sur la pensée de l'homme, et que sa légèreté, son inconsistance, sa sensualité, destinent uniquement à une existence subordonnée, sous peine, si elle s'en échappe, que les ménages d'abord, ensuite la société, enfin la nation en soient profondément troublés.

A-t-il sur ce point raisonné ses idées? Est-il arrivé à cette conclusion par une suite de déductions analogues à celles qu'il a employées en d'autres circonstances lorsque, faisant table rase des opinions reçues, il ne prenait pour guide que son bon sens et son expérience personnelle? Certes — seulement son expérience ici se borne à un cas particulier, et ce cas — c'est-à-dire Joséphine — se trouve répondre exactement aux idées qui, de son temps, avaient cours sur la femme. Par suite, il est en entière conformité de doctrine avec ceux de ses contemporains qui sont appelés à discuter avec lui, et les juristes qui eussent pu redouter qu'il rompit brutalement les vieux moules où leurs prédécesseurs avaient coulé l'humanité, n'ont, en l'espèce, nulle révolte à craindre de son bon sens, car son bon sens est d'accord avec leurs théories.

Il admet, sans même les discuter, les doctrines qu'a contribué à établir une législation, qui, en France, et peut-être uniquement en France, loin

d'avoir été modifiée par le courant germanique, a été renforcée par lui, et qui, à ses traditions romaines, a joints sans effort les traditions saliques. La religion est venue leur prêter son prestige, et les paroles que Jéhovah, dans la *Genèse*, dit à Adam : « Je mettrai une inimitié entre toi et la femme, entre sa race et la tienne ; » celles qu'il dit à Ève : « Vous serez sous la puissance de votre mari et il vous dominera » consacrent et divinisent le commandement, de même qu'elles établissent ou constatent le perpétuel malentendu entre les deux sexes. Affermi par l'expérience des siècles comme par l'autorité de la religion, l'axiome a d'autant moins besoin d'être démontré à Napoléon, que Napoléon pense à Joséphine. Il sent, il sait que l'esprit de révolte est en la femme, qu'il est l'esprit même de la femme, et, dès lors, il tend tous les ressorts pour obtenir de gré ou de force l'apparence au moins de la soumission.

Qu'on ne vienne pas lui parler d'égalité entre l'homme et la femme, il ne saurait en admettre aucune : « Ce qui n'est pas français, dit-il, c'est de donner de l'autorité aux femmes. » Nulle parité donc entre les deux sexes, qui ont à remplir des fonctions très diverses : l'un doit commander, l'autre doit obéir. L'homme, en échange de cette obéissance, est tenu de nourrir et de protéger la femme ; mais la mesure dans laquelle cette protection s'exercera n'est pas réglée par la loi, tandis que les pénalités y sont accumulées pour prévenir

la désobéissance de la femme. Où il plaît à l'homme de résider, la femme est obligée de le suivre, et, pour la contraindre, l'homme n'a qu'un signe à faire pour mettre en mouvement l'autorité judiciaire. Le droit de correction lui appartient, non, il est vrai, aussi complet que sous l'ancien régime, mais tel pourtant que son exercice ne peut être invoqué par la femme comme une cause de séparation. Contre la plus grave des révoltes que la femme puisse commettre, l'adultère, l'homme est armé de toutes pièces : la vie de la femme est dans ses mains, comme sa liberté. S'il a épargné l'épouse révoltée, il peut à son gré exercer contre elle une action publique ; lorsque la femme a été condamnée par les tribunaux, il peut encore lui faire grâce, comme s'il était le souverain. Il l'est, en effet, toutes les fois que lui-même ne se met point en lutte avec la loi de l'Etat, ou que, à l'égard de la femme, il n'a point pris une habitude de sévices qui rendent manifeste sa cruauté.

Cela est peu à craindre ; mais, par l'impossibilité de définir exactement les limites du droit de correction, la porte est ouverte à toutes les faiblesses et toutes les capitulations des juges. Ce qu'on nomme l'adoucissement des mœurs, c'est-à-dire l'influence grandissante de la femme dans les sociétés vieilles, saura tirer profit de toutes les ambiguïtés, étendre et dénaturer les termes, tourner au bénéfice même de la femme les pénalités édictées contre elle. Napoléon le soupçonne. Il sait que

« l'adultère n'est pas un phénomène » qu' « il est très commun ». Il pense que ces châtiments, dont le mari peut frapper l'épouse révoltée, demeureront d'ordinaire lettre morte, parce que l'homme répugnera à les employer. L'homme peut tuer, mais il ne tuera pas parce qu'il aura pitié. Il peut demander le divorce pour cause d'adultère, mais il ne le fera pas, pour la femme d'abord, puis pour lui-même à cause du ridicule, qui, dans nos mœurs, rejaillit sur le mari, enfin, pour les enfants qui seraient déshonorés par la mauvaise conduite de leur mère ». Il faut donc inventer une arme nouvelle à l'usage des gens dits *comme il faut*, et ce sera le divorce par consentement mutuel, où « les causes devront être jugées devant le tribunal de famille afin d'éviter le scandale des accusations d'adultère ». De quelles précautions minutieuses, de quelles formalités longuement étudiées, il entoure ce mode de divorce pour qu'il ne devienne point le fléau des mœurs publiques, pour que, l'enfant en souffre le moins possible, pour que sauf en des cas extrêmement graves, l'homme seul en garde la disposition, et pour que la femme ne puisse s'en servir pour amoindrir la puissance maritale, c'est ce que seulement l'étude oubliée du titre VI du Code civil peut faire connaître. Le divorce, là, n'est point un jeu commode où peut se plaire la femme adultère, révoltée ou incomprise. Il est un acte solennel et grave, auquel participent les époux, leurs familles, les magistrats de tous les degrés, et

les représentants même de la nation. Il porte avec lui sa peine, il entraîne des obligations qui frappent les personnes pour un temps, et les biens pour la vie entière. Il est lent comme la justice même, mais la justice ici ne se fait point impassible, et, si elle prolonge ses audiences, c'est pour mettre plus souvent en présence les époux, pour éveiller dans leur cœur un reste de tendresse, leur épargner les résolutions hâtives que la colère inspire et que la raison désavoue.

Par cet ensemble de lois, Napoléon croit-il avoir établi la subordination de la femme ? Il sent que, par elles, elle est contenue peut-être, non soumise. Ce sont des pénalités qu'elle encourt si elle a failli, des pénalités édictées par les hommes et contre lesquelles la femme esclave éprouvera toujours une instinctive révolte. Mais, si elle s'oblige elle-même, si elle oblige sa conscience, si elle enchaîne sa destinée par la religion d'un serment, si elle se lie à l'homme qui sera son mari par une promesse d'obéissance et de fidélité librement prêtée, qui soit pour la vie le renoncement à une volonté indépendante, que pourra-t-elle alléguer et comment se défendra-t-elle si elle manque à sa parole ? Napoléon écrit donc ce serment dans la loi : « Il faut, dit-il, que la femme sache que, sortant de la tutelle de sa famille, elle passe sous celle de son mari. » Il voudrait que ce serment fût entouré d'une sorte de solennité civile. Il combine des termes, il invente des cérémonies ; le mariage, tel

qu'il est célébré, lui semble *trop sec*. « Il faudrait quelque chose de moral », quelque chose comme un prône; mais comment ne pas tomber dans le ridicule quand ce prône devra être imaginé et récité par les officiers civils des petites communes? Il est donc contraint de se restreindre, il ne glisse point dans l'absurdité d'un culte civil; mais la femme du moins aura connaissance de tous ses devoirs et de ce qui lui reste de droit. Elle écouterait debout la lecture de la loi, elle apprendra que ce serment qu'elle va prêter, engage, tant qu'elle vivra, son être physique, son être moral, tout ce qu'elle est et tout ce qu'elle possède, qu'il lui reste seulement la disposition testamentaire de ses biens. Qu'elle le prête ensuite, libre à elle; elle sait qu'elle s'oblige à la fidélité et à l'obéissance, qu'elle se subordonne et qu'elle s'aliène, qu'elle cesse d'avoir une personnalité propre pour se fondre dans la personnalité de celui qui désormais lui impose son nom.

Est-ce assez? Non. Ce serment d'obéissance et de fidélité semble encore à Napoléon trop général, trop indéterminé. Volontiers — et c'est bien ici le mari de Joséphine qui apparaît — il irait plus loin: il demanderait que la femme fût engagée par des serments précis portant sur des points particuliers. « Ne devrait-on pas, dit-il, ajouter que la femme n'est pas maîtresse de voir quelqu'un qui déplaît à son mari? Les femmes ont toujours ce mot à la bouche: « Vous voulez m'empêcher de voir qui « me plaît. » Sa faiblesse ici, pour les autres hommes



comme pour lui-même, voudrait trouver dans la loi un appui assuré, comme si la loi, comme si la majesté du serment pouvaient, dans les menus détails de la vie intime, suppléer à l'énergie de l'homme et imposer la soumission.

Il sent qu'il y échoue, que la femme qui n'a point eu part à la loi, qui prête un serment sans en peser les termes et à qui, d'ailleurs une promesse dépourvue d'un appareil hiératique et dépouillée des formules sacramentelles n'apparaît que comme un assemblage de mots sans signification et sans sanction, tiendra pour non avenu ce que les hommes auront exigé d'elle en échange de ce qui lui semble une émancipation et qui doit être, en réalité, une tutelle plus étroite. Il invoque Dieu à son aide; il appelle à son secours la religion, « le plus sûr garant pour les mères et pour les maris ». Élevées dans la crainte d'un Dieu vengeur, dans l'idée de l'obéissance nécessaire à l'homme qui les épousera — devoir strict dont les pénalités éternelles puniront les infractions — peut-être, sinon les femmes de la génération présente, au moins celles de la génération future, seront-elles préparées à subir sans révolte cette conscription du mariage. « Élevez-nous des croyantes et non des raisonneuses, » écrit-il à Lacépède; et il invoque tour à tour « la faiblesse du cerveau des femmes, la mobilité de leurs idées, leur destination dans l'ordre social », pour imposer aux jeunes filles un frein qui, dit-il, « ne peut être qu'une religion charitable

et douce ». Cette religion où il y a de l'Ancien plus que du Nouveau Testament, où le féminisme ultramontain et jésuitique ne s'est pas encore introduit pour en fausser les dogmes et en dévier l'esprit, qui, telle qu'elle a été enseignée par les grands évêques et les grands docteurs de l'Église de France, est demeurée une religion masculine, où la pitié pour la femme repentie n'assure point l'impunité à la femme coupable, où le prêtre ne se fait point l'allié de la femme pour assurer contre l'homme leur domination commune, mais demeure son mentor et son juge; cette religion qui, à la femme, ne prêche point la révolte, mais impose la soumission, qui, à l'homme, enseigne le pardon, mais interdit l'abdication, qui, à la société, ne dénie aucun de ses droits et resserre au contraire le lien qu'elle a formé entre les sexes par la résignation qu'elle inspire à l'un et par la charité qu'elle ordonne à l'autre, c'est la religion que Napoléon comprend, celle qu'il a rétablie en France, et qui seule, à ses yeux, mérite, par le concours qu'elle apporte à l'État, qu'il se dessaisisse pour elle du droit de contrôle sur les hypothèses du par delà la mort.

Mais, pour que cette éducation religieuse porte ses fruits, il faut que la génération nouvelle la subisse; la génération présente, Napoléon en désespère et il regrette, moins paradoxalement qu'on ne croit, que les peuples modernes aient renoncé aux mœurs de l'Orient. « Nous avons tout gâté, dit-il,

en traitant les femmes trop bien. Nous les avons portées à grand tort presque à l'égal de nous... La nature les a faites nos esclaves, ce n'est que par nos travers d'esprit qu'elles osent prétendre à être nos souveraines. Pour une qui nous inspire quelque chose de bien, il en est cent qui nous font faire des sottises. »

Voilà le mot dit, et c'est le fond de l'âme. Si Napoléon a prétendu, par les lois divines et humaines, subordonner la femme à l'homme; si, convaincu du bon droit masculin, il a inventé des entraves de toute nature pour comprimer la révolte féminine, c'est que, en lui comme en tout homme sincère, il est deux modes de penser : l'un en présence de la femme, l'autre hors de son influence; l'un qui est traditionnel et raisonné, l'autre qui est instinctif et sexuel. C'est que, personnellement, il connaît son incapacité de dominer la femme, sa faiblesse vis-à-vis d'elle, cette faiblesse nerveuse qui l'empêche de rien refuser à la femme qui se jette à ses pieds, qui l'implore et le supplie. Rien de vrai comme le mot de Joséphine à M<sup>me</sup> de Polignac : « Il faut que vous le voyiez. S'il vous voit au désespoir, si vous ne vous laissez pas rebuter par un premier refus, vous obtiendrez tout de lui. » En vérité, il ne sait pas, il ne peut pas. Une seule fois en toute sa vie, il a résisté à des femmes, à une sœur demandant la grâce de sa sœur, à des jeunes filles demandant la grâce de leur mère. C'est à Schœnbrunn, en 1809. Il s'agissait de M<sup>me</sup> Acquet

de Ferolles, condamnée à mort par la cour criminelle de Rouen pour complicité dans des attaques de diligences, des vols à main armée qu'on colorait de politique. Ses enfants se précipitent aux genoux de Napoléon; il les relève, prend leur pétition, la lit tout entière; il pose des questions, il s'émeut. « Deux fois, dit un témoin, je l'ai vu changer de couleur, des larmes roulaient dans ses yeux, sa voix était altérée. » Enfin, brusquement, il s'échappe en disant : « Je n'en ai pas la puissance. » Et tout le reste du jour, il reste attristé et sombre.

Entre la vie de M<sup>me</sup> Acquet et la pacification définitive d'une grande province, où les actes de banditisme devaient être comprimés par un éclatant et terrible exemple, l'Empereur avait dû préférer justice à clémence, parce que la grâce ici « eût été nuisible à la famille sociale » ; mais qu'a-t-il su refuser à M<sup>me</sup> de Polignac, à M<sup>lle</sup> Lajolais, à M<sup>lle</sup> de Rivière, à M<sup>lle</sup> Gaillard, à la duchesse de Weimar, à la princesse de Hatzfeld, à M<sup>lle</sup> de Saint-Simon ? Qu'on cite un cas où, sa politique et sa vie seules étant en jeu, il ne se soit pas senti faible vis-à-vis d'une femme — et il ne faut point parler de l'argent ! c'est des têtes qu'il peut refuser, non de l'or. — « Les femmes ont deux choses qui leur vont fort bien, disait-il, le rouge et les larmes ; » mais, devant ces larmes, il est sans force : il le sait, et on le sait.

S'il s'attendrit ainsi, c'est que la femme lui appa-

raît alors « sensible et bonne, naïve et douce », dans la mission qu'il lui attribue, dans le caractère qui lui convient, abaissée devant la puissance de l'homme en qui elle reconnaît le maître. Mais de telles catastrophes où l'existence d'un époux, d'un père, d'un frère est en jeu, ne composent point la trame de l'existence. Dans la vie sociale, il est bien plus d'heures où la femme est suppliée qu'il n'en est où elle supplie, et d'ordinaire, pour obtenir ce qu'elle désire, elle n'a ni à le demander, ni même à se le faire offrir, mais à se faire supplier pour l'accepter, à moins qu'elle ne se fasse contraindre pour le recevoir. C'est l'art suprême où la femme du monde est passée maîtresse, et cela seul suffirait pour que Napoléon, qui ne comprend rien à ces finesses, ait en aversion la femme du monde. N'est-ce pas, en effet, que, ayant constamment besoin de l'homme, de celui qui, théoriquement et légalement, est le maître, elle retourne les rôles, intervertit les caractères et présume assez du désir, même contenu, qu'elle inspire, pour se jouer à sa guise de tout être masculin qui l'approche? N'est-ce pas que tout, dans la vie qu'elle mène, est combiné par elle pour s'assurer une indépendance qui paraît à Napoléon un crime? Cette indépendance, elle l'affirme par ses relations mondaines, par ses amitiés féminines, même par les amants qu'elle se donne et qu'elle ne prend le plus souvent que pour se prouver qu'elle ne dépend que d'elle-même.

Les autres femmes inquiètent peu Napoléon.

Son esprit d'ordre les a rangées sur son échiquier, et elles figurent sur ses états de situation ; mais celle-ci où la placer ? Comment assigner une case à cette femme qui n'a ni métier, ni profession, qui se contente d'être *la femme*, et qui par elle-même, par son esprit et ses grâces, par ses façons et son accueil, sa manière de vivre et de penser, sa conversation et ses manières, ces riens qui échappent à l'analyse et qui font la société, s'élève sur un sommet où les hommes, si puissants qu'ils soient, ne peuvent atteindre, parce qu'il est à côté et au-dessus de la hiérarchie gouvernementale. De là, quelque carrière qu'ait embrassée son mari — un prince-époux — elle régenté tous les hommes. Son domaine est universel, car elle a pour sujets naturels tous ceux qui, à un titre quelconque, peuvent aspirer à fréquenter son salon et à se sentir distingués par elle. Les hommes la recherchent parce que, seule, elle fait le charme de la société, et elle aussi recherche les hommes pour s'en parer ; il en est quelques-uns sans doute qui, s'étant fait désirer, savent tirer profit des enthousiasmes qu'ils ont fait naître et du dévouement qu'ils s'entendent à entretenir ; mais, pour l'ordinaire, ce n'est guère l'homme qui exploite la femme, mais bien plutôt celle-ci celui-là. Si une femme impose à son salon un homme de lettres et le met à la mode, c'est pour se faire sa muse et régir sa littérature. Si elle prend du goût pour un artiste ou du moins qu'elle le dise, c'est pour que son art lui appartienne, qu'elle en

obtienne la primeur et qu'elle en goûte tous les succès. Si c'est un homme en place, c'est pour satisfaire des rancunes, distribuer des emplois, conduire des intrigues, mener à son caprice les êtres et les choses, et mettre en jeu des ressorts dont elle ignore autant l'objet que l'action, la construction que l'effet. Elle en use à l'aveugle, sans connaître aucune responsabilité, sans avoir conscience d'aucun devoir, sans admettre aucune loi, sans avoir reçu aucune tradition, sans éprouver aucun patriotisme et, en même temps, sans ressentir jamais aucune inquiétude.

Que les femmes ainsi faites tinssent académie de belles-lettres et de beaux-arts, de toilette et d'amour, Napoléon n'y contredisait pas ; mais il ne souffrait point qu'elles touchassent à la politique. De sa lecture de l'histoire, il avait rapporté l'horreur de la Fronde, de la Régence, du règne de Louis XV, des périodes où la femme a régné sur les hommes et par les hommes. Il en avait vu la nation compromise en sa gloire, sa fortune et son honneur. Si, en 1795, à ses débuts à Paris, il avait subi un instant la séduction de ces femmes » qui seulement ici, de tous les lieux de la terre, écrivait-il, méritent de tenir le gouvernail », il n'avait point tardé en Italie à faire son expérience d'un gouvernement que les femmes conduisent. Le revirement avait été brusque. « Les femmes sont l'âme de toutes les intrigues, disait-il à son retour. On devrait les reléguer dans leur ménage ; les salons

du gouvernement devraient leur être fermés. On devrait leur défendre de paraître en public autrement qu'avec la jupe noire et le mezzaro, comme à Gênes ou à Venise. »

En lui, cette impression persiste si intense qu'elle devient la règle même de sa conduite. Sans doute, il renonce aux mezzaros et aux jupes noires, parce que les manufactures en souffriraient; mais, dès qu'il organise une cour, il y établit des règles si étroites que les femmes qu'il y admet semblent avoir les mains liées pour l'intrigue. « Nous ne lui apparaissions, a dit l'une d'elles, et nous ne nous apparaissions nous-mêmes que comme de vraies machines à peu près pareilles, ou peu s'en fallait, aux meubles élégants et dorés dont on venait d'orner les palais des Tuileries et de Saint-Cloud. » Aux Tuileries et à Saint-Cloud, il sait les contenir, et elles jouent l'admiration craintive, elles gardent le silence commandé, elles ont aux lèvres le perpétuel et contracté sourire des danseuses en scène. Mais, dehors, que disent-elles? Que font-elles? Que pensent-elles? Quels discours tiennent les autres, les dames de ce Faubourg Saint-Germain dont la conquête le séduirait plus que bien des royaumes, et dont il grandit l'importance jusqu'à s'en inquiéter à Vienne, à Berlin, à Madrid, à Moscou?

Cette société dont il n'était pas de naissance et dont il eût voulu être, ce monde mystérieux, qui n'avait point capitulé devant lui, ou qui, s'il semblait un jour séduit par les titres, les dignités et



l'argent prodigués, se réservait quand même l'impugnabile forteresse de ses salons, c'était pour Napoléon, petit gentilhomme corse, officier de fortune, l'obsession continuelle. Il y avait chez lui un trait de *snobisme*, ce trait qu'il avait accusé dès le début en s'imaginant que Joséphine était de bonne maison, qu'il affirme plus tard lors du mariage avec Marie-Louise. Mais il y avait aussi un sentiment d'inquiétude. A des instants, il avait la perception confuse du danger que cette société ferait courir à son œuvre. Sa police écoutait aux portes; mais ce qu'elle surprenait, c'étaient les paroles prononcées à voix haute, les mots imprudents, les épigrammes fouettantes, non le chuchotement des confidences, non l'échange muet des signes de ralliement, non le murmure indistinct des conspirations. C'étaient alors les moins dangereuses, peut-être les moins coupables, les folles, les indiscrètes, les exaltées, qu'il se trouvait frapper, et n'entendant plus les autres, il s'imaginait peut-être les avoir réduites au silence et croyait, au mépris de Tacite, que ce silence c'est la paix.

Rien de plus dangereux que ce silence par ordre. Devant le commandement, les moins mauvaises se cabrent et s'exaltent; les pires, se repliant sur elles-mêmes, méditent des revanches. Lui les croit conquises ou soumises quand elles ne sont que plus intimement révoltées, et il va sa route, les yeux à son étoile, tandis qu'elles attendent, rasées à terre, muettes, prêtes à lui couper les jarrets.

Quel rôle les femmes ont joué depuis 1808 autour des diplomates russes? Quel rôle soufflé par Talleyrand? Comment, par leurs correspondances, elles ont peu à peu encouragé les coalitions? Quelles d'entre elles ont été les porteuses de paroles traîtresses et quelles ont noué les liens d'alliance contre la France? C'est ce qu'on soupçonne à présent, ce qui, à quelques esprits, apparaît comme une certitude, mais dont encore les preuves manquent.

Napoléon avait raison de se défier d'elles, et 1814 est là pour justifier ce qu'on a appelé ses *persécutions*; mais cette défiance qu'il éprouvait d'instinct, il n'était point parvenu à la raisonner, parce que, *les faits* lui échappant, son esprit ne pouvait tirer des conclusions de soupçons psychologiques. En atteignant les manifestations politiques de la femme sous quelque forme qu'elles se présentassent, il a cru parer à tout, qu'il s'agisse de la reine de Prusse qui joue l'amazone, de M<sup>me</sup> de Staël qui fait des pamphlets, de M<sup>me</sup> Acquet qui attaque des diligences, ou de M<sup>me</sup> de Chevreuse qui veut « une Fronde » nouvelle; si le traitement a été énergique et parfois brutal, c'est qu'il prétendait faire rentrer la femme dans son rôle, l'empêcher de se mêler du métier d'homme. Cela est si vrai que c'est le moment où il rudoie si fort la reine Louise dans ses bulletins, qu'il choisit pour combler de grâces la duchesse de Weimar, la margrave de Bade, la princesse héréditaire de Hesse, la princesse Auguste de Prusse, qui toutes, quoique ennemies,

sont restées femmes, ont pensé, agi, souffert en femmes. Mais justement peut-on dire que ce sont celles-là qui emploient des armes masculines qui sont le moins à craindre, tandis que celles-ci, qui n'useront que des armes de leur sexe, sont vraiment redoutables. Ce n'est que par lueurs seulement et par éclairs que cette pensée effleure Napoléon; à peine y songe-t-il. De même qu'il ne se rend compte que très vaguement de l'influence que les femmes ont exercée sur sa fortune, il croirait s'abaisser en imaginant qu'elles puissent peser sur ses destinées. D'ailleurs, le torrent des événements l'entraîne trop rapidement pour qu'il s'y arrête, et, s'y fût-il arrêté, eût-il concentré toutes ses facultés pour se rendre compte des modes d'action que la femme emploierait contre lui, il n'eût pu, lui, le stratège, surprendre son plan de campagne, car il était homme et nul homme n'y parviendra jamais.

Napoléon moins qu'un autre. Rien, dans son enfance et dans sa prime jeunesse, de féminin : tout est masculin en lui, les idées et les sentiments. Nulle société de femmes, nulle fréquentation ; rien de ce qui permet plus tard à l'homme de démêler quelquefois un peu de la femme. Nulle habitude de l'approcher, de lui parler, de la flatter d'un mensonge complimenteur, d'une fadaise gracieuse, d'un geste d'admiration ou de déférence. On a dit qu'il n'était pas *élevé*, et cela est vrai : on n'est *élevé* que par les femmes et pour les femmes, et seul l'homme qui a été *élevé* peut trouver dans son

esprit quelques notions acquises qui le mettent en contact avec la pensée des femmes. L'homme à femmes, qui n'est point toujours l'homme à bonnes fortunes, mais qui sait se servir des femmes pour parvenir au but où il tend, a été formé tout jeune par les femmes au métier qu'il doit faire. Il a pris dans cette éducation le goût de leur société. Il sait perdre son temps avec elles ; il sait s'intéresser à leurs discours, flatter leurs manies, ménager leurs passions, employer leur égoïsme, diriger leurs actes en paraissant les subir et leur témoigner une gratitude qui les attache plus que tous les services.

Tout cela, Napoléon l'ignore : il n'imagine même point qu'une telle série d'idées puisse entrer dans un cerveau, qu'une telle éducation puisse, inconsciemment même parfois, régler la conduite d'un homme. Comme, suivant le mot qu'affectionnait un de ses descendants, il est simpliste, il veut prendre pour point de départ son cerveau à lui, les idées qu'il s'est formées d'après lui-même pour juger la femme, et comme, alors, tous les mobiles auxquels obéit la femme lui échappent, que ses actes lui paraissent désordonnés ou enfantins, que sa conduite déroute ses idées d'ordre et d'arrangement social, que, sur elle, les moyens qu'il emploie pour mettre les hommes en action demeurent impuissants, il tient pour le néant ce qu'il ne peut ni voir, ni entendre, ni comprendre, et il déclare qu'il n'y a rien en la femme, parce que, en effet, rien d'elle ne lui apparaît. Et pourtant, il sent qu'il

y a quelque chose, mais c'est si loin de lui qu'il ne peut en acquérir la notion ; il sent qu'il n'y a pas dans la femme uniquement de la coquetterie, de la sensualité, de la prodigalité, du mensonge, mais qu'est-ce ? A des jours, par manière d'expérience, il tente, par la brusquerie d'une interrogation directe, d'obtenir une réponse qui ait la naïveté de l'impromptu. Parfois, il y parvient : il en triomphe alors, il s'en sert même pour sa politique, comme au moment du Concordat. Il ne lui déplaît pas que les répliques soient vigoureuses, violentes, insolentes même, pourvu qu'elles soient nettes et qu'il y surprenne le fond même de la pensée. Mais de causerie ou de conversation, il n'en a point connu ; c'est toujours un interrogatoire qu'il fait subir ; or, si doucement qu'elle soit interrogée par un homme, la femme voit dans la question posée une atteinte à son indépendance. Ce qu'elle dirait d'elle-même naturellement, ce qui s'épancherait en flux de paroles, elle le retient et le tait si on la questionne. Et les questions que pose Napoléon n'ont pas seulement l'odieux pour elle d'être des questions, elles sont de plus exprimées sous une forme qui choque ses nerfs ; elles sont dites d'un ton qui révolte sa nature. Et Napoléon n'y peut rien, parce que, quoi qu'il fasse, devant la femme, quelle que soit la femme, il est *embarrassé*.

Il ne sait ni parler aux femmes, ni les aborder, ni causer avec elles, ni leur faire la cour, ni trouver les mots pour leur accorder ou leur refuser une

faveur, et c'est là, bien plutôt que la conscription qui ne les touche guère ou que la tyrannie qui ne les touche point, ce que les femmes ne lui pardonnent pas. Tout effort qu'il tente pour se rendre féminin, pour se mêler d'elles, pour se mettre en leur société, est pour leur déplaire. S'il veut se faire aimable, il devient de mauvaise compagnie. S'il est gai, il n'a ni goût, ni mesure; il va volontiers aux jeux de mains et ne s'inquiète pas s'il fait souffrir. S'il est triste, ou seulement absorbé par ses pensées, il faut, dans le salon où il entre, que chacun se conforme à son humeur. A propos des toilettes où il se croit connaisseur, il a des boutades, et c'est pour critiquer une robe déjà portée bien plus souvent que pour louer une robe nouvelle. Pour les relations de société, il prétend les régler et, aux femmes qui sont de sa cour, interdire de fréquenter chez ses ennemis. Il le signifie en mots cassants, qui sont des ordres ou des menaces. Il ne peut se retenir d'être véridique, de dire à une femme qu'elle est mal coiffée ou qu'elle a les bras rouges. Si, par sa police, il connaît une liaison ou une passade, au premier bal masqué, il se plaît à en révéler le secret aux intéressés, comme s'il avait charge des mœurs. C'est sans doute qu'il le croit; mais quelle femme l'admet?

S'il parle à un homme, dès Brienne, dès l'École militaire, dès Toulon, nul embarras. Le comte de Brienne, l'abbé Raynal, Carteaux ou Aubry, peu lui importe. Le verbe est haut, la parole brève,

l'accent impérieux. Il ne parle pas : il commande, et les hommes obéissent, les femmes non. C'est ce ton qu'elles ne pardonnent pas, c'est cette éducation qui les froisse, ce sont ces ordres qui les blessent au vif. Les dignités qu'il octroie, les titres qu'il confère, l'argent qu'il prodigue, cela ne pèse point pour elles. Toute femme ne pense-t-elle pas que toute dignité lui est due ? Tout titre, s'il s'en trouve un supérieur à celui dont elle est revêtue, ne cesse-t-il pas par là même de lui agréer, et, pour l'argent, n'est-elle pas toujours d'avis que l'homme qui lui offre un présent qu'elle accepte devient son obligé ? De gratitude, l'homme n'en saurait attendre de la femme, à moins d'une incurable naïveté ; ce sont les services qu'elle rend qui l'attachent et non ceux qu'elle reçoit, mais elle n'en rend qu'à l'homme qu'elle sent inférieur à elle, ou qui lui laisse penser qu'elle lui est supérieure. Mais pour celui-ci dont elle ne peut ni atteindre, ni comprendre, ni deviner même la hauteur, il est l'ennemi-né, parce que ce seul exemplaire de l'homme suffit à démontrer quelle distance sépare les deux sexes. L'étonnement n'est donc pas que la femme en général lui soit hostile, c'est qu'il se soit rencontré aux jours désastreux, après la seconde abdication, après Waterloo, quelques âmes de femmes qui, jusqu'aux dernières heures, ont suivi sa voie douloureuse et fait moins rude le chemin du Calvaire.

Si celles-ci furent conquises et gardées, sans

doute qu'elles étaient des amoureuses et des passionnées, et qu'elles s'étaient jetées à Napoléon comme d'autres se jettent à Dieu. Elles s'étaient livrées corps et âme, heureuses de s'absorber et de se fondre, satisfaites d'un mot ou d'un regard, apportant en ce dévouement de leur cœur cette part de sensualité qui seule inspire à la femme l'abnégation, la foi, et le généreux et complet abandon d'elle-même. Quelques-unes avaient été ses maîtresses et demeurèrent inébranlablement fidèles, non physiquement, mais moralement. Quelques autres n'avaient point été bien traitées par lui et ne s'en souvenaient plus, si même elles y avaient jamais pensé. Celles-ci sont à part, et la majesté de l'histoire devrait s'incliner non devant leurs corps dont la beauté demeure victorieuse des âges, mais devant leurs âmes, ces âmes uniques, dont la splendeur éblouit et console l'humanité.

Mais la femme, qui n'est que femme, n'a point, aux yeux de Napoléon, rempli la fonction pour laquelle elle a été créée. Avant tout, pour lui, la femme doit être mère. Si, dans un cercle, aux femmes qui sont autour de lui en grande parure, il pose successivement ces questions brusques et qui semblent à beaucoup hors de propos : Combien chacune d'elles a eu d'enfants, si elles les ont nourris elles-mêmes et comment ? c'est que la maternité est pour lui la mission suprême de la femme et que, à son regret de ne point avoir d'enfants à lui, à l'indirect reproche dirigé contre sa



femme stérile, peut-être à un sentiment très contenu d'envie, se mêle toute la série des pensées qu'inspire au fondateur d'empire le peuplement de la France, garantie de sa grandeur ; à l'ancien disciple de Rousseau, la révolution accomplie par le philosophe de Genève dans l'éducation infantile ; au général obligé de lutter contre l'Europe, le recrutement de ses armées. C'est aussi et surtout que, par un ressouvenir du pays natal, où la fécondité est la gloire de la femme, il voit dans la maternité, outre la famille constituée, assurée et puissante, la femme, constamment occupée et, par là, sauvée. Lorsque, à M<sup>me</sup> de Staël lui demandant quelle femme il met au-dessus de toutes les femmes, il répond : « Celle qui a eu le plus d'enfants, » ce n'est point un épigramme qu'il lance, c'est sa conviction qu'il exprime. On a dit « qu'il aurait assez volontiers opiné pour que, dans un pays bien organisé, on tuât les femmes comme certains insectes voués à une mort prompte par la nature lorsqu'ils ont accompli l'œuvre de la maternité ». C'est exactement le contraire de la pensée que révèlent tous ses actes. La maternité ne le frappe pas tant, en effet, parce qu'elle est elle-même que par les conséquences qu'il lui attribue, par la grandeur mystérieuse qu'il lui prête, par l'évolution qui, à ses yeux, en est, pour la femme, le résultat nécessaire. Il en est à ce point frappé que toutes ses suites, au point de vue gouvernemental et militaire, ne semblent que secondaires pour lui : c'est

la femme qu'il voit d'abord et non pas le profit qu'en tire l'État. Par la maternité, la femme s'ennoblit, l'être de plaisir fait place à l'être de devoir. La femme n'apporte plus seulement un agrément social, elle acquiert une utilité nationale. Elle entre vraiment dans la famille, elle la fonde et la constitue, elle en *devient* un des chefs. Elle reçoit la responsabilité des éducations, la garde des enfants, la gérance du patrimoine. A côté du père, elle obtient une part de la puissance paternelle; à défaut du père, elle la revêt tout entière. Nul droit dans la loi pour la femme; tous les droits pour la mère. Bien mieux, cette femme que Napoléon tient hors de toute la politique, qu'il n'admet point d'y voir mêlée même indirectement, à laquelle il ne réserve qu'un rôle de représentation et de parade, mère, il l'appelle dans les conseils de l'Empire, il lui délègue le gouvernement de la nation, il lui confie les ressources de son peuple, il attend d'elle le salut de la patrie. Plus qu'en des hommes, et les hommes de son sang, il croit en elle, et ce n'est pas sans doute qu'il ait été séduit par son intelligence, ou qu'il lui prête du génie, ce n'est pas qu'un sot amour l'aveugle, c'est que le fait que la femme est devenue mère doit à lui seul la transformer, l'habilitier à tout, lui ouvrir tous les horizons, lui révéler la solution de tous les problèmes. Elle est désormais au même titre que lui père, comptable et responsable des destinées de l'enfant, de sa fortune, de son avenir, et cela seul doit suffire à l'inspirer.

Pourquoi cette étrange déviation d'une doctrine qui semblait immuable? Pourquoi cette valeur donnée à un fait accidentel qui, s'il apporte à la femme quelques sensations nouvelles, quelques sentiments même, et, par suite, quelques idées, ne semble point devoir modifier si profondément sa nature intime qu'elle ne puisse plus, une fois mère, retomber dans les écarts que lui imposait sa qualité de femme? C'est que, de même que, lorsqu'il s'agissait de la femme, Napoléon pensait à Joséphine, de même pour juger ce que devait être une mère, il avait sa mère devant les yeux. Né Corse, d'un pays où la mère veuve hérite tout entière de la puissance du père, il a subi l'autorité de Madame Lætitia non seulement pendant sa petite enfance, mais chaque fois que des congés le ramenaient dans l'île natale. Fils de sa chair, il est aussi le fils de sa volonté et de son énergie. Il l'a vue à l'œuvre; il l'a vue gérer le patrimoine commun, l'augmenter et le défendre; il l'a vue élever ses fils et les pousser chacun vers une carrière. C'est à l'éducation qu'il a reçue d'elle qu'il se plaît à attribuer sa fortune. Il sait la conduite et le courage de cette mère pendant les guerres nationales, avant qu'il fût né et il peut dire comment, en 1792, elle a fait face aux périls, à la proscription et à la misère. La mère donc, c'est sa mère, et pour généraliser et pour conclure, son esprit, ici comme ailleurs, part des *faits* qui lui sont personnels et de la connaissance intime qu'il a prise de certains êtres.

Comme mère, Madame Bonaparte a été telle, donc toute femme qui est mère peut et doit être telle. La race, la nature, l'éducation, il n'en tient compte. Le rôle est tracé, les fonctions sont définies ; il n'y a pas à y revenir. Pour la femme, la maternité, c'est le baptême qui ouvre la vie nouvelle. Napoléon ne redoute plus la chute pour elle, une fois qu'elle s'est élevée à cette hauteur sacrée. Contre la chute, d'ailleurs, il a voulu la protéger par des lois, de sorte que nulle image impure, nulle préoccupation d'amour passionnel ne vienne s'interposer entre la mère et l'enfant. Volontiers, il proscrirait pour elle les secondes noces ; volontiers, il interdirait le divorce à la femme qui est mère. Une femme qui a le bonheur d'avoir des enfants et qui les abandonne le frappe d'horreur. Une mère divorcée et remariée est exclue à jamais de sa cour. Et, par contre, toute femme qui invoque ses devoirs envers ses enfants pour décliner un service d'honneurs est assurée d'un bon accueil. La paternité, dont l'absence a été l'inquiétude de sa jeunesse virile et le regret de ses pleines années de maturité, dont l'acquisition lui a coûté ses seules larmes et le plus grand sacrifice personnel qu'il ait jamais fait, en emplissant son âme d'une plénitude de bonheur, l'a trouvé préparé à en goûter jusqu'aux joies les plus légères. Ce sens que la paternité a éveillé en lui, il imagine toutes les manifestations qu'il doit produire chez la femme, les sentiments qui en découleront, la ligne de

conduite qui en ressortira. Son cœur se souvient, son esprit compare, sa raison conclut, et, comme père, il arrive par déduction à formuler des lois que, comme fils, il souscrivait d'instinct.

Au reste, ce n'est pas seulement comme fils et comme père que Napoléon se met en contradiction avec lui-même, c'est encore comme frère. Croit-il que les femmes de son sang sont autant au-dessus des autres femmes qu'il se sent lui-même au-dessus de la commune humanité ? Est-ce l'orgueil seulement qui le fait agir, l'idée qu'il suffit à ses sœurs, Élisabeth et Caroline, d'être de la race dont il sort pour que la tache originelle soit lavée, pour que leur cerveau ait acquis de la netteté, de la droiture, de la décision et de l'honneur ? N'est-ce pas l'amour fraternel qui lui grandit les qualités et lui voile les défauts, lui exagère les moyens intellectuels et lui cache les vices moraux ? Il ne s'arrête point à la doctrine qu'il a établie. Il donne à Élisabeth la Toscane à gouverner. Il envoie Caroline régner à Naples. Il s'en applaudit. Il se plaît à cette idée que ses sœurs, elles aussi, sont, quoique femmes, des meneuses de peuples. Hélas ! L'une, c'est la Toscane abandonnée, et aux jours de péril, une faiblesse toute féminine qu'aggrave et que rend irrémédiable une demi-trahison. L'autre, c'est Naples livré, et la trahison alors si entière, si pleine et si fourbe tout ensemble que nul homme — fût-ce Bernadotte ! — ne l'eût tramée, conduite, accomplie, avec plus d'art, en temps plus opportun pour nuire, avec plus de

circonstances aggravantes, un plus parfait mépris des sentiments jusque-là sacrés pour l'humanité et en même temps — est-ce une excuse ? — une inconscience plus complète, cette admirable et sublime inconscience qui innocenterait la femme si son ambition suprême n'était pas d'assumer des responsabilités auxquelles par son sexe ou par son adresse elle se croit toujours certaine d'échapper.

L'amour filial et paternel tout ensemble a conduit Napoléon en ce qui touche Marie-Louise ; l'amour fraternel en ce qui touche Élisabeth et Caroline. Ces deux dérogations à ses doctrines sur la femme lui ont coûté l'empire et la liberté. Elles ont coûté à la France deux invasions et tout ce qu'elle subit. Malgré la haine de M<sup>me</sup> de Staël, malgré les grâces de M<sup>me</sup> Récamier, malgré les trahisons de M<sup>me</sup> Rémusat, malgré les intrigues de la princesse de Vaudémont, de la duchesse Dalberg, de la comtesse de Brignole et des autres bonnes amies de M. le prince de Bénévent, malgré les parentés de la duchesse de Raguse et de la duchesse de Castiglione, les femmes dont il avait choqué les habitudes, heurté l'amour-propre, blessé la vanité, paralysé l'ambition, fussent demeurées impuissantes contre lui, eussent ruminé longtemps et peut-être toujours leurs revanches projetées, sans les trois femmes qu'il avait tirées de leur condition de femme, en qui il avait placé sa confiance, auxquelles il s'était livré, comme Samson, et qui, comme Dalila, l'ont vendu, lui et son peuple.

## L'ÉLYSÉE

(1715-1805)

---

En 1715, lorsque, de l'argent du bonhomme Crozat, son beau-père, Très haut et Très puissant seigneur Henri de la Tour d'Auvergne, comte d'Évreux, acheta, de M<sup>lle</sup> Geneviève Bossuet, entre la Ville-l'Évêque et la porte Saint-Honoré, trente arpents en jardins et marais où il voulait que L'Assurance lui bâtit un hôtel, on s'étonna. Passe pour une maison de campagne, mais vivre là l'hiver ! C'était hors Paris, en pleins champs, si loin sur la chaussée du Roule ! Sans doute, en ce quartier, quelques audacieux avaient déjà jeté leur dévolu sur divers jardins, mais proches de la ville, y attendant presque, tandis que le comte d'Évreux allait au plus loin, et hormis la Chaussée, si médiocre d'entretien, quelle route mènerait à ce fameux hôtel ?

Tout de même, on s'empresse, dès que Mollet, qui a remplacé L'Assurance, y a mis la dernière main. Cela est vraiment un palais, et le jardin, quoique tout nouvellement planté, est, par ses par-

terres en broderie et l'agrément de ses eaux, digne d'un prince. N'est-ce pas ce qu'il faut au comte d'Évreux, petit-neveu de M. de Turenne, lieutenant général des armées du Roi, colonel général de l'Infanterie légère, et gouverneur de l'Île de France ? De plus, n'a-t-il pas tout l'argent qu'il veut ; car, outre les gages, droits et émoluments — et, de fixe, rien que le gouvernement de l'Île-de-France vaut 60.000 livres — il a le coffre du père Crozat, qui, parti de Toulouse les mains vides, est à présent l'homme le plus riche de France, trésorier des États de Languedoc, receveur général du Clergé, fondateur de la Compagnie de Louisiane et qui — attention délicate pour un tel gendre — s'est passé lui-même au *bleu* en achetant la charge de grand trésorier des Ordres du Roi.

Comme il a été le premier de son monde qu'ait attiré ce scintillement d'écus, le comte d'Évreux s'est fait la bonne part. Plus tard, il eût trouvé à qui parler ; à la seconde génération, les demoiselles Crozat ne se contentèrent qu'avec des ducs, et ce furent Gontaut, Choiseul, Béthune et Broglie.

Si beau que soit un hôtel, on y meurt — et dès 1729, la comtesse d'Évreux l'éprouve. Son mari — consolé — lui survit près de trente ans, et, à sa mort, en 1753, laisse l'hôtel à son neveu, le prince de Turenne. C'est un morceau d'importance, mais, juste, il se trouve qu'une dame, à qui l'argent coûte peu, en a grande envie. Par acte des 22 et 24 décembre 1753, le prince de Turenne vend la pro-



priété telle qu'elle se comporte à M<sup>me</sup> la marquise de Pompadour, dûment autorisée de son mari, Guillaume Le Normant. Le prix nominal est de 600.000 francs, mais il semble bien que, tant en épingles que pour prix des glaces et des tableaux, le Roi en paya 730.000. Au surplus, était-ce cher ? Le comte d'Évreux n'avait sans doute pas accru sa propriété seulement des 740 toises de terrain obtenues gratuitement du Régent, le 5 mars 1724, pour les enclaver dans le jardin de l'hôtel. Son jardin s'étendait sur près de 7.000 toises, près de dix hectares, et, hors de son enceinte, n'y avait-il pas encore, comme il semble d'après les plans, divers terrains en marais et potagers ?

Sitôt propriétaire, la marquise appelle L'Assurance fils, son architecte ordinaire, et commence de bâtir et de changer. Peut-elle se supporter en un hôtel de la Régence, et puis, au premier étage, ne faut-il pas disposer à souhait les belles tapisseries des Gobelins, don de Sa Majesté ? Sans doute, M<sup>me</sup> de Pompadour n'a guère loisir d'habiter ce palais qu'elle a rêvé. Sa grandeur dépend de sa servitude ; elle n'eût osé quitter le Roi un seul jour, crainte de le déshabituer d'elle et, plutôt que de prendre ses aises en cette belle maison, elle restait tapie aux Petits cabinets qu'il affectionnait, dans ce trantran de vie pareille, où l'on ne sortait de l'esclavage de l'étiquette que pour tomber à l'esclavage des manies. Même, lorsque, par tant d'efforts et de brigues, elle eut, en 1750, obtenu

son bel appartement au rez-de-chaussée de Versailles, ne fallait-il pas, presque chaque semaine, qu'elle le quittât pour suivre, morte ou vive, en son vagabondage désœuvré, de château en château, de chasse en chasse, l'inamusable roi qui, en promenant son ennui, croyait le distraire, et, en changeant de lieux, ne pouvait changer d'âme?

Si peu que pas, la marquise habite l'hôtel d'Évreux, mais elle en fait sa folie. Sans cesse elle pense à l'accroître et l'embellir. De meubles, en une seule année, elle en met pour 95.000 livres et des sous. Auprès, un terrain lui agrée : il est loué 450 livres; elle en offre 100.000. Sur les Champs-Élysées à moindres frais, elle empiète sans cesse : le 17 mars 1756, en échange de six maisons à Compiègne, le Roi lui donne — outre d'immenses terrains entre Meudon et Bellevue — cinq arpents trente-sept perches de terrain contigus à son jardin; le 1<sup>er</sup> novembre 1763, c'est un autre terrain de 1.200 toises (un demi-hectare) pour arrondir son potager; d'autres encore sans doute; car, à présent, c'est un parc véritable : les potagers s'en vont dans les Champs-Élysées, presque en bordure de la nouvelle avenue; à droite, ils s'étendent jusqu'au Rond-Point; à gauche, en carré, au-devant des jardins des hôtels du Faubourg, sur une superficie égale. Dessiné à la française, avec des parterres droits que coupent des bassins et, sur les côtés, des grands couverts, des labyrinthes et des charnières, le parc se termine, sur les potagers, par une

de mi-lune inversée. De là, par les avenues qui, dans la promenade publique, semblent plantées à dessein, la vue traverse les Champs-Élysées, le Grand Carré, s'étend, au delà de la Seine, sur les maisons et les jardins du Gros-Caillou.

Un an après cette annexion de 1763 qui termine son œuvre, la marquise meurt. Dans son testament, dès 1757, elle a écrit : « Je supplie le Roi d'accepter le don que je lui fais de mon hôtel de Paris, étant susceptible de faire le palais d'un de ses petits-fils. Je désire que ce soit pour M<sup>se</sup> le comte de Provence. »

Le Roi accepte, mais ce n'est qu'en désintéressant le frère de sa maîtresse, le marquis de Marigny. Toutefois encore, il réserve l'attribution. Il destine l'hôtel aux Ambassadeurs extraordinaires ; puis, ceux-ci étant rares, il l'emploie pour le Garde-Meuble, en attendant l'achèvement du bâtiment que Gabriel construit à la place Louis XV. Cette place où, justement en 1763, l'on a mis au jour la statue que la Ville a dédiée au Roi après la maladie de Metz, doit avoir pour complément l'avenue des Champs-Élysées qui y aboutit. A cet effet, on replante l'avenue en entier, de 1764 à 1770, et l'on commence à y percer des allées transversales. Déjà en 1723, depuis le Cours-la-Reine, le duc d'Antin a planté l'avenue qui porte son nom, mais c'était pour donner une issue au Cours. En 1767 seulement, est percée, sur les jardins de l'hôtel d'Évreux, l'avenue Marigny, et, trois ans

plus tard, l'allée des Veuves (avenue Montaigne de la Seine au Rond-Point; avenue Matignon du Rond-Point à la rue Matignon.)

Ce n'est pas assez, cette brèche de près d'un hectare que l'avenue Marigny fait dans le jardin de l'hôtel d'Évreux; le Roi restitue aux Champs-Élysées, qui sont de son domaine, les potagers de la marquise, et, sauf la demi-lune du grand bassin, qu'il laisse en excès, il remet presque le jardin à l'alignement des autres jardins qui donnent sur les Champs-Élysées et atteignent à des hôtels ayant leur entrée sur le faubourg du Roule. Encore, le 15 juillet 1769, il détache, sur la gauche, une bande de toute la longueur dont il gratifie le fermier général Bouret pour qu'il y fasse construire un hôtel.

A la fin du règne, comme Louis XV est fort mal argenté, comme l'abbé Terray, contrôleur général des Finances, fait argent de tout et que Beaujon, banquier de la Cour, a de grosses créances, le 12 juin 1774, on lui vend pour un million cet hôtel d'Évreux qu'il désire. De fait, c'est le terrain qu'il achète. Inhabitée, mal entretenue depuis dix ans, la maison a beaucoup souffert. Tout des décorations a vieilli et n'est pas plus au goût du jour que, au temps de M<sup>me</sup> de Pompadour, les décorations de la Régence. Encore une transformation radicale pour laquelle il faut Boullée, l'apôtre des modes nouvelles, qui agrandit l'hôtel et lui donne un tout autre air.

Beaujon est bien riche ; il est prodigue presque autant que vaniteux ; mais les affaires sont les affaires. Louis XVI croit avoir besoin de l'hôtel, et certainement Beaujon a besoin du Roi : Le 26 août 1786, le banquier revend donc à Louis XVI, moyennant 1.100.000 livres, plus 200.000 pour les glaces et les tableaux, et en se réservant l'usufruit jusqu'à sa mort, ce qu'il a acheté un million à Louis XV douze années auparavant.

Sans attendre que Beaujon soit mort — ce qui, du reste, n'eût fait un retard que de quelques mois — Louis XVI revend tout de suite, pour 600.000 livres, à la duchesse de Bourbon, née d'Orléans, ce qu'il vient de payer 1.300.000 à son banquier. Pourquoi un tel don et une telle faveur ? On ne sait : on en trouve bien d'autres dans le Livre rouge, mais rarement aussi mal justifiés.

Déjà, pour se mettre à la mode et s'accommoder à la déshonorante folie des jardins anglais, Beaujon a gâté en allées tortueuses les beaux couverts, creusé un lac sinueux en place des bassins à jets d'eau, élevé des monticules et bâti des fabriques, mais c'est bien autre chose avec la duchesse qui a en tête le *Hameau* que le prince de Condé a fait à Chantilly et qui parodie, en son jardin de Paris, ce qui peut être seulement agréable en la plus belle terre du royaume.

A peine a-t-elle fini de bâtir, la Révolution éclate. La duchesse est, comme son frère, toute populaire, quoiqu'elle soit martiniste — une amoureuse qui

offre au Peuple et à Dieu les laissés-pour-compte des hommes. Elle va tantôt vouloir se nommer la citoyenne Vérité, à l'exemple du duc d'Orléans, le citoyen Égalité, et, pour prouver comme elle s'intéresse aux divertissements de la nation, elle loue son hôtel, qu'elle a appelé l'Élysée-Bourbon, à un citoyen Hovyn, entrepreneur de fêtes et de plaisirs publics. Qu'en dit Saint-Martin, le *philosophe inconnu*, qu'elle a eu pour commensal et dont elle a fait un prophète à domicile ?

Elle s'est réservé un appartement dans la maison, mais, le reste, Hovyn le loue à des particuliers ; dans le jardin, qui se trouve disposé tout à souhait, il donne à danser et à rire, de l'exprès consentement de la propriétaire. Est-ce volonté qu'elle a d'imiter son frère jusque dans les galeries de son Palais-Royal, désir de se faire un revenu, goût de spéculer, besoin d'argent ? Croit-elle se mieux ainsi dégager de son beau-père, de son mari et de son fils, tous trois émigrés et menant l'armée de Condé à l'assaut de la Révolution ? A quoi bon des raisons ? Il a passé par cette tête folle que ce serait ainsi et cela fut : seule ressemblance qu'elle ait avec le Créateur.

Tout de suite, l'Élysée, qu'on appelle le « Hameau de Chantilly », a la vogue. Il semble que le jardin ait été dessiné tout exprès ; chaque fabrique, chaumière, kiosque, temple, tente, car il en est de toute forme, trouve preneur à haut prix : en voici pour le glacier, pour un restaurateur, pour un

teneur de billard, pour les montreurs de figures de cire, de bêtes merveilleuses et de prodiges naturels. Pour plaire à la citoyenne Vérité, il afflue des somnambules extralucides, et elle-même, au besoin, donnerait des consultations, car elle excelle à cette folie comme aux autres. Rien à changer aux escarpolettes, bascules, jeux de bagues et jeux de quilles : c'est la misère de l'esprit humain que le nombre infime des divertissements qu'il a imaginés depuis l'origine des âges, et ces outils avec qui l'on prétend faire de l'amusement sont tout pareils pour grands seigneurs et vilains : l'ornementation en fait seule la différence, mais elle suffit au bonheur de certains et il leur paraît bien plus gai de tourner en carrousel sur des grues à la chinoise que sur des chevaux de bois. Aussi, la duchesse ayant prodigué, dans les jeux de son jardin, toute la fantaisie qu'elle avait dans l'imagination, cela paraît tout neuf de se livrer chez elle à des plaisirs aussi vieux que l'humanité.

Les grands soirs, l'entrée doublée, ce sont des feux d'artifice et, dans le jardin illuminé, les Parisiens s'entassaient ravis. Il y a d'abord l'agrément d'être chez soi pour ses trente sols dans l'inabordable demeure d'une princesse du sang; puis, la curiosité passée, n'est-ce pas qu'ils s'imaginent, les Parisiens, à ces mots magiques de *hameau Chantilly*, se perdre en pleine nature et se livrer tout entiers « au sentiment ». Et tout de même, ne trouvent-ils pas, en même temps que des filles,

tous les divertissements coutumiers et qui semblent nécessaires à leur bonheur, glaces, limonade, bière, des escarpolettes et de la friture?

Malgré la Terreur et le reste, la duchesse a, jusqu'au Directoire, gardé ses biens, mais, au 18 Fructidor, on la fait émigrer, on la déporte en Espagne et on prend ce qu'elle a. Le 19 ventôse an VI (9 mars 1798), l'Élysée-Bourbon est vendu comme propriété de la nation et acheté par une sorte de société de spéculateurs dont Hovyn est un des actionnaires, pour la somme de 10.300.000 livres; beau chiffre — malheureusement, 168.750 francs seulement sont stipulés payables en numéraire ou en tiers consolidé. (On préférera le tiers consolidé dont on a tant qu'on veut à 13 francs : on en aura à 9 francs avant la fin de l'année, et à 7 francs en l'an VII.) Le reste, 10.131.250 francs, peut être payé en bons des deux tiers, et ces bons-là, à peine émis, ont dégringolé plus vite encore que les assignats, tant et si bien que le prix total ne représente pas cent mille écus.

L'affaire n'est sans doute pas mauvaise pour Hovyn, qui garde l'exploitation du jardin de plaisir, car peu à peu il rembourse ses associés, Bonafide, Laroche et Mengin, acquéreurs avec lui de l'usufruit, même Mengin, qui seul, a la nue propriété. Comme superficie, le jardin est resté tel qu'au temps de la duchesse, sauf l'emprise sur les Champs-Élysées, datant pourtant du premier établissement du comte d'Elbeuf; la demi-lune sortante a été ra-



sée, le terrain récupéré par la promenade publique, et, déjà, des rangées d'arbres y sont plantées se raccordant aux quinconces. Un grand mur a été élevé sur l'alignement de la clôture des autres jardins, de façon que cet alignement est exactement droit, de la rue des Champs-Élysées (actuellement Boissy-d'Anglas) à l'avenue Marigny. (On sait que l'avenue Gabriel n'existait pas alors; elle ne fut tracée qu'en 1818.)

Malgré l'amputation subie, le dessin du jardin n'a point été modifié; cela lui donne un air pauvre et triste, le mur d'abord, puis l'allée droite qui le suit et qui vient s'enter sur une allée tournante. De saison en saison, la baisse de la mode se fait sentir. A la mort de son père, M<sup>lle</sup> Hovyn a même renoncé à exploiter elle-même les agréments qu'elle procure et elle a passé contrat avec Gaëtan Velloni, le célèbre glacier de la rue de Grammont, le rival des Garchi, des Zoppi, des Tortoni, ces Italiens, attirés à la suite de nos armées, qui, d'au delà des monts, comme un trophée à coup sûr inattendu des victoires de Bonaparte, ont apporté à Paris l'art et la science des glaces parfumées.

Velloni se charge de tout : droit des pauvres, affiches, frais d'annonce, billets d'entrée. Les dimanches et fêtes, dans le jardin illuminé de 450 becs à l'huile, il payera pour la danse un orchestre de douze musiciens et deux répétiteurs. Les jeudis, il n'y aura que 250 becs, 150 les lundis avec huit musiciens, et les autres jours, 100 avec

cinq musiciens. Chaque soir, quatre soldats feront la police et, les dimanches, on en aura autant qu'il faudra. M<sup>lle</sup> Hovyn conserve la direction et le produit du billard, et elle partage avec Velloni le loyer du restaurateur, s'il s'en trouve un. D'ailleurs, Velloni ne lui paye rien de fixe : le prix à l'entrée étant, par cavalier, de 25 sols, sans consommation, et pour les dames de 12 sols, les dimanches seulement, elle perçoit 10 sols par cavalier, 6 sols par dame, et, crainte d'être volée, c'est elle qui appointe les receveurs. Encore, les soirs de fête extraordinaire où il y a feu d'artifice et musiques de supplément, doit-elle participer aux frais pour un cinquième, et le prix des billets n'est pas augmenté.

Au moins, ces soirs-là, sous le Consulat, quand la quotidienne *fête champêtre* devenait la GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE et que l'on conviait les peuples à admirer le « feu d'artifice sur l'eau accompagné de la multiplication aquatique », que le bal était dirigé par M. Julien, l'illustre mulâtre, le chef d'orchestre, comme on dirait à présent, des bals de la Malmaison et des Tuileries, le prix du billet était porté à 1 fr. 80, dont 75 centimes en consommation et chaque danse, comme chaque jeu, avait son tarif, mais, à présent que la mode a délaissé les fabriques en ruines de M<sup>me</sup> de Bourbon, comment augmenter les billets ? Même aux jours de grande fête, on a soin d'annoncer que, pour les 25 sols, on aura le bal et tous les jeux gratis.

Pour ramener les Parisiennes aux jardins champêtres, il faut les inventions et les curiosités qu'on trouve à Tivoli et à Frascati. Partout ailleurs c'est le désert. Idalie est fermée; la Chaumière est pour les étudiants, Paphos ne voit que des petits bourgeois, et personne ne se risque au Colisée de la rue Samson. Il faudrait à la pauvre Hovyn, pour attirer le monde, de l'argent à mettre au jeu, et elle ne sait ni en trouver ni en dépenser.

Restent, il est vrai, les loyers qu'elle tire de la maison et Dieu sait si elle s'est ingéniée à multiplier les boutiques et à diviser les appartements. Sur le faubourg Saint-Honoré, du côté de l'avenue Marigny, un boucher a son échaudoir et son étal; plus loin, un marchand de vin, un épicier, un rôtisseur, une mercière; sur l'avenue, au long des murs du jardin, des échoppes ont poussé en ver-rues : une date de quatre-vingts ans, de la construction même de l'hôtel. Depuis quatre-vingts ans, sans qu'on ait jamais pensé à leur demander un loyer, de père en fils, les Leroux vendent là de la goutte et du tabac, et c'est comme une probante marque de la familiarité et de la bonhomie du temps passé, qu'un siècle durant, contre leur mur que déparait cette baraque, un prince, une maîtresse de roi, deux rois, une princesse du sang et un fermier général, aient toléré que de petites gens vécussent, quitte à ce que la façade en fût moins nette.

Des quinze appartements taillés dans l'hôtel,

trois seulement passent 1.000 francs. Le reste va de 300 à 900. Pour 1.200 francs par an, la veuve du maréchal de Richelieu, Jeanne-Catherine-Joseph de Lavaulx, ci-devant M<sup>me</sup> de Rothe, occupe sur la cour, dans le grand corps de bâtiment, au premier étage, quatre belles pièces, que doublent quatre pièces en entresol, elle a de plus cuisine au second, chambre de domestique et cave, et elle jouit de la promenade dans le jardin pour elle, ses enfants et les gens de sa maison. En face, au même étage, avec trois pièces au premier et quatre en entresol, habite Louis-Pierre Quentin Champcenetz, celui-là qui, en naissant, semblait assuré du gouvernement des bourgs et châteaux de Meudon, Bellevue et Chaville, de la capitainerie des chasses desdits lieux, du commandement de l'équipage du daim — bien mieux, d'une des quatre charges de premier valet de chambre du Roi. Depuis cinq générations, les Quentin tenaient et se repassaient cet office, qui appelait toutes les autres faveurs; car si, pour un valet de chambre, un maître n'a point de secrets, qu'est-ce d'un roi? Et de Versailles, des Tuileries, du Louvre et de Meudon, le voici tombé en trois chambres à l'Elysée. Pour se consoler, pense-t-il au moins que c'est encore une maison royale?

Au même étage, à gauche sur la cour, à loyer de 700 francs, un citoyen Vigny, inconnu, n'est-il pas vrai? car ce n'est pas même ce Vigny qui joue les financiers au Théâtre de l'Impératrice; c'est un

sieur Léon de Vigny. Oui, et ces vers tout de suite chantent dans la mémoire :

. . . . .  
J'ai mis sur le cimier hautain du gentilhomme  
Une plume de fer qui n'est pas sans beauté,  
J'ai fait illustre un nom qu'on m'a transmis sans gloire.  
Qu'il soit ancien, qu'importe ! Il n'aura de mémoire  
Que du jour seulement où mon front l'a porté.

Et c'est assez, ce Léon-Pierre de Vigny est le père d'Alfred ; et, avant d'entrer à la pension Hix, Alfred est venu là, il y a vécu, et son ombre d'enfant a passé sur ces murs, et voilà un honneur auquel l'Élysée ne devait pas s'attendre : il vit un poète !

M. de Vigny, royaliste intransigeant, a pour voisin, en un modeste logement de 600 francs, M. de Bonne-Carrère. Celui-là, l'on sait assez de ses aventures pour qu'elles intéressent. Sous la monarchie, officier, voyageur et correspondant des Affaires étrangères, coureur de tripots et batteur de mauvais lieux, là et ailleurs, par l'Europe, ayant connu Mirabeau et s'étant lié avec lui. A la Révolution, Mirabeau, par Montmorin, l'a fait nommer ministre à Liège, il n'y a pas été reçu ; il a été élu secrétaire des Jacobins, exclu pour avoir menacé Camille de cent coups de bâton ; Dumouriez, autre intime, l'a mis en une grande place au ministère, a créé pour lui la direction générale des Affaires étrangères ; à son départ, il l'a fait ministre à Philadelphie ; le 10 août arrivé, on le révoque ; et tout

de même, ensuite, on l'emploie en Belgique; on l'arrête quand Dumouriez passe à l'ennemi; Robespierre le sauve; le Directoire l'envoie en Danemark, en Russie, en Allemagne; il voyage partout et n'attrape nulle part la fortune. Et, en attendant une place qu'il demande à tout le monde, il est échoué là, dans ces quatre pièces qu'emplissent jusque sur le palier les bustes et les portraits de Mirabeau.

Douze autres locataires à noms inconnus, logent dans ce caravansérail ci-devant princier, où Candide n'eût pas été déplacé. Tous ont droit au jardin, et duchesses, jacobins, émigrés, généraux destitués, valets de chambre du ci-devant roi, cuisinières retirées, filles entretenues hors d'âge, y promènent les uns près des autres leurs rêves, leurs désillusions, leurs souvenirs et leurs ruines. Pour essayer de les satisfaire, dans l'hôtel, M<sup>lle</sup> Hovyn remue sans cesse les cloisons, agrandit et rapetisse les locaux, taille des cuisines, dissèque les remises, distribue les caves; que ne ferait-elle pour accroître son maigre revenu de 14.660 francs!

Il ne suffit pas à payer l'intérêt des 400.000 francs d'hypothèques dont est grevé l'immeuble. Aussi les produits du jardin baissant toujours, songe-t-elle sérieusement à vendre. Mais à qui? Les gros fournisseurs sont nantis et les princes d'à présent sont-ils assez riches? Lorsque le prince Louis a voulu quitter son joli hôtel de la rue de la Victoire pour une maison plus respectable, qui

n'eût pas été bâtie et habitée par des impures, il a fait des offres, mais M<sup>uo</sup> Hovyn s'est tenue à 850.000 francs, plus 30.000 francs d'épingles, et, tout prince qu'il est, et connétable, Louis ne s'est pas trouvé en mesure de la satisfaire. Encore eût-il accepté le prix, mais à condition que, pour une partie, l'on reçût en contre-échange l'hôtel de la rue de la Victoire, et que ferait la pauvre Hovyn de la petite maison de la Dervieux et de M<sup>lle</sup> Lange? Louis s'est donc rabattu sur l'hôtel de la rue Cérutti, où il a trouvé des vendeurs plus accommodants, et l'écriteau pend toujours à l'Élysée.

Murat, bien qu'il ait à lui l'hôtel Thélusson, la folie Thélusson, la merveille Thélusson, en plein cœur de Paris, bien qu'il y ait jeté l'argent à belles mains et qu'il y ait entassé le mobilier le plus somptueux, ne se trouve pas satisfait d'un tel quartier. Est-ce qu'un prince de l'Empire, grand-amiral, maréchal, gouverneur de Paris, époux d'une Altesse Impériale, peut habiter à Notre-Dame de Lorette? La mode est aux Champs-Élysées : Joseph y a l'hôtel Marbeuf, Paulette l'hôtel Charost ; à la bonne heure ! Mais, pour Murat, est-ce assez d'un hôtel ? C'est un palais qu'il faut. L'avoir gratis serait bien et l'on insinue au préfet de la Seine que, si le Conseil général du département l'offrait comme résidence au gouverneur, Son Altesse Sérénissime daignerait l'accepter. Malheureusement, l'Empereur ne l'entend pas ainsi. Si, pour un sabre d'honneur que la Ville offrait à Junot, il s'est fâché, que

sera-ce pour un palais à Murat? Murat se résigne donc à payer, mais il marchandé. A présent, M<sup>lle</sup> Hovyn demande 900.000 francs et 20.000 francs d'épingle. Depuis la négociation avec Louis, elle a, dit-elle, dépensé en grosses réparations 80.000 francs, dont moitié au moins pour les toitures. Murat se débat; il prend partout des informations, songe à acheter des créances contre les Hovyn pour les expulser judiciairement. De ce procédé, le préfet de police Dubois le détourne, lui attestant qu'il ne lui en coûtera guère moins et que, à 800.000 francs, l'affaire serait admirable. On ne portera pas au contrat la somme ronde qui ferait jaser; on n'y mettra que 570.000 francs, le montant à peu près des créances hypothécaires. Du même coup, on rabattra les droits d'enregistrement. A la fin, c'est marché conclu le 15 germinal an XIII (5 avril 1805) et, au prix qu'a exigé M<sup>lle</sup> Hovyn, l'Élysée ci-devant Bourbon, devient le palais du prince Joachim.

---



## UN COUSIN DE NAPOLÉON

---

Une fortune telle que celle de Napoléon ne s'édifie point d'un coup. Que d'échelons à gravir pour monter à ce trône qui surplombe l'Europe ! Passer du Consulat viager à l'Empire héréditaire, même du Consulat décennal au viager, cela s'explique, paraît presque aisé, mais de rien au Consulat, comment y est-il monté, ce petit Corse, suspect aux Corses comme protégé du roi de France, suspect aux Français comme admirateur exclusif de Paoli, suspect aux royalistes comme partisan de la république, suspect aux révolutionnaires comme noble ?

Il a fallu sans doute, pour cette prodigieuse ascension, la faveur continuelle de la fortune ; mais, si plane que se fît la route, à combien de moments la catastrophe parut inévitable ! Alors, pour tendre la main, pour jeter sur les abîmes la planche de salut, des hommes sont sortis de l'ombre, où ils sont rentrés presque aussitôt. On a saisi leur nom, mais on ne sait pas même qui ils furent, et les mieux informés les confondent avec un frère, un

homonyme. Sans eux, pourtant, le fils de Charles Bonaparte eût, comme son père, usé sa vie en spéculations médiocres, sur un théâtre inconnu, à moins qu'il ne fût parti en Russie, en Turquie ou aux Indes chercher les aventures militaires, à la façon d'un Bonneval, d'un Saint-Germain ou d'un Perron.

Mais, en cette Corse, où l'esprit de clan domine toutes les passions et dirige toutes les activités, Napoléon, dès que la supériorité de son esprit fut avérée, a trouvé des parents et des alliés qui se sont employés pour l'avancer, le grandir et le servir avec la même ardeur que s'il se fût agi d'eux-mêmes; aussi bien, en travaillant pour lui, ils travaillaient pour le clan, c'est-à-dire pour eux-mêmes, et ils ne doutaient point que ce ne fût à charge de revanche. En quoi ils ne se trompaient pas entièrement, car Napoléon leur donna la Corse, même avec une forte sportule que fournit la France; mais, à moins de la France même, ils ne se fussent point trouvés satisfaits. — Et encore la France eût-elle suffi?

Dans le nombre des familles alliées aux Bonaparte, les Costa tenaient le premier rang. Établis dès la fin du xvi<sup>e</sup> siècle dans le bourg de Bastelica, de quelque deux mille habitants, ils y étaient devenus les maîtres et exerçaient sur les cantons voisins l'influence majeure. Vers le milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, un Costa, Messer Alessandro, épousa

Alderabella Bonaparte, fille d'un Carlo-Maria, qui fut le trisaïeul du père de Napoléon. Il y avait eu antérieurement d'autres mariages entre les Costa et les Bonaparte et le cousinage était en forme, d'où solidarité d'intérêts en temps de paix, fraternité d'armes en cas de guerre, communauté de périls en cas de vendetta ou, comme on disait alors, de vengeance transversale.

Le chef de la famille Costa au moment de la Révolution, François-Marie, était un homme d'intelligence et d'activité, plus cultivé que la plupart de ses compatriotes; ayant fait en Italie ses études médicales, il avait, dit-on, pris ses degrés à Perpignan où il avait exercé près de dix années. Rentré à Bastelica en 1789, il fut tout de suite acclamé maire, puis élu juge de paix du canton de Saint-Pierre. Comme tel, il ne contribua pas médiocrement à faire entrer Joseph, d'abord à la municipalité d'Ajaccio, puis au directoire du département; lors de la levée des bataillons de volontaires, ce fut lui qui s'employa pour faire élire Napoléon lieutenant-colonel en second du bataillon, dit officiellement bataillon d'Ajaccio et de Talano, composé en fait uniquement de montagnards de Bastelica et de Bocognano.

On sait comme les événements tournèrent, la rupture s'accomplit entre Paoli et le Parti français, que représentaient les Bonaparte, les Arena, les Galiceti, les Pietri, les Costa, éléments à vrai dire étrangement mélangés, dont les intérêts person-

---

nels avaient sans doute déterminé les convictions, mais qui, pour une raison ou l'autre, tenaient au moins en ce moment pour la France contre les séparatistes corses et anglophiles.

Napoléon, fuyant devant les Paolistes qui le recherchaient, ne se tira d'affaire que grâce aux bergers de Costa. Lui et ses frères à l'abri, restaient à Ajaccio M<sup>me</sup> Bonaparte et ses filles, dont les Paolistes étaient tentés de se faire des otages : par bonheur, Costa veillait.

Un de ses hommes, un nommé Pretini, dit Stravolaccio, qu'il avait envoyé en courrier à Calvi près des représentants du peuple, rencontra un parti de Paolistes qui se proposaient d'enlever la famille Bonaparte. Arrêté, emprisonné, évadé par un coup d'audace, Stravolaccio courut à Bastelica, et prévint Costa qui fit aussitôt sonner le tocsin et se mit en marche sur Ajaccio à la tête de ses hommes. Pour rassurer M<sup>me</sup> Bonaparte et l'aider au besoin, il emmena sa femme. Ses deux petits enfants, dont l'un était souffrant, restèrent seuls. Après avoir sauvé M<sup>me</sup> Bonaparte, l'avoir accompagnée jusqu'à Calvi, l'avoir embarquée pour Marseille, lorsque Costa rentra dans sa maison, ses deux fils étaient morts.

Il n'eut pas le loisir de les pleurer. Les Paolistes ne voulaient point rester sur un échec, dont ils le rendaient responsable, et ils avançaient en force. Il prit la campagne et, à la tête de ses parents et de

ses amis, il livra des combats qui, par les imprécations, les injures, les douleurs ressenties à chaque homme qui tombe, ont quelque chose d'antique. Obligé de céder à la fin, il se retira sur Calvi, où il prit une part active à la défense. Après la capitulation, il fut, comme les autres, jeté sur les côtes de Provence. Il avait tout perdu, sauf sa profession de médecin, qu'il exerça à Toulon, puis à Aix et, lorsque Napoléon eut reçu le commandement en chef de l'armée, aux ambulances d'Italie.

A peine l'Italie conquise, Napoléon songea à délivrer la Corse. Il réunit à Gênes tous ses compatriotes qui se trouvaient à l'armée, et, parmi ceux qu'il envoya en éclaireurs pour reconnaître l'état des choses et soulever les mécontents contre les Anglais, Costa fut un des premiers désignés. En quelques jours, la Corse redevint française. Quand on l'organisa, ce fut Joseph qui suggéra au commissaire du Directoire tous ses choix. Ainsi Costa fut nommé commissaire près l'administration centrale du département du Liamone, dont le chef-lieu était Ajaccio. C'était une sorte de préfet à pouvoirs restreints en apparence, de fait dictatoriaux.

Costa en usa pour faire nommer députés au Conseil des Cinq Cents Joseph d'abord, puis Lucien. L'élection étant à deux degrés, les élus des assemblées primaires étaient seuls éligibles par l'assemblée électorale. A Ajaccio, les Bonaparte eussent certainement échoué devant les primaires ; à Bastelica, grâce à Costa, nulle difficulté. Quand vint le

tour de Lucien, ce fut mieux : il ne devait point y avoir l'an VI d'élection dans le Liamone ; une loi spéciale l'avait ainsi ordonné ; mais, de cette loi, qu'il dit n'avoir point reçue, Costa s'inquiéta peu, il passa outre, convoqua les primaires, puis les électeurs ; Lucien élu sut fort bien ensuite se faire valider à Paris quoiqu'il n'eût point l'âge d'être député.

Sans Lucien, point de Dix-huit Brumaire possible ; donc, point de Consulat ni d'Empire. Sans Costa, point de Lucien. Donc, Costa a fait la fortune de Napoléon.

Ce qu'avait été l'administration de Costa et de ses amis dans le Liamone, mériterait d'être écrit et fournirait des rapprochements curieux. Nommés par le clan, ils avaient gouverné pour lui avec des formes plutôt acerbes et une inconscience qui, après trois années, souleva une tempête dans les ministères. Le Directoire les destitua, mais comme il remit le pouvoir au parti adverse, les procédés restèrent pareils, si les applications changèrent.

Renvoyé devant le jury du Var, acquitté grâce aux Bonaparte qui ne se ménagèrent point, Costa ne fut pourtant pas réintégré dans sa place. Après le coup d'État de prairial, il dut la céder à un plus adroit. Mais si Lucien se lança comme il fit contre la majorité du Directoire qu'il contraignit à démissionner, c'est qu'il se sentait perdu au cas où la

domination dans le Liamone échapperait au clan. Ses ennemis parvenant à faire la preuve d'une certaine histoire, il n'avait qu'à disparaître. Pour supprimer des papiers gênants, il avait besoin d'administrateurs complices, donc de ministres favorables et de directeurs amis. Il visa à la tête, gagna la partie et dès lors tout lui devint aisé.

A ce médiocre intérêt privé, paré d'éloquentes périodes sur le bien public, l'intégrité des fonctionnaires, les dilapidations des fournisseurs et les échecs des armées, que de conséquences encore ! Mais on voit cela tous les jours et c'est la beauté du régime parlementaire.

Costa, pourtant, qu'est-il devenu ? Bernadotte, sur la demande de Joseph, l'a nommé médecin en chef de l'hôpital militaire d'Ajaccio ; mais, est-ce là ce qu'il doit attendre ? Napoléon revient d'Egypte ; voici Brumaire, le Consulat, Marengo ; nul ne songe à lui. Il se lasse, vient à Paris, y trouve portes closes, mange ses derniers sous, retourne désespéré à Bastelica. M<sup>me</sup> Bonaparte, Fesch, Joseph, Lucien, ne veulent rien savoir. Seul, Napoléon se souvient. En l'an X, la place de conservateur des forêts du Liamone étant venue à vaquer, de lui-même, sans aucune intervention, il y nomme Costa.

Celui-ci trouve qu'en vérité on le paie mal, que pour le moins on lui devrait un siège au Sénat, que, en échange d'un empire une sinécure de

8.000 francs, c'est peu. Pourtant, comme il faut vivre, il accepte; six années plus tard, en 1809, il meurt, laissant une veuve et des petits enfants.

La veuve multiplie les pétitions : point de réponse, ni pension, ni secours. L'oubli s'est fait, complet, définitif, désespérant.

Des jours passent, des années : l'Empire tombe, les Bourbons rentrent en France, puis l'éclaircie des Cent jours, l'horrible chute et le silence. Par delà les océans, sur un îlot perdu dans l'Atlantique, un homme qui dut se croire le maître du monde, à présent rejeté par lui, agonise misérablement, gardé par une flotte et une armée.

Avant de descendre au tombeau qu'a creusé pour lui l'oligarchie anglaise, Napoléon examine sa conscience. Il repasse sa vie entière; il évoque les services qui lui furent rendus et n'en veut laisser aucun sans récompense. Un des premiers noms qui se lèvent dans sa mémoire, c'est alors celui de ce Costa, que l'histoire ignore, que lui-même dédaigna au temps des splendeurs impériales et qui est mort depuis treize années. Il écrit dans son testament : « Je lègue à Costa de Bastelica, en Corse, cent mille francs. » C'est du pain pour la veuve et les enfants à qui l'argent doit être remis; pour Costa c'est mieux et, cette fois, la dette est largement payée, par l'immortalité.

---



## NAPOLÉON A CHEVAL

---

Il ne manque point de représentations de Napoléon à cheval : il en est de singulières, d'étranges, de comiques, de grandioses et d'épiques, mais combien rares sont celles qui sentent la nature, qui donnent une indication sur la façon dont montait à cheval, dont se tenait sur un cheval, l'homme qui, en sa vie, a fait le plus de chemin sur le dos d'un cheval. Des premières campagnes d'Italie et d'Egypte, rien d'original. Ses portraits équestres nous le présentent alors sur une sorte de cheval de bois qui marche d'un pas relevé tout à fait étrange ou qui galope d'une allure effrénée et de telle façon qu'il n'a qu'un pied à peine posé sur le sol.

Pour trouver une indication qui ait quelque chance d'approcher de la réalité, il faut aller tout de suite à cette précieuse *Revue du Quintidi* par Isabey et Carle Vernet, où Bonaparte apparaît tel qu'il devait être : le dos très voûté, le corps mal en selle, avec les étriers longs et les rênes flottantes. Puis, il faut laisser de côté tous les tableaux officiels : le célèbre tableau de David montrant le

Premier Consul calme sur un cheval fougueux, dressé au sommet des Alpes, les portraits de Carle Vernet, de Gérard, de Gros, de Chabord ; il faut courir à de petits dessins crayonnés par un passant, soldat ou bourgeois, qui donnent une impression autrement juste et nette en leur naïveté que tous les dessins appris, soignés, qui sentent l'école et qui sont exécutés selon les règles.

Officiellement, nul n'aurait osé présenter un Napoléon équestre qui eût été vrai. Il existait alors, dans l'École française et dans toutes les Écoles classiques de peinture, une tradition dont nul ne songeait à se départir sur la façon de peindre les chevaux : C'étaient les chevaux de Phidias, et, à travers les temps, les chevaux de Raphaël que l'on s'ingéniait à copier : des chevaux à yeux humains, portant superbement une tête infiniment trop petite, aux naseaux démesurément ouverts, des chevaux dont pas un membre, pas un muscle n'était anatomiquement exact. Le cavalier de même devait être posé — non placé — à l'antique. Que l'on prenne la statue équestre que Canova fit de Napoléon, c'est Pompée, Germanicus, Trajan, nullement Napoléon. Les statues équestres érigées en France, peu nombreuses d'ailleurs, sont inspirées du même modèle, tout au plus du Louis XIV de Coysevox et du Louis XV de Bouchardon. Et de même, ce serait en vain qu'on chercherait une indication exacte et précise dans les représentations qu'ont essayées des peintres relativement plus modernes, mais

pourtant contemporains de l'Empereur et qui l'avaient vu, tels que Horace Vernet et Charlet. Ils ont été séduits par l'idée du Napoléon légendaire ; ils n'ont pas prétendu faire un Napoléon vrai. Meissonier seul s'est donné une peine infinie pour approcher de la réalité. L'on peut dire que son Napoléon, celui du tableau intitulé *1814* appartenait à M. Walters de Baltimore, et celui de l'autre *1814* qui appartient à M. Chauchard est de beaucoup le plus exact que l'on connaisse. Au-dessus encore de ces tableaux, il faut placer cette admirable statuette en cire que le maître, aussi grand en sculpture qu'en peinture, avait faite pour lui servir de modèle. Cette statuette est à coup sûr la plus intéressante et la plus véridique représentation de l'Empereur.

Si l'Empereur montait mal à cheval, on n'a pas à s'en étonner : il y montait par habitude, non par principes. A l'École Militaire, où il n'a passé qu'une année, il y avait un manège sans pareil et un écuyer hors ligne ; l'enseignement de cet écuyer est demeuré classique en France durant un demi-siècle ; mais M. Dauvergne demandait au moins trois années d'assiduité à ses élèves et Napoléon ne disposait pas même de douze mois. Au régiment d'artillerie de la Fère, où il alla ensuite, point de chevaux : les régiments d'artillerie en France n'étant pas montés. C'est la Révolution seulement qui a créé les régiments d'artillerie à cheval. En Corse, il est vrai, dans les nombreux congés qu'il y passa, il

montait à cheval ; mais on sait ce que sont les chevaux corses : de tout petits poneys pleins de feu, à l'œil vif, au pied sûr, qui n'ont jamais connu l'étrille ou la brosse, que l'on ne tond jamais, dont on ne coupe jamais la queue et la crinière, qui vivent en plein air demi-sauvages, mangeant ce qu'ils trouvent et broutant des feuilles plus que de l'herbe. Plus tard, quand, où, comment aurait-il trouvé le temps d'apprendre ?

Donc, il montait mal selon les règles, s'écrasant sur la selle, tenant la tête basse, les genoux en dehors, sans nulle assiette et, à cause de cela, très souvent il tombait. On sait qu'une chute de ce genre à Mortefontaine, faillit lui coûter la vie. Dans une promenade qu'il faisait dans cet immense parc appartenant à son frère Joseph, il s'était fait amener à une halte convenue deux chevaux limousins. Ces chevaux lui plaisent ; il veut sur l'heure en essayer un et à peine l'a-t-il enfourché que la bête fait un violent écart et le jette dans un massif d'arbres. Sa tête porte contre un tronc ; il reste sans connaissance. Sa sœur Élixa, assise à terre, tient sur ses genoux cette tête d'une pâleur cadavérique, où l'on croit voir tous les signes de la mort ; dans l'escorte, certains pensent déjà à se pourvoir ; mais, soudain, il revient à lui et, comme il a entendu tous les discours, l'on prétend que, contre quelques-uns, il en garda rancune.

C'est ici la chute la plus célèbre, mais il en est bien d'autres. A Boulogne-sur-Mer, il arrive au

galop comme il faisait d'ordinaire, passant partout. Sur l'étroit chemin, un enfant curieux se précipite : L'Empereur, pour ne pas l'écraser, arrête net son cheval, mais si brusquement qu'il perd l'équilibre, passe par-dessus le col de la bête et tombe à côté de l'enfant. « Sacré mioche ! » dit-il. Cet enfant pour qui l'Empereur avait risqué le saut, s'appelait Detaille. Il fut le père de l'illustre peintre Edouard Detaille.

Une autre fois, à Boulogne aussi, il veut traverser le port à marée basse. Son cheval ne voit pas une amarre dans la vase, se prend les pieds et tombe. Napoléon roule dans la boue, mais il se relève, et, sans se faire nettoyer, sans s'arrêter, il remonte à cheval et continue son inspection.

En campagne, dans les longues courses de six, sept, huit heures de suite à cheval, sa pensée était à tout autre chose qu'à soutenir son cheval de la bride et des jambes. Le cheval galopant trouvait un obstacle et roulait. On en amenait un autre et tout était dit.

Les chasseurs à cheval de l'escorte, dont quantité avaient servi aux guides de l'Armée d'Italie, avaient, avec l'Empereur, conservé une sorte de familiarité compagne. On sait cette histoire : Un vieux chasseur d'escorte roule avec son cheval : « Maladroit ! » dit l'Empereur. Un instant après le cheval de l'Empereur tombe avec son cavalier. Et pendant que Napoléon aidé de son écuyer monte un autre cheval, le chasseur, qui s'est relevé,

passé au galop devant l'Empereur pour aller reprendre son poste à l'avant-garde et lâche : « Il paraît que je ne suis pas maladroit tout seul aujourd'hui. »

Il était fort imprudent et allait un train d'enfer. « C'est à y rester » dit un inspecteur des Douanes qui le suivait dans une de ses tournées. Souvent, dit un Hollandais qui l'accompagnait dans son voyage de 1811, il ne suivait pas de chemins réguliers. Il se plaisait à franchir les chemins et les haies, laissant à ceux qui le suivaient d'en faire le tour. »

Près du fort de Batz, il sauta avec son arabe un fossé de 18 pieds de longueur sans culbuter, laissant sa suite de l'autre côté dans la plus grande perplexité.

Parfois, au passage des villes, allant d'une aussi vive allure, il causait quelque accident. A Wurtzbourg, entre autres, une paysanne qui ne s'était par détournée assez vite est renversée par le cheval de l'Empereur. « Celui-ci s'arrête, dit un officier général, témoin de la scène. Il fait un geste de regret et de compassion expressif, ordonne de relever cette femme, s'assure qu'elle n'a pas de mal, lui adresse quelques paroles par l'intermédiaire de quelqu'un de sa suite, l'indemnise généreusement et continue son chemin. »

A preuve de cette anecdote, l'on trouve au registre de la Petite Cassette, cette mention :

« Le 3 octobre 1806, à Wurtzbourg. *Remboursé*

*au grand écuyer pour autant donné à une femme renversée par les chevaux de l'Empereur en allant à la citadelle. . . . . 600 Fr.*

Dé ce train donc allait l'Empereur lorsqu'il avait à visiter les établissements d'une ville, à se rendre compte de sa situation militaire, à faire le tour des fortifications d'une place où il venait pour la première fois, chose à laquelle il ne manquait jamais, et, en courant ainsi, il voyait tout et retenait tout si bien, que, deux ans après, il pouvait indiquer, bastion par bastion, le nombre de canons et leur emplacement. Ce train qu'on peut appeler le train de promenade bien que, dans ces promenades-là, comme le dit Boucher de Perthes, une bonne partie des personnes de sa suite ne le suivissent que de loin ou même ne le suivissent pas du tout, ce train n'était rien encore auprès du train qu'il exigeait de ses chevaux lorsque, en campagne, il avait besoin de se porter rapidement d'un point à un autre. Alors rien ne l'arrête. Le voici sur la route de Valladolid à Burgos — 23 lieues d'Espagne — donnant de grands coups de fouet de poste sur la croupe du cheval de Savary, son aide de camp, qui lui sert d'entraîneur et donnant au sien force coups d'éperon. Il franchit la distance en trois heures et demie, ce qui semble incroyable ; mais il la franchit à peu près seul, quoique le pays soit insurgé, que les guérillas tiennent la campagne et que certes il y ait un péril imminent à se lancer en une telle aventure. Quelque diligence que fissent

les personnages de la suite, les deux premiers, le grand-maréchal et le mamelouck étaient à plus d'une grande minute en arrière, une minute encore après venait le premier des chasseurs de la Garde d'escorte. Lui ne tournait pas la tête et marchait.

S'il avançait ainsi tout son état-major, cela tenait-il à ce que les chevaux qu'on appelait *chevaux du rang de Sa Majesté* fussent d'une race spéciale ? Non pas. Les chevaux destinés à l'Empereur devaient sans doute faire preuve de qualités particulières ; ils recevaient une éducation appropriée à ses habitudes ; ils étaient soumis à un dressage raisonné que leur faisait subir M. Jardin, piqueur de l'Équipage de selle, l'homme de cheval le plus consommé qui se trouvât alors ; ils étaient ensuite sévèrement menés par M. le comte de Canisy, écuyer, qui, avant de les donner à l'Empereur, s'assurait de leurs qualités, de leurs défauts, et surtout se précautionnait contre leurs vices. Mais ce n'était là que l'accessoire, que l'éducation du cheval, ce n'était pas le cheval même. Il est bien sûr que si Napoléon avait eu de ces chevaux que l'on nomme *bien mis*, c'est-à-dire qui ont appris à faire tel mouvement sur telle indication donnée par les aides, lui qui montait en saccades, eût été, constamment renversé. Il fallait donc que ses chevaux eussent reçu, non pas l'éducation traditionnelle conforme aux règles de l'équitation, mais l'éducation qui convenait pour qu'il les montât facilement ; qu'ils eussent non seulement été faits à



une main tantôt très lâche, tantôt très dure, à des jambes tantôt molles et ballantes, tantôt nerveuses et piquantes, mais n'enveloppant jamais le cheval et, parce qu'elles étaient courtes, parce que le genou était rond, présentant le pied en dehors. Où trouver des chevaux qui unissent à une extrême vitesse, à une sûreté de pied aussi grande que possible, cette sorte d'indifférence à la bride et à l'éperon ?

Où les trouver ? Partout.

L'Empereur a eu des chevaux de toutes les races, de toutes les robes, de toutes les tailles. Ces chevaux n'avaient qu'un caractère commun. C'était d'être entiers. Il a eu des arabes qu'il a ramenés d'Egypte, d'autres que lui a offerts le sultan, d'autres que lui ont envoyés le dey d'Alger et l'empereur du Maroc ; il a même envoyé en remonte des piqueurs en Russie, en Valachie, jusque dans les États barbaresques pour en ramener des chevaux arabes. Il a eu beaucoup de chevaux russes, ceux d'abord dont lui avait fait présent l'empereur Alexandre, puis ceux que le piqueur Laravine avait été chercher en Russie ; il a eu des chevaux allemands que lui avaient offerts le prince Eugène ou le roi de Bavière ; il les aimait peu ceux-là, les trouvait trop grands, trop lourds, sujets à des vertiges. Un, celui que le roi de Bavière lui avait donné en 1809, s'abattit sous lui sans aucune raison, un soir qu'il revenait de Vienne pour coucher à Schoenbrunn. Napoléon fut violemment projeté en avant et resta quelque temps sur la place sans

connaissance. Et ce cheval de toute beauté, que Canisy avait pourtant essayé, qu'il reprit alors après avoir donné le sien à l'Empereur, s'abattit encore à plusieurs reprises dans le reste du trajet.

En fait de chevaux allemands on ne lui voit guère habituellement que des chevaux du *Haras sauvage*, mais ils n'ont aucun des traits distinctifs de la race allemande et se rapprochent des chevaux arabes dont ils descendent. On sait que ce *Haras sauvage* était situé dans d'immenses forêts du duché de Berg, où les juments vivaient à l'état libre. A certaines époques, on lâchait dans la forêt des étalons et, de ce croisement, résultaient des chevaux d'une force, d'une grâce et surtout d'une résistance particulière, admirablement propre au service de la cavalerie.

Mais l'Empereur avait aussi des chevaux limousins, comme *Embelli* qui eut ses invalides au manège de Versailles et qui, monté par Napoléon de 1806 à 1814, ne fut réformé qu'en 1827 ; il avait des chevaux espagnols, des chevaux normands, même des chevaux de l'Amérique du Sud.

Pour donner une idée approximative de l'origine et de la robe des chevaux de l'Empereur, un exemple suffira. Lorsqu'il partit pour l'île d'Elbe, il emmena avec lui huit chevaux de selle qui furent pris parmi ceux qu'il montait habituellement, mais qui ne furent point choisis d'une façon particulière pour leur beauté, leur origine ou leur robe. L'énumération de ces chevaux et leur histoire brièvement

rapportée suffira pour donner une idée très nette de la manière dont était formée son écurie.

C'était d'abord le *Wagram*, cheval arabe, de petite taille, gris mélangé, à tout crin, que l'Empereur avait monté pendant la bataille de Wagram et qui fit les campagnes d'Autriche, de Russie, de Saxe, de France et de Waterloo. Ce cheval connaissait si bien son maître que lorsque, à Porto-Ferrajo, l'Empereur descendait aux écuries, ce qui lui arrivait deux ou trois fois par semaine, il frappait alternativement des pieds de devant jusqu'à ce que Napoléon lui eût donné un morceau de sucre et l'eût embrassé et caressé.

Après le *Wagram*, venait le *Tauris*, cheval persan, d'un gris argenté et pommelé, crinière blanche, queue effilée. Ce cheval avait été acheté en Russie le 31 décembre 1809 par le piqueur Laravine et payé 1.260 francs. Il était à la main de l'Empereur qui le monta dans toutes les batailles de la campagne de Russie, le jour de l'entrée à Moscou, le jour du passage de la Bérésina, pendant toute la campagne de Saxe et la campagne de France. Il le monta encore pendant le voyage du golfe Juan à Paris, aux Cent jours et pendant la campagne de Waterloo. Durant la bataille, l'Empereur ne le quitta qu'au moment où il retrouva sa voiture. A Malmaison, il le donna à M. de Montaran, un de ses écuyers qui en prit le plus grand soin et le faisait promener tous les matins à la main, autour de la colonne de la grande armée.

Puis c'était le *Roitelet*, cheval alezan de grande taille, la queue en balai, croisé d'un cheval anglais avec une jument limousine. Il avait été donné à l'Empereur par le prince Eugène. Ce cheval trop ardent ayant, en 1809, pendant une parade de la Garde, emporté l'Empereur dans les rangs des grenadiers à pied dont quelques-uns avaient été renversés, Napoléon ne voulut plus le monter. A la fin de la retraite de Russie, un jour où, peu avant d'arriver à Smolensk, aucun cheval ne tenait sur la terre verglassée, on lui présenta le *Roitelet* qui était fraîchement clouté, qu'il monta sans faire d'observation et qui ne fit pas un faux pas. Désormais, il se réconcilia avec lui. Il le montait à Lutzen, et, au moment où il passait, l'épée à la main, dans les rangs de la troupe, un boulet passa si près qu'il manqua d'emporter le cheval et le cavalier. Le *Roitelet* fléchit de derrière au vent du boulet ; il en eut le poil rasé et ce poil ne repoussa jamais. A Arcis-sur-Aube, c'était encore le *Roitelet* que montait l'Empereur lorsqu'un obus vint éclater à ses pieds : le cheval fit un écart, se jeta de côté et lança son cavalier à dix pas. L'Empereur se releva, vint à son cheval, et en remontant : « Allons, dit-il, nous en sommes encore quittes pour la peur. » Depuis, à l'île d'Elbe, il ne manquait pas, quand il descendait aux écuries, de regarder si le poil du cheval avait repoussé et, en le caressant, il lui disait : « Eh ! nous l'avons échappé belle tous les deux. »

*L'Intendant*, que les grognards appelaient *Coco*,

était un cheval gris uni blanc, à tout crin, de grande taille, de race normande. Il servait ordinairement pour les revues ou les entrées dans les villes, et, en 1815, alternait avec le *Coquet*, cheval de même taille et de même robe.

Un des chevaux qui avaient servi à la course de Valladolid à Burgos, se trouvait encore dans le rang de l'Empereur en 1814, c'était le *Montevideo*, beau et fort cheval brun, à tout crin, de l'Amérique méridionale ; l'Empereur d'ailleurs goûtait assez les chevaux espagnols. Il a fait avec le *Cordoue*, andalou à tout crin, alezan brûlé, aux allures très douces, une partie des campagnes depuis 1808, en alternant avec le *Gonzalve*, cheval de grande taille, à tout crin, bai doré. Il montait le *Gonzalve* à Brienne, lorsqu'une balle vint couper sa rêne gauche de bride. Quelques instants après, une autre balle cassait le bras gauche de Jardin aîné, le piqueur. *L'Emir*, cheval turc à tout crin, alezan doré avec raie de mulot noire, crinière, queue, et balsanes noires, acheté à Bucharest par le piqueur Laravine, complétait l'écurie personnelle de l'Empereur à l'île d'Elbe.

Ainsi, sur huit chevaux, trois seulement étaient blancs ou gris, cinq alezans ou bais. Trois seulement étaient de race arabe ou turque.

On peut affirmer que cette proportion est à peu près constante, depuis le début. Quant aux prix payés, ils varient entre 735 francs et 1.400. Le prix courant normal est 1.012 francs. L'Empereur

avait songé à monter des chevaux bretons à la suite de l'expérience qu'il avait vu faire à Lariboisière dans la terrible journée du passage du Guadarrama. Trois fois, Napoléon avait dû changer de cheval tandis que Lariboisière avait fait toute l'étape sur son petit cheval breton. « Je dirai à Caulaincourt d'en mettre dans mes écuries. Ce sont les chevaux les plus étonnants que je connaisse » avait-il dit au général ; mais il y renonça parce que ces chevaux étaient hongres et qu'il ne montait que des chevaux entiers.

Le fait de l'Empereur changeant trois fois de cheval dans une étape, montant successivement deux, trois, quatre chevaux dans une même bataille suffit à réduire à néant les hypothèses ingénieuses de certains écrivains, entre autres de l'honorable F. Lawley, sur ce qu'ils veulent appeler *le cheval de bataille* de Napoléon. Ils sont partis de cette idée que l'Empereur avait un cheval favori, qui était pour lui ce que *Bucéphale* était pour Alexandre, et, dès lors, ils se sont perdus en dissertations sur *Ali*, *Marengo* et *Austerlitz* ci-devant *Cyrus*. Ces trois chevaux ont, en effet, figuré dans les écuries de l'Empereur, et ils ont été *du rang de Sa Majesté*, c'est-à-dire que Napoléon les a montés, mais il ne leur a point donné de préférence, n'a point attaché, comme on veut le faire croire, une idée superstitieuse à monter tel ou tel cheval dans telle ou telle occasion. L'organisation de son service donne du reste nettement la clef du problème.

Dès l'an XI, l'équipage de selle du Premier Consul était composé de six brigades, chacune de dix chevaux, et d'une réserve de douze chevaux. Dans chaque brigade, deux chevaux étaient du rang du Consul, c'est-à-dire lui étaient destinés et n'étaient montés que par lui ; les huit autres étaient destinés à l'écuyer, aux aides de camp, au mameluck, etc. Plus tard le nombre des brigades fut porté à dix et, dans chaque brigade, le nombre des chevaux fut porté à treize. Sur ces treize chevaux, trois, deux chevaux de bataille et un cheval d'allure, étaient réservés à l'Empereur, les dix autres au grand écuyer, à l'écuyer de service, au page, au chirurgien, au piqueur, au mameluck et aux palfreniers. On n'en donnait ni aux aides de camp, ni aux officiers d'ordonnance et le grand écuyer était si sévère à ce sujet que, dans la campagne de Saxe, Ney, étant chargé d'une attaque importante et ayant perdu ses chevaux, l'Empereur dut répéter formellement au duc de Vicence l'ordre de donner au maréchal un cheval de sa brigade.

Par conséquent, pour prendre l'organisation de la campagne de 1812, l'Empereur avait à sa disposition et montait alternativement trente chevaux. C'est là ce qui explique comment il pouvait, avec ses chevaux placés en relais faire des courses comme celles de Valladolid à Burgos en aussi peu de temps. Pour vingt lieues, l'on faisait marcher et l'on disposait six brigades, de façon que chaque cheval n'eut à couvrir que trois à quatre lieues.

Si l'on pense que l'écurie entière a été renouvelée en entier au moins trois fois, cela donne un total de plus de cent chevaux qui ont été chevaux de l'Empereur, chevaux de bataille ou chevaux d'allure, et l'on ne saurait guère prétendre en établir une liste intégrale : Pour les chevaux d'attelage et pour les chevaux du rang des écuyers, il est possible au moins de distinguer à quelle date ils ont été achetés parce que l'usage, dans les écuries de Sa Majesté, était de donner aux chevaux un nom commençant par la lettre correspondant numériquement à l'année où ils étaient entrés dans l'écurie : ainsi, dans l'année 1809, tous les chevaux achetés reçoivent un nom commençant par une *H*, huitième lettre de l'alphabet, 1801 étant la date d'organisation de l'écurie. Mais, pour les chevaux de l'Empereur, le même système n'était pas suivi et il semble que, en général, les noms que l'on choisissait rappelaient l'origine et la race des chevaux : ainsi le *Kurde*, le *Labrador*, le *Cyrus* (dénommé ensuite *Austerlitz* parce que l'Empereur l'avait monté à cette bataille), le *Cid*, le *Cordoue*, le *Sara*, l'*Epicurien*, le *Sagonte*, l'*Intendant*, l'*Embelli*, le *Gassner*, le *Bréant*, le *Wurtzbourg*, le *Vizir*, le *Gisors*, le *Lowka*, le *Harbert*, le *Néron*, le *Wagram*, le *Calvados*, le *Tamerlan*, l'*Hippogryphe*, etc.

Quant à l'équipement, il suivait naturellement le cheval, et, à ce sujet encore, il convient d'apporter la plus extrême réserve à affirmer que telle ou telle selle a servi à Napoléon en telle ou telle circons-



tance. Nécessairement, lorsqu'il changeait de monture, le cheval qu'on lui amenait était tout sellé et bridé et il ne s'inquiétait pas de faire porter sa selle d'un cheval sur l'autre.

Or, ces selles sont, au moins, de trois modèles différents. Les selles ordinaires, en très grand nombre, puisque, dans le budget de l'an XIII, il est prévu une commande de cent huit selles, sont en velours rouge, à petit quartier, garnies de fontes, sangles, croupières, étrivières, martingales, poitrail, têtieres de brides, bridons d'or, avec garniture d'argent, housses et chaperons portant un double galon en or fin. Ces selles, pour lesquelles on prévoyait une dépense de 731 francs pièce, coûtaient en 1809, 819 fr. 10 par unité. C'étaient là des selles d'un usage courant, telle que la selle appartenant aujourd'hui à S. A. I. le prince Victor Napoléon. Mais l'Empereur avait mieux. On voit, dans les comptes, tantôt une selle de velours rouge, avec la housse et les chaperons garnis de torsades et d'un double galon, le caparaçon brodé chargé de deux chiffres et d'aigles couronnés, la bride et le poitrail d'argent à double passant, le filet d'or, les étriers en plaqué, le mors en plaqué chargé d'un aigle enjolivé. Cela coûte 4.434 fr. 50.

Mieux, voici une selle dont la broderie seule, composée de feuilles de chênes et de lauriers entourant des trophées militaires a coûté 8.500 francs ; une autre selle complète achetée en l'an XIII a coûté 16.400 francs, tandis que la plus belle des

selles du Premier Consul n'a coûté que 2.633 francs.

Dans les fontes de sa selle l'Empereur avait toujours une paire de pistolets et c'était Roustam, aide porte-arquebuse, qui était chargé du soin de ces armes avec lesquelles Napoléon s'amusait quelquefois sur la route à tirer des corbeaux. A la revue qu'il passa à Wesel, dans son second voyage de Hollande, un maudit chien se met à aboyer contre le cheval de l'Empereur et le fait emballer. Napoléon fort en colère cherche un pistolet dans ses fontes, tire sur le chien, le manque, et lui jette de rage son pistolet à la tête. Sauf dans la campagne de Russie et à Brienne, on n'a point d'exemple, qu'il ait été sur le point de se servir de ses pistolets contre l'ennemi ; il mettait de préférence l'épée au poing.

Il resterait à chercher s'il est exact, comme rapporte O'Meara, que l'Empereur ait eu dix-huit à dix-neuf chevaux tués ou blessés sous lui durant sa carrière militaire. Les documents à ce sujet sont extrêmement incomplets et vagues : on sait que, à Arcole, son cheval fut tué sous lui et dans les mouvements de son agonie, le précipita dans un marais où il manqua périr, mais ce fait est à peu près le seul qui soit authentiquement connu : Il était tout naturel que l'on cachât soigneusement aux troupes que l'Empereur avait couru de tels dangers, et, aux yeux des soldats, il devait paraître invulnérable, de même qu'il était invincible.

## LA R.·.-L.·. DES TEMPLIERS

A L'O.·. DE MALTE

---

René Des Genettes, baron de l'Empire, membre de l'Institut d'Égypte, de l'Institut de France et de l'Académie de médecine, médecin en chef des Armées, professeur à la Faculté de médecine, a été, des choses de son temps — et quel temps ! 1762 à 1837 — un des témoins les plus sagaces, les mieux renseignés, les moins faciles à impressionner. Comme au devoir professionnel, qu'il entendait à sa mode d'une façon singulièrement élevée, il portait à l'exposition des faits auxquels il avait assisté une droiture entière, une loyauté désintéressée, un contrôle scientifique, et nul ne mérite mieux qu'on se fie à lui.

Il a écrit des mémoires, *Souvenirs de la fin du dix-huitième siècle et du commencement du dix-neuvième*, dont, avant sa mort, il avait publié deux volumes. Un troisième était alors en cours d'impression ; vingt-trois feuilles en étaient tirées ; par avarice, dédain ou insouciance, ses héritiers ne les complétèrent point ; ils mirent au pilon les trois

cent soixante-huit pages. Mais, de ce tome troisième, qui tout entier traite de l'expédition d'Égypte, Des Genettes avait communiqué les épreuves, à mesure qu'elles étaient composées, à un de ses amis, le plus apte qui fût à en juger, le mieux instruit de tous les détails, son compagnon des déserts de Syrie et des séances de l'Institut d'Égypte, « l'homme le plus vertueux que j'aie connu », a dit Napoléon : Larrey.

Larrey recueillit et fit relier ces épreuves ; il en composa un exemplaire sans doute unique, plus précieux que ne serait un manuscrit, puisque le texte a été revu, corrigé, certifié pour l'impression : qu'il porte ainsi, comme deux signatures, celle de Des Genettes et celle de Larrey. A ce billet tiré sur la postérité, peut-on réclamer meilleur endosseur ?

Or, voici, d'après Des Genettes, ce qui s'est passé à Malte le lendemain du jour où l'armée que commandait le général Bonaparte en eut pris possession.

« Il existait à Malte, écrit-il, une loge de francs-maçons, du rite des Templiers, qui se réunissaient dans l'hôtel du bailli des Barres, célèbre magnétiseur. Ceux-ci tinrent une loge qui fut suivie d'un banquet dans lequel leur intempérance rendit public ce que la prudence ou même la décence auraient voulu qu'ils tinssent caché. Exaltés au plus haut point et pressés par le jour qui allait paraître, les Templiers terminèrent leur séance on peut dire les portes ouvertes.

« Alors, bon nombre de profanes purent voir et entendre ce qui suit. Le chevalier, et je crois même commandeur, Tousard, chef de l'armée du génie, pontifiant comme Brisard dans le Joad d'*Athalie*, porta trois solennelles libations pour fêter la destruction de Malte. Il rappela que, le 18 mars 1314, Jacques Molay, sur le bûcher où il périt, cita au tribunal de Dieu le pape Clément V, le roi Philippe le Bel et ceux qui deviendraient possesseurs des biens de l'Ordre. Tant est-il que le vénérable Tousard rappela le sort présent de Pie VI, celui de Louis XVI, enfin de la destruction de l'Ordre de Malte (qui avait profité de la plus grande partie des biens des Templiers). Ces trois événements furent proclamés avec un respect religieux et terminés par les trois acclamations : *Consummatum est*.

« Le général en chef auquel je racontai ce fait, me dit : « Cela prouve que les gouvernements « doivent surveiller les sociétés secrètes avec beau-  
« coup de soin pour savoir s'ils doivent les craindre  
« ou s'en moquer. »

Des Genettes a été témoin, puisque c'est lui-même qui a rendu compte à Bonaparte. A-t-il seul été témoin ? Du moins a-t-il seul rapporté les faits auxquels il dit que tout Malte assista ? Il le semble. On ne saurait se flatter d'avoir lu tout ce qui fut écrit sur la prise de Malte, mais la recherche dans une bibliothèque assez bien fournie n'a donné jusqu'ici aucun résultat.

A défaut d'une confirmation directe, est-il quelque indice qui, venant à l'appui des assertions de Des Genettes, permette de les contrôler ?

Des Genettes ne nomme, comme ayant pris part à cette tenue de loges, que deux chevaliers, le commandeur des Barres et le commandeur de Tousard. Sur des Barres, les témoins qui ont écrit pour défendre l'Ordre de Malte, sont muets : ils sont, au contraire, presque unanimes à accuser Tousard de l'avoir trahi. Mais Tousard qui, avec le grade de chef de brigade, accompagna l'armée française en Égypte, a pris soin de se défendre dans un mémoire qu'il rédigea à Kené en l'an VIII, et qui semble inédit. Il y explique dans quel but et dans quelle mesure il est entré en relations avec Pousielgue, l'agent que Bonaparte avait envoyé de Gênes à Malte pour pratiquer les chevaliers ; il y raconte le rôle qu'il a joué dans la défense et dans la capitulation de la place. Il n'y dit rien de ce qui se passa ensuite, s'il se passa quelque chose. De ce côté donc, nulle garantie nouvelle.

Passons à la loge elle-même. Existait-elle ? « Loge des francs-maçons du rite des Templiers », dit Des Genettes. Il y avait, en effet, un système de franc-maçonnerie, importé d'Écosse en France dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, où les initiés recevaient successivement le grade d'Écossais, novice et chevalier templier. Le grand instituteur de ce *régime*, auquel le comte de Clermont, grand maître élu de la maçonnerie en France, paraît avoir

emprunté certains hauts grades, fut un certain baron de Hund qui, après avoir propagé par l'Europe et toute l'Allemagne son système dit de la *Stricte observance*, continuation directe, disait-il, de l'Ordre du Temple, fut élu, en 1763, grand maître provincial de la Maçonnerie rectifiée d'Allemagne, et, en 1764, grand maître des Templiers.

Ce régime donna naissance, en 1782, à celui de la *Cité sainte*, lequel paraît s'être confondu avec le Rite écossais 33°, qui eut, en France, à partir de 1802, un étrange développement. Ce rite écossais 33°, dont les origines, telles que les rapportent les historiens maçons, sont tout à fait instructives, réunissait en 1808, dans son *Suprême conseil des Puis. et Souv. Grands Ins. Gén. 33° et dernier degré du Rite Ecossais Ancien et Accepté*, un prince de l'Empire, trois maréchaux, trois sénateurs, le grand chancelier de la Légion d'honneur et le premier président de la Cour de cassation. Tous les signes, les symboles, les bijoux rappelaient le Temple et la condamnation de Jacques Molay.

Tousard ne figure point dans les listes qu'on a pu se procurer du Suprême Conseil.

Il paraît inutile de le chercher parmi les Templiers qu'on vit apparaître presque officiellement en 1808 et qui, sous les auspices du grand maître, Fabre Pelaprat, médecin pédicure, mais en même temps patriarche et souverain pontife de la succes-

sion de saint Jean l'Apôtre, se proposaient de remplacer le christianisme par le johannisme. Aussi bien, quoique, dans leurs archives, on trouve bien des personnages surprenants, le nom de Tousard n'y est pas inscrit.

Et pourtant il y avait une loge à Malte. Cette loge devait se rattacher au système du baron de Hund, car elle avait été fondée en 1785 par le comte de Kolowrat, un des adeptes de la *Stricte observance* — lequel, d'ailleurs, se ruina en entreprises de cette nature. Le grand maître de l'Ordre de Malte, Rohan, qui avait été initié à la maçonnerie lorsqu'il était grand écuyer de l'Infant duc de Parme, en avait secrètement approuvé l'institution. Les baillis de Loras et de Litta en étaient les principaux officiers, le colonel Ligondez le vénérable, Doublet, chef de la secrétairerie française du grand maître, l'orateur; plus de soixante membres profès de l'Ordre avaient été initiés. La loge, placée sous le vocable de saint Jean, était en correspondance avec les O. . de Naples, Rome, Florence, Milan, Marseille, Bordeaux, Lyon, Paris, Vienne, Berlin, Pétersbourg et Londres et la patente constitutive avait été obtenue du G. . O. . de Londres, dont le duc de Cumberland était grand maître.

Cette loge attira l'attention de l'Inquisition, qui avait à Malte un représentant en titre, en la personne du ministre de Sa Sainteté. L'ouverture



de lettres adressées de Malte à Rome procura au cardinal secrétaire d'État la double preuve de l'existence des loges à Rome et à Malte et le Pape requit la dissolution de la loge de Saint-Jean ; le grand maître Rohan fit semblant de l'accorder et les choses n'en suivirent pas moins leur cours.

Ainsi, à défaut de témoignages positifs venant à l'appui de l'anecdote racontée par Des Genettes, il est attesté et prouvé qu'il existait à Malte, peu avant la Révolution, une loge, vraisemblablement du rite des Templiers, tenant sa patente constitutive non du G. . O. . de France — ce qui explique qu'on ne la trouve point dans le tableau alphabétique de 1787 — Mais du G. . O. . de Londres ; que cette loge s'était maintenue en dépit de l'intervention de Pie VI et que les initiés appartenaient à toutes les langues de l'Ordre.

Jusqu'à nouvelle découverte, c'est là qu'il faut s'arrêter. Mais il en résulte une présomption en faveur de Des Genettes, et le caractère du témoin donne à son récit une importance majeure. Sans doute, parce que les Templiers acclamaient la mort de Louis XVI, la captivité de Pie VI et la destruction de l'Ordre de Malte, on n'en saurait conclure qu'ils aient été les instigateurs de ces trois événements, mais on peut croire que, s'ils l'ont pu, ils y ont influé, et, au moins dans le dernier cas, cette influence n'a point été médiocre. N'est-ce pas en

fouillant de tels dessous de l'histoire que l'on trouverait encore aujourd'hui, l'explication de haines qui semblent insensées et de vengeances qu'on croirait maniaques?

---

## LE PEUPLE A LA PAROLE

---

Ayant proclamé que « la Souveraineté réside dans le peuple, qu'elle est une et indivisible, imprescriptible et inaliénable », la Convention nationale s'empessa de déclarer que le peuple ne pouvait exercer cette souveraineté que pour en confier l'exercice aux Conventionnels ; ce qu'elle exprima ainsi : « Que tout individu qui usurperait la souveraineté soit à l'instant mis à mort par les hommes libres ! » *Les hommes libres* étant les Conventionnels, « les individus qui usurperaient la souveraineté » étaient ceux qui ne voudraient pas des Conventionnels ; cela s'entend.

Encore n'étaient-ce point tous les Conventionnels qui avaient qualité d'hommes libres : n'étaient point libres les trois cent soixante Conventionnels qui avaient voté contre la mort sans condition de Louis XVI, ce qui réduisait à une voix — bien douteuse, encore — la majorité des hommes libres ; n'étaient point libres ceux qui, ayant voté la mort, ne trouvaient point que tout fût pour le mieux dans la capitale des hommes libres — et, après les avoir

manqués le 10 mars 1793, on leur fit bien voir, le 31 mai et le 2 juin, qu'ils avaient usurpé la souveraineté, car on les mit à mort.

Qui donc étaient les hommes libres ? Le Bloc républicain. C'étaient ces hommes libres qui, ayant récupéré, le 10 août 1792, la souveraineté du peuple en établissant la Commune insurrectionnelle, en assassinant Mandat, chef de la garde nationale, et en massacrant les Suisses qu'un ordre royal avait désarmés, s'assurèrent un certain nombre d'élections — moins pourtant qu'ils n'avaient espéré — en pratiquant une certaine manœuvre électorale, qui consista à remplir les prisons de tous les hommes attachés à l'ancien régime, ou présumés tels ; puis, ces prisonniers, étant soupçonnés d'avoir le dessein d'usurper la souveraineté du peuple, furent à l'instant mis à mort par les hommes libres — ce qui était dans les principes. Cet avertissement dédié à ceux qui pouvaient encore éprouver des doutes sur la manière dont ils exprimeraient leur opinion ne manqua point de les inciter à voter librement — c'est-à-dire selon le vœu de ces hommes libres qui avaient le geste prompt.

\*  
\* \*

S'étant assurés ainsi que la souveraineté du peuple résidait dans leur personne, les Représentants, librement élus, n'éprouvèrent pas le besoin de consulter à nouveau leurs commettants. A la

vérité, le régime de gouvernement qu'ils pratiquaient rendait une consultation oiseuse; quiconque s'avisait, par un écrit, une parole, un signe, un geste, même involontaire, de témoigner qu'il ne partageait point toutes les opinions morales, politiques, philosophiques, sociales et autres que professaient successivement les hommes libres était à l'instant mis à mort — ce qui continuait à être dans les principes.

Il fallait même une attention très éveillée pour se tenir au courant de qui était homme libre et de qui avait cessé de l'être. On risquait sa vie à la moindre distraction, et tel qui se croyait accroché aux principes et par là mis à l'abri de tout péril s'il suivait aveuglément les doctrines du grand électeur de septembre, Danton, ou du procureur de la Commune révolutionnaire, Hébert, se trouvait en fâcheuse posture lorsque les hommes libres décrétaient qu'ayant usurpé la souveraineté et aspirant à la tyrannie, Danton comme Hébert avaient dû justement être mis à mort.

Les hommes libres à la fin étaient si peu nombreux qu'on pouvait se demander s'ils existaient. Du moins, dans l'Assemblée conventionnelle, à peine, aux séances, en voyait-on paraître une vingtaine, et ces vingt n'étaient pas bien sûrs de ne point affecter la souveraineté, lorsque, dans la salle, entra un certain homme maigre, au teint jaunâtre, vêtu d'un habit de soie changeante, et merveilleusement poudré à frimas; que, assis au

haut de la Montagne, cet homme levait doucement, d'un geste presque imperceptible, la corne d'un chapeau dont il ne se coiffait jamais, et qu'ainsi il demandait la parole; alors, un souffle de terreur passait sur ces vingt qui regardaient anxieusement si les portes étaient gardées, qui se demandaient quelles têtes de ci-devant hommes libres, l'homme libre par excellence, « l'Incorruptible », allait réclamer.

Tant guillotiné, proscrit, emprisonné que se terrant et s'abstenant de paraître, tant envoyé en mission dans les départements ou aux armées que détachés dans les comités permanents ou chargés de besognes spéciales, les Conventionnels avaient presque disparu de la Convention. A dater du 31 mai 1793, on ne publie plus de scrutin, il n'y a plus de quantum; la salle est presque vide. C'est au jour où ils se sentent menacés à leur tour que ceux qui étaient en mission refluent aux Tuileries. Alors, c'est la bataille, non sur des idées ou des mots, mais pour la vie. Du nombre de ces hommes, dont certains apportent au moins de l'énergie et du sang-froid, sort un soldat, ex-sous-lieutenant au régiment de Pondichéry; on le fait général. Il sera, cinq années durant, le général Barras : c'est lui le vainqueur de Thermidor.

\*  
\* \*

Mais le général Barras n'est général que pour

maintenir lui d'abord, ses camarades ensuite, en possession de la souveraineté que le peuple est soi-disant leur avoir confiée. Pas plus lui que Danton ou Robespierre ne consulte la nation sur ce qu'elle souhaite. Lorsque, par une sorte de pudeur qu'on n'attendait pas d'elle, la Convention fait mine de quitter la place, c'est simplement pour se réincarner sous un autre vocable. Elle était Convention et ne formait qu'une assemblée ; elle se réunira maintenant dans deux salles et s'appellera Conseil des Anciens et Conseil des Cinq Cents ; mais ce seront les mêmes gens et, aux Parisiens qui protestent, Barras, l'homme du Bloc, ferme la bouche avec la mitraille de Vendémiaire — toujours d'après les principes.

La Constitution de l'an III prévoit le renouvellement par tiers des Conseils législatifs, le renouvellement par cinquième du pouvoir exécutif : mais les principes commandent que, dans les Conseils, le tiers entrant soit de même opinion que les deux tiers restants et que, dans le Directoire, le membre nouveau ait les mêmes origines que ses quatre collègues. Pourrait-on admettre que, par un acte de sa souveraineté qui n'en reste pas moins une, indivisible, imprescriptible et inaliénable, le peuple mette les hommes libres en minorité et contrarie le mandat qu'ils ont sollicité d'une façon si galante ? Si le peuple se trompe, il convient de redresser ses votes ; si le peuple émet des vœux, il convient de les interpréter.

C'est pourquoi les hommes libres n'hésitent point, d'abord, au 18 fructidor an V, à supprimer à la fois les membres du Directoire et les membres des Conseils qui ne partagent point leurs opinions sur l'administration des finances nationales et qui, par un étrange abus du nouveau mandat qu'ils prétendent avoir reçu du peuple, s'ingèrent à y mettre de l'ordre, à en demander le contrôle, à équilibrer les recettes et les dépenses et à rejeter celles qui ne servent qu'à engraisser les protégés du Bloc républicain. On inaugure donc la politique coloniale en les déportant sur les plages de la Guyane — eux et leurs amis.

Néanmoins, comme cela fit quelque bruit et que le renouvellement d'une telle mesure de salut public pouvait rencontrer des hostilités, on imagina, par la suite, un système d'invalidations rationnelles et d'élections supposées qui, appliqué à chaque cas particulier, eut les mêmes effets que la proscription générale, avec l'inappréciable avantage de ne causer qu'un scandale modéré.

Quant au pouvoir exécutif, on ne manqua pas de le renouveler par cinquième, ainsi que l'ordonnait la Constitution ; mais le hasard est un grand maître. Un homme se trouva faire partie de ce pouvoir exécutif qui ne tira jamais le bulletin de sortie. Il avait aux doigts un pouvoir étrange de divination. Sa main voyait dans l'urne et savait choisir. Or, c'était l'homme qui, au 9 Thermidor, avait assumé le commandement général contre Robespierre et la



Commune de Paris et qui, depuis lors, avait, en quatre journées fameuses, assuré la perpétuation du pouvoir aux hommes libres : le général Barras.

Dictateur de fait durant cinq ans, chargé de protéger contre toute entreprise, qu'elle vînt de droite ou de gauche, des députés nouvellement élus ou du peuple révolté, la toute-puissance du Bloc républicain, Barras, le général Barras, n'était point de ces gens à scrupules qui ratiocinent sur les textes. Il trouvait la place bonne à garder puisqu'il l'avait prise et ceux qu'il avait sauvés trouvaient qu'il y faisait bien puisqu'il leur assurait les avantages et les agréments du pouvoir.

\*  
\* \*

Cela aurait pu durer très longtemps : le peuple conservant toujours sa souveraineté virtuelle, dont il lui était interdit de se servir depuis qu'il la possédait, et les hommes libres exerçant, au nom des principes — dont le premier était leur intérêt bien entendu — la souveraineté effective, dont ils s'étaient emparés par la terreur, lorsqu'un homme survint, dont l'arrivée jeta tout aussitôt dans une mortelle inquiétude les gouvernants et leurs fonctionnaires, ceux qui, tenant la France ligotée, semblaient assurés d'en demeurer à jamais les maîtres.

Cet homme, le soldat d'Arcole et des Pyramides, n'eut qu'un geste à faire pour que l'effroyable et

grotesque comédie de république que jouaient depuis huit années les massacreurs de septembre s'achevât dans un roulement de tambour; pour que, dans leur fuite effarée à travers les flaques d'eau, sous les ormes défeuillés du parc de Saint-Cloud, « les hommes libres » abandonnassent à la volée les guenilles sanglantes avec quoi ils parodiaient les toges romaines. Et l'homme de la nation, pour la première fois depuis septembre 1792, rendit au peuple le droit de parler; pour la première fois, depuis qu'il était souverain, le peuple émit son vote, et ce fut par 3.011.007 voix contre 1.562 qu'il acclama, en la personne de Bonaparte, l'ordre organisé dans toutes les parties de l'administration, la tranquillité intérieure rétablie, la gloire nationale assurée, sa propre souveraineté cessant d'être un mythe sanglant et trompeur pour devenir une vérité efficace et salutaire.

---

## DEUX PRÉCEPTEURS

---

### LA RUSSIE EN 1801

Au début du xix<sup>e</sup> siècle, la Russie fut, dans les ressorts de son gouvernement intérieur, l'objet d'une transformation qui l'assimila, au moins pour les dehors, aux États les plus récemment organisés de l'Europe occidentale. On a célébré à Pétersbourg le centenaire de l'organisation des ministères, mais du principe même qui déterminait leur création l'on a peu parlé; or, peu s'en fallut que le mouvement de réformes d'où ils sortirent ne conduisît beaucoup plus loin et que, au lieu de se borner à des apparences, il ne menât à des réalités telles que, pour les lignes générales de sa constitution, la Russie, dès 1801, se conformât aux formules philosophiques qui avaient, en France, triomphé à l'Assemblée constituante.

Les conditions dans lesquelles s'accomplit cette expérience et les causes qui la firent avorter se trouvent racontées avec une singulière ampleur dans un livre qu'a publié en Russie le grand-duc

Nicolas Mikhaïlovitch, un prince qui s'est rendu l'historien le mieux informé sur l'époque d'Alexandre I<sup>er</sup>; mais ne convient-il pas d'insister sur la part qui revient à Catherine II et aux philosophes français qu'elle avait mis en vogue dans cette évolution, séparée seulement de sa mort par les cinq années du règne de l'empereur Paul?

Ce fut Catherine qui appela du pays de Vaud Frédéric-César Laharpe — de La Harpe plutôt, mais il avait démocratisé son nom — pour être à Pétersbourg le précepteur de ses petits-fils. Qui lui avait parlé de Laharpe, qui lui avait recommandé ce médiocre avocat dont le rôle assez effacé dans les querelles des Vaudois contre leurs seigneurs de Berne, n'avait pu vraiment retentir jusqu'à Pétersbourg? Mystère. Si, comme on l'a affirmé, Laharpe était l'un des affiliés d'une secte qui exerça dès lors sur l'Europe une action bien autrement puissante que les plus obstinés rêveurs ne se sont plu à l'imaginer, bien des choses deviennent claires. De même que, si Laharpe a été par la suite l'un des chefs de la franc-maçonnerie universelle, des faits qui eussent changé le train de notre histoire et dont nul n'a trouvé la clef se trouvent expliqués.

Pour le moment, Laharpe avait pour mission essentielle de gagner aux doctrines philosophiques l'héritier du grand empire, l'arbitre futur de l'Europe. S'il ne fit pas de lui un républicain, il ne s'en fallut guère. Le 23 novembre 1790, dans une

sorte d'examen de sa conscience qu'il adressait à son précepteur, le grand-duc écrivait : « A treize ans, je suis aussi enfant qu'à l'âge de huit, et, plus j'avance en âge, et plus aussi je m'approche de zéro. Que deviendrais-je ? Rien, suivant toutes les apparences. Les hommes sensés qui me salueront hausseront les épaules de pitié et riront peut-être à mes dépens parce que je n'aurai pas manqué d'attribuer à mon mérite distingué les égards qu'ils auront marqués pour ma personne. C'est ainsi qu'on encense une idole en riant d'une pareille comédie. »

Laharpe s'était rendu le maître de son esprit, le conducteur de sa volonté, et, tandis qu'il marquait au cadet de ses élèves, le grand-duc Constantin, qui avait refusé de se laisser séduire et restait uniquement Russe, des sévérités, des cruautés même qu'on ne saurait autrement comprendre, à l'ainé, qu'il dominait, il témoignait une tendresse qui achevait de le séduire.

Lorsque, en 1795, l'Impératrice renvoya de sa cour Laharpe à la suite de menées révolutionnaires qu'il avait, de Pétersbourg, conduites dans le pays de Vaud par une « soixantaine de mémoires et de pamphlets », Alexandre se jeta en sanglotant au cou de son précepteur. Une heure avant le départ, il lui écrivait encore : « Adieu, mon cher ami, qu'il me coûte de vous dire ce mot ! Souvenez-vous que vous laissez ici un homme qui vous est dévoué, qui ne peut pas vous exprimer sa reconnaissance,

qui vous doit tout hormis le jour... Soyez heureux, mon cher ami, c'est le vœu d'un homme qui vous chérit, qui vous respecte et qui vous estime au delà de toute son expression... Encore une fois, mon cher, mon ami, mon bienfaiteur. »

Laharpe avait gardé sur Alexandre une telle influence qu'il fut le premier homme dont, à son événement au trône, le jeune Empereur réclama la présence; et, en 1814, malgré l'intervalle des temps et la pression des événements, lorsque Laharpe vint le retrouver à Langres, peut-être eût-il recouvré sur lui son pouvoir si, en face de sa philosophie dénuée de prestige, ne s'était ouverte la vision révélatrice des Jours dont la baronne de Krüdner détenait le mystique secret.

Au moment où la mort tragique de Paul I<sup>er</sup> — dans laquelle il n'est pas démontré que certaine société secrète n'ait pas joué son rôle — aplanit sous les pas de son fils les degrés du trône. Alexandre était tout aux idées que Laharpe lui avait inculquées et, pour y correspondre et les exalter, il avait rencontré, dans le nombre de ceux que leur naissance, leur nom et leur position à la Cour avaient approchés de lui, certains jeunes hommes qui, ayant reçu une éducation analogue à la sienne, plus *philosophique* encore, l'avaient complétée par des voyages en Europe — surtout en France. Avant tous autres, Paul Alexandrovitch Stroganov était à portée du jeune souverain pour devenir son confident immédiat. Laharpe était à Paris, Czartoryski

à Naples, Novossiltsov à Londres, Kotchoubey à Dresde ; les uns et les autres éloignés sous des prétextes par l'empereur Paul ; seul, Stroganov se trouvait à Pétersbourg. Certes, les idées qu'Alexandre lui communiqua ne lui étaient point nouvelles ; il les avait fréquemment débattues avec l'héritier depuis quatre ans qu'il avait obtenu de rentrer dans la capitale, mais n'est-ce point toujours un étonnement lorsqu'un souverain projette de réaliser sur le trône les rêves qu'il a formés avant d'y monter ?

Ces théories, Stroganov ne les partageait pas seulement ; il les avait conçues bien plus destructives et radicales. Si Alexandre n'avait point oublié les enseignements de Laharpe, lui, était demeuré le disciple fidèle d'un sectaire autrement convaincu et passionné, Gilbert Romme.

En 1779, le père de Paul, le comte Alexandre Serguïevitch Stroganov, qui vivait depuis une dizaine d'années à Paris, où son fils était né, se décida à retourner en Russie et chercha un précepteur français qu'il pût emmener et qui donnât à son fils une éducation philosophique. Il rencontra chez son compatriote le comte Alexandre Golovkine, Gilbert Romme, qui donnait des leçons d'arithmétique et s'était fait une réputation d'austérité bourrue, de profondeur et de mauvaise éducation.

Paris et la province regorgeaient alors de ces pseudo-Rousseau. C'étaient des hommes de la Na-

ture, pédants par éducation, grossiers par principes, méprisant les richesses, dédaignant les préjugés sociaux et réformant l'humanité. Qu'il y eût, dans leur cas, beaucoup d'envie, infiniment de pose et une ambition forcenée, nul doute; mais, chez certains, les gens à cerveau mathématique, il y avait aussi de la conviction. Les fous, parfois, sont sincères. Romme était de ceux-là : dans cette éducation à entreprendre, il vit, outre les gros avantages d'argent qui, stipulés par contrat, assuraient son avenir et celui des siens, l'occasion de faire son *Emile*, de modeler, non point sur le papier, en caractères mobiles, mais en chair et en esprit, un être suivant son type idéal — et quel être ? le fils et l'héritier du seigneur le plus opulent de toute la Russie, le maître futur d'un peuple de paysans, le représentant le plus qualifié de l'aristocratie russe.

Seulement, pour appliquer « le plan d'éducation mûrement élaboré » qu'il avait conçu, il exigea qu'on lui abandonna aveuglément le jeune Paul — Popo comme on disait — qui allait alors sur ses huit ans. Le comte Stroganov subit toutes ces conditions et dut se féliciter qu'elles ne fussent pas pires, étant posées par un homme si austère.

La grande Catherine avait, à sa cour, mis la philosophie et les philosophes à la mode. Elle s'était contentée pour son usage de Voltaire et des Encyclopédistes qui distribuaient, en échange d'espèces plus réelles, la vanité d'une gloire dont



elle était avide; pour imiter l'Impératrice, des courtisans tels qu'Alexandre Stroganov se plaisaient à renchérir, et, des Encyclopédistes démodés, ils couraient à Rousseau en pleine vogue. La souveraine, ayant donné le ton, ne pouvait trouver mauvais qu'on y raffinât. Elle-même d'ailleurs, quatre années plus tard, allait choisir — ou subir — Laharpe, pour l'éducation de ses petits-fils.

L'accord conclu, Romme suivit à Pétersbourg les Stroganov. Bientôt, la fugue de la comtesse, partie avec un amant, lui livra, plus complètement encore, l'enfant qu'il devait élever. Il fut le maître de son cœur comme de son esprit et régla non seulement ses modes de travail mais jusqu'à ses rapports de famille. L'éducation qu'il lui donna mériterait une étude que rend possible la publication qu'a faite le grand-duc Nicolas de quantité de lettres, de journaux de voyages, de papiers de toute sorte, mais le grand-duc n'a pu tout imprimer et il a dû se restreindre. Jamais un tel ensemble de papiers ne permettra de saisir aussi complètement les procédés employés pour modeler un homme philosophiquement, selon les formules usitées à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle.

Pour tout ce qui est de l'instruction, rien de plus précis, de mieux raisonné, de plus intelligemment méthodique, Romme s'applique d'abord à nationaliser son élève, à le rendre Russe; car, né et élevé à Paris, l'enfant, lors de son arrivée à Pétersbourg,

ne parle point sa langue maternelle. Pour la lui enseigner, Romme l'apprend lui-même; puis, par des leçons de choses, il lui distribue un savoir encyclopédique; il lui fait voir, comprendre, dessiner, tout ce qu'il doit connaître des mœurs, des instruments, des machines de son pays; il voyage avec lui dans la Russie entière, notant ce qui peut l'intéresser, recueillant les plantes, les minéraux, les monnaies, les médailles, se rendant lui-même aussi instruit de la Russie qu'on peut l'être lorsqu'on n'a point l'âme russe et se contraignant à cette discipline, non pour en profiter, mais pour l'imposer à son pupille. Parallèlement, culture générale, langues vivantes et mortes, mathématiques, physique, chimie; une prédominance toutefois des sciences et, peut-on dire, des sciences pratiques.

Pour l'éducation, bien moins de philosophie à l'antique, bien moins de Grecs et de Romains que de Français et de Genevois. Pour couler à son moule le caractère de Popo, il emploie des systèmes, comme de correspondances continues, de chambre à chambre, de table à table : l'enfant doit s'examiner, se chercher, se raconter, se confesser. Il précise par l'écriture ses actes physiques, ses pensées, ses sentiments, et Romme reprend, avertit, corrige, redresse. Il disserte sur tout ce que l'enfant fait ou ne fait pas; il ramène en toute occasion les principes : égalité, liberté, fraternité, droits de l'humanité; les critiques mordent; les reproches s'accumulent; c'est un Spartiate qu'il

lui faut, et, pour morigéner ce Spartiate, il a des raffinements de cruauté.

C'est ainsi que, chez cet enfant qui l'aime de passion, qui a mis sur lui seul tout ce que son cœur et son esprit ont de tendresse et d'admiration, il se plaît à exciter la jalousie en lui préférant le jeune baron Grégoire Stroganov, en le rendant le sujet habituel de comparaisons blessantes, en exaltant en lui un modèle constamment parfait, pour rabaisser d'autant l'infortuné Popo.

Après les voyages à travers la Russie, il faut, pour parfaire l'œuvre, les voyages à travers l'Europe. Paul Stroganov obtient, en 1787, l'autorisation « d'aller à l'étranger », et Romme, tout de suite, le conduit à Riom, afin de montrer « un homme » à ses amis d'Auvergne. Deux mois à Riom, où le précepteur place en terres le bon argent qu'il rapporte de Russie et où il se pose en homme de conséquence, car il a vu les Cours, il a été présenté à la grande Catherine, et il a dit leur fait aux aristocrates de Pétersbourg; puis, vingt mois à Genève, la Mecque des philosophes. 1789 commençant, retour à Paris.

Mais celui qui y arrive à la suite de Gilbert Romme, ce n'est plus le comte Paul Alexandrovitch Stroganov, c'est un petit jeune homme du nom de Paul Otcher. Popo est débaptisé et démocratisé; grâce à cette métamorphose, les rangs sont inter-

vertis; le précepteur disparaît et devient quelque chose comme un bienfaiteur; l'opulence et le titre de l'élève passent inaperçus, mais l'argent qu'il procure demeure.

Grâce à cet argent, Gilbert Romme, *cultivateur*, car il a maintenant ses terres d'Auvergne, ne manque pas à Versailles une seule séance de la Constituante. Il y mène chaque fois Paul Otcher; c'est la « meilleure école de droit public ». C'est aussi l'objet des lettres que, chaque soir, le précepteur adresse à ses amis de Riom et qui, lues à la loge maçonnique dont Couthon est vénérable<sup>1</sup>, assureront dans deux ans l'élection du cultivateur à la Législative.

En janvier 1790, Romme prétend avoir son club à lui. Il fonde la « Société des Amis de la Loi », et cet homme austère, et peut-être naïf, choisit, pour tenir séance, l'appartement de M<sup>lle</sup> Théroigne de Méricourt. Théroigne est archiviste de la Société — mission à laquelle l'habilita sans doute sa liaison avec M. Doublet, marquis de Persan, le neveu de cette M<sup>me</sup> Doublet qui tint les archives de Bachaumont; Paul Otcher est bibliothécaire.

Les jolis seize ans du petit Russe, si frais, si mignon, si gracieux, ne manquent pas de plaire à M<sup>lle</sup> Théroigne; le vertueux Romme juge sans

<sup>1</sup> Un aimable correspondant de Riom, d'ailleurs anonyme, a cru devoir élever des doutes sur le rôle que je prêtais à Couthon. Or j'ai eu en main les procès-verbaux de la loge de Riom, qui, à eux seuls étaient d'un capital intérêt. Le manuscrit original appartenait à M. Boyer et peut-être serait-il possible de le retrouver.

doute opportun cet enseignement qu'il ne peut donner et il ne saurait y souhaiter une institutrice plus experte. C'est là un épisode qui manque à la *Théroigne de Méricourt* de M. Paul Hervieu, et ne faut-il pas le regretter?

Des *Amis de la loi aux Amis de la Constitution*, il ne s'en faut que d'un mot. Paul Otcher est reçu membre du club des Jacobins le 7 août 1790, et il en retire le diplôme où il lui est enseigné de : Vivre libre ou mourir.

Par malheur, il y a encore à Paris un ambassadeur de Russie. L'impératrice Catherine est avertie qu'un de ses sujets « a été admis au club des Jacobins ou de la Propagande qui a été institué pour révolter tous les peuples contre le Pouvoir et les Autorités », et elle enjoint au comte Stroganov de rappeler son fils, mais seul. Car elle est à présent dégoûtée des philosophes.

Romme ne rend pas tout de suite Paul Otcher ; il récrimine, engage une correspondance et, pour attendre les réponses, quitte Paris et s'en vient avec son élève à son village natal, Gimeaux, près de Riom. Là, un valet de chambre suisse, nommé Clément, depuis quinze ans au service de Paul et l'ayant accompagné dans tous ses voyages, tombe malade et meurt. Romme et Otcher ont écarté le prêtre du lit du mourant et le bannissent des obsèques. Clément est enterré « civilement » dans le jardin attenant à la maison de Gimeaux ; on met

dans sa bière un parchemin, enfermé dans une bouteille, où on lit entre autres choses : « Que ceux qui parviendront jusqu'à cet écrit respectent les cendres d'un homme qui servit sans bassesse et aima par-dessus tout la liberté et la vertu ? » Et les signatures.

Ces funérailles étaient d'un trop bel exemple pour ne pas retentir dans les feuilles patriotiques ; d'Auvergne, où elles mirent le comble à la gloire civique de Romme, elles résonnèrent à Paris, mais, de là, à Pétersbourg. Sur la nouvelle, le comte Stroganov expédia son neveu Novossiltsov pour reprendre Popo et le ramener de gré ou de force. Novossiltsov n'eut point à déployer la force : le jeune homme désolé se soumit et partit le 1<sup>er</sup> décembre 1790. Romme se déclara désespéré, mais il se consola avec les trente mille livres que lui envoya le comte Stroganov.

Avec cela, il fut élu par ses compatriotes député à la Législative, où il joua un rôle au Comité d'instruction publique ; il fut de la Convention, où il vota la mort du Roi et la panthéonisation de Marat, imagina le calendrier républicain et siégea au plus haut de la Montagne ; à la suite des journées de prairial, il n'échappa à l'échafaud que par un suicide à l'antique.

Paul Otcher, rentré en Russie et redevenu comte Stroganov, avait été, par ordre de l'Impératrice, exilé, durant plusieurs années, à sa terre de Bratsovo près de Moscou ; il s'y était marié avec une

princesse Galitzyne et, en 1796 seulement, il avait obtenu de reparaître à Moscou.

Tel fut le confident que choisit l'empereur Alexandre : l'élève de Laharpe et l'élève de Romme mettaient en commun les enseignements de leurs maîtres pour tenter d'en faire l'application ; le révolutionnaire vaudois et le régicide auvergnat, l'un du fond de la tombe, l'autre du fond de l'exil, semblaient, sous les auspices de Catherine, l'amie des philosophes, prendre le gouvernail de l'empire, et de combien peus'en fallut-il que cet étonnant paradoxe ne devînt une réalité bien autrement surprenante ?

---

## NAPOLÉON ÉTAIT-IL CROYANT?

---

### I

Il ne s'agit point ici de politique, ni de l'exercice du culte qui peut être de la politique. Les signes de croix répétés à l'italienne que fait Napoléon lorsqu'il éprouve une émotion vive sont certainement une survivance des habitudes d'enfance ; l'assistance régulière à la messe dominicale est un acte de déférence à l'égard de la religion de la majorité des Français ; de ces faits et d'autres de même nature il serait imprudent de tirer des conclusions.

Napoléon paraît avoir été médiocrement curieux des matières dogmatiques ; il les avait réservées, n'en a guère parlé, moins écrit. Si, dans des conversations intimes, rapportées avec une fidélité discutable, il énonce des idées philosophiques qui tournent au matérialisme, c'est là une boutade pour occuper les soirées mornes que le prisonnier désenchanté s'efforce vainement d'abrégier en présentant et en soutenant des paradoxes qui appellent



la discussion. Napoléon est un spiritualiste-fataliste, cela ne peut être contesté et, de là au christianisme, il n'y a pas si loin que certains pourraient penser; mais il y a la Révélation.

Nulle part Napoléon n'a fait profession d'incrédulité. Sa parole, au sujet du dogme, a toujours été respectueuse et déférente. Jamais il n'a goûté les plaisanteries grossières et faciles qui paraissaient neuves aux fils de Voltaire. Il demeurait sérieux et grave en face du problème redoutable que les esprits médiocres se plaisent à résoudre du ton suffisant et dégagé qui atteste leur incurable sottise. Ce qui fut, à travers soixante générations, l'objet de la vénération de millions d'hommes, ce qui entraîna des migrations d'humanité, ce pour quoi des multitudes souffrirent le martyre et moururent joyeusement, ce qui dota l'humanité d'une face nouvelle, changea son mode de penser, lui inspira une civilisation, lui imposa ses institutions et ses lois, ne lui apparaissait point si méprisable qu'il en abolît le principe par une simple négation et, si ardent qu'il fût à construire, il ne se croyait point de force à entreprendre un édifice qui remplaçât celui-là. Mais de ce que la religion catholique attirait le respect du penseur et du fondateur d'empire, ce n'est point dire que Napoléon fût croyant.

L'on peut hésiter et discuter, car, de même qu'il dérobe aux cérémonies d'étiquette son existence

privée, il cèle soigneusement le for intérieur et ne se plait point aux professions de foi. Il en a fait une pourtant. Le 15 avril 1821, en présence de la mort, manifestant dans « son testament ou acte de dernière volonté » les pensées qui ont dirigé son esprit, résumant son histoire sentimentale et politique, il a inscrit d'abord cette déclaration : « Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans laquelle je suis né il y a cinquante ans. » Nulle affirmation plus solennelle. Chaque mot a été pesé, chaque paragraphe renferme un monde de pensées. Sa doctrine entière est là.

Il ne dit point « *dans laquelle j'ai vécu* », ce qui est la formule ordinaire des testateurs. Il prend le point de départ, le baptême dans la cathédrale d'Ajaccio, et le point d'arrivée, Sainte-Hélène. Pourtant, dans l'intervalle, il a accompli toute une série d'actes qui, s'il n'est pas croyant, demeurent incompréhensibles, et qui, s'ils n'attestent point une participation effective, prouvent une forme de respect qui ne peut être regardée que comme une adhésion.

Il a refusé constamment de faire consacrer par l'Église le lien civil qui l'unissait à Joséphine Tascher parce que, présageant qu'il devrait le rompre devant le monde, il n'a point voulu le rendre insoluble devant Dieu. En même temps, c'est lui qui a exigé que le mariage de ses sœurs fût célébré par un prêtre catholique; général en chef des armées d'Italie, c'est lui qui, au risque de ce qui pouvait

arriver, a demandé à l'archevêque de Milan les dispenses nécessaires pour que le curé de Bovisio donnât, dans l'oratoire de Saint-François de Mombello, la bénédiction nuptiale à Paulette Bonaparte, fiancée au général Leclerc, et à Élisabeth Bonaparte, épouse, selon la loi, du capitaine Baciocchi; Premier Consul, c'est lui qui a appelé le cardinal Caprara pour donner, « dans une chambre à part de l'hôtel de la rue de la Victoire », la bénédiction nuptiale à Louis Bonaparte, fiancé à Hortense de Beauharnais, et à Caroline Murat, épouse selon la loi de Joachim Murat.

Napoléon croit donc à l'efficacité du mariage chrétien. Il l'impose aux siens; Élisabeth et Caroline n'y ont pas songé; Madame, toute pieuse qu'elle fût, ne s'en est pas mêlée, et Joseph Fesch, archidiacre et grand vicaire, demain cardinal, n'en a pris aucun souci. C'est Napoléon qui exige la consécration religieuse d'un lien civil vieux d'un, deux, trois ans. Aux deux cérémonies il assiste en personne, Joséphine à côté de lui. Mais il marie les autres, il ne se marie point lui-même. Il ne veut pas former un lien qu'il ne puisse rompre. Lorsque, victime du chantage organisé par Joséphine, il l'épouse, contraint et forcé, à la veille du couronnement, il ne cède que devant la menace qu'a faite Pie VII de repartir, devant le scandale qui résulterait de la suppression de la cérémonie du sacre, devant l'écroulement de sa fortune aux yeux de la

France tout entière appelée, aux yeux de l'Europe attentive et moqueuse. Jamais contrainte ne fut plus effective et ne justifia mieux la dispense du lien. Lorsqu'il l'invoqua, en 1809, devant le tribunal de l'Officialité pour obtenir l'annulation du mariage, on s'étonna que celui qui n'avait point rencontré d'adversaire qui lui résistât eût été vaincu par ces deux êtres faibles, un prêtre scrupuleux et une femme rouée. Rien de plus vrai pourtant.

Au sacre, un autre incident fournit une preuve plus démonstrative encore des sentiments religieux de Napoléon : il se refuse à l'acte de communion publique qui est traditionnel, obligatoire dans l'ancien rituel. Un incrédule, délibérément non catholique, s'il y eût trouvé un avantage, ne s'y fût point soustrait. Convaincu que la transsubstantiation ne s'accomplissait point, il n'eût point reculé devant la profanation : on ne profane que les choses sacrées. Elles ne le sont pas aux yeux de l'incrédule ; elles le sont aux yeux de Napoléon. Il a sollicité la présence du Pape ; il reçoit les onctions de la main du Pape ; il accepte, de la main du Pape, les ornements impériaux ; il accomplit toute une suite d'actes majeurs qui établissent sa participation, en tant que souverain, à la foi catholique ; mais, en tant qu'homme, il refuse de communier en public, parce que l'acte relève du for intérieur et que l'accomplir dans des dispositions qui ne soient point strictement celles ordonnées par l'Église révolte sa conscience. C'est bien alors sa

conscience de catholique ; donc il est catholique, quoiqu'il ne pratique point, et son refus de pratiquer est plus significatif et plus respectueux que n'eût été la recherche d'un expédient quelconque qui lui eût permis de simuler l'accomplissement de l'acte religieux.

Il n'eût donc point dit la vérité s'il eût écrit : *dans laquelle j'ai vécu*. Mais il est pleinement en droit, et plus qu'homme au monde, d'écrire : *dans laquelle je meurs*. C'est lui qui a réclamé qu'on lui envoyât sur le rocher où « il meurt prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire », et où nul des chefs de la Sainte-Alliance n'a pensé à lui assurer des secours religieux, des prêtres de sa religion ; c'est lui qui, ayant éprouvé combien les deux prêtres que le cardinal Fesch a choisis dans des circonstances qui devront être dites étaient inférieurs à leur mission, a fait solliciter du gouvernement de Louis XVIII, un prêtre français avec qui il pût s'entretenir et qui lui fût d'un secours efficace au moment du grand départ ; c'est lui qui, au défaut de ce prêtre attendu — Mgr de Quélen s'était offert et M. l'abbé Deguerry avait été désigné — fit, en pleine connaissance et en pleine conscience, appeler, près de son lit d'agonie, l'abbé Vignali, le prêtre corse qui, seul, se trouvait à Sainte-Hélène, et il se confessa à lui, et il reçut de lui la communion.

Il y a là une votonté efficace et caractérisée

qui ne permet point le doute et qui oblige à répondre affirmativement : « Oui, Napoléon était croyant. »

## II

En posant cette question : *Napoléon était-il croyant ?* et en répondant affirmativement, je ne doutais point que je ne rencontraisse des contradicteurs. Non qu'ils aient pris la peine ou qu'ils aient trouvé opportun de discuter cette thèse ou de contester les éléments dont elle est formée, mais ils ont opposé à la foi présumée de Napoléon la conduite qu'il a tenue à l'égard des ministres de la religion catholique, du Pape et de quelques prêtres. Ils ont rappelé les emprisonnements, les exils et les déportations, et en ont tiré argument. Ce sont des faits d'ordre étrangement différent, et, de ce que le chef du gouvernement italien, de ce que le roi d'Italie a pris contre un certain nombre de ses sujets des mesures de police, telles que de les enfermer à Fenestrelle ou de les interner en Corse ou à Cabrera, il ne résulte pas nécessairement contre lui une présomption d'incrédulité.

Si le Pape, les cardinaux, les évêques, les prêtres, les moines avaient été emprisonnés, exilés ou déportés parce qu'ils auraient refusé leur adhésion à tel dogme que l'Empereur eût imaginé, à telle règle de discipline qu'il eût voulu imposer,

l'argument porterait, mais il ne s'agit de rien de tel ; Napoléon ne s'est jamais mêlé de réformer le dogme : tel il en a reçu de la tradition de sa mère et de ses maîtres, le curé de Brienne et l'aumônier de l'École militaire, tel il en a requis l'enseignement par le catéchisme de l'Empire français, approuvé par le cardinal légat. Lorsque, sur certains points de discipline qui importaient essentiellement à la tranquillité de ses États, il a prétendu obtenir quelques tempéraments, il s'est adressé à la seule autorité qui, à défaut du Pape, pût y apporter une modération : au Concile national. Encore a-t-il préalablement fait demander l'assentiment du Pape, postérieurement fait-il solliciter son approbation.

Il n'y a pas eu, sous l'Empire, de question religieuse : il y a eu une question romaine et il y a eu une question impériale.

La question romaine est la même qu'on vit renaître un demi-siècle après Napoléon et qui reçut alors une solution qu'on peut dire italienne, de nature à inquiéter tout catholique non italien et à inspirer à tout gouvernement qui, en France, aurait conscience de sa responsabilité des craintes chaque jour accrues.

Entre les deux annexions des États pontificaux, il est une différence capitale. Lors de l'annexion récente, l'Italie était en paix avec toute l'Europe, et elle marcha sur Rome pour donner satisfaction aux

passions révolutionnaires et, si l'on veut, aux aspirations unitaires ; lors de l'annexion de 1810, l'Empire était en guerre avec toute l'Europe, et il s'empara de Rome parce que la défense nationale lui en faisait une obligation stricte.

Alors, l'Empereur n'avait plus une flotte, ni même une escadre à mettre en mer, et les Anglais, occupant Malte, la Sicile et l'Espagne, ayant à leur disposition les ports de la Sardaigne, tenaient la Méditerranée entière et, sur tel point qu'ils choisiraient, pouvaient débarquer leurs propres troupes, ou celles de leurs alliés. Rome, à tout moment, pouvait tomber aux mains des Anglais, des Siciliens ou des Russes. En ce cas, l'Italie était coupée en deux : le royaume de Naples se trouvait en péril avec l'armée française qui l'occupait ; le grand-duché de Toscane n'était pas défendable. Sur les derrières d'une armée française marchant sur Vienne, une diversion se produisait qui, trouvant en Italie des éléments de sédition, pouvait culbuter le système français.

Le Pape alléguait qu'il était neutre : l'était-il ? Un État n'a que deux façons d'être neutre : être proclamé tel par les belligérants qui s'engagent à respecter son territoire, ou être en forces suffisantes pour s'opposer à toute violation de sa neutralité. Tel n'était point le cas : ni la neutralité des États pontificaux n'avait été proclamée par les belligérants, ni le Pape n'était en état de repousser une invasion d'où qu'elle vînt.



Le Pape avait-il, du consentement antérieur des puissances européennes, une possession de neutralité ? Il n'en est pas trace dans l'histoire ; et, en tous cas, il avait depuis quinze ans renoncé au bénéfice de cette neutralité. Pie VI avait pris une part effective à la formation de la première coalition. Il avait rendu cette coopération publique, il l'avait avouée par l'article II du traité conclu à Tolentino le 1<sup>er</sup> ventôse an VI : « Le Pape, y était-il dit, révoque toute adhésion, consentement et accession, patentes ou secrètes, par lui données à la coalition armée contre la République française, à tout traité d'alliance, offensive ou défensive, avec quelque puissance ou État que ce soit. » Il révoquait ; donc, il avait donné à la coalition adhésion, consentement et accession.

Depuis, la neutralité du Pape n'avait pas été plus réelle. Si le souverain des États pontificaux n'avait point officiellement pris parti contre la France, son attitude en 1805 était devenue formellement hostile et, au moment où l'armée française, aux prises avec les Autrichiens, passait pour être en péril et où le débarquement à Naples de 14.000 Anglo-Russes mettait en feu toutes les têtes italiennes, il avait adressé à l'Empereur une sorte d'ultimatum auquel on ne pouvait guère répondre que par l'état de guerre.

De fait, l'état de guerre exista entre la cour de Rome et la cour de Paris de 1806 à 1810, parce

qu'il était matériellement impossible qu'il en fût autrement, dès que l'Italie était virtuellement unifiée et que les divers États dont elle se trouvait composée étaient — sauf un — régis par un même système administratif, judiciaire, économique et militaire, obéissaient — sauf un — à la même impulsion politique et que, par le fait seul de cette discordance, l'œuvre entière était compromise, le blocus continental illusoire et la défense de l'Empire problématique.

L'Empereur dut occuper Rome. A ce moment de la campagne de 1809 où, à Essling, il n'échappa que par miracle à un désastre, où toutes les conquêtes par là se fussent trouvées remises en jeu, où l'on entendit en Allemagne les premiers craquements préliminaires de l'écroulement; en Italie, où Eugène venait d'être battu, où l'on était obligé de tout mettre en mouvement pour renforcer la Grande Armée, la situation n'était guère meilleure; l'esprit public était excité par les prêtres mécontents; on attendait à tout instant — le redoutant ou le souhaitant — un débarquement des Anglais. Le Pape, peut-être involontairement, se trouvait le prétexte et l'occasion des intrigues, des révoltes, des attentats individuels contre nos soldats : Pie VII fut enlevé de son palais, mené d'Italie en France, puis, sur des ordres de l'Empereur, ramené à Savone.

Cet enlèvement, Napoléon l'avait-il ou non formellement ordonné, peu importe : il en accepta et

en prit la responsabilité ; elle lui incombe. Certes, « l'escalade » du Quirinal fut menée un peu rudement et Radet, gendarme à poigne, eût pu montrer des formes plus courtoises, mais pas une goutte de sang ne fut versée : jadis, les envoyés du Roi Catholique, de la Sacrée Majesté Impériale, l'Empereur Charles-Quint, avaient été singulièrement plus rudes, le Pape en avait porté les marques et, grâce à Jacopo Bonaparte, qui en écrivit l'histoire, l'on a assez de lumières sur le sac de Rome pour savoir que l'opération de police fut plus que rude : il y a trente-cinq ans tout juste, lorsque les ambassadeurs du Roi galant homme pénétrèrent dans la Rome de Pie IX par la brèche de Porta-Pia, ce fut en franchissant des cadavres amoncelés — cadavres français dont les restes manquent au glorieux ossuaire de Loigny. Radet vaut mieux encore que Bourbon et que Cadorna, mais tout autre est le crime venant de Napoléon, de Charles-Quint ou de Victor-Emmanuel II.

L'Empereur, bien ou mal, avait gagné le but qu'il s'était proposé : il avait résolu la question romaine ; il avait pourvu à la défense de l'Empire.

Si, par la suite, il dut employer des mesures de rigueur contre divers cardinaux et plusieurs prêtres, ce ne fut ni à cause de ce qu'ils croyaient ou professaient en matière de dogme, ni parce qu'ils avaient adopté tel rite dans l'exercice du culte, mais parce qu'ils avaient médité ou accompli des

actes d'opposition à sa souveraineté, s'exerçant dans les limites fixées à l'autorité civile par le Concordat. Ces prêtres furent frappés quoique prêtres et parce que rebelles.

A côté de la question italienne s'éleva sans doute une question impériale, mais qui ne motiva ni persécutions, ni emprisonnements, ni exils, ni déportations. L'Empereur chercha à amener le Pape à y donner volontairement, spontanément même, la solution qu'il souhaitait. C'était là son droit ; de même que le Pape avait le droit, dont il usa, de refuser. Le Pape, évêque de Paris en même temps que de Rome, résidant à Paris dans un quartier privilégié, entouré de sa cour, de ses administrations, du corps diplomatique accrédité près de sa personne, pourvoyant en pleine liberté au gouvernement de l'Église universelle, eût-il été plus ou moins subordonné à l'Empereur que si Napoléon, transférant à Rome la capitale de son empire, et résidant au Quirinal, palais impérial, avait simplement laissé au Pape la jouissance du Vatican ?

Ces conditions sont actuellement réalisées. Or, si, au spirituel, le Pape est considéré et se considère comme libre, si son autorité, singulièrement accrue par le concile de 1870, n'est pas contestée, si ses actes ne sont point invalidés par la présence du roi d'Italie au Quirinal, pourquoi, à l'archevêché de Paris, dans la Cité exterritorialisée, Pie VII eût-il été moins indépendant que ne l'est Pie X au Vatican ?

Il y a même quelque différence : le Grand Empire dont Napoléon était le chef, dont la capitale était Paris, comprenait la France, l'Italie, l'Allemagne, la Suisse, les Pays-Bas autrichiens, la Hollande, la Pologne, l'Espagne, les côtes de l'Adriatique — soit les neuf dixièmes des catholiques européens : l'Empereur était traditionnellement et authentiquement reconnu comme le protecteur de toutes les communautés catholiques existant en Orient et en Extrême-Orient : le Pape résidant à Paris, capitale du grand Empire, ne pouvait être enclin ni à favoriser telle nation au détriment de telle autre, ni à subir des influences locales, puisque l'Empire était universel. Qui peut contester que la solution était préférable ?

---

## LA REVANCHE DU CONCORDAT

---

Lorsque, le 15 juillet 1801, après des négociations laborieuses, le Concordat eut été signé entre le Premier Consul et le pape Pie VII, rien n'était fait encore ; puisque la Constitution de l'an VIII — tyrannique comme chacun sait — stipulait à l'article 50 : « Les déclarations de guerre et les traités de paix, d'alliance et de commerce sont proposés, discutés et promulgués comme des lois » ; or, les lois ne pouvaient être promulguées que lorsque le projet en avait été proposé par le gouvernement, communiqué au Tribunat et décrété par le Corps législatif. Selon ses droits constitutionnels, le gouvernement avait conduit les négociations, fait les stipulations préliminaires, signé et conclu le traité avec le Saint-Siège, mais, s'il était certain d'avoir là comme ailleurs rempli le vœu de l'immense majorité des Français, si, en rétablissant l'exercice public du culte et en réorganisant l'Église catholique, en pourvoyant aux besoins de ses ministres et en leur attribuant une place honorée dans la hiérarchie qu'il voulait éta-

blir, il comptait mettre fin aux guerres civiles et apporter la paix dans la nation, dans la société et dans les familles, il avait maintenant à imposer cette mesure d'ordre national aux grands corps de l'État, et ce n'était pas là sa moindre tâche.

Dans les grands corps de l'État, Institut, Tribunat, Corps législatif, Sénat, subsistait l'esprit révolutionnaire : l'Institut, débris survivant du régime précédent, le Sénat, le Tribunat, le Corps législatif, composés par Sieyès et par les parlementaires qui avaient rêvé un 18 Brumaire à leur profit, de leurs amis, des hommes de la Révolution, des médiocrités qui avaient échappé par leur obscurité ou leur lâcheté aux luttes des grands partis, mais qui, dépossédés du gouvernement, n'en tenaient que davantage à exercer contre le chef de l'État et contre les idées qu'il représentait leurs basses rancunes et leurs sottes vengeances.

D'où qu'ils vinssent, ils s'étaient proposé pour but dans la Révolution de détruire, en même temps que la monarchie de droit divin qui s'opposait à leurs ambitions et que la hiérarchie nationale qui s'opposait à leurs appétits, la religion catholique qui s'opposait à leurs passions. Ils avaient supprimé la monarchie et s'étaient mis en sa place ; ils avaient supprimé la noblesse, lui avaient pris ses biens et lui avaient substitué leur caste ; ils avaient cru supprimer la religion catholique en réduisant ses ministres à l'aumône, en leur imposant une forme de discipline qu'ils avaient imaginée, en

dépouillant les sanctuaires des trésors que la piété des ancêtres y avait accumulés, en vendant les églises, en profanant celles qui n'avaient point trouvé d'acheteurs, en installant sur les autels violés des cultes dont leur imagination leur fournissait les rites, les offices et les chants, en imposant par des lois leurs jours fériés, leurs grotesques cérémonies et la bestialité de leurs unions libres.

Et voici que, délivré de cette tyrannie qu'ils lui infligeaient depuis dix années, d'abord en leurrant son esprit d'imaginaires Salentes, puis en lui imposant leurs caprices par le couperet, la fusillade, la noyade ou la proscription, le peuple, affamé d'idéal, de justice et d'immortalité, s'est tourné de nouveau vers cette religion qui, après dix-huit siècles de foi, lui semble autrement pure et noble que ces religions nées hier dans la fange du ruisseau et étayées des bois de la guillotine. Et voici qu'elle n'est pas écrasée, *l'infâme*, qu'elle surgit en sa pauvreté fière, avec le prestige des persécutions endurées, des souffrances subies, du martyre accepté, plus noble et plus belle cent fois avec les soutanes percées de trous, maculées de sang, déchirées aux halliers, usées aux chemins de la bonne parole qu'avec les dalmatiques aux orfrois chatoyants, les chasubles brodées par les fées, le resplendissant cortège des pompes souveraines.

Et voici que s'est dressé l'homme en qui le peuple n'a point vainement espéré et qui veut lui rendre son Dieu ! l'homme qui a dit aux curés de



Milan : « Nulle société ne peut exister sans morale ; il n'y a pas de bonne morale sans religion : il n'y a donc que la religion qui donne à l'État un appui ferme et durable. Une société sans religion est comme un vaisseau sans boussole : un vaisseau dans cet état ne peut ni s'assurer de sa route, ni espérer d'entrer au port ; une société sans religion, toujours agitée, perpétuellement ébranlée par le choc des passions les plus violentes, éprouve en elle-même toutes les fureurs d'une guerre intestine qui la précipite dans un abîme de maux et qui, tôt ou tard, entraîne fatalement sa ruine. »

Il a dit cela ; il a déclaré solennellement qu'il croyait en Dieu ; il prétend rétablir un culte ; il a signé le traité avec le Pape, avec le successeur de celui qui, déporté à Valence par le Directoire, avait, par sa mort obscure et solitaire, laissé croire aux persécuteurs qu'ils avaient triomphé. C'est donc la contre-Révolution qui commence ! Alors, il va falloir rendre gorge, les voleurs d'autels ; il va falloir vider vos poches, les brise-scellés ; il va falloir céder vos places, jacobins nantis ! Quoi ! toute cette carrière de crimes ne servirait de rien, et, de ces autels renversés, de ces églises pillées, de cet amoncellement de cadavres dépouillés, ils ne tireraient même point l'argent pour quoi ils ont tout fait, par quoi ils ont cru s'assurer la grasse vie, par quoi leurs descendants s'élèveront en considération, en honorabilité, jusqu'à être les premiers dans une France nouvelle !

Eh ! qu'ils le gardent l'argent ! Qu'ils mènent leurs saturnales dans les cloîtres des abbayes vendues nationalement ! Qu'ils étalent leur luxe neuf dans les prieurés dépouillés ! Qu'ils achèvent de morceler le bien d'Église, on ne leur en demande rien. Mais ils s'enveloppent dans leur dignité législative. S'ils ont prétendu s'enrichir, ç'a été en *déchristianisant* la France, en imposant à la majorité leur formule d'incrédulité. C'est le droit d'opprimer qu'on veut leur ravir. Barricade sur barricade, manifestation sur manifestation. Quand le Consul verra contre ses desseins contre-révolutionnaires se dresser l'ensemble des pouvoirs publics, il reculera. Le Corps législatif élit pour président Dupuis, l'auteur de *l'Origine de tous les cultes* ; le Sénat, entre Daunou, l'ennemi personnel de Bonaparte, présenté par le Tribunat, et Grégoire, évêque constitutionnel de Blois, l'adversaire reconnu du Concordat, choisit Grégoire et rejette les trois généraux que le Consul a présentés. A l'Institut, c'est une émeute contre Bernardin de Saint-Pierre, qui a prononcé le nom de *Dieu* ; dans l'armée, les factions s'agitent, les généraux conspirent, l'insolence gagne : les antimilitaristes s'allient aux soudards. Bonaparte se met en défense, mais il ne se rend pas.

Il appelle à lui Lucien, plus habitué à ces orages d'assemblée, l'auteur véritable de la journée de Brumaire. Puisque le Tribunat et le Corps législatif font obstacle aux volontés de la nation, on sup-

primera l'opposition par des procédés pareils. Le Sénat intimidé, vote, sur la demande du Consul, le renouvellement anticipé du premier cinquième du Corps législatif et du Tribunat, et l'élimination par désignation individuelle; le Sénat renommant les quatre cinquièmes, les législateurs non réélus seront exclus. Le Sénat se met à l'œuvre. Lucien élu tribun, impose tout de suite à ses collègues un mode de travail et de délibération rationnel. Il est, avec Siméon et Jaucourt, l'orateur désigné pour soutenir, devant le Corps législatif épuré, le traité avec le Saint-Siège. Au traité, le Premier Consul a adjoint, sous le titre d'*Articles organiques*, des lois de Police des Cultes qui donnent une satisfaction relative à ceux qui redoutent les doctrines ultramontaines. Malgré cela, le Concordat rencontre dans le Corps législatif soixante-douze adversaires. Sans le renouvellement du cinquième, on voit ce qui se serait produit.

Éliminés et opposants ont attendu cent trois ans pour prendre leur revanche : ce sont les mêmes passions, les mêmes appélits, les mêmes hommes. Ils ont détruit l'œuvre salubre de Bonaparte; ils ont allumé la guerre civile dans la nation, ils ont fomenté la discorde dans les familles, ils ont jeté le doute et l'inquiétude dans les consciences.

Mais, plus misérables encore et plus lâches que leurs devanciers, à ce peuple, pour qu'il se laisse faire et qu'il oublie, ils tendent des verres débordants de ce qu'ils savent être le poison, l'abrutis-

sement, la tuberculose, l'abâtardissement ou l'extinction de la race.

Soule-toi, peuple, c'est la république qui t'invite et c'est le budget qui paye !

Aux nations dignes de vivre, capables de se reprendre et, par un généreux effort, de rebondir aux sommets ; aux nations en qui persiste la foi en des destinées glorieuses et que soutiennent dans la lutte de la vie des espérances d'immortalité, un héros naît quelque jour pour rétablir la paix entre les citoyens et se rendre par la victoire — il en est d'autres que de guerrières — le propagateur des idées qui, émanées de l'âme de son peuple, constituent la contribution essentielle qu'il apporte à la civilisation générale. Et c'est Bonaparte.

Aux nations dépouillées d'idéal, saturées de matérialisme, abruties de luxure, soulevées d'alcool, aux nations qui insultent la Patrie et blasphèment Dieu, aux nations gouvernées par les caprices des démagogues que terrorise la pensée de quitter leurs places, de rendre leurs portefeuilles, de vider leurs poches ; à celles-là, des frontières désarmées, arrive un maître, l'étranger, qui abolit leur indépendance et leur inflige, avec la servitude, un joug de fer.

---

## IDÉOLOGUES !

---

« Je suis bien puissant aujourd'hui, disait le Premier Consul, eh bien ! si je voulais changer la vieille religion de la France, elle se dresserait contre moi et me vaincrait. Savez-vous quand le pays était hostile à la religion catholique ? C'était quand le gouvernement, d'accord avec elle, brûlait des livres, envoyait à la roue Calas et La Barre ; mais, soyez-en sûrs, si je me faisais l'ennemi de la religion, tout le pays se mettrait avec elle. Je changerais les indifférents en croyants, en catholiques sincères... La religion catholique est celle de notre pays, celle dans laquelle nous sommes nés ; elle a un gouvernement profondément conçu qui empêche les disputes autant qu'il est possible de les empêcher avec l'esprit disputeur des hommes. Ce gouvernement est hors de Paris, il faut nous en applaudir. »

Lorsqu'il parlait ainsi devant le Conseil d'État, presque tout entier composé d'hommes qui, ayant pris part à la Révolution, avaient porté dans les lois, aussi bien religieuses que civiles, leurs illu-

sions, leurs passions et la rectitude prétendue des principes abstraits, Napoléon se rendait, contre les novateurs, le défenseur de la tradition nationale, parce que non pas seulement la politique l'y poussait, mais son tempérament.

Il en est un catholique comme un protestant : la foi qu'on professe n'y fait rien. On peut, avec un tempérament catholique, ne point admettre les dogmes que l'Église catholique enseigne, ne se soumettre à aucun de ses commandements ; de même qu'on peut, avec un tempérament protestant, être un croyant sincère, astreint à toutes les prescriptions de discipline. Mais, vienne un jour où des gouvernants veuillent « changer la vieille religion de la France », où, par la persécution et l'arbitraire, ils prétendent y introduire des formes, une discipline, une organisation qui la dénaturent ; où, sous prétexte de conserver des objets d'art dont leurs brocanteurs et leurs liquidateurs attendent la vente et leurs conservateurs de musées la confiscation, ils portent la main sur « les souvenirs, le principal charme d'une religion », a dit Bonaparte, alors l'homme à tempérament protestant discute et ergote ; il se réunit en synode, émet des décrets, fournit des avis et prêche la soumission et l'entente ; l'homme à tempérament catholique se révolte d'abord, puis, se confiant en ceux qui possèdent la certitude et qui ont été institués les directeurs et les guides du troupeau dont il n'est qu'une des ouailles, il attend que le chef de l'Église ait prononcé.

D'un côté, le sentiment hiérarchique, principe essentiel des sociétés latines, des sociétés à formation catholique; principe par qui elles se sont constituées, ont grandi, se sont épanouies en gloire et en beauté; de l'autre, le sentiment anarchique — ou, si l'on préfère, l'esprit parlementaire, — qui se plaît à toute controverse, qu'elle soit religieuse, civile, politique ou militaire, qui n'admet point de compétence supérieure, ne reconnaît de chefs que momentanés, à condition encore qu'ils fassent ce que leur conseille ou leur ordonne leur parti et qu'ils puissent, comme de simples ministres, être renversés par un vote : n'est-ce pas là la conséquence forcée du libre examen?

Si l'on recherche les motifs qui ont dirigé Napoléon dans la négociation du Concordat, et par là les raisons qui l'ont détourné d'établir en France comme religion nationale le protestantisme au lieu du catholicisme, ne trouvera-t-on pas, en dehors et au-dessus des mobiles qu'il a lui-même indiqués, l'action majeure de son tempérament hiérarchique, de son tempérament latin, de son tempérament catholique? Le premier but qu'il se proposait était de rétablir la paix dans la nation et il eût, en proclamant le protestantisme, « créé, comme il a dit, deux grands partis à peu près égaux, alors qu'il voulait qu'il n'y en eût plus du tout; il aurait ramené la fureur des querelles de religion lorsque les lumières du siècle et sa volonté avaient pour but de les faire disparaître tout à fait », mais il

aspirait en même temps à reconstituer une société et il estimait que toute société comporte une hiérarchie. Il trouvait, dans l'Église romaine, la hiérarchie religieuse établie depuis des siècles, construite et maçonnée comme ces murailles indestructibles qui, sur tous les points du globe où les Romains ont séjourné, attestent leur patience, leur esprit d'ordre, « leur trempe robuste, leurs nerfs d'acier ». En proclamant le protestantisme, comme l'eussent voulu M. Constant et M<sup>me</sup> de Staël, dont ce grief ne fut certes pas le moindre contre le Consul, il n'eût fait qu'introduire dans la nation un élément nouveau d'anarchie, à moins que, s'érigeant en arbitre des dogmes à retenir ou à condamner, s'exerçant à instituer une discipline et à régler des cérémonies, il ne se fût donné le ridicule de plagier Henri VIII d'Angleterre. Encore, combien de temps, malgré les bûchers, les échafauds et les tortures, vit et progresse une Église gouvernementale dont l'orthodoxie fut contrôlée par décret ?

Napoléon, qu'on s'est plu à présenter comme un persécuteur de l'Église, a poussé si loin le respect de la hiérarchie religieuse que, lorsque ses démêlés avec le Pape sur des questions purement temporelles furent compliqués par celui-ci de représailles spirituelles, il ne s'en rapporta ni à lui-même ni à son conseil d'État pour chercher une solution aux refus d'institution, qui, s'ils entravaient par des côtés la vie régulière de certains diocèses, n'ébranlaient du moins ni la religion ni son organisation



séculaire, n'empêchaient point l'exercice du culte, ne lésaient point l'indépendance des prêtres, ne conféraient point à des laïques un droit — même une obligation — de s'immiscer dans des matières religieuses, il alla aux juges naturels, aux arbitres désignés, aux évêques; il créa le Conseil ecclésiastique, et il se conforma constamment aux avis qu'il reçut de ce conseil.

La France meurt de l'anarchie. Dans ce qui constitue les cadres sociaux, nul ne sait plus commander, nul ne sait plus obéir. Le parti révolutionnaire l'a si bien compris, qu'en créant l'organisation syndicale dirigée contre la société telle qu'elle subsiste, il a formé une armée dont des chefs anonymes exigent la soumission aveugle. Pour combattre et détruire cette société ci-devant hiérarchisée qui s'abandonne et se trahit elle-même, qui applique les formules parlementaires même dans l'ordre de la religion, qui discute les consignes, se refuse aux chefs et s'éparpille sans direction, il a créé une hiérarchie mystérieuse qui condamne et qui exécute, qui sait où elle va et ce qu'elle veut. Cette hiérarchie syndicale balayera quand elle voudra la hiérarchie franc-maçonne qui lui a préparé le terrain, mais qui, bourgeoise encore et par là conservatrice de quelque chose de la société bourgeoise, est déjà sur bien des points en conflit avec des éléments dont elle ne soupçonnait pas la puissance et qu'elle se flattait de rendre l'instrument de son règne.

Face à la société ancienne apparaît cette organisation nouvelle dont la tyrannie prochaine s'atteste chaque jour par les implacables attentats contre la liberté de l'individu. Et c'est au moment où, pour résister à l'oppression de la conscience, se dresse du vieux sol un peuple inattendu de croyants, que des catholiques blâmeraient ceux qui défendent contre les mains sacrilèges leurs temples et leurs autels; c'est au moment où s'affirme spontanément dans la France entière, même par le martyre, l'unité catholique — unité de tempérament autant que de formation et de doctrine — que, sans attendre la seule parole qui vaille et la seule qui compte, des catholiques offriraient d'eux-mêmes, au chef infailible de la hiérarchie, une opinion, un avis, — bien plus qu'un conseil!

Catholiques certes, nul n'en doute; parlementaires, à coup sûr, et, eût dit Napoléon : Idéologues.

---

## L'ARMÉE D'AUSTERLITZ

---

Pauvre histoire, comme on la maltraite ! Elle qui, suivant l'antique adage, doit servir d'institutrice aux nations, elle ne serait pas plus mal écoutée si, en place de la couronne de lauriers d'or dont on la pare dans les allégories somptueuses, elle était coiffée d'une cornette congréganiste, de ce morceau de toile aux ailes battantes qui prêtent à celles qui le portent quelque chose d'un oiseau — ou d'un ange. Cassandre ridicule, elle conte, dans son coin solitaire, comme tombèrent les trônes et par quoi les révolutions s'accomplirent, pourquoi des nations disparurent dont on n'a pu, après deux siècles, supprimer le noyau ethnique, pourquoi des empires s'écroulèrent dont la puissance semblait invincible, pourquoi des armées innombrables brisèrent leur effort sur des groupes résistants, bien inférieurs en nombre, mais supérieurs en audace, en volonté, en discipline. Si elle ne peut persuader, si elle ne peut même se faire entendre, elle parle pourtant, ne serait-ce que pour honorer

d'un souvenir, devant les générations oublieuses, les héros tombés pour la Patrie.

L'armée — la Grande Armée — celle qui, il y a justement un siècle, partit des plages de l'océan pour vaincre à Ulm la troisième coalition avant d'en triompher à Austerlitz, cette armée qui, des canons ennemis qu'elle avait glanés sur sa route, érigea cette colonne de bronze dont chaque bas-relief évoque sa gloire, a bien des droits qu'on lui tient pour l'armée type, la plus belle qu'on ait montrée à ses amis comme à ses ennemis, la plus manœuvrière et la plus résistante, la plus alerte en sa marche, car il y a loin des grèves de Boulogne aux lacs glacés de la Moravie, la plus rude à soi et aux autres, car, toujours bivouaquant sous la pluie et la neige, elle a mené cette campagne des trois mois de l'an XIV, du 22 septembre à l'entrée de janvier. Voyons donc de quels éléments elle était composée et comment avait été recrutée la masse des 115.000 hommes, présents dans les camps de l'océan, qui en formaient la portion essentielle.

D'une façon générale, on peut la diviser en deux moitiés sensiblement égales : l'une de jeunes soldats, engagés volontairement ou appelés au service depuis 1801 par la loi de la conscription ; l'autre d'hommes aguerris, depuis plus de cinq ans sous les drapeaux.

Négligeant les engagés volontaires qui pourtant recrutent presque seuls, dans la cavalerie, et en

particulier dans les hussards, bon nombre de régiments, il faut aller aux conscrits. Le nom est nouveau ; la loi du 19 fructidor an VI n'a été, il est vrai, en son application directe, qu'un renouvellement des mesures que la monarchie avait prises pour assurer, par le recrutement des milices, l'effectif de l'armée permanente ; mais elle a combiné cette nécessité qui s'impose aux États modernes avec les principes proclamés par la Révolution, de façon qu'elle a constitué à la fois un progrès sensible sur la situation immédiatement antérieure et un allègement pour la nation qui y avait été soumise et qu'elle a fourni normalement une contribution d'hommes proportionnelle aux besoins militaires de la nation.

La Révolution avait posé en axiome l'obligation du service en cas de danger de la patrie, mais elle n'avait institué aucun mode de recrutement pour l'armée permanente. Ayant infructueusement fait appel aux Volontaires, ayant pris ensuite des mesures coercitives pour se procurer, sous le nom de Volontaires, des recrues forcées, elle avait fini par mettre en réquisition, pour la défense nationale, l'universalité des citoyens, ce qui lui avait permis d'abord de retenir sous les drapeaux les Volontaires engagés pour une campagne qui se considéraient comme libérés, puis de porter des masses, médiocrement disciplinées il est vrai, sur les départements insurgés, enfin de remplir les cadres de ses quatorze armées.

Mais la Réquisition avait été appliquée plus ou moins. Quiconque avait trouvé ou s'était procuré un protecteur parmi les gens influents s'était empressé de se mettre à l'abri dans une des administrations militaires ou civiles qui s'étaient multipliées alors d'une façon prodigieuse et avaient multiplié de même leurs commis; nombre de départements n'avaient pas fourni un homme; quantité d'autres s'étaient révoltés plutôt que de subir la loi. Dès la Terreur passée, les demi-brigades stationnées en France ou à proximité s'étaient vidées par la désertion. Dans celles employées hors du territoire et en état de guerre, les réquisitionnaires avaient bien dû rester, mais, à chaque fois qu'ils se rapprochaient, ils s'envolaient à tire d'aile.

La Réquisition, d'ailleurs, devenait en soi inapplicable dès qu'avait disparu la cause dont elle était l'effet. Le danger de la patrie étant passé, la Réquisition qu'il avait motivée devait passer de même. Mais alors, où et comment recruter l'armée ?

Sans doute eût-on pu dire, alors comme aujourd'hui, qu'il n'était pas besoin d'armée, que la Révolution s'était sauvée par elle-même, par l'appel des Volontaires, par la Levée en masse et par la Réquisition; cela pouvait se dire. Mais les gouvernants, qui savaient fort bien que la Révolution n'avait été préservée de l'intervention étrangère

que par l'ancienne armée royale, et qui avaient leur opinion faite sur la valeur militaire d'éléments non encadrés, non disciplinés et non exercés, n'étaient point si sots que de se prendre eux-mêmes à leurs discours. Car, au moins, ceux-là étaient patriotes.

Il leur fallait donc, tout en respectant les principes, les tourner; ce à quoi les principes se prêtent, ayant l'habitude d'être violés, mais ne criant pas dès qu'on y met les formes.

Tout Français doit le service militaire; donc, tout Français doit user du droit d'être garde national; les gardes nationales, en cas de danger de la patrie, sont appelées, en tout ou en partie, à concourir à la défense du territoire. — C'est la réquisition maintenue.

En application de cet article, seront rendus, sous l'Empire, des sénatus-consultes fort nombreux, appelant à l'activité des cohortes de garde nationale. — Ainsi, en l'an XIV, en 1807, en 1809, en 1811, etc.

Quant à l'armée nationale — ce que la Constitution de 1791 appelait la garde nationale en activité — elle se recrute par voie d'engagements volontaires, voilà le principe, mais elle est complétée par la Conscription. La Conscription, dont les modes ont varié, s'exerce sur les jeunes hommes de vingt à vingt-quatre ans, lesquels sont répartis, selon leur âge, en cinq classes. Ces classes ne sont point astreintes à fournir un contingent annuel, ni

déterminé, mais une loi spéciale peut, en cas de nécessité nationale, appeler à servir un nombre d'hommes égal aux besoins. Dès la première application de la loi, la question se posera si le nombre d'hommes sera levé sur la première classe, celle des vingt ans, ou réparti, pour un cinquième, sur chacune des classes.

Ces cinq classes, en tous cas, qu'elles aient ou non fourni un contingent, demeurent appelables en totalité; elles peuvent être appelées tout entières — et elles comprennent l'universalité des citoyens de l'âge donné, propres au service — tant qu'elles n'ont pas été libérées par un acte législatif solennel. Les *Conscrits-Défenseurs* qu'elles ont fournis, tant que la guerre dure, sont maintenus sous les drapeaux. En 1803, à la paix générale, des congés absolus seront délivrés, dans la proportion d'un huitième, aux hommes qui auront fait toute la dernière guerre, puis à ceux qui auront fait cinq ou au moins quatre campagnes : mais, l'état de guerre reprenant depuis 1804 jusqu'en 1814, on ne voit pas d'autre mesure générale de libération s'adressant aux hommes sous les armes; tandis que les conscrits qui ont satisfait à la conscription et qui n'ont pas été appelés à faire partie de l'armée sont libérés en 1808, pour les classes de l'an VIII à l'an XIV (1805), et en 1809, pour les classes de 1806 à 1810.

Les lois rendues sous le Consulat, les 17 nivôse



an VIII, 28 floréal an X et 8 nivôse an XII, ayant seulement adjoint à la loi de l'an VI des mesures d'exécution, la faculté du remplacement et la désignation par le sort des appelés, on peut justement dire que la loi de la Conscription est une loi républicaine et, quelles que soient les colères et les plaintes qu'elle ait émues, quelles que soient les critiques dont son application ait été l'objet, on doit ajouter qu'elle était infiniment moins onéreuse aux populations et au Trésor, d'une part que la réquisition générale, régime antérieur, d'autre part que cette même réquisition, transformée en service universel obligatoire, régime actuel.

Le contingent appelé pour chaque classe dans la France consulaire — laquelle comprenait la Belgique, l'Allemagne rhénane et le Piémont — n'excédait pas d'abord 30.000 hommes. Si les nécessités de la guerre que l'Europe faisait à l'Empire, obligèrent à augmenter le contingent, l'on est en droit d'affirmer que les levées de l'Empire, si prodigieuses qu'elles paraissent, n'équivalent pas, proportion gardée de la population et de l'étendue du territoire, à la charge qu'imposerait à la nation française actuelle la mobilisation du huitième de l'armée de réserve et des armées dites territoriales, jointe à l'existence de l'armée active.

Ces 30.000 hommes annuels eussent, en cinq années, produit une armée de 150.000 hommes si tous avaient rejoint leurs drapeaux; mais, si à la

Réquisition la plupart s'étaient soustraits, à la Conscription beaucoup refusaient de se soumettre ; le contingent appelé rendait à peine, au début trois quarts des soldats persistant au service : ce qui explique et justifie les lois contre les réfractaires. Ces jeunes soldats, quel qu'en fût le nombre, avaient une moyenne de présence supérieure à trois années, la dernière classe étant toujours dirigée sur le dépôt pour y être instruite et n'étant versée aux bataillons de guerre qu'après un stage qui durait parfois plus d'une année. Malgré tout, ils n'eussent point alors paru former une troupe résistante et ils n'entraient que pour moitié dans l'Armée d'Angleterre, devenue la Grande Armée.

L'autre moitié avait fait campagne : un quart à Marengo ou à Hohenlinden ; l'autre quart, ayant dix ans de services, durant toutes les guerres de la Révolution. Dans certains régiments de cavalerie, certains bataillons de sapeurs, les jeunes soldats entraient à peine pour un quart. Dans chaque régiment, on trouvait une trentaine de sous-officiers et de soldats ayant servi sous l'ancien régime. Ils avaient en moyenne trente ans de présence sous les drapeaux : certains quarante et un. Tous les officiers et tous les sous-officiers avaient fait la guerre.

Cette armée de vétérans était commandée par des généraux jeunes. Les cent quarante et un officiers généraux avaient en moyenne quarante et un ans d'âge : il ne faudrait pas croire pourtant qu'ils

datassent tous, comme veut la légende, de la Révolution. Soixante-trois avaient été officiers sous l'ancien régime; quarante, soldats.

Tels furent les hommes qui allèrent à Austerlitz, tels ceux qui les menèrent, et ce fut un homme de trente-six ans qui leur montra la route. Il est vrai qu'il se nommait Napoléon.

---

## LE QUARTIER D'AUSTERLITZ

---

Toute autre nation eût commémoré, en ces jours de décembre, avec les solennités d'un culte reconnaissant et pieux, ceux qui, il y a cent années, en mourant pour elle, la firent triompher de la coalition la plus redoutable qui se fût formée contre son indépendance. Toute autre, qui n'eût point été infectée de « pacifisme », gouvernée par la rhétorique et livrée en proie à l'exploitation parlementaire, eût, par de glorieux cortèges militaires, évoqué ses souvenirs de victoire; elle eût, dans tous les régiments, dans toutes les écoles, partout où l'on doit apprendre l'amour de la patrie et le respect du drapeau, proposé le magnanime exemple des héros de la campagne de l'an XIV; elle eût enterré sous les immortelles le piédestal de la colonne de la Grande Armée; elle eût décoré d'illuminations symboliques ces rues qui tracent comme un quartier de la gloire aux environs du pont d'Austerlitz : place Valhubert, quai Morland, place Mazas, rue Lacuée, boulevard Bourdon, rue Castex, ces rues auxquelles le décret du 14 fé-

vrier 1806 imposa ce glorieux baptême et qui, pour les soldats du 14<sup>e</sup> et du 59<sup>e</sup> de ligne, pour les dragons du 11<sup>e</sup> régiment, pour les successeurs du 13<sup>e</sup> léger, devraient être comme des temples familiaux.

On n'a point entendu dire que nul d'eux ait pensé à y porter une couronne. Paris confond dans un égal oubli les bons serviteurs de la nation; Paris réserve ses illuminations pour fêter la venue des souverains, descendants des rois coalisés contre la France; Paris garde ses fleurs pour célébrer la réélection des sénateurs qui auront séparé l'Église de l'État. Peut-être est-ce mieux ainsi. Pour que des hurlements s'élèvent au mot de patrie, pour que des sifflets saluent le drapeau, pour que des ordures soient lancées aux officiers, mieux vaut, plutôt que de donner ce spectacle aux nations conjurées dont triompha la Révolution armée, le silence et l'effacement.

Au moins ces noms que Napoléon voulut célébrer, est-il permis de dire par quoi ils se recommandent au souvenir respectueux des patriotes, pourquoi ils doivent être enseignés aux enfants de ceux qui rêvent encore une France glorieuse — hélas! seulement qui espèrent une France indépendante!

Valhubert, auquel Avranches a élevé une statue, c'est le général de brigade qui, tombé à la tête de ses régiments, la cuisse fracassée par un éclat

d'obus, criait aux sapeurs qui s'empressaient autour de lui : « Souvenez-vous de l'ordre du jour ; reprenez vos rangs ; si vous êtes vainqueurs, vous m'enlèverez d'ici ; si vous êtes vaincus, que m'importe un reste de vie ! » C'est l'homme qui, une heure avant de mourir de son effroyable blessure, écrivait à l'Empereur : « J'aurais voulu faire plus pour vous. Je meurs dans une heure. Je ne regrette pas la vie puisque j'ai participé à une victoire qui vous assure un règne heureux. Quand vous penserez aux braves qui vous étaient dévoués, pensez à ma mémoire. Il me suffit de vous dire que j'ai une famille : je n'ai pas besoin de vous la recommander. » C'est le soldat auquel ses camarades élevèrent un monument dans les plaines de la Moravie, auquel l'Empereur dédia une statue de marbre, un tableau dans son palais, dont il donna le nom à la place sur qui débouche le pont d'Austerlitz.

Il était du peuple, avait, à vingt ans, pris parti dans Rohan-Soubise infanterie, et s'était ensuite retiré. Élu chef du 1<sup>er</sup> bataillon des volontaires de la Manche le 22 octobre 1791, il fit à l'armée du Nord les campagnes de 92 et de 93, mais, pris au Quesnoy et conduit au fond de la Hongrie, il ne reparut qu'en l'an IV, où il fut attaché à l'Armée de l'Intérieur : il y connut le général Bonaparte. En l'an VII seulement, il fut envoyé dans le Valais. C'est lui alors qui, le 28 prairial, dans la vallée de la Vispa, chef de la 28<sup>e</sup> demi-brigade, triomphe

avec trente-six hommes des huit cents Autrichiens, auxquels il fait deux cent trente-cinq prisonniers ; lui qui, le 28 thermidor, enlève en une heure le Simplon, défendu comme une redoute d'enfer par l'artillerie autrichienne ; c'est lui, dans la campagne de l'an VIII, au passage du Pô, qui se jette avec le général Mainoni dans la première barque et traverse le fleuve, assurant ainsi le succès de l'armée ; lui qui, deux jours plus tard, se précipite seul sur un gros de plus de cent Autrichiens, auxquels il fait mettre bas les armes ; lui qui, à Montebello, soutient la charge de toute la cavalerie autrichienne ; qui, à Marengo, blessé, au passage du Mincio, renversé d'un coup de boulet, se fait remettre à cheval et, ne pouvant parler, commande par ses gestes et par son exemple. Le Premier Consul lui décerne un sabre d'honneur, et, en envoyant le brevet au conseil d'administration de la 28<sup>e</sup>, le ministre de la Guerre ordonne « qu'avant de remettre à cet officier supérieur ce témoignage honorable de la satisfaction du gouvernement, il en soit fait lecture à la tête de la demi-brigade assemblée ».

Général de brigade en l'an XI, membre et commandant de la Légion d'honneur en l'an XII, il tombe à quarante et un ans, alors que les plus brillantes destinées lui sont promises, et cet homme ne regrette point la vie.

Du peuple comme Valhubert, ce Morland, engagé

au 11<sup>e</sup> chasseurs le 11 mars 1791, sous-lieutenant la même année, lieutenant en 92, capitaine en 93, mais ensuite, malgré qu'il eût été de toutes les campagnes et plusieurs fois blessé, attendant jusqu'à l'an IX son grade de chef d'escadron; en l'an XI, il passe aux chasseurs de la Garde; l'année suivante, il est promu major, quelques mois après colonel en second, et c'est lui qui mène les guides en cette admirable charge où la cavalerie de la Garde emporte tous les canons de la garde impériale russe. Et il meurt dans son triomphe <sup>1</sup>.

Mazas est de Marseille; il s'est engagé en 1781 dans Bourbonnais, d'où il a passé, un an après, dans ce glorieux régiment de Champagne, dont les hauts faits paraissent à toutes les pages de l'histoire de la monarchie. Après les campagnes d'Amérique il a eu son congé; il rentre en 1793, comme adjudant-major du 11<sup>e</sup> bataillon de la Gironde, devenu 34<sup>e</sup> demi-brigade. Il y est capitaine, chef de bataillon et, deux ans plus tard, le 1<sup>er</sup> germinal an III, chef de brigade. Dix années durant, il mène la 34<sup>e</sup> à vingt-six combats, un siège et trois batailles rangées; on le trouve à l'Armée des côtes de l'Océan, à l'Armée des Alpes, à l'Armée d'Italie; « partout il donne l'exemple d'un courage con-

<sup>1</sup> J'avais suivi ici l'opinion générale en donnant à Morland une origine roturière; il résulte de pièces authentiques qui m'ont été communiquées que François-Louis de Morlan, né à Souilly (Meuse) le 11 juin 1771 était fils de Jean-Pierre de Morlan, écuyer, ancien lieutenant d'infanterie, pensionnaire du Roi et de Elisabeth de Bonnaix.



tenu et raisonné », d'une intrépidité qui se prête aussi bien à la résistance, comme à Novi, qu'à l'attaque furieuse, comme à San Giacomo et au col de Tende. C'est à la tête du 14<sup>e</sup> de ligne, dont il a pris le commandement en l'an XII, qu'il est tué, seul des officiers de son régiment, après avoir infligé à l'ennemi des pertes cent fois supérieures à celles qu'ont subies ses hommes — vingt tués et quatre-vingt-dix-sept blessés.

Gérard Lacuée, d'une famille toute militaire, neveu du général Lacuée, plus tard comte de Cessac, qui fut un des grands collaborateurs de Napoléon, frère du colonel Lacuée qui fut tué à Eylau, cousin de Saint-Just Lacuée, lieutenant de vaisseau qui fut intendant général de l'Armée d'Aragon, était de race noble; et le représentant du peuple Pinette sut l'en punir quand il le destitua de son grade de sous-lieutenant. Pourtant Lacuée avait été blessé à l'Armée des Pyrénées; pourtant, il avait refusé le grade de capitaine à la légion des Pyrénées. Il n'en était que plus suspect. Le désintéressement est une tare, en certains temps. Lacuée ne quitta pourtant pas l'armée : on ne voulait pas de lui pour commander : il pensa qu'on lui permettrait de combattre. Il s'engagea simple hussard au 12<sup>e</sup> régiment.

Réintégré sous-lieutenant en l'an IV à la 120<sup>e</sup>, il ne prit son essor que tard, vers l'an VII, en Egypte, où il courut d'étonnantes aventures, et se fit connaître de Bonaparte qui, à Marengo, se l'at-

tacha comme aide de camp, et le promut bientôt chef de brigade. Durant tout le Consulat, Lacuée fut au premier rang dans la maison militaire ; mais, lors de la conspiration de Moreau, les choses se gâtèrent. Il prit parti pour les Moreau avec qui il était lié et, à la suite de disputes avec ses camarades, il quitta l'état-major pour prendre le commandement du 59<sup>e</sup> de ligne. Bonaparte ne lui tenait point rancune puisque, par ordre du 10 brumaire an XII, il lui avait accordé une gratification de 25.000 francs, et qu'il l'avait fait officier de la Légion le 25 prairial ; mais lui-même ne pouvait se consoler de sa prétendue disgrâce. Comme, le 19 vendémiaire an XIV, devant Guntzbourg, l'Empereur, en passant devant le front du 59<sup>e</sup>, ne lui avait pas adressé la parole, il dit à quelqu'un : « Mon cher, je me ferai connaître aujourd'hui à l'Empereur, vu que je me ferai tuer. » Et il fit comme il avait dit : mais, après avoir, à la tête de cinq compagnies de son régiment, emporté le pont de Guntzbourg sous le feu de vingt pièces ; après avoir enlevé, toujours à la baïonnette, les hauteurs qui dominent Reisenberg, après avoir chassé l'ennemi de position en position jusqu'à Nornheim. Il est grièvement blessé, il va toujours en tête, mais il tombe, à la fin, frappé d'une balle au cœur. « Le régiment a fait son devoir, dit-il, je meurs content. »

Une belle histoire à écrire, celle de ces Lacuée !  
Bourdon, qui est de la Sarthe et qui s'est engagé

le 14 septembre 1792 dans la compagnie franche de son département, a une vie plus terne. Bien qu'il ait fait, au 19<sup>e</sup> dragons, les campagnes de Rhin-et-Moselle et de l'Ouest, il a dû surtout son avancement à son passage comme sous-lieutenant dans la garde à cheval du Directoire, plus tard garde des Consuls, où il a été promu successivement lieutenant, capitaine, chef d'escadron et officier de la Légion. Nommé, le 3 fructidor an XIII, colonel du 11<sup>e</sup> dragons, il succombe aux blessures qu'il a reçues au combat d'Hollabrün.

Pierre Castex a constamment servi depuis 1776, où il s'est engagé dans Berry-infanterie ; il a seize ans de services quand il est promu sous-lieutenant ; il roule par le monde, en Italie, en Hollande, sur le Rhin avant de décrocher, à vingt-huit années de présence sous les drapeaux, les épaulettes de colonel et le commandement du 13<sup>e</sup> léger, à la tête duquel il est tué à Austerlitz.

Ainsi toutes les branches de la « famille militaire » se trouvent représentées dans ce quartier glorieux : la noblesse et la roture, les paysans de toutes les provinces de France et les gentilshommes d'ancienne souche, les soldats de carrière dont le dos fut usé par le sac et les volontaires de toutes les époques ; ils sont bien l'expression de l'armée nationale, ces chefs, tous sortis du rang, qui tous ont pris le fusil pour la défense du sol natal, qui tous donnent joyeusement leur vie pour la gloire du drapeau. Ce n'est point d'eux qu'il faut attendre

des phrases « pacifistes » : ils se contentent — et c'est assez — du sublime exemple qu'ils donnent en mourant pour leur idéal, qui est la patrie. A présent, assez d'autres en vivent.

---

## DE L'ÉTIQUETTE DURANT UN SIÈCLE

---

L'étiquette est, à l'égard des souverains, ce qu'un code de la politesse serait entre particuliers. Malgré les manuels qu'on en publie, la politesse ne s'apprend que par éducation et ne s'enseigne que par tradition. Ainsi fut-il en France de l'étiquette, tant que, dans la monarchie héréditaire, la Couronne se transmet sans interruption, tant que les générations se succédèrent dans le service domestique des Rois et que la Cour demeura une société permanente, se renouvelant en se rajeunissant, mais recrutant constamment ses éléments dans des familles identiques, alliées entre elles, formées aux mêmes écoles, et puisant à des sources communes les habitudes de la vie et la connaissance des usages.

Alors, point d'étiquette écrite : le précédent faisait loi. Lorsque, sur un cas, le Roi donnait sa décision, une inscription au registre du maître des Cérémonies attestait la règle, mais les difficultés ne se présentaient que sur les rangs entre particuliers ou sur les attributions des charges. Pour tout ce

qui touchait la personne royale, les formes étaient établies par une suite de traditions qui, lors même que la signification des rites était perdue, maintenant aux gestes compliqués et vénérables leur cadence régulière et leur développement opportun.

Nul n'eût été tenté de s'en étonner, bien moins encore d'y manquer, si son rang, son office ou sa qualité le désignaient pour les accomplir.

Depuis Louis XIV, chacune des fonctions que son humaine nature imposait au Roi, du lever au coucher, était réglée comme le serait, dans un théâtre où l'on représenterait toujours la même pièce, chaque entrée, chaque réplique et chaque sortie. Tous les acteurs, à commencer par le Roi, connaissaient leur rôle ; le dieu veillait à son culte et eût été le premier à redresser les fautes, s'il eût été vraisemblable qu'il s'en produisît, alors que tout acte de service à son égard constituait le privilège soit de la naissance la plus distinguée, soit d'une charge ardemment disputée, chèrement payée et héréditairement remplie.

Les cérémonies qui entouraient ainsi chaque épisode de la vie quotidienne du Roi, même le plus familier et le moins décoratif, se relevaient par là à établir les préséances, à distinguer les rangs et à former la hiérarchie. Qu'on prenne, par exemple, la scène de la *Chemise*, qui se jouait matin et soir, au lever et au coucher, dont tout le

monde parle et dont la plupart des gens ignorent le détail.

Le Roi, assis sur son fauteuil, entouré des *entrées familières*, des *grandes entrées*, de la *première entrée* et de l'*entrée de la Chambre*, c'est-à-dire de toute sa famille, de presque toute la Cour et de presque toute la Maison, ôte sa robe de chambre. Le maître de la garde-robe lui tire sa camisole de nuit par la manche droite; le premier valet de chambre la tire par la manche gauche et la remet aux mains d'un des officiers de la garde-robe. Pendant ce temps, un valet de garde-robe apporte, couverte d'un taffetas blanc, la chemise du Roi, qu'il a chauffée, s'il en est besoin, et qui est prête « à donner ». Il la remet au grand chambellan, ou, à défaut de celui-ci, au premier gentilhomme de la Chambre, lequel la présente à l'aîné des fils ou petits-fils de France assistant au lever.

En l'absence de fils ou de petits-fils de France, c'est le valet de garde-robe qui remet la chemise aux princes du sang ou aux légitimés. S'il ne se trouve pas de princes, il la remet au grand chambellan, au premier gentilhomme ou aux officiers de la garde-robe selon leur rang; en sorte que si, dans le moment où le Roi a quitté sa camisole et attend sa chemise, il entre successivement dans la chambre des officiers d'un rang supérieur, des grands officiers, des princes, des fils de France, la chemise passe de mains en mains, et chaque nou-

vel arrivant retire d'abord ses gants et les remet avec sa canne et son chapeau à l'officier qui a le privilège de les tenir.

« Au moment que le Roi a sur les épaules sa chemise blanche à moitié vêtue, le valet de garde-robe qui l'a apportée prend sur les genoux du Roi, ou reçoit de lui, la chemise qu'il quitte, et, pendant que Sa Majesté ôte sa chemise de nuit et met sa chemise de jour, deux valets de chambre soutiennent, aux côtés de son fauteuil, sa robe de chambre pour le cacher. Sitôt que la chemise a été donnée au Roi, le premier valet de chambre en tient la manche droite, et le premier valet de garde-robe la manche gauche. Le Roi se lève ensuite de son fauteuil; le maître de la garde-robe lui aide à relever son haut-de-chausse, et, au cas que Sa Majesté mette une camisole, c'est le grand maître de la garde-robe qui la lui vêt. »

Ainsi, pour la chemise, la Chambre entière et toute la Garde-robe sont en mouvement, les Princes s'émeuvent, la Cour s'intéresse, la Maison s'agite, car c'est affaire de rangs qui pourraient être usurpés ou contestés, d'honneurs qu'on perdrait et de privilèges qui se trouveraient abandonnés. Le symbolisme des actes — en admettant qu'il y en eût dans ces cérémonies — a disparu dès longtemps, mais la vanité reste et elle suffit à maintenir les rites, car, pour la plupart des acteurs, elle est la raison d'exister.



Plus cette étiquette est minutieuse, exacte et précise, plus elle tombe vite en désuétude, si elle n'est pas constamment pratiquée ; plus elle semble étrange et surannée, si, devant une génération qui ne la vit point appliquée, elle est, par la précédente, imposée et remise en vigueur. A la Restauration, elle se retrouva presque telle qu'à la chute de l'ancien régime, parce que le comte de Provence en avait gardé si précieusement le trésor durant son exil qu'elle lui fournissait seule la trompeuse apparence de son inexistante souveraineté ; parce que, autour du roi de Mittau ou d'Hartwell, les grands seigneurs en occupaient leurs heures vides et en remplissaient leurs fastidieux loisirs ; parce que, sur ce groupe serré d'hommes et de femmes de Cour, les jours avaient coulé semblables et ternes, sans qu'ils eussent interrompu leur rêve, sans qu'ils eussent pris une notion nouvelle de la vie, sans qu'ils eussent admis qu'à la forme sociale qu'ils avaient connue et pratiquée une forme différente pouvait se substituer. Au retour, devant cette étiquette, quel étonnement, même de la part des plus fidèles, quelle stupeur des nouveaux venus, même des princes du sang, témoin le prince de Joinville et ses *Vieux souvenirs*.

C'est que, durant que la Cour émigrée s'hypnotisait ainsi hors de France dans la contemplation de l'étiquette royale, en France, un souverain nouveau avait été porté au trône par son génie, sa gloire, l'enthousiasme de l'armée et l'acclamation

du peuple. Empereur, il s'était, lui aussi, entouré d'une étiquette; mais avait-il réduit cette étiquette à des formes logiques et précises qui la rendissent acceptable aussi bien pour lui-même que pour ceux qui l'approchaient.

Il sépara, comme il a dit, le *Service d'honneurs* du *Service des besoins*; il supprima le cérémonial qui s'adressait à l'homme, pour ne conserver que celui qui regardait le monarque. Mais, dans la *représentation*, telle qu'il la comprit, le partage était singulièrement difficile et, le but qu'il se proposait étant de réhabituer les Français aux formes monarchiques, de constituer au profit de la quatrième dynastie une possession d'état en lui donnant presque le même extérieur qu'avait pris la troisième dynastie, il dut, toutes les fois qu'il se mettait en public, exiger des grands officiers de la Couronne les services que les titulaires des mêmes charges remplissaient à l'égard des Rois, ses prédécesseurs.

Il n'y rencontra nulle opposition. Le préjugé au sujet de l'humiliation et même de la dégradation qu'impliquent les services personnels et domestiques n'avait point encore tant gagné de terrain qu'il fût universellement subi. On peut bien croire qu'il fut imaginé et répandu par un philosophe du XVIII<sup>e</sup> siècle qui, ayant été laquais, jugeait les autres d'après lui-même et attribuait à la profession qu'il avait remplie la bassesse de son âme. Sans doute, cette théorie avait pris assez d'influence en 1789

pour que la Constituante y consacraît de nombreuses séances, pour que la Constitution de 91 exclût des droits de citoyens actifs les serviteurs à gages, pour que, durant la Révolution, le mot proscrit de domestique fût remplacé par celui d'officieux. L'Égalité, à défaut du fait, supprimait le nom et, en leur affirmant que leur condition était méprisable, assurait le bonheur d'individus qui, sous quelque régime que ce fût, auraient à exercer le même emploi.

Telle ne fut pourtant pas la façon de penser dès qu'il s'agit du souverain et ni M. de Talleyrand, si hautain qu'il fût, ne répugna, en sa qualité de grand chambellan, « à présenter à laver à Sa Majesté avant et après le repas, aux banquets et festins publics » ; ni M. de Caulaincourt ne se refusa, comme grand écuyer, « à présenter à Sa Majesté la cravache et le bout des rênes » ; ni le grand chambellan duc de Frioul ne se trouva diminué parce que, « Leurs Majestés mangeant en grand couvert, il les conduisait jusqu'à la table, et que, pendant le repas, il offrait à boire à l'Empereur ». Tout ce qui était de plus grand dans l'Empire s'empressa à solliciter les places à l'École des pages, et le service des pages était effectif ; il consistait à remplir vis-à-vis du souverain, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, toutes les fonctions domestiques, hormis celles de la chambre. Ainsi les pages servaient l'Empereur et l'Impéra-

trice à table, montaient derrière leurs voitures, les éclairaient dans leurs appartements, faisaient leurs commissions et, en toute circonstance, obéissaient à leurs ordres : leur grand uniforme n'était autre que la grande livrée, et il ne s'en fallait que d'un ruban qu'ils fussent tout pareils aux valets de pied.

Il faut croire que la théorie de Jean-Jacques n'avait point encore prévalu pendant la Restauration, car, durant quinze années, l'on se rua encore sur les places et les offices de la Maison du Roi et ceux qui rapprochaient davantage de la personne de Sa Majesté étaient, comme jadis, les plus recherchés ; mais il suffit des vingt années qui s'écoulèrent, après le renversement de la monarchie légitime, pour modifier en entier les impressions et rendre le préjugé presque invincible.

Au mois de juillet 1852, le prince Louis-Napoléon, deux fois élu par la nation, était si bien déterminé à rétablir la forme impériale qu'il avait fait réimprimer à l'Imprimerie nationale l'*Etiquette du Palais Impérial*, telle qu'elle avait été décrétée en avril 1806 ; telle que, au lendemain de la Révolution, elle avait été acceptée sans résistance par les uns, considérée par les autres comme l'extrême concession qu'on pût faire à l'esprit nouveau.

Or, quelque désir qu'eût le Prince-Président de reprendre intégralement la tradition impériale, il recula devant la restauration de l'étiquette, et l'on peut, dans l'exemplaire qu'il eut alors sous les

yeux et qu'il zébra de notes et de coups de crayon, suivre pas à pas le développement de ses impressions. Partout où le service personnel apparaît, partout où l'un des grands officiers, ou même des officiers, est désigné pour exercer près de la personne de l'Empereur des fonctions domestiques, le Prince raye et biffe.

Il abolit tout ce que son oncle, dans les cérémonies publiques, avait conservé des usages monarchiques dans le but de maintenir la tradition ou tout au moins le souvenir du passé, d'établir le trait d'union entre la quatrième dynastie et les précédentes, de prouver à tous qu'il était bien le souverain puisque les grands de l'Empire remplissaient, près de sa personne, les devoirs qui leur incombaient jadis à l'égard de la personne du Roi. Il dépouille les grands officiers de la Couronne de toutes les attributions qui leur imprimaient un caractère historique, qui justifiaient leur appellation et motivaient leur conservation. Il ne les fait plus que d'apparat, de représentation, et d'une représentation purement honorifique, qui n'a pas plus de rapports avec les fonctions d'origine qu'avec celles réglées par Napoléon I<sup>er</sup>.

Sur un seul point, le Prince faiblit : aura-t-il ou non des pages ? Il est si près de les rétablir qu'il rectifie le chiffre de la pension que devront payer leurs parents et que, de sa main, il substitue la somme de 1.200 francs à celle de 720, jugée suffi-

sante en 1806 ; de même alloue-t-il aux pages dix francs au lieu de six « pour le prêt qui doit leur être fait chaque semaine pour leurs menus plaisirs ». S'il biffe l'article qui accordait au premier et au second page, à leur sortie de l'école, le grade de lieutenant, sur tous les autres points, il paraît adopter l'étiquette de 1806.

Pourtant, à la réflexion, il renonce à ce dernier vestige du service domestique. L'homme qui n'a jamais reculé devant les aventures, n'ose point tenter celle-ci, tant il croit qu'il heurtera une opinion générale. Sans doute peut-on dire que s'il avait rêvé l'Empire, s'il avait réalisé son rêve, s'il en aimait l'idée, il n'était point convaincu qu'il était le souverain au point de se plier lui-même à toutes les contraintes qu'impose la souveraineté, à toutes les gênes dont elle entoure l'exercice héréditaire de la puissance suprême ; mais surtout il obéissait à la pression des idées contemporaines et il ne pouvait se résigner à recevoir les services domestiques d'hommes qui avaient obtenu sa confiance, sa considération ou son amitié.

Telle fut la dernière forme que l'étiquette reçut en France. La réforme que Napoléon I<sup>er</sup> y avait introduite était nécessaire puisque, depuis lors, elle a été adoptée par la plupart sinon par toutes les cours d'Europe, celles-là mêmes qui professent une sorte de vénération pour les anciens usages, les titres surannés et les antiques formules. Mais convenait-il qu'on allât plus loin ? Un pas de plus

et l'*Etiquette* devient le *Protocole*, mot singulièrement détourné de son sens, car « le *Protocole* est un formulaire contenant la manière dont un souverain ou un ministre traite dans ses lettres ceux auxquels il écrit ». *Protocole* est ici pour *Cérémonial* et, dans l'histoire de la langue française, l'anecdote sur les origines et la destinée de ce mot ne sera pas des moins instructives.

---

# LES HOCHIETS DE LA VANITÉ

## RUBANS ET PLAQUES

1791-1905

---

En France, avant la Révolution, le Roi décernait quatre ordres de chevalerie, conférant à ceux qui y étaient admis des distinctions extérieures, des avantages pécuniaires et parfois des privilèges transmissibles. C'étaient l'ordre de Saint-Michel, institué par Louis XI le 1<sup>er</sup> août 1469 ; l'ordre du Saint-Esprit, créé par Henri III en décembre 1578 ; l'ordre de Saint-Louis, fondé par Louis XIV en avril 1696 ; l'Institution du Mérite militaire, établie par Louis XV le 10 mars 1759. A ces quatre ordres, on ajoutait les ordres royaux de Saint-Lazare et de Notre-Dame du Mont-Carmel, dont le Roi était le chef souverain et le protecteur et dont il nommait le grand maître.

Quant aux ordres de Saint-Georges de Franche-Comté et de Saint-Hubert de Lorraine, c'étaient des confréries provinciales sans caractère national. Les ordres de l'Étoile, de l'Écu d'Or, de l'Hermine, du Porc-Épic, du Fer d'Or, du Croissant, plus ou



moins fantaisistes et imaginaires, avaient disparu de longue date.

En admettant la date de 1154 pour celle de l'établissement en France et de la reconnaissance par le roi Louis VII de l'ordre de Saint-Lazare, la monarchie, en sept siècles, avait donc institué ou consacré cinq ordres comportant des décorations.

Ces ordres, sauf deux, étaient par essence des associations de piété; quatre sur cinq étaient fermés aux non-catholiques; dans trois, des exercices quotidiens perpétuaient une dévotion spéciale au fondateur; en réalité, ces ordres étaient bien plutôt des confréries.

L'ordre de Saint-Lazare, hospitalier à l'origine, et tel que les autres ordres de Terre-Sainte, — Templiers, Ordre de Saint-Jean, Ordre Teutonique — mais ayant pour vocation particulière les soins à donner aux lépreux, recevant, à ce titre, par l'Europe entière, des domaines pour établir des léproseries, ladrerries et maladreries, relevait du Saint-Siège, quoi qu'il eût en France une existence royale depuis que Louis VII lui avait fait don de son domaine de Boigny, près Orléans. Malgré donc qu'il eût été aboli en 1490 par le Pape Innocent VIII, il n'en subsista pas moins dans le royaume, comme d'ailleurs en Piémont où il fut, en 1572, uni à l'ordre de Saint-Maurice.

A l'exemple du duc de Savoie, Henri IV ayant

institué, en 1606, l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel, et en ayant obtenu l'approbation par le pape Paul V, requit de même la réunion de cet ordre à celui de Saint-Lazare, dont les biens se trouvèrent ainsi légitimement employés. Mais, de là, un caractère nettement religieux; ce fut le Pape qui donna les règles, et ces règles obligeaient chacun des chevaliers à la récitation quotidienne de l'office de la Vierge, à l'assistance régulière à la messe les samedis et les jours de fête, à l'abstinence de la viande les mercredis, à l'approche des sacrements les jours de fête de la Sainte Vierge. Des bénéfices, prieurés, commanderies ou pensions étaient réservés aux membres de l'ordre, qui ne pouvaient excéder le nombre de cent et devaient faire preuve de quatre degrés de noblesse paternelle.

L'ordre de Saint-Lazare, dont la grande maîtrise fut, durant quatre générations, héréditaire dans la famille de Nérestang, avant d'être dévolue au marquis de Louvois, puis au marquis de Dangeau, ne prit une considération et ne reçut un air royal qu'à partir de la Régence, où Philippe d'Orléans retint la grande maîtrise pour son fils, le duc de Chartres, duquel elle passa au Dauphin, puis au comte de Provence. Dans le dernier état, selon le règlement donné le 3 août 1778 par Monsieur, frère du Roi, les cent chevaliers, recrutés dans le militaire, étaient divisés en deux classes selon leur grade dans l'armée; ils recevaient des pensions de

plus en plus réduites et portaient pour décoration une croix d'or, émaillée de vert et de blanc, relevée aux quatre angles de fleurs de lis d'or, portant au centre, d'un côté, l'image de saint Lazare, de l'autre celle de Notre-Dame, et suspendue au col par un ruban vert.

En 1779, une troisième classe — celle des chevaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel — fut créée en faveur des officiers sortis de l'École militaire ; leur croix, émaillée de rouge, portant l'image seule de la sainte Vierge, et, au revers, un trophée orné de trois fleurs de lis, était attachée à la boutonnière par un ruban cramoisi et donnait droit à une modeste pension de cent livres. Malgré la belle devise : *Atavis et armis*, que le comte de Provence avait donnée à l'ordre, le caractère militaire, même aux derniers temps, restait subordonné au caractère religieux, et, si les pensions ne manquaient point d'amateurs, le ruban vert manquait de prestige.

L'ordre de Saint-Michel fut, à l'origine, une association de dévotion et de prières, institué qu'il fut, ainsi que le dit le roi Louis XI, en l'édit constitutif de 1469, « à la gloire et louange de Dieu, notre créateur tout-puissant, et révérence de sa glorieuse Mère, et commémoration et honneur de Monsieur Saint-Michel Archange, premier chevalier, qui, pour la querelle de Dieu victorieusement batailla contre le Dragon, ancien ennemi de

nature humaine, et le trébucha du ciel; et qui, en son lieu et oratoire appelé le Mont Saint-Michel a toujours sûrement gardé, préservé et défendu, sans être pris, subjugué ne mis ès mains des anciens ennemis de notre royaume... » Les trente-six chevaliers du début, que décorait « un collier d'or fait à coquilles lacées l'une avec l'autre d'un double las, assises sur chaînettes ou mailles d'or, au milieu duquel, sur un roc, a une image d'or de Monsieur Saint-Michel qui revient passant sur la poitrine », étaient tenus de réciter des prières quotidiennes, d'assister à des offices, de tenir chapitre en l'église de l'ordre, d'abord au Mont Saint-Michel, puis à Vincennes et enfin aux Cordeliers de Paris.

Accru jusqu'à cinquante chevaliers par Charles IX, conféré sans mesure par ses successeurs, en sorte qu'il devenait « le collier à toute bête », l'ordre de Saint-Michel qui, durant un siècle, avait été seul « l'Ordre du Roi » fut par Louis XIV, en 1665, ramené à cent membres. L'insigne consista dès lors en une croix d'or émaillée de blanc, cantonnée de fleurs de lis, présentant au centre l'effigie de saint Michel, et suspendue à un large ruban noir porté en sautoir ou en écharpe. Il fut décerné à des artistes, des savants, des administrateurs, des commerçants, et des pensions y furent attachées. On n'exigea plus de preuves, et il conféra la noblesse. Le cordon de Saint-Michel, dont avaient été honorés Rigaud, de Troy, Mansart, Vanloo, Vien, etc., était la très souhaitable récompense des

grands talents, mais, pour l'obtenir, il fallait être de la religion catholique, et, jusqu'à la fin, les chevaliers furent astreints à des prières, des offices et des cérémonies.

Quant à l'ordre du Saint-Esprit, créé le 31 décembre 1578, il est ainsi nommé en commémoration de la double grâce qu'Henri III, roi de France et de Pologne, reçut de Dieu le jour de la Pentecôte : en 1573, qu'il fut élu roi de Pologne et grand-duc de Lithuanie, et en 1574 qu'il fut appelé au gouvernement de la Couronne très chrétienne. Les obligations religieuses qu'imposent les règles de l'ordre sont strictes : tous ceux qui y sont reçus sont tenus de réciter chaque jour un office spécial, de dire un chapelet d'un dizain et de réciter au lever des prières particulières.

L'insigne est un collier d'or fait de fleurs de lis, de chiffres entrelacés de nœuds et de trophées d'armes, auquel pend une croix d'or, émaillée de blanc, ornée dans les angles de fleurs de lis d'or et portant au centre, d'un côté une colombe, et de l'autre la marque de l'ordre de Saint-Michel : car tout chevalier du Saint-Esprit doit d'abord être reçu de Saint-Michel, ce pourquoi il est qualifié commandeur des Ordres du Roi. Le collier est pour les grands jours ; à l'ordinaire, la croix est suspendue à un ruban bleu clair, porté d'abord au col, puis en écharpe. Le nombre des chevaliers ne devait point excéder et n'excéda jamais cent, bien

moins par la rigueur des preuves de noblesse exigées, car elles n'étaient que de trois races paternelles, que par la jalousie des gens de la Cour et la volonté des Rois de maintenir et de garder le prestige d'un ordre le plus envié qui fût en Europe.

L'ordre de Saint-Louis était le seul qui n'obligeât pas à des habitudes quotidiennes de dévotion particulière; néanmoins, tout chevalier devait, à sa réception, prêter le serment de vivre et mourir dans la religion catholique; aux jour et fête de Saint-Louis, il devait « entendre dévotement la messe pour demander à Dieu qu'il lui plût de répandre ses bénédictions sur le Roi, sur sa Maison Royale et sur son État. » L'ordre, « purement militaire », avait été institué pour récompenser la vertu, le mérite et les services rendus dans les armées par les officiers gentilshommes. Au contraire de tous les autres, il était divisé en trois classes : grands-croix, commandeurs et chevaliers. L'insigne, suspendu à un ruban couleur de feu, était une croix d'or émaillée de blanc, ornée de fleurs de lis dans les angles, portant au centre, d'un côté, l'image de saint Louis, et de l'autre une épée flamboyante dans une couronne de lauriers.

Les conditions pour l'obtenir, les pensions qui y étaient attachées, le nombre des titulaires de chaque grade ont essentiellement varié durant un siècle :

ainsi, si aux grands-croix, huit en 1696, dix, puis douze en 1719, treize en 1754, vingt-quatre en 1761, vingt-sept en 1771, quarante en 1779, la pension de 6.000 livres à l'origine paraît avoir été constamment attachée, les commandeurs qui, de vingt-quatre en 1696, avaient crû à quatre-vingts en 1779, ne recevaient que 3.000 livres uniformément : encore combien les recevaient ? Quant aux chevaliers dont le nombre était illimité, certains seulement étaient gratifiés de pensions de 800 à 2.000 livres ; il y en avait cent-vingt-huit au début ; il y en a quatre cent dix en 1761, près du double en 1779, mais le chiffre des pensions descend entre 800 et 200 livres. L'accroissement continu des élus avait entraîné la diminution du prestige moral comme des avantages matériels et, à la Révolution, les derniers conseillers de Louis XVI achevèrent d'avilir l'ordre en le prodiguant pour susciter de douteux dévouements.

Les officiers protestants, employés dans les régiments étrangers au service du Roi, se plaignant de ne point participer aux agréments de l'ordre de Saint-Louis dans lequel ils ne pouvaient être reçus, Louis XV leur donna satisfaction par l'*Institution* du Mérite militaire. Le serment prêté n'eut rien de confessionnel ; nulle dévotion ne fut imposée, mais ce ne fut point là un ordre, l'*Institution* n'en porta point le nom, elle n'eut point de chapitre, elle ne comporta point de dignités, des *degrés* seulement,

correspondant sans doute aux dignités de l'ordre de Saint-Louis, mais non qualifiés de même : l'insigne, suspendu à un ruban bleu foncé, consista en une croix d'or, émaillée de blanc, ornée dans les angles de fleurs de lis, portant au centre une épée en pal, avec la devise *Pro virtute bellica* et, de l'autre, une couronne de laurier.

Ainsi, lorsque, par le décret du 30 juillet 1791, l'Assemblée constituante supprima en France, *pour jamais*, « tout ordre, toute corporation, tout signe extérieur qui supposait des distinctions de naissance », ce qu'elle abolit en réalité, ce fut, pour cent grands seigneurs, le port du ruban bleu clair du Saint-Esprit; pour cent bourgeois qui eussent été fort empêchés de faire des preuves de naissance, le ruban noir de Saint-Michel; pour cent officiers ou employés de l'administration de la guerre, parmi lesquels on n'en eût guère trouvé qui fussent nobles d'extraction, le ruban vert de Saint-Lazare; pour quelques officiers, tous Allemands ou Suisses, le ruban bleu foncé du Mérite militaire; enfin, pour un grand nombre d'anciens officiers, la plupart gentilshommes, mais grandement mélangés de roturiers, le ruban couleur de feu de Saint-Louis.

En cent ans, la France de la Révolution a créé et institué quatre fois plus de rubans que la France de la monarchie en sept siècles. La Royauté avait cinq rubans, la République en a vingt, sans compter les rubans des médailles commémoratives. Le nombre de ceux qui les porte est illimité,



et combien plus le nombre de ceux qui les sollicitent.

En vérité, était-ce bien la peine de foudroyer « les hochets de la vanité » et de quel côté, sous quel régime, les aime-t-on davantage?

---

## LE RUBAN ROUGE

---

« La masse de granit » a fait ses preuves. Le *bloc* s'y est brisé.

Pour restaurer une France, pour suppléer dans la mesure du possible aux institutions aussi vieilles que la monarchie qui, durant des siècles, avaient procuré l'accroissement continu de la nation, guidé son génie, formé ses mœurs, retenu et groupé ses forces sociales, Bonaparte, premier consul, dut compter d'abord avec l'esprit révolutionnaire. Le passé était aboli, la table était rase ; rien ne subsistait des châteaux éphémères que chaque assemblée avait prétendu ériger.

La multitude ne supportant plus de chefs, hormis ceux que son caprice élevait pour un jour, flottait à tous les vents, subissait les courants les plus contradictoires, se précipitait à tous les écueils où ne pouvaient manquer de périr la liberté des citoyens, leurs droits essentiels et l'indépendance même de la patrie.

Par le fait de son anarchie, cette multitude démoralisée était prête à subir le despotisme de la

première organisation qui grouperait des individus, leur imposerait une consigne, une direction et un but. L'homme isolé est incapable d'une résistance; l'homme associé est prêt pour toute attaque : combien plus lorsque l'association dont il est et se sent un membre est occulte et que l'exercice de sa puissance n'entraîne, pour celui qui la met en jeu, ni responsabilité ni péril. Tel fut le cas, dès 1792, pour les Sociétés populaires, puis pour les Comités de Surveillance et les Comités révolutionnaires, devenus par l'impuissance, puis par la connivence, enfin par la subordination des autorités instituées, les moteurs essentiels du despotisme le plus grossier, le plus sanglant et le plus abject.

Pour échapper à la revanche toujours possible d'une telle conjuration, Bonaparte, en face du groupement éventuel des appétits, prétendit agglomérer, d'une façon permanente, les forces nobles de la nation, mais comment devait-il s'y prendre ?

Les lois ne font pas les institutions. Elles peuvent en jeter les bases, mais les institutions ensuite ne s'affermissent et ne se développent que moyennant des conditions expresses : il faut qu'elles correspondent constamment à l'état mental et à l'état social du peuple auquel elles s'adressent; il faut qu'elles acquièrent, par leur durée au travers des générations, par l'habitude du respect dont elles sont entourées, par leur diffusion dans toutes les classes de la société, par leur adaptation aux trans-

formations successives, une consistance telle que la première révolution survenante soit impuissante à les emporter.

Il faut qu'elles s'enfoncent dans la nation et la pénètrent, que la nation entière se trouve intéressée à les maintenir et à les défendre et que leur anéantissement paraisse à tous, non seulement la banqueroute du patrimoine commun, mais la confiscation d'une propriété individuelle. Il faut encore qu'elles s'imposent à l'esprit de tous par un signe qu'il soit impossible de méconnaître, de confondre ou d'usurper, et qui assure, à celui qui en est honoré, le respect ou la considération. En même temps, convient-il, étant donné le caractère français, que cette distinction n'entraîne aucun privilège de nature à éveiller l'envie, qu'elle soit donc viagère, gratuite, accessible à tous et semblable pour tous.

Sieyès avait introduit dans la Constitution de l'an VIII un système de hiérarchie politique qu'il croyait peut-être de nature à opposer une résistance à la mobilité nationale, mais qu'il destinait surtout à assurer la prédominance du pouvoir législatif sur l'exécutif et à maintenir l'autorité aux mains des révolutionnaires nantis. Ce mode électoral, tel qu'il fut restreint par le sénatus consulte organique de l'an X, valait autant, sinon mieux, que les quatre régimes mis en essai depuis 1791, que les sept appliqués successivement jusqu'en 1848, mais il n'était et ne pouvait être le germe d'une institution. Car une hiérarchie ne doit pas

être politique, mais sociale ; elle ne saurait être renouvelable tous les trois ans, mais doit au moins durer une génération ; elle doit impliquer une distinction permanente ; elle doit prendre sa base dans une convention sociale unanimement consentie, passée en axiome et devenue l'un des fondements d'une civilisation.

Le nombre des conventions qui sont telles est singulièrement restreint. Il y a, disait Montesquieu, l'honneur ou la vertu ; l'honneur, base des monarchies ; la vertu, base des républiques. La valeur militaire, les services rendus à l'État, en quelque carrière que ce soit, pourvu qu'ils soient désintéressés, passent, selon les aspects, du domaine de la vertu à celui de l'honneur. Tout ce que l'homme peut produire de bon, de grand, de beau et d'utile rentre dans ces deux termes. Les philosophes, en leur naïveté, ont affirmé, il est vrai, que la vertu, étant républicaine, n'a nul besoin de récompenses et qu'elle se suffit à soi-même, mais ils vivaient dans une monarchie.

Dans les *Dispositions générales* de la Constitution de l'an VIII, Bonaparte avait tenu à introduire un article 87 ainsi conçu : « Il sera décerné des récompenses nationales aux guerriers qui auront rendu des services éclatants en combattant pour la République. » C'était la reconnaissance officielle des dispositions qu'il avait prises lui-même, comme général en chef, pour distribuer des armes d'honneur

aux soldats qui s'étaient particulièrement distingués ; mais, d'une récompense militaire à une hiérarchie embrassant la nation entière, il y avait loin.

Durant les guerres de la Révolution, on n'avait point cessé d'encourager les soldats, tantôt par de l'argent, solennellement accordé comme sous la Convention, tantôt par la déclaration que telle armée ou tel général avaient bien mérité de la patrie. L'argent était bon à toucher, mais en recevoir n'a rien d'honorifique, à moins que la somme ne soit ronde. La déclaration était somptueuse, mais s'adressant à une armée où chacun en recevait pour son grade, elle n'atteignait pas les individus, ne leur restait pas personnelle et n'était attestée par aucun signe permanent. On imagina les armes d'honneur, plus riches à proportion du grade. Il y eut des médailles, des rubans, des écharpes, des insignes même, comme pour les vainqueurs de la Bastille. Il y eut le médaillon de vétérance qu'on continua à distribuer. Tout cela pour suppléer à la *décoration militaire*, que la Constituante avait décrétée le 16 octobre 1791 et qui n'avait point été réalisée. L'eût-on fait, on eût créé un ordre, non fondé une institution.

Pourtant, pour asseoir l'institution qu'il rêvait, il fallait au Premier Consul un précédent qui ne fût point d'ancien régime, qui datât de la Révolution et qui pût être opposé aux détracteurs de la hiérarchie projetée. La Constituante l'avait fourni :

lorsque, par la loi du 6 août 1794, elle avait supprimé tous les ordres de chevalerie, elle s'était réservé de statuer « s'il y aurait une décoration unique pouvant être accordée aux vertus, aux talents et aux services rendus à l'État. »

Ce furent les termes mêmes que le Premier Consul adopta pour caractériser l'institution qu'il présenta, le 25 floréal an X, au Corps législatif, car il dit au premier article : « En exécution de l'article 87 de la Constitution, concernant les récompenses militaires et pour récompenser aussi *les services et les vertus civiles*, il sera formé une Légion d'honneur. »

Seulement, depuis dix ans, on avait fait tant de chemin vers l'anarchie que ce qui avait semblé tout simple à la Constituante parut impossible au Premier Consul. Pour amadouer l'opposition qui déployait toute son éloquence contre « la nouvelle aristocratie », Bonaparte ne proposa de la distinguer par aucune décoration extérieure ; il ne fit pas même une allusion à un insigne que les légionnaires pussent porter. Pour bien établir que l'institution ne lui était pas personnelle, qu'elle était nationale, qu'elle n'avait aucun caractère chevaleresque, qu'elle ne créait aucun lien, aucune sujétion, aucune correspondance des légionnaires à lui, il statua que les nominations seraient faites, non par le pouvoir exécutif, mais par le Grand conseil d'administration de la Légion ; et, dans ce

conseil durent siéger, outre les trois consuls, quatre délégués du Sénat, du Corps législatif, du Tribunal et du Conseil d'État, lesquels s'adjoignaient, par élection, un grand chancelier.

Le nombre des légionnaires était limité à six mille, divisés en quinze cohortes, chacune composée de sept grands-officiers à 5.000 francs par an, de vingt commandants à 2.000, de trente officiers à 1.000 et de trois cent cinquante légionnaires à 250 francs. Les membres de la Légion pouvaient être choisis dans toutes les classes de la nation, puisque la loi d'institution vise à la fois « tous les militaires qui ont reçu des armes d'honneur ; les militaires qui ont rendu des services majeurs à l'État dans la guerre de la Liberté ; les citoyens qui, par leur savoir, leurs talents, leurs vertus, ont contribué à établir ou à défendre les principes de la république ou fait aimer et respecter la justice et l'administration publique ; ceux qui ont rendu de grands services à l'État dans les fonctions législatives, la diplomatie, l'administration, la justice ou les sciences ».

Ce sera donc une élite dont le recrutement est assuré par la participation de tous les grands corps de l'État, et l'admission, qui ne peut, hors le cas de guerre et les actions d'éclat, être prononcée qu'après vingt-cinq années de services civils ou militaires, devient la récompense la plus enviable d'une carrière honorablement suivie et parcourue avec éclat.



Telle a été « l'une des masses de granit » que le Premier Consul prétendit jeter sur le sol de la France ; mais, si bien conçue, si bien organisée, si bien dotée qu'elle fût, la Légion d'honneur eût vraisemblablement été emportée avec l'Empereur si, aux règlements d'origine, la plupart destinés à être abolis, aux biens qui presque tous ont disparu, Napoléon, monté au trône impérial, n'avait ajouté un insigne qui, s'imposant aux yeux de tous par sa couleur vivement tranchée et semblable pour tous les grades, devint aussitôt populaire dans la nation par sa diffusion dans tous les rangs de l'armée.

Il suffit que le ruban rouge parût une poitrine pour que l'homme qui en était honoré fût réputé brave parmi les braves. Si cet homme remplissait des fonctions civiles, c'étaient les plus hautes ; s'il exerçait une profession, elle était utile à la nation et il s'y était distingué au point d'y primer tous ses confrères. Le goût d'égalité se trouva satisfait ; quelque chose de traditionnel et de martial se mêla à l'orgueil de porter ce ruban presque semblable au ruban feu de Saint-Louis et pour qui tant de sang avait été généreusement versé.

Au lieu d'un insigne unique — car le ruban plus que la décoration, six fois modifiée durant un siècle, est devenu l'emblème traditionnel de la Légion — qu'on suppose cinq insignes différents, cinq rubans de couleurs diversifiées selon les grades, l'union est rompue ; « la masse de granit »

s'effrite ; il n'y a plus ni solidarité entre les légionnaires, ni popularité dans la nation. « L'unique décoration de la Légion d'honneur avec l'universalité de son application, n'est plus, comme l'a dit Napoléon à Sainte-Hélène, le type de l'égalité. » Pour résister aux entreprises des émigrés de 1815 ou des sectaires de 1904, la Légion ne se forme plus en colonne serrée, les grands dignitaires chargeant à la tête et tous ceux qui portent le ruban rouge confondus dans le rang, marchant au même pas, se sentant le coude, fiers à la fois de ce qu'ils sont et de ce que sont les camarades : colonne profonde où les vétérans de Crimée et d'Italie sont mêlés aux vélites de Madagascar et du Tonkin ; où quiconque fut bon serviteur de la France s'empresse à inscrire son nom sur la feuille d'appel, si bien que de ceux qui manquent on dit qu'ils sont morts...

Pourtant, comme il s'en est fallu de peu ! Le *décret impérial du 2 messidor an XII concernant les décorations des membres de la Légion d'honneur* a subi, au moment de paraître, une modification profonde : il stipulait en premier lieu, dans un article 5, que *le ruban est rouge liseré de blanc pour les grands-officiers, bleu liseré de rouge pour les commandants, blanc liseré de rouge pour les officiers, rouge sans liseré pour les légionnaires* ». Pour l'Empereur, les princes, les grands dignitaires, les grands-officiers civils et militaires de

l'Empire, « *le grand cordon ou large ruban moiré est blanc, bordé de bleu, la largeur de la bordure étant égale au tiers de la largeur du ruban* ».

Au dernier moment, l'Empereur supprima les articles 5, 6 et 7, il ajourna l'institution de la grande décoration qu'il réalisa seulement six mois plus tard, le 10 pluviôse an XIII, et qu'il fit consister dans le grand cordon rouge. Rien ne transpira dans le public de ce brusque changement, et nul ne remarqua qu'au *Moniteur* (page 1321) l'article 3 du décret était ainsi conçu : « On la portera (la décoration) à une des boutonnieres de l'habit et attachée à un ruban rouge *liseré de blanc*. » C'était, après suppression des phrases intermédiaires, le début de l'ancien article 5 : «... *rouge liseré de blanc (pour les grands-officiers)*. » On en fut quitte pour un erratum au *Moniteur* du lendemain, et, depuis un siècle, nul n'a cherché ce qui se cache sous cet erratum.

Pourtant, si l'Empereur ne l'avait pas mis, s'il n'avait pas biffé ces dispositions étranges, s'il ne s'était pas ressaisi, s'il n'avait pas senti qu'à cette nation il faut des idées simples et grandioses, exprimées sous une forme claire, traduites par un signe unique, qui sait ce qui serait advenu de la Légion d'honneur, la seule des institutions sociales qui, sur ce sol dévasté par les révolutions, ait encore d'assez profondes assises pour opposer une résistance aux modernes comités de surveillance ?

## LES TROIS TOISONS D'OR

---

Napoléon a voulu, devant l'histoire, n'avoir pas fondé d'autre ordre que la Légion d'honneur. Regardant, de Sainte-Hélène, et pesant ses institutions, il a compris que celle-là, républicaine par son origine, démocratique par sa diffusion, respectable par sa durée, s'imposait à ses successeurs, tandis que d'autres, n'ayant point eu le temps de devenir nationales et ne répondant ni à un besoin social ni à une tradition française, étaient destinées à disparaître. Passant donc l'éponge sur elles, il les abolit de son souvenir, comme il eût voulu sans doute les effacer du *Moniteur*. Souvent, dans ses mémoires et dans le *Mémorial*, il revient sur la Légion d'honneur, par exemple, « disant que la diversité des ordres de chevalerie et leur spécialité de récompense consacraient les castes, tandis que l'unique décoration de la Légion d'honneur, avec l'universalité de son application, était au contraire le type de l'égalité... C'était le centre commun, le moteur universel de toutes les ambitions diverses, le véhicule de tous les lustres, la

récompense et l'aiguillon de tous les efforts généreux... »

Cela est fort bien dit, mais pourquoi « l'unique décoration de la Légion d'honneur? » Que faisait-il de l'ordre des Trois Toisons d'Or et de l'ordre de la Réunion?

L'ordre des Trois Toisons d'Or est né à Schœnbrunn le 15 août 1809. Ce n'est point — loin de là — l'unique institution napoléonienne qui ait été imitée de l'Autriche. Napoléon, ayant réuni sous son sceptre l'empire entier de Charlemagne « son auguste prédécesseur », ayant rétabli à son profit le Saint-Empire Romain dont le souverain de l'Autriche avait délaissé la couronne, s'est plu dès lors à user de toutes les prérogatives qui étaient attachées ou qui furent jointes à la dignité impériale, soit qu'elles en fussent inséparables, soit qu'elles appartenissent à la maison qui en avait été le plus longtemps revêtue.

L'ordre de la Toison d'Or était dans ce cas. Institué par Philippe le Bon, duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant et de Limbourg, le 10 janvier 1429, jour de la solennisation de son mariage avec Isabel de Portugal, il avait été à l'origine « un ordre et fraternité de chevalerie ou aimable compagnie de chevaliers », créé, disait le duc Philippe, « à la gloire du Tout-Puissant, notre créateur et rédempteur, en révérence de sa glorieuse Vierge mère et à l'honneur de monseigneur saint Andrieu,

glorieux apôtre et martyr, à l'exaltation de la foi et de la sainte Église et excitation de vertus et bonnes mœurs ».

Le chef et souverain de l'Ordre devait être à toujours le duc de Bourgogne, non point en cette qualité puisqu'il y était vassal du roi de France, mais en la qualité de duc de Lothier, Brabant et Limbourg qu'il avait *par la grâce de Dieu*; et l'ordre devait être composé de trente chevaliers, gentilshommes de nom et d'armes et sans reproches, lesquels se distingueraient par un collier d'or fait à la devise du fondateur, « c'est à savoir par pièces à façon de fusils touchants à pierres dont partent étincelles ardentes et au bout d'icelui collier pendant la semblance d'une Toison d'Or ».

A la mort, advenue le 5 janvier 1476, à la bataille de Nancy, de Charles le Téméraire, fils de Philippe le Bon et deuxième chef de l'Ordre, la Toison d'Or eût été en péril — car Charles ne laissait qu'une fille non mariée, Marie de Bourgogne — si, dès le Chapitre tenu le 27 novembre 1431, le cas n'eût été prévu et si un article XLV des statuts n'eût stipulé, le trépas advenant du souverain, ne laissant qu'une fille héritière non mariée, l'élection d'un des frères de l'Ordre pour en conduire les faits « jusque ladite fille héritière soit mariée à chevalier en âge d'entreprendre et conduire la charge et les faits du souverain de l'Ordre et qu'il en ait fait le serment ».

Marie de Bourgogne épousa, le 20 août 1477,

Maximilien, archiduc d'Autriche, fils de l'empereur Frédéric IV, et lui porta, avec les Pays-Bas et les parties de son héritage qui ne relevaient point du roi de France, la grande maîtrise de l'Ordre. Maximilien, élu roi des Romains en 1486 et porté à l'empire en 1493, après la mort de son père, mourut, comme on sait, en 1519, treize ans après son fils aîné Philippe le Beau, lequel, de son mariage avec Jeanne d'Aragon et de Castille, héritière des Espagnes, avait laissé entre autres enfants Charles et Ferdinand.

Charles, roi de Naples, de Sicile et de toutes les Espagnes en 1518, à la mort de son grand-père maternel, Ferdinand le Catholique; souverain des Pays-Bas, des possessions de la Maison de Bourgogne et de celles de la Maison d'Autriche, et empereur élu du Saint-Empire-Romain-Germanique, en 1519, à la mort de son grand-père paternel, Maximilien, conserva, jusqu'à sa double abdication en 1556, le gouvernement de l'Ordre; mais, alors, il ne transféra point cette dignité à son frère Ferdinand, auquel il avait cédé la couronne impériale et les possessions de la Maison d'Autriche, il la transmit à son fils Philippe en faveur duquel il avait abdicqué les couronnes d'Espagne et la souveraineté des possessions bourguignonnes.

Durant un siècle et demi, la Toison d'Or fut espagnole, le Roi catholique conférant l'Ordre de son propre mouvement et sans recourir au chapitre; mais, à la mort de Charles II, en 1700, et à

l'extinction de la branche espagnole de la Maison d'Autriche, Charles, deuxième fils de l'empereur Léopold I<sup>er</sup>, ayant été déclaré roi d'Espagne par son père, vint disputer la couronne à Philippe, duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, institué roi par les testaments du dernier roi d'Espagne. Il se proclama alors chef et grand maître de l'Ordre. Devenu empereur en 1711, par la mort de son frère Léopold I<sup>er</sup>, sous le nom de Charles, VI<sup>e</sup> du nom, il renonça, par les traités d'Utrecht et de Rastadt, au trône d'Espagne, mais reçut, entre autres possessions, les Pays-Bas, et il continua, en cette qualité, à se dire chef de l'Ordre et à en distribuer les insignes, en même temps que Philippe V, reconnu roi d'Espagne, et ses successeurs, conféraient de leur côté et se disaient aussi les chefs et souverains maîtres de la Toison d'Or.

Si la grande maîtrise de la Toison d'Or a été inséparable de la souveraineté des Pays-Bas, elle n'appartient plus, en 1809, à l'empereur d'Autriche, qui a renoncé à celle-ci à Léoben, à Campo-Formio et à Lunéville; elle appartient à l'empereur des Français : et, dans cette même année 1809, Napoléon a conquis Madrid, chef-lieu de la Toison d'Or espagnole, et Vienne, chef-lieu de la Toison d'Or autrichienne. Par la possession simultanée des trois capitales, Bruxelles, Madrid et Vienne, la confusion des droits et des pouvoirs s'est faite en sa personne, et c'est ce qu'il a prétendu commémorer



en instituant, le 15 août, l'ordre des Trois Toisons.

Composé de cent grands chevaliers, de quatre cents commandeurs et de mille chevaliers, l'Ordre ne pourra être conféré qu'à des catégories strictement déterminées : seront grands chevaliers, les princes du sang impérial après une campagne de guerre, les ministres à portefeuille après dix ans d'exercice, les ministres d'État après vingt ans, les maréchaux et généraux ayant commandé en chef dans une bataille rangée ou dans un siège ou ayant commandé un des corps dans une armée impériale, dite Grande Armée, et enfin « les descendants directs des maréchaux d'Empire ayant commandé les corps de la Grande Armée dans les dernières campagnes, lorsqu'ils auront atteint leur majorité et qu'ils se seront distingués dans la carrière qu'ils auront embrassée ».

Les aigles des régiments qui ont pris part aux batailles de la Grande Armée seront décorées de l'ordre des Trois Toisons, et, dans chacun de ces régiments un officier sera toujours commandeur, avec pension de 4.000 francs, un sous-officier ou soldat, chevalier, avec pension de 1.000 francs. Ces commandeurs et ces chevaliers seront nommés par l'Empereur, sur une présentation secrète faite concurremment par le colonel et par tous les chefs de bataillon. Ils devront continuer à servir durant toute leur vie et mourir sous les drapeaux. En

outre, l'Ordre pourra être décerné à des militaires qui auront été blessés trois fois dans trois actions différentes ou qui se seront distingués par une action d'éclat extraordinaire constatée. Les nominations seront solennellement proclamées le 15 août, jour de la fête de l'Empereur et de la fête de l'Ordre.

Bien moins qu'à l'ordre de la Toison d'Or, ces statuts étaient empruntés à l'ordre autrichien de Marie-Thérèse, institué le 18 décembre 1757 pour commémorer la victoire de Kollin, remportée le 18 juin précédent. Les analogies sont flagrantes pour les présentations, les chapitres, les fêtes, etc., mais l'ordre autrichien était réservé aux officiers, l'ordre français s'étend aux soldats. Par d'autres côtés, l'Empereur innove : la décoration des aigles rappelle les couronnes d'or offertes aux régiments par la Ville de Paris, après la campagne de l'an XIV — l'idée en sera reprise par le second Empire qui décora de la Légion d'honneur les aigles des régiments ayant pris un drapeau à l'ennemi ; la perpétuation dans ces mêmes régiments d'une noblesse militaire paraît romaine ; seul, l'étrange privilège accordé aux descendants des maréchaux d'Empire est sans précédent historique.

Lacépède, grand chancelier de la Légion, fut chargé de remplir les fonctions de chancelier jusqu'à ce que l'Empereur eût organisé l'ordre des

Trois Toisons; mais, avec une indépendance qui ne saurait étonner, Lacépède, au nom de la Légion, protesta contre l'institution nouvelle : il dit les inquiétudes des Légionnaires, qui regardaient la Légion comme disgraciée, comme n'étant plus désormais qu'un ordre secondaire, destiné sans doute à disparaître. L'Empereur persista; en février 1810, pour mettre l'ordre en activité, il indiqua un conseil; et d'abord il voulut statuer sur l'insigne. Les bijoutiers les plus adroits de Paris en présentaient plusieurs, également laids. L'Empereur les rejeta et ordonna à Lejeune, aide de camp du Prince vice-connétable, d'en dessiner un modèle selon ses idées : « Ce sera, dit-il, mon aigle aux ailes éployées, tenant suspendue dans chacune de ses serres une des toisons d'or antiques qu'elle a enlevées, et elle montrera fièrement en l'air, dans son bec, la Toison d'Or que j'institue. » Le collier sera formé d'éclats de grenades enflammées.

Lejeune qui, graphiquement, ne pouvait réaliser ce projet de décoration, s'arrêta à une aigle couronnée, empiétant des foudres et enlevant trois dépouilles de mouton. Cela n'était point beau : l'Empereur demanda un changement, puis un autre, et cela mena au 10 juin 1810. Entre temps, il s'était marié, il était amoureux de sa femme; dans les palais, sur les monuments, il faisait gratter les inscriptions, décrocher les tableaux, enlever les porcelaines qui attestaient ou représentaient les

défaites de son cher beau-père; le moment était mal choisi pour parler toisons.

Cependant la dotation de l'Ordre avait été constituée à 1.500.000 francs; les demandes et les propositions affluaient; en octobre, l'Empereur donna aux candidats une première satisfaction en nommant le chancelier et le grand trésorier de l'Ordre : le général comte Andréossi et le comte Schimmelpenning. Andréossi avait rendu partout des services essentiels, mais surtout il avait été gouverneur de Vienne en 1809. Schimmelpenning avait été grand-pensionnaire de Hollande avant que Louis allât y régner.

Ensuite, nouvel arrêt. C'est la grossesse de l'Impératrice. En août 1811, quand le roi de Rome est né et baptisé sans que son grand-père l'empereur d'Autriche soit venu à Paris, reprise : le 3, convocation d'un grand conseil qui doit régler les présentations, discuter le budget, instituer un cérémonial, régler les insignes et les costumes. « Mon intention, dit l'Empereur, est de tenir, le 15 août, une grande assemblée de chevaliers... Il faudrait discuter, ajoute-t-il à la fin de sa lettre, s'il ne serait pas convenable d'adopter pour habit l'uniforme de cuirassier et le casque, mais orné et enjolivé. Il me semble qu'il n'y a rien de plus militaire. »

Le conseil s'assemble et constate d'abord qu'en douze jours on ne met point un ordre sur pied, mais il dresse les listes des grands chevaliers, il

règle les comptes, il change encore l'insigne et s'arrête à une décoration émaillée : aigle d'or, pierre à feu bleue, portant d'un côté l'effigie de l'Empereur en or, de l'autre la lettre N, foudres couleur de feu, toisons en or; cette décoration sera suspendue à un ruban ponceau liseré en or pour les commandeurs et les chevaliers. Quant aux grands chevaliers, ils auront pour costume : « l'habit à la française coupé droit, couleur chamois, brodé en or, culotte pareille, bottines forme ancienne, de maroquin rouge, éperons d'or, épée en dague portée droite, cuirasse entière en or, entourée d'acier bleu à ornements de laurier et d'olivier; la garniture de cuirasse en velours ponceau à liseré d'or, casque d'une forme simple à fond or. Sur la cuirasse, le collier composé de médaillons alternés; pierre à fusil et briquet, et trophées militaires réunis par des couronnes de lauriers et de chêne encadrant la lettre N ». Le collier ne sera porté que le jour de la fête de l'Ordre; les autres jours l'insigne sera suspendu au ruban ponceau liseré d'or porté en sautoir. Les chevaliers non militaires n'auront ni cuirasse, ni casque; celui-ci sera remplacé par un chapeau de costume. Le serment, dont on étudie des textes divers, sera prêté genou en terre; l'Empereur donnera l'accolade au récipiendaire.

Il semblerait qu'on avance; mais au deuxième conseil, le 14 août 1811, encore des difficultés : on change une fois de plus la forme de l'insigne ;

on cherche vainement une devise; les propositions des régiments, dont on ouvre les plis cachetés, ne sont pas en forme; néanmoins, on règle les comptes, on prévoit un bibliothécaire archiviste et historiographe qui écrira l'histoire de l'Ordre et des anciens ordres de la Toison; on organise les bureaux de l'administration qui ne coûteront pas moins de 241.400 francs et on cherche un hôtel pour le grand chancelier.

Et puis plus rien. Andréossi est nommé ambassadeur en Turquie et rejoint son poste; les préparatifs de la campagne de Russie absorbent l'Empereur; peut-être les inquiétudes exprimées par Lacépède ont-elles trouvé de l'écho; peut-être les dépenses urgentes de la guerre absorbent-elles les revenus de l'Ordre; mieux, l'Empereur ne remet-il pas pour le constituer d'une manière digne de lui, après la victoire définitive, quand l'empereur des Français sera devenu l'empereur des Européens? On n'entend plus parler de l'ordre des Trois Toisons : mais contrairement à ce qu'on dit d'ordinaire, le projet, comme on voit, n'a pas été abandonné immédiatement après le mariage; il a reçu une forme et un commencement d'exécution; il a été régulièrement suivi durant deux années au moins et, jusqu'au 27 septembre 1813, il a conservé une existence régulière, officielle et légale qu'atteste l'Almanach impérial. Mais alors il a été réuni, à la Légion d'honneur par un décret qui ne fut ni

imprimé ni publié. Les fonctions de grand chancelier et de grand trésorier ont été réunies à celles de grand chancelier de la Légion. Seulement le comte Schimmelpenning a eu en échange, le 23 octobre, le grand aigle de la Légion et une forte pension.

---

## DOTATIONS ET MAJORATS

---

### LA BANQUEROUTE

Napoléon, lorsqu'il eut monté le degré suprême du pouvoir et qu'il eut ceint la couronne impériale, sentit la nécessité d'instituer, dans la France nouvelle, une hiérarchie qui complétât et affermit son œuvre. Il établit des titres qui seraient héréditairement transmis avec les biens auxquels ils seraient attachés. « L'objet de cette institution, a-t-il dit, a été non seulement d'entourer notre trône de la splendeur qui convient à sa dignité, mais encore de nourrir au cœur de nos sujets une louable émulation, en perpétuant d'illustres souvenirs et en conservant aux âges futurs l'image toujours présente des récompenses qui, sous un gouvernement juste, suivent des grands services rendus à l'État ».

A ces buts avoués, il faut en ajouter d'autres : une société conservatrice ne peut subsister que moyennant la formation d'une classe dirigeante dont la fortune inaliénable assure l'existence et que des titres d'honneur recommandent au respect.



Les distinctions viagères, telle qu'était la Légion d'honneur, étaient bonnes pour relier à l'Empereur et à son gouvernement la génération contemporaine ; elles disparaissaient avec les titulaires. Or, Napoléon ne travaillait point pour le présent, mais pour les siècles. Pour attacher à sa dynastie les fils de ceux qui s'étaient distingués sous son règne, il les marquait à son sceau, il leur imprimait son signe, il les rendait, jusque dans leur postérité la plus reculée, dépendants de lui. Établir ou rétablir une noblesse sans la doter, sans garantir les titulaires contre leurs propres dissipations, contre le partage successoral de leurs biens, contre les accidents de la spéculation, était la vouer à une décadence certaine et manquer le but qu'il s'était proposé. Ce but essentiel est d'en tirer pour l'État des serviteurs dévoués, désintéressés et probes, qui recherchent, dans l'honneur de le servir, moins les avantages matériels qu'ils en tirent et dont ils n'ont pas un urgent besoin, que des agréments moraux, l'accomplissement d'un devoir familial et traditionnel, l'exercice de leurs facultés dans une profession réputée honorable et ouvrant des droits aux distinctions du souverain.

Les privilèges que conférait cette noblesse ne pouvaient, étant donnée la Révolution récente, être qu'honorifiques. Il n'en résultait nulle exemption des charges, des obligations ou des devoirs imposés à tous les citoyens. Cette noblesse était largement et indéfiniment ouverte, et par là elle ne

choquait ni le sentiment égalitaire ni l'esprit démocratique. Mais, pour devenir transmissible, elle devait être soutenue par un revenu proportionné à la hiérarchie des titres. Le chevalier justifierait d'un revenu de 3.000 francs ; le baron d'un revenu de 15.000, dont le tiers serait affecté à la dotation du titre et passerait avec lui sur toutes les têtes où ce titre se fixerait ; le comte justifierait d'un revenu de 30.000 francs, dont le tiers serait immobilisé, et le duc d'un revenu de 200.000 qui serait tout entier inaliénable.

Cette justification était faite par la constitution d'un majorat. Ce majorat était dit de *propre mouvement* lorsqu'il était composé en totalité par une dotation accordée par l'Empereur ; il était dit *sur demande*, lorsqu'il se composait, en tout ou en partie, de biens appartenant au titulaire.

Il n'y a point à s'occuper ici des majorats *sur demande* : ils ont aujourd'hui presque entièrement disparu à la suite des dispositions prises par la Monarchie de Juillet, et les biens qui les constituaient sont, sauf deux ou trois exceptions, rentrés dans la masse successorale et ont été également partagés entre les héritiers du dernier investi.

Mais il n'en est pas de même des majorats de *propre mouvement* et des dotations qui les constituent.

Ces dotations étaient prélevées sur le *Domaine extraordinaire* institué par le sénatus-consulte du

30 janvier 1810 et « composé des domaines et biens mobiliers et immobiliers que l'Empereur, exerçant le droit de paix et de guerre, avait acquis par des conquêtes ou des traités soit patents soit secrets ».

En fait c'étaient : 1° les biens situés hors de l'Empire mis à la disposition de l'Empereur par les traités de Presbourg, de Tilsit et de Vienne et par la série des conventions consécutives à ces traités : 2° les biens situés dans l'Empire, domaines, bois, châteaux, actions des canaux, actions de la Banque de France, inscriptions de rente 5 p. 100 qui provenaient d'échange contre des biens situés à l'étranger, de suppressions d'apanages, d'excédents sur le domaine de la Couronne. Cette seconde portion était minime par rapport à la première, vu les réserves établies par l'Empereur au profit du Domaine extraordinaire, lors de la constitution des royaumes de Westphalie et de Naples, des grands duchés de Berg, de Francfort, et lors des diverses annexions de territoires à l'Empire et au royaume d'Italie. En Italie, ces réserves avaient été centralisées par une institution appelée le *Monte di Milano*, chargée de répartir les produits entre les donataires.

L'Empereur disposait du Domaine extraordinaire : « 1° pour subvenir aux dépenses de ses armées ; 2° pour récompenser ses soldats et les grands services civils ou militaires rendus à l'État ; 3° pour élever des monuments, faire faire des tra-

vaux publics, encourager les arts et ajouter à la splendeur de l'Empire. »

On n'a à s'occuper ici que de la deuxième de ces affectations. Il résulte de l'*Etat des donataires* dressé en 1817 que Napoléon s'y est constamment conformé et ce serait une étrange erreur de penser qu'il employât les trésors venus de la conquête à enrichir des favoris. Si les grands serviteurs de la nation recevaient de lui des dotations proportionnées aux périls qu'ils avaient eourus, aux victoires qu'ils avaient remportées, aux emplois qu'ils avaient remplis, le nombre en était minime, et comme ils l'avaient bien gagné !

On raconte qu'Augereau, devenu maréchal d'Empire, duc de Castiglione, donataire de 196.764 francs de revenu annuel; fut un jour visité par un de ses anciens camarades, resté pauvre, qui ne put s'empêcher de témoigner son envie. « Descends dans le jardin, lui dit Augereau ; je vais te tirer à bout portant mille coups de fusil et, si tu en réchappes, tout est à toi. » Combien de centaines de mille n'en avaient-ils pas reçus et par combien de sang n'avaient-ils pas payé ces biens que l'Empereur leur donnait ! Certes, c'était de l'argent, les 288.000 francs de dotation d'Arrighi, duc de Padoue ; les 1.254.945 francs de Berthier, prince de Neufchâtel et de Wagram ; les 122.000 du comte Bertrand, les 263.000 de Bessières, duc d'Istrie ; les 450.000 de Cambacérès, duc

de Parme ; les 200.000 de Caulaincourt, duc de Vicence ; les 100.000 de Champagny, duc de Cadore ; les 145.000 de Clarke, duc de Feltre ; les 910.000 de Davout, duc d'Auerstædt et prince d'Eckmühl ; les 270.000 de Duroc, duc de Frioul ; les 100.000 de Fouché, duc d'Otrante ; les 125.000 de Gaudin, duc de Gaëte ; les 327.000 de Lannes, duc de Montebello ; les 155.000 de Lefebvre, duc de Dantzick ; les 100.000 du comte Lemarois, les 118.000 de Maret, duc de Bassano ; les 120.000 de Marmont, duc de Raguse ; les 500.000 de Masséna, duc de Rivoli et prince d'Essling ; les 122.000 du comte Mollien, les 100.000 de Moncey, duc de Conegliano ; les 198.000 de Mortier, duc de Trévisé ; les 170.000 de Mouton, comte de Lobau ; les 728.000 de Ney, duc d'Elchingen et prince de la Moskowa ; les 100.000 du comte Ornano, les 185.000 d'Oudinot, duc de Reggio ; les 110.000 du comte Rapp, les 150.000 de Régnier, duc de Massa ; les 162.000 de Savary, duc de Rovigo ; les 120.000 du comte Sebastiani ; les 305.000 de Soult, duc de Dalmatie ; les 200.000 du comte Tascher, les 157.000 de Victor, duc de Bellune. Mais quoi ! pour une trentaine ainsi dotés, chefs de l'armée ou ministres, quatre mille neuf cent vingt-quatre donataires avaient reçu des dotations allant de 500 à 100.000 francs : soldats, officiers, généraux, préfets, chefs d'administration, directeurs généraux ; 330 avaient des dotations inférieures à 100.000 et supérieures à 12.000, 675 en avaient de

4 à 12.000, 774 de 2 à 4.000, 3.145 de 500 à 2.000.

Dans cette dernière classe, les titres étaient rares : tout au plus une vingtaine. Dans la cinquième, les titres abondaient : 84 donataires étaient chevaliers, 115 barons, 14 comtes. A partir de la quatrième, presque tout était baron ou comte.

Le titre de chevalier n'avait guère été souhaité. Tout membre de la Légion d'honneur pouvait le recevoir à condition qu'il le demandât et justifiât d'un revenu de 3.000 francs, dotation comprise. Mais ce titre, la femme ne le portait pas : il n'y a de *chevalière* que M. d'Eon. Les titres de baron et de comte étaient, au contraire, vivement sollicités ; conférés viagèrement à tous les hommes qui s'étaient distingués dans le civil ou le militaire, ils étaient rendus héréditaires par la constitution du majorat, et l'Empereur prétendait étendre le bénéfice de cette disposition à tous ceux dont les ancêtres avaient rendu à la France de signalés services, en conférant aux descendants des titres impériaux, qu'il rendait héréditaires par des dotations, au cas où les impétrants n'auraient pas eu les moyens de constituer un majorat sur leurs biens propres.

Ainsi avait-il préparé le concordat entre l'ancienne et la nouvelle France ; ainsi les réconciliait-il ; ainsi, dans l'œuvre de fusion qu'il avait rêvé d'accomplir, confondait-il les gloires du passé avec celles du présent et, près des neveux des vain-

queurs d'Ascalon, plaçait-il les soldats de Saint-Jean-d'Acre.

Les dotations comme les titres étaient dans son esprit la large base sur quoi s'érigerait en plus de splendeur encore la France impériale unie et réconciliée.

Les dotations sont prises sur des biens situés à l'étranger. Elles sont le fruit de la conquête ; elles représentent des contributions de guerre payées par le vaincu, ou le tribut imposé par le fondateur des nouveaux États aux souverains qu'il intronise. Elles ne coûtent rien à la France, que du sang, et c'est ce sang qu'elles paient. Sacrées par leur origine, elles sont garanties par les actes les plus solennels. Le sénatus-consulte du 30 janvier 1810 porte (titre II, article 30) : « Toute disposition du domaine extraordinaire faite ou à faire par l'Empereur est irrévocable. » Nul des gouvernements qui se sont succédé depuis cent ans n'a contesté ce principe et lorsque, à des époques de réaction et de terreur, on prenait les têtes, au moins ne touchait-on point aux biens.

Quels biens, dira-t-on ? Est-ce que, dans le désastre de l'Empire, les dotations ne croulèrent point aussi ? Est-ce que l'Europe victorieuse ne reprit point les terres qu'elle avait abandonnées à son vainqueur, comme les tableaux et les objets d'art qu'elle lui avait cédés ?

Certes, elle le fit ; elle n'excepta de cette ruine

que quelques hommes, dont, à son tour, elle avait à payer les services. Mais en dehors de quelques dotations situées en France, constituées par des biens mobiliers ou immobiliers que l'État n'avait point acquis à titre onéreux, qui provenaient, la plupart, des apanages supprimés et dont l'Empereur tenait des Constitutions la libre disposition, d'autres dotations, assises sur des biens à l'étranger, ont été régulièrement transférées en France.

En effet, aux termes de l'article 54 de la section I du titre IV du Statut du 1<sup>er</sup> mars 1808, l'Empereur s'est réservé la faculté « d'autoriser et même d'ordonner, quand les circonstances lui paraîtraient l'exiger, l'aliénation des biens situés hors de son empire et affectés à la dotation d'un titre, pour être remplacés par des biens en France » ; par l'article 12 du titre III du décret du 3 mars 1810, il a stipulé que : « les ducs, comtes, barons et chevaliers qui ont reçu de lui des dotations en pays étrangers seront tenus de vendre les biens composant lesdites dotations le plus tôt que faire se pourra... de sorte que la totalité desdits biens ait été vendue et convertie soit en rentes soit en domaines, dans l'intérieur de l'Empire, dans l'intervalle de quarante ans. »

En dehors de ces deux sortes de biens, les donataires peuvent encore aujourd'hui en posséder d'une troisième espèce. Le gouvernement autrichien avait, à l'exemple des autres puissances alliées, confisqué le « Monte di Milano » : à la suite



du traité de Villafranca, il en restitua au moins une partie. Le 10 novembre 1859, par les articles 7, 8 et 14 du traité entre la France et l'Autriche, par l'article 2 du traité du même jour entre la France et la Sardaigne, par les articles 5, 7 et 14 du traité entre la France, l'Autriche et la Sardaigne, les droits des donataires sur le « Monte lombardo-veneto » — « ancien Monte di Milano » — furent authentiquement reconnus ; la Sardaigne prit à sa charge les trois cinquièmes de la dette et s'engagea à acquitter, au moins en partie, les dotations dont les ayants droit subsistaient. Cette dette fut réglée par une série d'actes internationaux et des titres de rente, frappés de la clause de réversibilité dans les cas prévus par les décrets d'institution, furent alloués aux héritiers des donataires.

Ce sont ces trois sortes de biens que le ministre des Finances, d'accord, paraît-il, avec une commission de la Chambre, prétend confisquer, tout en présentant cette opération sous forme de rachat. Mais qu'est-ce qu'un rachat « à raison de quinze fois la valeur du revenu, au maximum », de biens dont la transmission héréditaire était indéfinie, tant que la race mâle du donataire subsisterait ?

La confiscation — le rachat si l'on veut — des dotations est une banqueroute. L'État peut, du jour au lendemain, racheter ou confisquer dans les mêmes conditions toute pension, charge ou rente qu'il a constituée ou instituée, en échange d'un ver-

sement d'argent ou d'une durée de services. On s'attaque aujourd'hui aux donataires, parce qu'ils sont titrés, parce qu'ils sont réactionnaires, parce que leurs pères à la plupart furent des soldats. On s'attaquera demain aux agents de change, aux notaires, aux avoués, aux huissiers, aux greffiers, aux pensionnaires civils et militaires, aux rentiers et aux obligataires parce qu'ils seront réputés avoir de l'argent, parce que l'État aura besoin de cet argent, et que les deux meilleurs moyens de se procurer de l'argent, est de ne pas payer ce qu'on doit et de prendre ce qu'en ont les autres.

La République qui réforme l'orthographe, multiplie les synonymes. Après la *liquidation* des biens des Congrégations et le *rachat* des dotations, quels termes adoptera-t-elle pour la confiscation des charges, la suppression des pensions, la réduction ou l'abolition de la rente ? Le mot n'importe, mais la chose : « La banqueroute ! la hideuse banqueroute est là ! » a crié Mirabeau et il n'empêcha pas qu'elle ne s'accomplît.

---

## PARTIE CARRÉE

NAPLES, JANVIER 1812

---

La formule du Grand Empire telle qu'elle devait par la suite se présenter à l'esprit de Napoléon demeurait encore indécise et vague, aussi bien en 1806, lorsque Louis et Joseph furent appelés aux trônes de Hollande et des Deux-Siciles, qu'en 1807, lorsque Jérôme reçut son royaume de Westphalie, qu'en 1808 même, lorsque Joseph opta les Espagnes et que Murat fut avancé de Dusseldorf à Naples. Rien n'était défini des rapports entre l'Empereur et les rois qu'il créait. Nul lien n'était établi de subordination ou de vassalité; seulement une alliance était stipulée, mais telle qu'entre États indépendants. Cette indépendance avait pu seule faire admettre par l'Europe des changements de dynastie accomplis sans qu'elle fût consultée, avait pu seule faire subir par les nations des souverains qui, s'ils leur étaient imposés par une puissance étrangère, leur apportaient du moins, avec la conservation de leur nationalité, un régime préférable à l'annexion pure et simple.

Mais de cette indépendance, reconnue par la Russie à Tilsit, par l'Autriche à Presbourg, découlait, pour les rois nouvellement élus, le droit d'entretenir des relations directes avec les puissances, d'établir une représentation diplomatique, de conclure même des traités et des conventions, en tant que les stipulations n'en seraient pas contraires à celles de leurs traités avec l'Empire français.

De là, pour Napoléon, des inquiétudes continues, pour Louis des tentations qui ne devaient pas peu contribuer à l'annexion de la Hollande, pour Murat des facilités qui le conduisirent à sa défection.

Aux inconvénients résultant de l'existence d'un corps diplomatique accrédité par les souverains européens près des rois napoléoniens, Napoléon, par irréflexion ou par impatience, avait ajouté à Naples une source de difficultés inextricables. L'usage veut que les Cours unies par un lien de famille étroit échangent des ambassadeurs qui, sur leur titre et quel que soit le rang de la puissance qui les accrédite, reçoivent, à la Cour, un traitement de faveur et prennent le pas sur les ambassadeurs même des grandes puissances. Ils représentent en effet la personne de leur souverain et ont droit, au titre de consanguinité, à des égards que ne peuvent réclamer des souverains non parents. Si, entre ambassadeurs, il a pu s'élever des doutes sur la préséance à accorder à l'ambas-

sadeur de famille, du moins n'en est-il aucun sur le rang supérieur de l'ambassadeur de famille par rapport aux ministres plénipotentiaires, lesquels représentent le gouvernement, non la personne de leurs souverains. Entre les ministres, avant les décisions du Congrès de Vienne, le rang s'établissait par l'alternance et la réciprocité, selon les règles posées par les traités.

Au début, Napoléon avait compris que, pour maintenir à la France le premier rang dans les cours napoléoniennes, il devait y entretenir des ambassadeurs ; ainsi avait-il nommé M. d'Aubusson La Feuillade à Naples et M. de la Rochefoucauld en Hollande. Mais, en octobre 1809, les querelles naissantes avec Murat l'avaient déterminé à rappeler M. d'Aubusson et à ne laisser qu'un chargé d'affaires : si, en novembre 1810, sur les instances de Murat et de Caroline, il avait consenti à relever la légation, il n'avait voulu donner au baron Durant que le titre de ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire. La chose était sans inconvénient tant que les autres puissances du même ordre que l'Empire français, telles que la Russie et l'Autriche, se contenteraient d'entretenir des chargés d'affaires qui ne pouvaient prétendre au pas sur un ministre ; elle devenait périlleuse dès que la Russie et l'Autriche accréditeraient des ministres comme il arriva dans les premiers jours de septembre 1811.

Dès lors un choc était inévitable, sinon avec l'Autrichien, le comte Mier, qui avait pour instruction

d'observer, de garder la plus grande réserve et de s'infiltrer peu à peu dans la confiance de Murat, au moins avec le Russe, le prince Serge Dolgorouki, qui arrivait à Naples pénétré de la grandeur de son souverain, convaincu de l'imminence d'une guerre, et plein d'un hautain mépris pour tout ce qui était Bonaparte. Il venait de Hollande où il avait assisté à la déchéance de Louis et reçu ses suprêmes confidences. Physiquement très grand, très fort, taillé en hercule, il était, par tempérament, porté aux violences et plus encore, disait-on, après les repas où il ne se ménageait point. Il se croyait de l'esprit, et se plaisait à des formes de dérision ironique qui eussent exigé plus de finesse et plus de frottement mondain. C'était d'ailleurs un soldat qui passait pour brave, tout comme ses cousins, ceux qui, au temps d'Austerlitz, jouissaient de la faveur intime de l'empereur Alexandre : il avait de leur tournure d'esprit, haïssait autant qu'eux la France, la Révolution et Bonaparte et portait la même présomption d'invincibilité dans son attitude, ses gestes, son port de tête et sa physionomie. Murat n'est pas un roi à ses yeux, certes point une Majesté, pas même un maréchal : c'est Murat. Il lui sait gré de la réserve qu'il garde à son égard, « n'ayant, comme il écrit, aucune intention d'être dans sa familiarité » ; sur les affaires même de sa mission, comme l'envoi d'un ministre de Naples à Pétersbourg, il porte le même dédain : « Mesurant, écrit-il, la distance immense qu'il y a entre un empereur de Russie et un roi de

Naples, j'ai supposé qu'il était fort indifférent à l'empereur, mon auguste maître, qu'il y ait ou non à sa cour un envoyé de Joachim. »

Dès son arrivée à Naples et dans sa première entrevue avec le ministre de France, il l'a prié de le mettre au fait de l'étiquette usitée à la cour de Naples et de lui indiquer les moyens de pouvoir, conformément à l'article XXVIII du traité de Tilsit, établir entre eux une réciprocité et une égalité parfaites. Ce sont bien là les termes, mais ils ne visent point Naples : Cet article XXVIII était ainsi conçu : « Le cérémonial des deux cours des Tuileries et de Saint-Pétersbourg, entre elles et à l'égard des ambassadeurs, ministres et envoyés qu'elles accréditeront l'une près de l'autre, sera établi sur le principe d'une réciprocité et d'une égalité parfaites. » Il y aurait donc matière à discussion, mais Durant ne discute point; à Dolgorouki lui disant qu'il regrette de ne pas le voir revêtu du caractère d'ambassadeur, ce qui épargnerait tout embarras, il répond qu'il serait fort aise de faire ce qui serait agréable à son collègue de Russie, pourvu qu'il y fût autorisé par l'Empereur; il ajoute qu'il est naturel que le roi accorde à sa cour des préférences au ministre de France, et que d'ailleurs, comme il se trouve à cette cour trois envoyés de cours impériales, un arrangement entre eux serait fort embarrassant. L'entretien, qui est resté courtois, tombe et Durant peut penser que, à l'exemple de Mier, Dolgorouki a accepté la situation, après avoir for-

mulé pour le principe cette sorte de protestation.

Mais Dolgorouki n'a rien retiré et il ne se tient pas pour battu. Pour prendre sa revanche de ce que « les ministres de France et d'Autriche ont imaginé de passer avant lui à la première audience diplomatique », il imagine, à la suivante, d'imiter l'exemple de plusieurs envoyés russes dans les cours étrangères qui se trouvaient dans le même cas que lui; il rompt l'ordre établi et se place à l'opposite de la place occupée par le ministre de France, c'est-à-dire à la droite du roi qui, commençant sa tournée par la gauche, ne l'aborde qu'après s'être entretenu avec le baron Durant et le comte de Mier. »

Cette satisfaction toute platonique qu'il s'est donnée ne lui suffit pas longtemps et, à un déjeuner de chasse à Carditello, ayant reçu une place « au-dessous de celle qui lui appartenait, il aborde le marquis de Gallo, ministre des Affaires étrangères et lui demande d'un ton hautain des explications positives. De là, « une discussion sur les préséances. » « J'y développai mes droits, écrit Dolgorouki à sa cour, avec cette véhémence qui appartient au représentant d'un grand monarque; je donnai en même temps des preuves de cet esprit de conciliation qui préside à toutes mes démarches en me contentant de l'assurance que me donna le marquis de Gallo que le roi ne s'était pas mêlé de la distribution des places et avait désiré un pêle-mêle et que, aux audiences diplomatiques, Sa Ma-



jesté parlerait à celui des envoyés qui entrerait le premier. Il ajouta même que le roi désirait d'autant plus qu'une réciprocité s'établît entre nous que cela le mettait à même de poursuivre sa tournée diplomatique d'après l'ordre primitivement établi et que la manière dont je me plaçais gênait Sa Majesté. »

La phrase : « Celui des envoyés qui entrerait le premier », était grosse de conséquences, mais Murat n'avait pas été sans en méditer le sens. Impatient de la domination qu'exerçait son beau-frère, il cherchait tous les moyens de secouer le joug, d'affirmer son indépendance, de se prouver à lui-même qu'il était souverain par la grâce de Dieu et égal à l'Empereur. Admettre que le ministre de France eût droit de pas sur les autres ministres accrédités à sa cour, c'était reconnaître la subordination de sa couronne; c'était renoncer peut-être à la représentation diplomatique des grandes puissances, lesquelles pouvaient ne pas admettre que, à titre égal, leurs envoyés fussent primés par le ministre de France. Durant a bien jugé cet état d'esprit lorsqu'il écrit : « Le roi a beaucoup de peine à réduire les idées qu'il s'était faites de sa domination et à reconnaître la suzeraineté du Grand Empire. La chose et le mot, le fond et la forme lui sont également sensibles. » — C'est odieux qu'il devrait dire.

Murat — et Dolgorouki en juge ainsi — lui a donc adressé « une invitation à prendre sa place. »

Il y a mieux. « Un personnage fort avant dans les bonnes grâces du roi a été envoyé au ministre de Russie, lui fait des insinuations et lui confie que les instructions du baron de Durant portaient de prendre sur lui le pas toutes les fois qu'il le pourrait, mais de le lui céder s'il le voyait disposé à le lui disputer. »

Aussi arrive-t-on au 1<sup>er</sup> janvier 1812.

Ce jour-là, à l'occasion du nouvel an, Joachim-Napoléon reçoit, dans la salle du trône, les hommages des grands corps de l'État et des autorités de la capitale. Selon l'étiquette décrétée par l'Empereur, et adoptée ensuite à La Haye, à Cassel et à Madrid, le roi est entouré des grands officiers, des officiers et des dames de la Cour, — celles-ci quoique la reine soit à Paris. Un huissier tient la porte; un maître des cérémonies annonce et le grand maître présente au roi les Corps à mesure qu'ils se présentent dans l'ordre réglé. Au moment où le maître des cérémonies annonce le Corps diplomatique, une sorte de mêlée se produit à la porte et le premier, le prince Serge Dolgorouki paraît dans la salle, prenant le pas sur les ministres de France et d'Autriche. Les autres suivent : ministre de Bavière, chargés d'affaires d'Italie et d'Espagne, secrétaires des légations de France, de Russie et d'Autriche. Murat qui a aperçu ce tumulte au fond de la salle, prononce seulement : « Messieurs, je n'attribue tout cela qu'à votre empressement à me voir. Le reste ne me regarde

pas. » Puis, pour dire quelque chose, en faisant le tour du cercle, il parle des éruptions du Vésuve.

Que s'est-il passé ? Lorsque le Corps diplomatique, réuni dans le Salon des ambassadeurs, s'est mis en marche, précédé du maître et de l'aide des cérémonies, pour se rendre dans les appartements du roi, Dolgorouki, prenant résolument la droite, a marché rapidement pour entrer le premier dans la salle du trône. Il touchait à la porte. A ce moment « Durant l'a poussé rudement par derrière en disant : « Ah ! pour cela, ça ne sera pas. » Dolgorouki a riposté à la poussée par une plus forte et a passé. C'est là sa version. Durant reconnaît qu'il a voulu arrêter Dolgorouki ; mais celui-ci, ayant bousculé l'huissier qui tenait la porte, a donné à Durant des coups de poing, a mis la main à la garde de son épée, et, écartant le maître des cérémonies, est entré dans la salle. Dolgorouki ne nie pas le geste, mais il affirme « qu'il n'a serré son épée contre lui que pour la dégager d'entre ses jambes où elle s'était embarrassée au passage de la porte. » Mier, le témoin le mieux placé, a vu les deux ministres se donner mutuellement des coups de poing. « Il est de l'intérêt du prince Dolgorouki, écrit-il à sa cour, de soutenir qu'il n'a pas porté la main à la garde de son épée, mais moi je l'ai vu de mes propres yeux : je puis me tromper, mais je crois qu'il l'a même tirée de quelques pouces. » Gallo, après l'enquête faite par le grand maître des cérémonies, écrira à Dolgorouki :

« Sa Majesté ne devait pas s'attendre à voir qu'avant que le Corps diplomatique ne fût appelé et introduit dans la salle d'audience par le grand maître des cérémonies dans les formes ordinaires et régulières, vous auriez forcé la porte de la salle, en repoussant de côté l'huissier qui en faisait le service et que, dans la discussion entamée ensuite sous cette porte avec le ministre de France pour prendre le pas, vous auriez pu vous oublier au point de porter la main sur la garde de votre épée, en attitude de menacer ledit ministre à la présence de Sa Majesté. »

Les faits sont donc reconnus et les témoignages concordent : bousculade de l'huissier, bourrades données et reçues avec Durant, geste menaçant et significatif.

Le cercle rompu, Durant vient à Dolgorouki et lui dit que c'est le moment de tirer cette affaire au clair. Dolgorouki répond qu'il n'a pu entrer aucune personnalité dans la reprise de la place qui lui appartenait. « C'est, dit Durant, que cela a l'air d'un commencement d'hostilité. » Dolgorouki réplique par l'article XXVIII du traité de Tilsit et la réciprocité parfaite. Durant répond que cela peut avoir lieu partout, mais pas à la cour d'un roi beau-frère de l'Empereur. A quoi Dolgorouki riposte qu'il n'y a que des ambassadeurs de famille et jamais des envoyés. L'explication est courtoise, mais, en quittant le ministre de Russie, Durant, accompagné du maréchal Pérignon, gouverneur de

Naples, va solliciter du roi une audience immédiate et il lui demande réparation de l'insulte faite à l'Empereur en la personne de son représentant.

Murat est cruellement embarrassé : il a encouragé les prétentions de Dolgorouki et l'acte de Dolgorouki, s'il n'eût pas été si brutal, ne serait pas pour lui déplaire ; d'autre part, il n'entend pas se brouiller de nouveau avec l'Empereur, avec lequel il vient à peine de se réconcilier mal que bien ; et il ne voudrait pas davantage reconnaître au ministre de France un droit de préséance à sa cour. Il s'en tire en passant sous silence l'insulte faite à Durant et en prenant à son compte, comme une injure à sa personne royale, que, dans son palais, en sa présence, Dolgorouki ait mis la main à son épée. Le marquis de Gallo est chargé d'annoncer au ministre de Russie que le roi va porter plainte contre lui à l'empereur Alexandre et qu'il lui interdit sa cour.

Durant est rentré à la légation de France, l'ancien palais du nonce apostolique, rue de Tolède. Tout de suite il écrit à Dolgorouki : « Mon prince, quelle que soit l'opinion de nos gouvernements sur ce qui s'est passé ce matin entre nous, en portant la main à la garde de votre épée, vous vous êtes permis un geste de menace envers moi dont il m'est impossible de ne pas vous demander raison. Je ne doute pas de votre empressement à me l'accorder. »

La démarche surprend le Russe. Elle est sans précédent qu'il sache dans les annales diplomatiques. Elle est inattendue de la part de cet homme déjà marqué d'âge, « petit et chétif », aux allures de bureaucrate : Durant a quarante-deux ans. Il est né le 10 novembre 1769, à Paris, où son père était receveur général des entrées; lui-même avait eu la survivance de cette place lorsqu'elle fut supprimée en 1791. Il alla au Havre étudier le commerce, spécula, ne fut point heureux, revint à Paris où il fut nommé inspecteur général de la fabrication des assignats. Présenté au ministre des Affaires étrangères Lebrun-Tondu, il fut nommé, le 17 mai 1793 secrétaire de légation à Stuttgart. Il partit pour rejoindre son poste, apprit à Metz le rappel du ministre de France, et se fit attacher comme adjoint au corps du Génie. Après treize mois de service en cette qualité à l'Armée du Rhin, il passa l'examen d'officier et fut employé comme tel jusqu'au 1<sup>er</sup> vendémiaire an II (23 septembre 1793) où un mémoire qu'il avait adressé au Comité de Salut public le fit rechercher par le commissaire des Relations extérieures et nommer secrétaire de légation à Copenhague. Rappelé presque aussitôt à Paris, il fut sous-chef, puis chef de division au ministère; de là, en 1805, ministre à Dresde, puis à Stuttgart, enfin à Naples. Ce n'est point là carrière de bretteur, mais Durant était de ces hommes qui, ayant l'honneur de représenter une grande nation, en portent si haut la conscience qu'ils sont prêts

à y sacrifier leur vie. Battu dans la salle du trône d'un roi napoléonien par ce colosse moscovite, il reprenait ses avantages en l'appelant sur un terrain où l'épée égaliserait leurs forces, et il se donnait le beau rôle en répondant par un cartel à une surprise de crocheteur. L'inspiration qu'il avait eue était d'autant meilleure que Dolgorouki parut décliner la rencontre, s'excusant « d'avoir rien eu de personnel dans ce qui s'était passé » et regrettant de ne pouvoir « faire toute satisfaction possible à M. le baron de Durant, tant qu'il ne serait pas déchargé du caractère diplomatique dont il était revêtu. »

On en était là, lorsque, le 2 janvier au matin, un nouvel incident se produisit. Le général Exelmans qui, depuis le départ du général Lanusse, remplissait par intérim les fonctions de grand maréchal du palais du roi de Naples, a écrit à Dolgorouki : « Prince, comme général français et sujet de l'Empereur Napoléon, je n'ai pu voir sans une juste indignation les procédés que vous avez eus hier pour le ministre de France et, si les devoirs que j'avais alors à remplir ne m'en eussent empêché, j'aurais eu l'honneur de vous demander sur-le-champ une entière réparation de l'offense que vous avez faite à mon souverain en la personne de son ministre : mais j'espère que vous me ferez, Prince, l'honneur de me l'accorder aujourd'hui aux Bagnols ou tout autre lieu que vous choisirez ; je m'y rendrai avec une seule personne de mes amis,

mes pistolets et mon épée, à l'heure qui vous paraîtra la plus convenable. »

C'était aller contre les règles; mais Exelmans ignorait que Durant se fût mis en avant. Soldat à quinze ans, colonel à trente, général à trente-deux, Exelmans venait, après trois années de cruelle captivité, de s'échapper des prisons anglaises et il avait hâte de se retrouver le fer en main contre les ennemis de la France. « Je sais qu'on ne peut être plus brave que vous », lui avait dit l'Empereur en le décorant de l'aigle d'or et ce n'était point une vaine parole. Ce Russe avait insulté la France et l'Empereur : Exelmans relevait l'insulte. Il trouvait cela si naturel qu'il n'eût pu penser qu'il agirait autrement. Puis, il faut le dire : appelé et retenu à Naples par un sentiment qui n'avait rien de banal, il s'indignait que le roi n'eût point ressenti comme lui l'offense faite à l'Empereur et, déjà indigné des machinations sourdes auxquelles il assistait depuis son retour, il saisissait l'occasion de se laver de toute complicité. Exelmans était, depuis l'an VIII, aide de camp de Murat. En 1808, il venait d'épouser M<sup>lle</sup> de Ravignan, toute jeune et charmante, et qu'il adorait, lorsqu'il avait dû suivre en Espagne le grand-duc de Berg. Pris par les guerilleros, traîné de prison en prison, de Valence aux Baléares, puis transporté en Angleterre dans un des dépôts de prisonniers, il avait passé pour mort. Caroline s'était occupée avec une tendresse maternelle de la jeune veuve; elle l'avait emmenée à



Naples, l'avait faite dame du Palais, avait veillé sur sa conduite et ses sentiments avec une attention qui étonne. Lorsqu'on apprit qu'Exelmans vivait, elle avait tout mis en œuvre pour le faire échanger. Aussi, lorsque, après son évasion, Exelmans était accouru à Naples, il n'avait pu refuser ses services à son ancien général qui l'avait fait grand écuyer et chargé en même temps des fonctions de grand maréchal. Seulement, il ne se doutait pas du guêpier dans lequel il tombait : tout de suite il avait été en lutte ouverte avec Maghella, Zurlo, les chefs du parti italique qui poussaient Murat à se séparer de la France ; il s'accordait mal avec le roi lui-même ; l'occasion lui était donc favorable pour se dégager par un coup d'éclat, se rendre impossible à Naples et rejoindre en France sa jeune femme que la reine venait d'y emmener.

Voilà donc Dolgorouki à la tête de deux cartels : mais il traite l'un comme l'autre : « Monsieur le général, répond-il à Exelmans, je ne m'attendais pas à discuter avec vous lequel des deux, de M. le ministre de France ou de moi, a été insulté hier à la cour de Sa Majesté le roi de Naples, et encore moins à vous rendre raison de la manière dont j'ai soutenu les droits de réciprocité que Sa Majesté l'Empereur, mon auguste souverain, et Sa Majesté l'empereur Napoléon ont stipulé pour leurs représentants par le traité de Tilsit. Néanmoins, j'aurais sur-le-champ adhéré à votre demande si, comme vous ne l'ignorez certainement pas, monsieur le

général, le caractère diplomatique dont je fus revêtu n'y mettait un obstacle respecté d'après le droit des gens de toutes les nations policées. J'ai d'ailleurs contracté envers M. le baron de Durant, des engagements antérieurs que je tiendrai dès que j'aurai reçu de mon Auguste Cour le rappel que je lui demande par le courrier que je lui ai expédié à cet effet. Souffrez donc, monsieur le général, que ce ne soit qu'alors, et, après avoir au préalable satisfait M. le baron de Durant, que je réponde à votre provocation. »

C'était là du persiflage qui eût eu du succès à l'Ermitage vingt ans auparavant : mais il fallait le soutenir de beaux coups d'épée : sans doute Dolgorouki s'y prépare-t-il puisqu'il sollicite l'envoi de ses lettres de récréance « pour qu'il lui soit permis d'avoir l'inappréciable bonheur de combattre seul en champ clos, les Durant, les Exelmans et tous ceux qui, probablement pour punir en lui le respect dû aux traités et son zèle à soutenir les droits de son légitime souverain, vont se présenter encore ; » mais, en même temps, il ne semble point très rassuré puisqu'il écrit au chancelier de Russie : « Le cartel d'Exelmans est un vrai guet-apens ».

Le 3, au matin, Dolgorouki reçoit du ministre des Affaires étrangères de Naples communication officielle des résultats de l'enquête ordonnée par le roi : Sur les témoignages des officiers de la Cour qui étaient présents et « des autres membres du

Corps diplomatique », Gallo lui fait savoir « qu'il est indispensable de se plaindre de sa conduite à Sa Majesté l'empereur, son souverain, et qu'en attendant sa décision, le roi juge convenable que le ministre de Russie s'abstienne d'intervenir à sa cour. » Gallo entre ensuite dans des explications au sujet de la préséance qui peuvent paraître étrangement contradictoires : « Si le roi, dit-il, ne règle pas la préséance des ministres accrédités près de sa personne, il a cependant le droit de reconnaître et d'accorder dans sa cour, au ministre de France, les prérogatives qui, de tout temps et dans toutes les Cours sont généralement reconnues aux ministres de famille. Les rapports intimes et particuliers qui lient Sa Majesté et ses États à la France, les liens précieux formés par la reconnaissance et par le sang qui unissent Sa Majesté à l'auguste personne de Sa Majesté l'Empereur Napoléon doivent justifier, près de toutes les puissances de l'Europe, les distinctions particulières que le Roi accorde au ministre de Sa Majesté l'Empereur des Français. »

C'est la donner belle à Dolgorouki : Les privilèges reconnus aux ambassadeurs de famille, répond-il, n'ont jamais été admis pour les simples envoyés ; aucune déclaration du roi n'a été publiée à ce sujet ; la conduite que lui, Dolgorouki, a suivie lui a été dictée par l'article XXVIII du traité de Tilsit ; et, aux témoignages invoqués des membres du Corps diplomatique, il oppose une série de décla-

rations contradictoires : Mier, le ministre d'Autriche, s'est retranché derrière son caractère, « un ministre n'étant redevable qu'envers sa cour de lui rendre compte de ce qu'il voit et entend ; » l'envoyé de Bavière n'a rien vu ; le chargé d'affaires d'Italie pas davantage et, pour le chargé d'affaires d'Espagne, il est myope. Donc, lorsque Gallo allègue, sans d'ailleurs en apporter la preuve, les dires des ministres, il est sans doute imprudent.

Ayant pris ainsi l'avantage sur Gallo, Dolgorouki ne se sent pourtant pas rassuré sur l'issue finale ; il éprouve le besoin de recevoir un avis autorisé, et, ne pouvant le demander à Pétersbourg, ce qui exigerait des mois, il imagine de s'adresser à l'ambassadeur de Russie à Paris, le prince Kourakin. Il lui écrit, le met au courant des faits et se prépare à lui expédier le baron de Holland, secrétaire de sa légation. Mais au passeport qu'il délivre à Holland, le visa de la légation de France est nécessaire : Il s'adresse donc à Durant pour l'obtenir, lui disant que ses dépêches « ont pour objet les engagements qu'il a pris avec lui. » Durant, en renvoyant le passeport visé, répond que, « puisque Son Excellence a bien voulu lui faire part de l'objet de cette expédition, il ne peut s'empêcher de lui exprimer quelques regrets de ce qu'elle a jugé cette marche indispensable pour le règlement d'une affaire qui aurait pu être déjà terminée. » C'est là, présenté en termes courtois, un nouveau cartel auquel Dolgorouki peut d'autant

moins se dérober qu'une rencontre avec Durant lui semble, sans doute, moins sérieuse que le « guet-apens » d'Exelmans.

« J'ai cru, monsieur le baron, répond-il, en acceptant votre défi, devoir vous faire observer la position respective où nous nous trouvions, mais, tenus comme nous le sommes tous les deux à la même responsabilité, si cette considération n'en est pas une pour vous, votre exemple me suffit et j'attends que vous m'indiquiez le jour, le lieu et le choix des armes qui vous conviennent. »

Le lendemain 4, Durant répond : « Mon prince, c'est moi qui vous remercie d'avoir bien voulu accélérer le moment d'une explication malheureusement indispensable. Je serai demain, à neuf heures précises du matin, à l'entrée de la gorge qui descend au lac d'Agnano. J'aurai avec moi mon épée et deux témoins. »

Il était temps que cette solution intervînt, car, faute d'accepter le nouveau cartel de Durant, le ministre de Russie allait se trouver dans la position la plus singulière pour un homme d'honneur.

Le 3, en effet, M. Constantin de Benckendorff, qui avait rempli à Naples les fonctions de chargé d'affaires jusqu'à l'arrivée de Dolgorouki et qui y était resté jusqu'à ce qu'il eût reçu une nouvelle destination, avait provoqué le général Exelmans, « à titre de gentilhomme russe et de second du prince Dolgorouki ». A la vérité il avait ajouté : « J'ose espérer qu'après vous être mesuré avec le

prince, vous voudrez bien m'accorder les facilités de m'acquitter d'un devoir sacré pour moi » ; mais Exelmans, prévoyant que peut-être il aurait quitté Naples avant peu, avait répondu « qu'il vaudrait mieux terminer sans délai. D'ailleurs, avait-il ajouté courtoisement, j'ai trop d'estime pour le prince Dolgorouki pour croire que son honneur court le moindre risque dans tout ceci. » Benckendorff avait aussitôt répliqué par un rendez-vous pour le jour même, « à trois heures après midi, au lac d'Agnano, l'épée à la main et avec un seul ami. »

Aussi, Benckendorff, simple gentilhomme de la Chambre, mais frère de la comtesse de Lieven et fort bien en cour, se trouvait substitué à Dolgorouki ; par bonheur, celui-ci apprit à temps le projet de rencontre. « Il était instant, a-t-il écrit, qu'une affaire qui ne devrait être, dans son principe, que la conséquence de la première, ne rendit pas la nôtre secondaire. » Il chargea donc le comte Mier de prévenir Durant, lequel dépêcha aussitôt à Exelmans le baron de Forbin qui devait être son témoin. Il l'avait choisi comme tel parce que Forbin, chambellan de la princesse Pauline, étant à Naples en voyageur, n'avait ni caractère diplomatique, ni attache avec la Cour. De son côté, Dolgorouki envoya à Benckendorff son témoin, le baron Grégoire Stroganov pour le déterminer à ajourner son duel avec Exelmans. Stroganov, ci-devant ministre de Russie à Madrid, le seul voyageur russe qui fût alors sur les lieux, n'avait pu, « quoique malade et

ne se mêlant de rien », refuser ce service à des compatriotes. Après avoir exigé de Dolgorouki et de Benckendorff, « leur parole d'honneur de se conformer à ses décisions », il alla trouver Forbin et convint avec lui que « cette affaire serait définitivement terminée en *partie carrée*. » Rendez-vous fut pris pour le lendemain 5, à sept heures du matin, dans le temple de Sérapis à Pouzzoles.

Le premier combat devait être entre Durant et Dolgorouki et il eut lieu dans une sorte de « cellule » à l'intérieur du temple. A la première reprise, Durant fut touché à la poitrine, mais il déclara vouloir continuer ; à la seconde, les deux adversaires se touchèrent mutuellement ; Durant se déclara content et donna à Dolgorouki une poignée de main et l'accolade. Puis, de concert avec Forbin et Stroganov, il s'employa à arrêter l'autre duel. Mais Benckendorff et Exelmans n'avaient pas eu la patience de se rendre « dans l'enceinte du premier combat » ; mettant l'épée à la main, ils s'étaient attaqués sur le parvis du temple et s'étaient chargés furieusement. Benckendorff, blessé d'abord légèrement à la poitrine, avait eu ensuite l'épaule traversée ; Exelmans était blessé au cou, tout près de l'oreille et perdait beaucoup de sang. On parvint à la fin à les séparer et à les réconcilier.

Alors, Exelmans, venant à Dolgorouki, lui dit que, lorsqu'il lui avait écrit, le caractère diplomatique dont il était revêtu lui avait échappé et « qu'il désirait qu'il n'en fut plus question ». Sur quoi, Dol-

gorouki, à l'en croire, répliqua que, comme ce n'était pas lui qui avait provoqué, il serait toujours aux ordres du général dès qu'il aurait présenté ses lettres de récréance. Exelmans répondit que sa provocation devait être regardée comme non avenue et il tendit la main à Dolgorouki en signe de réconciliation.

A ce moment, comme tout était fini, parut le général Carascosa, commandant la place de Naples, qui, en vertu des ordres de son souverain, déclara aux Russes et aux Français « que Sa Majesté le roi de Naples, ne souffrirait pas que personne d'entre eux se battit dans son royaume. » Restriction de pure forme : Quand il avait déclaré, sur le moment même, que « le reste ne le regardait pas », il avait mis l'épée en main aux deux ministres et, s'il devait faire enregistrer sa protestation, ce ne pouvait être qu'après le combat.

Restait à savoir comment les deux souverains prendraient la conduite de leurs agents. Déjà le prince Kourakin avait fait connaître à Dolgorouki son opinion : suivant lui, le ministre de Russie aurait pu prévenir l'altercation qu'il avait eue le 1<sup>er</sup> janvier, « au moyen d'arrangements faits préalablement à l'amiable avec l'envoyé de France, semblables à ceux qui avaient été faits à Vienne entre lui et le comte Andréossi ». L'empereur Alexandre, renseigné à la fois par son ambassadeur à Paris et par le chargé d'affaires de Naples à Pétersbourg, M. de Brancia, n'attendit pas, pour



prendre sa décision qu'il eût reçu le mémoire que Dolgorouki lui envoyait. Il chargea son ministre des Affaires étrangères de lui faire connaître son mécontentement : « L'empereur, lui fit-il écrire le 11 février, ne veut pas, mon prince, que je vous laisse ignorer qu'il n'a pas approuvé la conduite que vous avez tenue le jour de l'an. Il est persuadé que vous auriez pu vous épargner toutes les suites qu'elle a eues et Sa Majesté Impériale voit avec regret un incident de ce genre se produire à une époque où sa sagesse est occupée à calmer les [fomentations] diplomatiques et non à leur offrir un nouvel élément. » L'empereur n'insistait point sur l'incorrection qu'avait commise le roi de Naples en défendant sa cour et en interdisant les fonctions diplomatiques au ministre de Russie. Il s'était contenté de faire signifier au chargé d'affaires de Naples que « le roi, s'il avait sujet de plaintes contre le ministre de Sa Majesté Impériale, devait lui en porter plainte... L'empereur, avait-il fait ajouter, a le droit de représailles, mais il n'en usera pas ; il charge le chancelier de l'empire d'annoncer à M. de Brancia qu'il peut continuer ici l'exercice de sa qualité de chargé d'affaires et qu'il sera reçu à la Cour avec les mêmes égards dont il a joui jusqu'à présent. »

Par le même courrier envoyé de Pétersbourg à Vienne qui portait à Dolgorouki l'expression du mécontentement de l'empereur, le ministre des Affaires étrangères expédiait une note à l'adresse

du marquis de Gallo où, sans commentaire, il le pria de faire délivrer les passeports nécessaires au prince Dolgorouki, à M. de Benckendorff et à leur suite et lui annonçait que « Sa Majesté l'empereur venait de nommer M. le chambellan baron de Budberg pour se rendre à Naples en qualité de chargé des affaires de Russie. »

Le 21 mars, le courrier arriva de Vienne à Naples ; le 22, les communications furent faites à Gallo qui s'empessa de délivrer les passeports, et le 24, après avoir déposé des cartes chez Durant et chez tous les membres du Corps diplomatique, Dolgorouki et Benckendorff quittèrent Naples.

L'Empereur Napoléon avait été instruit assez tard de l'incident et il l'avait été bien moins par les dépêches de Durant qui avait affecté de tenir l'insulte comme personnelle et la rencontre comme un acte privé, que par les dépêches de Dolgorouki à Kourakin communiquées par celui-ci, et par les dépêches de Gallo au chargé d'affaires de Naples à Pétersbourg interceptées à la poste. — Murat n'avait pas alors d'ambassadeur à Paris : Campo-Chiaro avait été renvoyé sans audience par l'Empereur et le duc de Carignano n'était pas encore arrivé. — Napoléon avait pris son parti d'autant plus vite qu'il avait appris de son ministre des Relations extérieures que Kourakin donnait entièrement tort à Dolgorouki. « Il ne s'occupe pas de la question de préséance, rapportait Maret, et blâme l'entreprise violente du ministre de Russie et il

craint que Votre Majesté ne se trouve offensée dans la personne du roi de Naples et dans celle de son ministre. »

S'il ne donnait aucun tort à Durant et le louait même, le duc de Bassano, par contre, blâmait sévèrement, dans son rapport à l'Empereur, la conduite qu'avait tenue Exelmans et la lettre qu'il avait écrite : « Les motifs donnés dans cette lettre, écrivait-il, sont aussi déplacés que la démarche elle-même, parce que le général se présente comme Français pour venger l'insulte faite à son souverain dans la personne de son ministre. » L'Empereur n'en jugea pas ainsi : Dès le 24 décembre, il avait rappelé Exelmans à son service, et l'avait placé au poste d'extrême confiance de major des Chasseurs à cheval de la Garde : Exelmans ignorait qu'il eût reçu cette marque de faveur lorsqu'il avait mis l'épée à la main pour la cause de l'Empereur : il en mérita d'autres : la guerre éclatée, Napoléon le fit, le 9 juillet, passer en la même qualité de major aux Grenadiers à cheval ; le 8 septembre, après la Moskowa, il le nomma général de division.

Ce n'était point là le côté diplomatique de la question. Celui-ci, l'Empereur l'a envisagé sous quatre aspects différents : « Le langage à tenir à Paris, a-t-il dit, est que Dolgorouki, étant militaire, a voulu chercher querelle à Durant qui est homme de plume ; que, si cela continuait, il faudrait envoyer pour ministre des spadassins. »

Naples ensuite : « Vous écrirez à mon ministre à

Naples qu'il a bien fait de ne pas céder le pas et qu'il ne doit le céder à personne à Naples. Écrivez au marquis de Gallo que j'approuve le parti qu'a pris le roi d'interdire sa présence au prince Dolgorouki et de demander le rappel de ce ministre; que c'est en effet la seule réponse à faire à la conduite ridicule et injurieuse qu'il a tenue, en maltraitant l'huissier, en passant devant le maître des cérémonies avant qu'il eût pris les ordres du roi, etc. Cette lettre doit être fort calme, fort indifférente et d'un langage fort bref. » Si ces satisfactions n'avaient pas été spontanément données par Murat, si Dolgorouki avait continué à être reçu à la Cour et à être reconnu pour ministre, Durant d'ailleurs eût dû quitter Naples sur-le-champ.

Puis, l'Europe : « Faites, écrit-il à Bassano, un petit récit de cet événement que vous enverrez à mes ministres pour qu'il serve à leur conversation. Vous vous contenterez de leur écrire en ces termes : Je vous envoie un paragraphe d'une lettre du baron Durant. Gardez cela pour vous. Je vous l'envoie pour que, si l'on vous en parle, vous sachiez ce qui s'est passé. Suivra le détail fort simple de l'insulte du prince Dolgorouki faite à l'huissier dans la salle du trône, de la déclaration du roi qui interdit sa présence au prince Dolgorouki. »

Enfin, pour en finir avec « cet embrouillamini de Naples », il y a la Russie. « Je n'ai rien à répondre au prince Kourakin, dit l'Empereur. Je veux affecter de ne pas envoyer de courrier à

Pétersbourg. Il faut simplement mettre à la poste la dépêche du marquis de Gallo au chargé d'affaires de Naples afin que la Cour lise le paquet. N'en écrivez rien au comte Lauriston. Laissez aller les choses comme elles veulent. Le chargé d'affaires de Naples recevra la lettre, il la montrera au comte Lauriston, il fera ce qu'il voudra, peu m'importe. Le silence le plus absolu me paraît être ce qu'il y a de plus convenable. »

Quoiqu'il sente que la cause n'est pas bonne — autrement prendrait-il tant de précautions et insisterait-il comme il fait sur l'insulte faite à l'huissier; — quoiqu'il sache bien que le traité de Tilsit, tout comme les usages diplomatiques, lui donne tort, il n'en approuve pas moins Durant qui les a enfreints et quant à Tassoni, chargé d'affaires du royaume d'Italie à Naples qui a déclaré par écrit n'avoir rien vu de la scène, il le mande à Paris pour rendre compte de sa conduite. « Il s'est assez mal conduit, dit-il, pour que je le destitue. Ce n'était pas à lui à rester neutre dans une circonstance où il s'agissait de la dignité de ma couronne ». Sa conclusion est cette déclaration : « La prééminence est due à mes ministres à Naples comme dans tous les États de la Confédération à titre de suzeraineté. »

On pourrait lui répondre qu'aucun acte public n'a proclamé cette Confédération, qu'aucun n'a établi cette suzeraineté; que celle-ci pas plus que celle-là n'est reconnue par l'Europe, ni par les rois.

vassaux ; que justement c'est contre cette suzeraineté qu'a lutté Louis en Hollande, que luttent Joseph en Espagne et Murat à Naples : que cette ambiguïté même sur les rapports de l'Empereur avec les souverains napoléoniens constitue le point le plus faible du système impérial. Mais, de cela, il est aussi fortement convaincu que qui que ce soit. Ce ne sera qu'au lendemain de victoires telles qu'il se les promet qu'il pourra donner à l'Empire, édifié peu à peu par des conquêtes et des traités successifs, l'unité qui lui est nécessaire et la constitution définitive qu'il attend.

Sa déclaration, ses ministres la tiendront jusqu'à en portefeuille. Il faut glisser sur le droit qu'on n'a pas, sur les précédents qui sont contraires. Il faut se trouver heureux si le ministre de France à Naples a soutenu avec habileté des prétentions aussi contestables, s'il en a couvert le caractère, en prenant l'initiative de réclamer une réparation personnelle d'une injure qu'il relevait à son compte, s'il s'est donné — et a donné à son souverain — le beau rôle, lui, homme de plume, en montrant, dans un combat singulier qu'il a deux fois recherché, une bravoure calme et une figure intrépide. Et Durant a ainsi prouvé que pour un diplomate, à des jours, la meilleure des dépêches ne vaut pas un coup d'épée.

---

## L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE A BLOIS

2-9 AVRIL 1814

---

Des témoignages nouveaux permettent chaque jour d'avancer un peu davantage dans la connaissance des êtres qui ont joué un rôle majeur, de préciser leurs actes et de définir leurs mobiles. Quelques-uns de ces êtres s'en trouvent grandis — peu. D'autres, et beaucoup d'autres y perdent : tel, par exemple, réputé jadis pour sa fidélité, apparaît comme un traître qui livra son bienfaiteur et sa patrie ; certains enfin, sans gagner à cette épreuve des mérites éclatants, dégagent leur caractère, se rendent explicables, présentent, sinon des actes qui soient louables, au moins des intentions qui le sont presque, et reçoivent de l'histoire, jadis plus sévère, des circonstances atténuantes, motivées par des conditions d'atavisme, d'éducation et d'intellectualité que jadis on se fût abstenu de connaître ou d'examiner.

Seulement, lorsqu'on parle de l'histoire et de ses arrêts, n'est-ce pas une grande témérité ? D'un pays à l'autre, l'histoire rend-elle la même justice,

obéit-elle à des lois pareilles, envisage-t-elle les faits sous le même angle ? Il est des actes que la morale universelle semble réprouver et que le patriotisme local excuse, absout et approuve. Telle défection, odieuse ici, est exaltée là. La politique n'est pas seulement commode aux consciences élargies des contemporains ; elle fournit à leurs actes, dans la postérité, des apologistes d'autant plus déterminés qu'ils souhaitent sans doute qu'on les juge plus tard comme eux-mêmes jugent les morts. De ce qui touche à la politique — et quel être ou quel acte n'y touche pas ? — l'on ne saurait donc raisonner pertinemment avec l'assurance que l'on sera entendu de même en quelque pays qu'on soit lu ; mais il est au moins, pour l'honneur de l'humanité en Occident, certains principes sur qui l'on paraît s'accorder pour en faire les bases, à la fois de la civilisation telle que nous la comprenons, et de la société telle que cette civilisation l'a organisée. Or, cette société, ayant rejeté la polygamie publique et condamné la polyandrie même secrète, se trouve reposer en fait sur l'indissolubilité du mariage. Si elle y a admis des tempéraments, si elle a imaginé des motifs et même des prétextes pour délier légalement, et parfois religieusement, les unions mal assorties, au moins n'admet-elle jamais qu'on invoquât, pour cause de divorce ou de dissolution du mariage, l'adversité où est tombé l'un des conjoints. Elle a adopté pour sa règle les paroles de la liturgie attestant que l'union



doit subsister dans la bonne et la mauvaise fortune, la santé et la maladie. Elle flétrit l'abandon, elle exalte la fidélité dans le malheur. C'est là même un de ces truismes qu'on n'énoncerait point sans quelque honte, si l'on n'avait point récemment découvert que tout le monde n'en est pas également convaincu. L'on paraît en effet différer d'opinion, en France et en Autriche, sur le cas de Marie-Louise abandonnant son mari en avril 1814. Y aurait-il donc une morale affectée aux princes et une autre distribuée aux sujets ? Faudrait-il penser que, de ceux-ci à ceux-là, la conscience diffère, ou n'est-ce que la mentalité ? Dans les deux cas, l'on n'aura pas une moindre peine à s'entendre et les solutions qu'on adoptera n'en seront pas moins contradictoires.

On peut croire qu'il en est ainsi et c'est pourquoi, au point de vue psychologique, l'on aurait peine à rencontrer un type plus caractérisé, par suite plus intéressant que celui de Marie-Louise. Sur une nature première qui ne passe en rien celle de la moyenne des femmes, mais qui la vaut au moins, et qui est susceptible d'affection, de tendresse, de dévouement, d'abnégation même, s'est greffé, par la qualité, l'atavisme, l'éducation, un caractère princier qui fait envisager les devoirs sous un angle particulier, donne à la vie une couleur extra-humaine, et substitue aux lois de la morale le droit monarchique.

La lutte entre ces deux éléments, telle que, en

France, on avait cru, à l'honneur de Marie-Louise, pouvoir la reconnaître et la constater, a été récemment contestée en Autriche. On a prétendu établir que Marie-Louise n'a jamais eu l'intention sérieuse d'aller à Fontainebleau rejoindre l'Empereur, qu'elle n'a point été empêchée d'y aller par l'arrivée de Schouvalov, lequel voulait l'y conduire, et que ce fut pour échapper à ce voyage qu'elle requit l'intervention de son père. Notre opinion non seulement est contradictoire, mais elle s'est affermie par de nouveaux documents, et le débat est assez intéressant pour qu'il convienne de l'épuiser en précisant les faits et les dates.

\*  
\* \*

Marie-Louise est arrivée à Blois, le 2 avril 1814 au soir et elle s'y est établie sur l'ordre envoyé de Fontainebleau par Napoléon. Le ministre de l'Intérieur qui ignorait où serait porté le siège du gouvernement, et qui, ne sachant s'il trouverait une imprimerie, s'est précautionné à tous risques de proclamations où le nom de la nouvelle résidence a été laissé en blanc, le fait remplir à la plume et, par ce chiffon de papier, les préfets et les autorités sont instruites, dans tout l'Empire, que, de Blois seulement émaneront les ordres légitimes. Napoléon qui, depuis le 31 mars est à Fontainebleau, essayant de négocier avec l'empereur Alexandre le maintien de sa dynastie, écrit le 3 avril au matin, à l'Impéra-

trice et l'invite à tenter près de son père une démarche suprême en faveur de son fils. C'est l'objet que se propose Marie-Louise en adressant à l'empereur d'Autriche une lettre vraiment éloquente, noble et filiale qu'elle charge Champagny de lui porter en quelque lieu qu'il soit.

En même temps, elle signe une proclamation dont le texte lui a peut-être été envoyé de Fontainebleau, mais qu'elle fait sienne à tous les points de vue, car elle revêt chaque exemplaire envoyé aux préfets de sa signature autographe et elle-même, autant qu'on en peut juger, corrige de sa main les plus grosses fautes d'impression ; elles abondent sur ce placard, imprimé à la brosse sur un papier dont le moindre boutiquier de Blois n'eût pas voulu pour ses factures. La voici cette proclamation dédaignée de l'histoire :

#### FRANÇAIS,

Les événements de la guerre ont mis la capitale au pouvoir de l'étranger.

L'Empereur, accouru pour la défendre, est à la tête de ses armées si souvent victorieuses.

Elles sont en présence de l'ennemi sous les murs de Paris.

C'est de la résidence que j'ai choisie et des ministres de l'Empereur qu'émaneront les seuls ordres que vous puissiez reconnaître.

Toute ville au pouvoir de l'ennemi cesse d'être libre, toute direction qui en émane est le langage

de l'étranger ou celui qu'il convient à ses vues hostiles de propager.

Vous serez fidèles à vos serments. Vous écou-terez la voix d'une princesse qui s'est remise à votre foi, qui fait toute sa gloire d'être française, d'être associée aux destinées du Souverain que vous avez librement choisi.

Mon fils était moins sûr de vos cœurs aux temps de nos prospérités.

Ses droits et sa personne sont sous votre sauvegarde.

*Blois, 3 avril 1814.*

MARIE-LOUISE.

Point de contre-seing : le secrétaire de la Régence, Champagny, est en route pour tâcher de joindre l'empereur d'Autriche. A défaut, l'Archichancelier pourrait contresigner ; il s'en dispense.

Cette proclamation est le préliminaire, comme l'annonce de l'abdication de Napoléon en faveur de son fils. Les trois actes s'enchaînent et se lient : mission de Caulaincourt près de l'empereur de Russie, mission de Champagny près de l'empereur d'Autriche, proclamation de l'Impératrice aux Français. Nul ne contestera que, à ce moment Marie-Louise ne soit pas d'accord avec Napoléon, qu'elle n'accepte pas l'éventualité de la régence.

Le 4 avril, devant l'insurrection des maréchaux refusant d'exécuter ses ordres, Napoléon est contraint de ne point attendre le résultat de la mission

Caulaincourt. Il écrit et signe la déclaration « qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la vie pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'Impératrice et des lois de l'Empire. » Ney, Macdonald et Caulaincourt emportent à Paris cette déclaration ; elle doit être la base de leur négociation avec l'empereur de Russie.

Dans la nuit, le 5, à deux heures du matin, le duc de Raguse livre à Schwarzenberg le corps d'armée qu'il commande. Toute négociation est rompue. Alexandre exige l'abdication pure et simple.

Le 6, les maréchaux arrachent cette abdication. Napoléon, après l'avoir signée, expédie à Blois le colonel Galbois, chargé pour l'Impératrice d'une lettre et d'instructions verbales. Jusqu'à ce moment, de Fontainebleau à Blois, il y a eu échange d'impressions, d'espérances, mais l'instant de la crise n'était point arrivé. Elle s'ouvre réellement avec la mission de Galbois.

Galbois (voir son récit dans SAVARY, *Mémoires* VII, 167 et *Revue rétrospective*, VIII, 167) arrive à Blois le 7 au matin. L'Impératrice lui fait voir sa proclamation « qui vient d'être imprimée » et qu'elle veut répandre avec profusion pour faire un appel aux Français. Elle fait venir son fils et dit qu'elle espère bien que la nation ne l'abandonnera pas. Dans la journée, après avoir lu les lettres de l'Empereur, elle reçoit de nouveau le colonel. « Sa Majesté qui était très émue, raconte Galbois, m'an-

nonça alors qu'elle voulait aller rejoindre l'Empereur, et, sur l'observation que je lui fis que cela n'était pas possible, elle me répondit : « Pourquoi donc, colonel, vous y allez bien, vous. Mon devoir est d'être auprès de l'Empereur dans un moment où il doit être si malheureux. Je veux le rejoindre et je me trouverai bien partout où il sera. »

Sur les observations réitérées de Galbois, elle renonce pourtant au départ immédiat et, conformément sans nul doute aux instructions qu'elle a reçues de Fontainebleau, elle expédie à son père une nouvelle lettre qu'elle confie à Regnaud de Saint-Jean d'Angely.

Pour témoigner de l'intention formelle que durant cette journée du 7, Marie-Louise exprima de rejoindre l'Empereur, il n'y a pas que le colonel Galbois. Il y a M<sup>me</sup> de Luçay, dame d'atours, dont l'attestation manuscrite a été résumée par son gendre, le général de Ségur ; il y a M<sup>me</sup> Durand, première femme, et il y a Meneval, secrétaire des commandements. Tous ces témoins oculaires s'accordent à affirmer que Marie-Louise, triomphant de ses hésitations, allait partir pour Fontainebleau lorsqu'elle fut arrêtée par la duchesse de Montebello, sa dame d'honneur, sa confidente, son amie, bien mieux, la directrice de sa pensée. M<sup>me</sup> de Montebello, ainsi que le petit groupe dont elle était le centre (Bausset, Corvisart, Saint-Aignan) prétendait séparer la fortune de l'Impératrice de celle de Napoléon, refusait d'enchaîner son sort à celui

d'un proscrit et, sachant ce qui s'était passé à Paris depuis le 3 avril, avait hâte d'en finir avec Blois et de retourner « dans sa jolie maison de la rue d'Enfer. » Craignant donc que la « conjugalité » ne prit le dessus chez Marie-Louise, elle expédia à Schwarzenberg qu'elle connaissait de longue date, à Talleyrand et aux membres du Gouvernement provisoire, le baron de Saint-Aignan, écuyer de l'Empereur, ancien ministre de France près les cours de Saxe, en relations avec tous les ministres des puissances alliées, car il avait apporté de leur part en France les propositions dites de Francfort. Saint-Aignan, beau-frère de Caulaincourt, était lié intimement à M<sup>me</sup> de Montebello.

Pour rendre compte d'une intrigue de ce genre, ce n'est rien d'avoir en main des papiers officiels : il faut connaître d'abord les relations des êtres entre eux, relations de famille, d'amour et d'amitié. Que, de Blois, il y ait eu, le 7 avril 1814, un voyageur allant à Paris, peu importe ; mais, si ce voyageur est Saint-Aignan, tout devient autre. Seulement il faut savoir.

Le 8 avril au matin, c'est la scène fameuse entre Marie-Louise et ses beaux-frères Joseph et Jérôme qui prétendent l'entraîner au delà de la Loire et continuer la lutte. Marie-Louise se méfie instinctivement de Joseph comme homme. Elle a été mise en garde contre lui par Napoléon. De plus, elle n'est pas sans avoir reçu l'impression que, dans les derniers jours, la conduite de Joseph, lieutenant

général de l'Empereur, n'a point été nette. Elle n'a nulle idée de suivre la fortune des Bonaparte; suivre la fortune de l'Empereur sera déjà beaucoup. Or, Napoléon n'a point ordonné la continuation de la lutte, puisqu'il a abdiqué, et qu'il traite en ce moment d'une souveraineté pour lui-même, d'un État indépendant pour sa femme et son fils. Dans ces conditions, pourquoi Marie-Louise irait-elle sur les grandes routes reprendre la tâche que Napoléon abandonne? Bien mieux, Napoléon lui a conseillé, ordonné de se tenir à portée de son père qui, seul, peut assurer un établissement à elle et à son fils. La contrainte que prétendent exercer sur elle ses beaux-frères lui fait horreur et cette horreur motive, explique, justifie le cri d'appel qu'elle pousse vers son père, lui demandant un refuge dans ses États pour elle et quelques serviteurs qui lui sont restés fidèles. — C'est la lettre qu'elle charge Sainte-Aulaire de porter à l'empereur d'Autriche.

Mais, dans cette lettre, si elle ne semble plus décidée à suivre le sort de Napoléon, si elle reproche à son mari « toutes ses fautes; » si elle dédaigne, pour le fils d'une archiduchesse, le médiocre héritage du souverain de l'Ile d'Elbe, tout le moins, elle paraît encore formellement déterminée à se rendre à Fontainebleau. « Je vais demain matin à Fontainebleau », écrit-elle à son père.

Or, à midi, arrive avec le baron de Saint-Aignan, le comte Schouvalov, aide de camp de l'Empereur de Russie, chargé des pouvoirs des puissances.



alliées. Quel est l'objet de la mission de Schouvalov ? Selon les historiens français, d'empêcher, même par la force, Marie-Louise de rejoindre Napoléon à Fontainebleau ; selon un historien autrichien, de conduire Marie-Louise à Fontainebleau. En vérité, qu'aurait-elle besoin pour cela de Schouvalov et qu'aurait-elle à faire de Saint-Aignan ? Si Schouvalov doit lui servir de sauvegarde au milieu des troupes alliées qu'elle rencontrerait pour aller à Fontainebleau, Schouvalov doit prendre ses ordres et non lui imposer les siens. Or, voici ce qu'écrit le 8, le préfet de Loir-et-Cher au ministre de la police à Paris : « Vers midi, l'aide de camp de l'empereur de Russie étant arrivé, tout s'est bien passé d'après le rapport que l'on m'en a fait et cette princesse *a reçu avec calme et résignation l'annonce de sa nouvelle destination.* »

Le même jour, le préfet écrit au ministre : « Monseigneur, j'ai l'honneur de prévenir Votre Excellence, que ce matin, est arrivé ici un aide de camp de l'empereur de Russie avec un officier de la maison de Napoléon Bonaparte *portant l'ordre de départ de l'Impératrice Marie-Louise*, de toute la Cour et des troupes qui l'ont suivie à Blois.

« Les différents ministres de la dynastie déchue ne m'ont rien remis à leur départ, de manière que tous les papiers, trésors, etc., etc., partent avec eux sous l'escorte de 1.500 hommes de cavalerie française.

« Demain, ce convoi ira coucher à Orléans. »

Ainsi est-il démontré par ces documents récemment rencontrés aux Archives nationales que le départ de Marie-Louise pour Orléans le 9 au matin n'a point été spontané; que Schouvalov n'a nullement été chargé de mener Marie-Louise à Fontainebleau, mais à Orléans; que Schouvalov, à son arrivée à Blois, était bien, comme on l'a dit, accompagné de Saint-Aignan; donc, que l'explication donnée par les historiens français de l'intrigue de Blois est justifiée.

Faut-il conclure que Marie-Louise, pour obéir, a dû être violemment contrainte? Non pas. Si elle voulait aller à Fontainebleau, sa résolution n'était pas si fermement arrêtée qu'il fût besoin de la force pour la changer. Les mouvements d'une âme qui est faible et qui se ressent d'une intelligence médiocre, sont divers et contradictoires. Marie-Louise obéissait tantôt à ceux qui la portaient vers son mari et qui relevaient du devoir appris, tantôt à ceux qui la portaient vers son père et les alliés et qui relevaient de l'instinct, de l'atavisme et de la discipline d'enfance. Ceux-ci étaient devenus plus forts à proportion qu'elle avait eu davantage lieu de craindre que son mari ne pût pas la protéger et que les Bonaparte voulussent l'enlever, qu'elle avait eu davantage lieu d'espérer que son père procurerait à elle et à son fils un établissement digne d'une archiduchesse. Mais, au moins, ce ne fut point du premier jour, ce ne fut pas sur le coup de l'abdication que, délibérément, elle aban-

donna son mari. Si médiocre que fût la lutte, elle exista. Le fait d'être née princesse n'avait point aboli chez Marie-Louise tout ce qui est en honneur dans notre humanité occidentale et, avant la faute sans remède, une lueur fugitive du devoir avait éclairé cette conscience impériale. Même, bien plus qu'à elle, la faute incombe à ceux qui l'entouraient, qui la conseillaient, qui lui commandaient, et il en fut ainsi à Blois, comme plus tard à Orléans et à Rambouillet, comme à Aix-les-Bains, à Vienne et à Parme.

---

## LES HÉSITATIONS DE MARIE-LOUISE

AVRIL 1844

---

M. le D<sup>r</sup> Fournier que je n'avais nullement nommé dans l'article que j'ai consacré à Marie-Louise à Blois paraît vouloir m'engager dans une polémique que j'estime inutile. J'expose des faits. J'accompagne le récit de ces faits de pièces originales ou de témoignages certains. Libre à M. le D<sup>r</sup> Fournier de contester un sens qui me paraît à moi indiscutable. Le public prononcera.

Par un étrange renversement des rôles, c'est un Français, bonapartiste de la veille et du lendemain, qui, par conviction historique et pour le souci de la vérité, se trouve soutenir contre un Autrichien, peu suspect à coup sûr de passion napoléonienne, que l'archiduchesse d'Autriche Marie-Louise n'a pas, du premier coup et sur le fait du désastre, formé le propos d'abandonner son mari. J'ai cru trouver dans la comparaison attentive des documents la preuve que l'opinion, en France, avait été trop sévère pour cette femme; que, du moins, avant de prendre son parti, Marie-Louise

avait éprouvé des angoisses, subi des pressions, opposé des résistances et que, si peu héroïque qu'elle eût été, elle méritait pourtant qu'avant de la condamner formellement, on tînt compte de son atavisme, de son éducation, de la discipline familiale, des suggestions de son entourage, de la faiblesse de son caractère, des circonstances où elle était placée. C'est là ce que j'ai dit : Il paraît à M. le D<sup>r</sup> Fournier qu'il n'y eut ni angoisses, ni pressions, ni résistances.

Alors, je pose ce dilemme : ou je suis dans la vérité en prenant pour base de ma conviction les lettres de Napoléon à Marie-Louise, les communications de Marie-Louise à Napoléon, dont nous avons l'esprit, sinon le texte (Napoléon ayant brûlé et fait brûler ses papiers personnels), les lettres de Marie-Louise à son père, la lettre même de l'empereur d'Autriche à Napoléon, enfin les dépositions, toutes concordantes, des témoins français, même de ceux qui souhaitaient et préparaient la séparation — ou bien je suis dans le faux, et alors qu'on fournisse, en dehors d'une lettre dont le texte peut donner lieu à discussion, des preuves positives, des preuves formelles que Marie-Louise mentait lorsqu'elle écrivait à son père, qu'elle mentait lorsqu'elle faisait à M<sup>me</sup> de Luçay, à Meneval, à M<sup>me</sup> Durand, les confidences que ces témoins ont rapportées, qu'elle mentait lorsqu'elle simulait des angoisses qu'attestent Marchand, Haussonville, Bausset même, et alors quelle comédie jouait-elle,

cette femme, vis-à-vis de l'homme auquel elle s'était unie pour la vie et pour la mort, dont elle avait accepté de partager le trône et le lit, dont elle avait conçu son fils; quelle comédie jouait-elle, cette princesse, vis-à-vis des Français qui l'entouraient, et comme on a méconnu à la fois son intelligence et son caractère si, durant une semaine, sans se laisser un instant surprendre et deviner, elle a tenu ce rôle, si elle l'a débité, mimé, pleuré, si elle y a excellé à ce point qu'elle ait simulé la maigreur, l'étiisie, le danger de mort! Quelle adresse ne lui a-t-il pas fallu, quelle persévérance et quelle ingéniosité pour fournir des impressions dont elle ne ressentait pas une, pour trouver à volonté le ton, les gestes, les larmes qu'il fallait et, ayant pris sa décision, faire croire à ses chambellans, à son préfet du Palais, à sa dame d'atours, à sa femme de chambre que son âme était déchirée par l'hésitation!

Ou cette femme fut sincère, et elle garde quelque droit à des circonstances atténuantes, ou elle fut la plus adroitement fourbe des créatures humaines et l'on ne sait alors de quelle épithète il faut la flétrir et de quelle admiration il faut l'entourer.

Et, chose plus étrange encore, ni durant son eufance et sa jeunesse — ses lettres l'attestent — ni pendant qu'elle règne en France, ni plus tard lorsqu'elle séjourne en Autriche, ou qu'elle trône à Parme, jamais, dans sa conduite, on ne trouve trace d'intelligence, d'adresse, de dissimulation

supérieure, mais de niaiserie, de faiblesse et de futilité. Ainsi, ce serait à ce moment seulement et durant quinze jours, qu'elle se fût révélée l'actrice la plus sublime pour retomber tout de suite après à la féminité la plus plate, la plus capricieuse et la moins raisonnée.

Le dilemme est posé : qu'on en sorte.

\*  
\* \*

Dans un article précédent, j'ai montré que l'impératrice Marie-Louise n'a point quitté spontanément Blois pour Orléans; mais qu'elle a été requise de partir par le comte Schouvalov représentant des puissances alliées; j'ai fait remarquer que cette mission du comte Schouwalov semblait avoir été déterminée par le voyage, de Blois à Paris, de M. le baron de Saint-Aignan, écuyer de l'Empereur, beau-frère de Caulincourt et amant de M<sup>me</sup> de Montebello. Au moins le départ subit de Saint-Aignan et son retour avec Schouwalov sont-ils pour accréditer cette opinion. J'étais et je demeure convaincu avec tous les serviteurs de l'Empereur que, dès le moment de l'arrivée de Schouvalov, « la séparation était acquise ».

A quoi, M. le D<sup>r</sup> Fournier a opposé dans la *Deutsche Rundschau*, puis dans la *Revue historique*, un document auquel il attache une importance majeure et qui fait encore aujourd'hui la base de son argumentation : C'est une lettre de M. de Stadion

à M. de Metternich, en date de Chatillon-sur-Seine. le 10 avril, dont la première phrase est ainsi conçue : « l'empereur vient d'apprendre par les rapports de M. le prince de Schwarzenberg que M. le général comte de Schouwalov a été envoyé à M<sup>me</sup> l'archiduchesse Marie-Louise à Blois *pour la conduire de là à Fontainebleau* ». L'empereur François ajoute les ordres les plus exprès pour que « Madame sa fille, avec son enfant, lui soit remise afin qu'il la fasse conduire, d'une manière digne de sa naissance, dans ses États et qu'il lui donne à elle et à son fils un établissement convenable jusqu'au temps où son sort sera définitivement fixé ».

Cela est sans doute d'un bon père, cette précipitation qu'il apporte à déclarer que « M<sup>me</sup> l'Archiduchesse se trouve séparée de son mari, » et à prendre des mesures pour qu'elle ne puisse le joindre, mais ne peut-on penser qu'il a pris ses craintes pour des réalités et qu'il a eu des notions imparfaites sur la mission Schouwalov, ce souverain qui, au mépris du protocole que son ministre, M. de Metternich, a signé ce jour même (10 avril), au mépris de l'article 2 du traité que le même ministre signera le lendemain 11 avril et qui est en discussion depuis quatre jours, s'empresse de découronner sa fille et de lui enlever le titre que l'Europe entière lui conserve?

Ou il est bien mal servi et renseigné, ou la haine qu'il éprouve contre son gendre l'aveugle au point



qu'il en oublie les articles mêmes du traité qu'on négocie en son nom. Mais ce n'est là qu'un détail. Ce qui importe, c'est de savoir qui a envoyé Schouwalov. Est-ce, comme tout le monde l'a cru jusqu'ici, le généralissime prince de Schwarzenberg, est-ce l'empereur Alexandre? Si c'est l'empereur Alexandre, sa générosité naturelle, son esprit chevaleresque, son respect pour l'infortune, l'attitude qu'il prendra vis-à-vis de Napoléon, de Joséphine, d'Hortense, d'Eugène, de Catherine — vis-à-vis de Marie-Louise elle-même — peuvent faire penser qu'il a pu désirer rendre à Napoléon et à Marie-Louise ce suprême service de faciliter leur réunion, en un moment où il ne saurait admettre que la femme songe à abandonner son mari. En ce cas, sa conduite contrasterait singulièrement avec celle du propre père de Marie-Louise. Mais c'est là une hypothèse qui n'est jusqu'ici appuyée d'aucun document. On nous dit bien que le 11, Metternich fit donner par l'empereur Alexandre au comte Schouvalov des instructions pour qu'il marchât dans le même sens que les émissaires autrichiens, mais c'est là une démarche de courtoisie, car la démarche officielle eût dû être faite par le généralissime.

Reste à expliquer ce fait : que Marie-Louise a quitté Blois le 9 à dix heures du matin, qu'elle est arrivée à Orléans le même jour à quatre heures et demie du soir; que, du 9 au 12 après midi, Schouwalov aurait eu toute liberté de mener l'Impéra-

trice à Fontainebleau et que l'on ne trouve pas trace d'une tentative pour l'y conduire, alors que les témoins s'accordent à dire que, lorsque Marie-Louise songea à rejoindre son mari « le secret était malheureusement indispensable », qu'il fallait une voiture « au bas d'un escalier dérobé » ; ce qui implique une sorte d'évasion — et si Schouwalov avait eu mission de conduire l'Impératrice à Fontainebleau, comment se serait-on caché de lui, comment aurait-il attendu trois jours pour faire son devoir, comment n'eût-il parlé à aucune des personnes de la Cour du but qui lui avait été fixé, comment toutes seraient-elles restées dans la ferme opinion que son voyage avait un objet tout opposé ?

Il est impossible de méconnaître que la pièce en soi constitue une objection forte ; mais, tant qu'elle ne sera point corroborée par des documents qu'il ne faut pas renoncer à trouver dans les Archives russes, j'estime qu'elle ne saurait détruire l'opinion que j'ai soutenue.

Quant aux autres éléments d'argumentation, je ne crois pas qu'ils résistent à l'examen.

On dit qu'Orléans est sur la route de Fontainebleau et qu'en menant l'Impératrice à Orléans, c'est une première étape que Schouwalov lui fait franchir pour la conduire de force à son mari. Orléans est sur la route de Fontainebleau ? Sans doute, comme Paris est sur le chemin de Rome. En réalité, il n'existait alors qu'une route de poste pour

sortir de Blois dans la direction du Nord. C'était la route qui passait — et qui passe encore — par Mer, Beaugency. Saint-Ay et Orléans.

D'Orléans, la route de poste ne desservait pas Fontainebleau; elle traversait Chevilly, Artenay, Toury, Angerville, Mondésir, Etampes, Etrechy, Arpajon, Longjumeau et Berny. Pour arriver d'Orléans à Fontainebleau, il fallait, à Toury, prendre la traverse par Chilleurs-aux-Bois, Pithiviers, Malesherbes et La Chapelle. Or, de Toury à Pithiviers, la route était *route départementale*. Outre qu'elle était mauvaise, elle était médiocrement sûre — à preuve ce qui arriva, tout près de là, dix jours plus tard, à Catherine de Wesphalie, laquelle atteste elle-même le déplorable état de la traverse. Vaine terreur, dira-t-on. Pas si vaine, puisque le colonel marquis d'Espinay-Saint-Denis sollicite, le 12 avril, du Gouvernement provisoire une mission telle que l'obtiendra le 16, avec le concours des alliés, M. de Maubreuil.

Orléans bien plutôt est sur le chemin de Rambouillet, puisque, en suivant la route impériale jusqu'à Arpajon, on gagne Rambouillet par Orsay, Versailles et Coignières sur les belles routes qui entourent les résidences.

L'argument tombe et on ne saurait en faire état — tout au contraire.

Marie-Louise a cédé aux ordres qu'apportait Schouwalov. Pourquoi? D'abord parce qu'elle craint d'être enlevée par Czernitcheff. « Czernitcheff, a-t-

elle écrit à son père le 8, est ici avec 3.000 cosaques dans la contrée environnante et il a une mission qu'il tient très secrète : Je suis sûre que c'est pour nous faire prisonniers. Je vous prie alors, mon cher papa, de nous donner un refuge dans vos États, aussi à quelques serviteurs qui me sont restés fidèles dans le malheur... Je vous enverrai donc chaque jour un courrier pour vous entretenir de l'endroit où je suis et je vous prie de le renvoyer chaque jour pour me dire l'endroit où vous êtes afin que je puisse aller vers vous de suite dans un cas malheureux... » (*Helfert*, 303.)

Ensuite, parce qu'elle craint d'être entraînée de force à Bourges par ses beaux-frères. Elle a peu de confiance en eux. Elle éprouve « la terreur d'un nouveau déplacement qui la rejetterait dans les hasards d'une vie errante dont elle ne prévoit pas le terme ». Elle ne consent ni à s'insurger contre les desseins de l'Empereur qui s'abandonne et abdique, ni à revendiquer pour son fils, les armes à la main, la couronne impériale : Elle attend tout de la protection de l'empereur d'Autriche. Elle réclame donc contre ceux qui veulent défendre son trône l'appui de ceux qui s'emploient à le renverser. Le préfet de Loir-et-Cher auquel M. d'Haussonville vient demander main-forte et qui « fait dire à l'Impératrice qu'elle n'a rien à craindre, que la garde nationale saura la protéger jusqu'à ce que le gouvernement ait autrement ordonné », ce préfet a adhéré aux actes de déchéance, il reçoit

et exécute les ordres du ministre de la Police de Paris, méconnaît et annule ceux des ministres de Blois.

Cet épisode suffit à expliquer le passage de la lettre que Marie-Louise écrit à son père, d'Orléans, le 10 avril : « Ma position devient chaque jour plus critique et plus pressante. On veut m'enlever d'ici contre mon gré sans vous voir et je m'en rapporte entièrement à votre conseil. Je vous entretiendrai mieux de tout cela verbalement. Je vous supplie de m'envoyer de suite une réponse, car je meurs de peur. »

Qui Marie-Louise peut-elle craindre ainsi? Ce n'est pas Napoléon : car Meneval a reçu ce jour-là même, la lettre écrite le 9, de Fontainebleau, sous la dictée de l'Empereur où « sa plus grande peine est de penser aux embarras qu'éprouve l'Impératrice et au mal que cela peut faire à sa santé ». Meneval va recevoir, s'il ne l'a reçue déjà, une lettre du 10 où il est dit : « L'Empereur désire que vous tâchiez de pénétrer les véritables intentions de l'Impératrice et de savoir si elle préfère suivre l'Empereur dans toutes les chances de sa mauvaise fortune, ou se retirer, soit dans un État qu'on lui donnerait, soit chez son père avec son fils. » Le même jour, demande de nouvelles, recommandation de consulter Corvisart. Le 11, à quatre heures du matin : approbation du projet d'aller voir l'empereur François II.

Napoléon, donc, ne prétend pas contraindre

Marie-Louise, moins encore l'enlever — nul historien jusqu'ici n'a soutenu une telle thèse. Mais les Bonaparte, Joseph et Jérôme, n'ont peut-être pas renoncé à la lutte. Si Schouwalov, muni des pouvoirs des alliés, exerce à Orléans une autorité morale, c'est bien à Caffarelli qu'appartient la puissance effective. Treize cents cavaliers de la Garde — 1.500 selon le préfet de Loir-et-Cher, 1.300 selon Meneval — ont, sous ses ordres, escorté l'Impératrice de Blois à Orléans; ils sont là cantonnés dans les bâtiments du grand séminaire, tout près de l'évêché où loge l'Impératrice. Ils sont de ces soldats — grenadiers, chasseurs, lanciers, dragons — dont la renommée est universelle, la bravoure et la fidélité légendaires. Nul ne les a relevés du serment qu'ils ont prêté à leurs aigles. Nul embaucheur n'a eu prise sur eux. Quand, le 13, à Angerville, ils seront renvoyés par Marie-Louise, ce n'est pas à Paris qu'ils iront, c'est à Fontainebleau et là, ils attendront frémissants jusqu'à ce jour du 20 avril où l'Empereur lui-même déliera ses compagnons de la Vieille-Garde de leur invincible dévouement.

Sans doute, des partis de cosaques battent la forêt, mais, pour qu'ils se dispersent, il suffit qu'un peloton de grenadiers mette sabre au clair. Que, au milieu de cet effondrement des caractères les mieux trempés, les frères de l'Empereur, par une juste appréciation de ce qui est à la fois leur devoir et leur intérêt, réclament les droits de Napoléon II,

qu'ils prennent contre les Bourbons et leurs auxiliaires l'initiative de la guerre nationale et révolutionnaire, qu'ils entraînent vers le massif central, vers cette forteresse de la France devant qui hésita la fortune de Jules César, l'Impératrice et l'Enfant impérial, qui sait si les prodiges de 92 renouvelés ne feront point reculer l'envahisseur et les rois qu'il protège? Mais c'est de cela justement que Marie-Louise a peur; elle a peur pour ses aises, sa santé, son avenir; rien ne l'a préparée à un tel héroïsme et, à l'heure où Napoléon abandonne la lutte, peut-on reprocher à une femme d'avoir horreur de la reprendre?

Des trois partis qui se présentent devant elle, Marie-Louise n'a jamais envisagé celui-là, et, lorsqu'on prétend le lui imposer, elle invoque tous les secours, tout à l'heure les chambellans, les préfets du Palais, l'officier de garde, le préfet du Loir-et-Cher et sa garde nationale, à présent son père et les alliés de son père; mais, entre les deux autres partis, celui d'aller trouver son mari à Fontainebleau, celui d'aller rejoindre son père où qu'il sera, elle a constamment balancé. Elle balance encore le 8 où elle écrit à son père : « Je vais demain matin à Fontainebleau. » (*Helfert*, 307.) (Ce serait là le seul point faible de l'argumentation, si l'on ne devait penser que cette lettre fût écrite avant deux heures de l'après-midi où arriva le comte Schouvaloff.) Elle balance le 9, au retour du duc de Cadore qui a trouvé l'empereur d'Autriche à Chanceaux, à

dix lieues de Dijon et qui n'a obtenu de lui que des protestations répétées de son amitié et de son dévouement pour sa fille et son gendre (*Champagny*, 153), puisque Meneval atteste « qu'elle se dérobe aux conseils de M<sup>me</sup> de Montebello, qu'elle va, à demi-vêtue, se jeter dans les bras de M<sup>me</sup> de Montesquiou, qu'elle s'affermit dans la résolution d'aller trouver l'Empereur et qu'elle ordonne tous les préparatifs. On attend seulement, ajoute-t-il, le retour de M. de Sainte-Aulaire et de Bausset ».

Voici deux nouveaux témoins, que disent-ils ? On n'a Sainte-Aulaire que par d'Haussonville. Il dit peu de chose : « Elle semble très exaltée pour partager le sort de Napoléon, pour aller à l'Ile d'Elbe. » (*Haussonville*, 81.) Mais on a Bausset, par Bausset lui-même, par le marquis de Bausset qui a rejeté comme défroque hors d'usage sa baronnie d'Empire. Il écrit le 14, de Rambouillet, à son ami et complice Mounier : « Depuis quelques jours je suis occupé à fortifier les espérances dans le cœur de l'Impératrice et à *combattre le retour d'une niaiserie sentimentale*. Une conversation que j'ai eue lundi à Fontainebleau m'a donné de puissantes armes pour délier les nœuds d'une *conjugalité* que je regarde comme expirée. J'ai même contribué à venir ici sans attendre les ordres ou le consentement de l'Empereur. »

Ces belles pensées n'empêchent point Bausset d'aller et venir entre Rambouillet et Fontainebleau,



quitte à intercepter les lettres que l'Empereur lui confie. (Témoin la lettre du 20 avril.) Mais il est d'autres courriers plus fidèles. Entre ceux-ci, Marchand, alors garçon de garde-robe, le fils de la berceuse du Roi de Rome, le valet de chambre de l'Empereur à l'île d'Elbe et à Sainte-Hélène, l'ami fidèle des derniers jours, témoin constamment véridique et naturellement informé. Marchand écrit dans ses mémoires inédits : « Je répétais à l'Empereur ce qui m'avait été dit par les personnes du service de Sa Majesté : que l'Impératrice était disposée à rejoindre l'Empereur à Fontainebleau, mais que, dès qu'on avait vu cette résolution s'affermir, on avait expédié sur-le-champ un avis au comte (*sic*) de Schwarzenberg, et que celui-ci avait aussitôt envoyé des troupes pour s'opposer à cette réunion ; que, généralement, le haut entourage de l'Impératrice avait été mal en ce moment ; que l'on m'avait assuré que M. Corvisart, son médecin, lui avait dit que le climat de l'île d'Elbe ne pouvait pas convenir à sa santé, et d'autres que l'Empereur, ayant beaucoup de reproches à faire à son père, ne la verrait plus avec le même sentiment et qu'enfin, pour l'intérêt du Roi de Rome, il était mieux qu'elle se réunit à son père ; que l'Impératrice fatiguée et malade de tous ces tiraillements, en avait causé avec la comtesse de Montesquiou, femme de bon conseil ; que cette dame lui avait dit que le chemin qui la conduisait à l'Empereur devait être celui du devoir et qu'elle devait le prendre : « C'est bien mon

intention, » répondit l'Impératrice; mais, rentrée dans son intérieur, Sa Majesté s'est laissée aller de nouveau à ses conseillers et qu'il avait été décidé qu'elle se rendrait à Rambouillet où elle arriva malade et malheureuse de voir autour d'elle des personnes, sur l'amitié desquelles elle était en droit de compter, presser de leur vœux, devant elle, le dénouement d'un drame qui pourrait les laisser libres de retourner à leurs habitudes. »

Passons sur les témoignages de seconde main : tel celui du duc de Vicence rapporté par Thiers, lequel eut communication des mémoires inédits du grand écuyer. Passons de même, de crainte d'allonger inutilement cet article, sur les preuves des trois mobiles qu'on a employés pour déterminer Marie-Louise : Santé, certificat de Corvisart; défaut d'affection de l'Empereur, appel à Rambouillet de Constant et de Roustam; avenir de son fils et espérance unique dans l'empereur d'Autriche ; toutes les lettres de Napoléon et de Marie-Louise; ne retenons que cette phrase de la lettre écrite par Marie-Louise, le 13 avril de Rambouillet à son père : « Cette cause seule (l'impatience de le voir) a pu me déterminer à faire ce voyage et m'empêcher d'aller de suite au-devant de l'Empereur qui m'attend à Fontainebleau » (*Helpfert*, 322 et *fac-simile*).

C'est donc l'espérance d'obtenir pour son fils quelque chose de mieux que l'île d'Elbe, même que Parme et Plaisance, qui l'entraîne à Rambouillet

le 12, sur les lettres de Metternich, l'une qu'apporte Bausset (lettre citée par Meneval), l'autre qu'apportent le prince Paul Esterhazy et le prince Wenzel Lichstenstein.

Voici deux nouveaux témoins; ils ne sont point suspects comme nos Français; ils ne sont pas méprisables comme des domestiques, des femmes de chambre, des chambellans, gens à ragots, dont la parole ne pèse pas. Ils sont des ennemis de Napoléon, des Autrichiens et des princes. Que disent-ils? « Aujourd'hui, écrit dans son journal, à la date du 13, lady Burghersh (225), le prince Esterhazy et le prince Wenzel Lichstenstein revinrent à Paris de Fontainebleau (*sic*) où ils avaient été envoyés par l'empereur d'Autriche à Marie-Louise. Ils dînèrent avec nous ce soir et me donnèrent un récit d'elle. Elle cria beaucoup, mais consentit à abandonner Bonaparte... Elle dit qu'elle ne veut pas le voir avant de partir, parce que, si elle le voit et qu'il lui demande de venir avec lui, elle sait qu'elle ne pourra pas le lui refuser, mais que, pour obéir à son père et pour le bien de son enfant, elle consent à aller à Vienne. »

Ainsi, des Autrichiens aussi, et une Anglaise fort bien née, dont je supprime les indignations. Donc, tout le monde y a été pris, tout le monde, même Marie-Louise, puisque Marie-Louise en a fait elle-même la confidence à l'archiduc Jean, tout le monde a cru qu'elle avait hésité et balancé avant d'abandonner son mari — tout le monde, sauf mon

savant contradicteur. On disait en France, « il y a quelqu'un qui a plus d'esprit que Voltaire : c'est tout le monde ; » M. le D<sup>r</sup> Fournier ne saurait trouver mauvais, cette fois, que je le compare à Voltaire.

---

# LE GÉNÉRAL COMTE DE FLAHAUT<sup>1</sup>

JUIN 1815

---

Dans un livre récemment paru, se rencontrent quelques allégations de nature à porter atteinte à la mémoire d'un des plus fidèles serviteurs de Napoléon I<sup>er</sup>, le général comte de Flahaut. Plusieurs fois, de son vivant, le général avait eu occasion de rétablir la vérité relativement aux faits qu'on reproduit aujourd'hui. On compte peut-être que la mort de M. de Flahaut rendra la réfutation plus difficile. C'est une erreur : le général a laissé des notes sur ces points débattus, et ces notes sont entre nos mains.

Quels sont les chefs d'accusation?

On accuse M. de Flahaut de n'avoir été qu'un soldat de salon, de n'avoir dû son avancement qu'à ses succès mondains; d'avoir joué, en 1815, un rôle double; de s'être, après Waterloo, attiré une verte semonce du maréchal Davout. Il sera facile

(1) Ces articles ont paru les 27 et 29 novembre 1881 dans *le Napoléon*. Ils ont été écrits sur les documents que m'avait communiqués M<sup>me</sup> la marquise de Lavalette, née Flahaut.

de répondre brièvement, par quelques dates qui ont leur valeur et par quelques pièces qui sont authentiques aux affirmations consignées dans le livre de M<sup>me</sup> la marquise de Bloqueville, née Davout.

\*  
\* \*

Auguste-Charles-Joseph de Flahaut de la Billarderie naquit à Paris le 24 avril 1785. Sa famille était toute militaire, son trisaïeul avait été lieutenant-colonel au régiment de Saint-Germain-Beaupré; son grand-oncle et son grand-père étaient morts lieutenants-généraux et grand'croix de Saint-Louis; l'aîné de ses oncles était lieutenant-général; deux autres, maréchaux de camp; c'était aussi le grade que son père avait obtenu. De ces quatre frères, officiers généraux, l'aîné portait le titre de marquis de la Billarderie; le second, chevalier de Malte, était le chevalier de la Billarderie; le troisième s'appelait le comte d'Angeviller : il fut directeur des bâtiments du Roi et fonda le musée du Louvre; le quatrième enfin se nommait le comte de la Billarderie. Il épousa en 1777 M<sup>lle</sup> Filleul, celle qui devait plus tard se nommer M<sup>me</sup> de Souza : il en eut cet unique enfant. En 1788, à la mort de Buffon, le comte d'Angeviller, qui avait la survivance de la place d'intendant du Jardin du Roi, obtint que son frère y fût nommé, les fonctions qu'il occupait lui-même l'empêchant de la remplir. M. de la Billar-

derie fut intendant pendant un temps fort court, ce qui ne l'empêcha point de rendre au jardin du Roi tous les services en son pouvoir. On se souvient encore de lui avec reconnaissance au Muséum. La Révolution survint : M<sup>me</sup> de la Billarderie quitta la France ; M. de la Billarderie refusa le serment à la Constitution et se réfugia dans le Boulonnais, sa province d'origine. Deux ans plus tard, il paya de sa tête son dévouement à la monarchie.

M<sup>me</sup> de Flahaut, émigrée en Angleterre, avait épuisé toutes ses ressources ; pour vivre, pour payer la modeste pension de son fils, elle écrivit son premier roman : *Adèle de Sénanges*. Mais l'Angleterre était un médiocre débouché pour les livres français ; la pauvre femme espérait d'ailleurs rencontrer quelques amis en Allemagne ; elle y alla et y emmena son enfant. Il n'est point dès lors étonnant que M. de Flahaut ait parlé trois langues avec une égale facilité : ce ne fut point dans les salons qu'il les apprit, ce fut sur les chemins de l'exil.

A la fin du Directoire, M<sup>me</sup> de Flahaut parvint à rentrer en France, et, dès ce moment, son fils songea à servir son pays. Le 23 septembre 1799, il fut attaché comme ingénieur hydrographe surnuméraire au Dépôt général de la Marine. Si ce stage était profitable à ses études, ce genre de travail ne contentait point sa nature impressionnable, passionnée pour la guerre. Le général Bonaparte revint d'Égypte, il trouva la France menacée et les victoires de l'armée d'Italie compromises ; il prit

hardiment le pouvoir et se prépara à faire face à la coalition. Le jeune Flahaut réclama sa place dans les rangs de l'Armée de réserve. Voici la lettre, un peu ambitieuse peut-être, qu'il écrivit au Premier consul :

« Général, je n'ai que seize ans, mais je suis fort. Je sais trois langues assez bien pour que, plusieurs fois, il ait été impossible de deviner, dans les différents pays, si j'étais Anglais, Allemand ou Français.

« Trop jeune pour être soldat, j'ose vous demander d'être votre aide de camp. Soyez sûr que je serai tué ou que j'aurai justifié votre choix à la fin de la campagne.

« Pour que vous croyiez à mon dévouement, j'invoquerai près de vous un exemple qui règlera ma vie entière.

« Mon père a été condamné à mort sous la Terreur. Après son jugement, ma mère obtint du geôlier de le laisser échapper de la prison. Le lendemain, mon père apprit qu'on avait arrêté son défenseur officieux, accusé d'avoir facilité son évasion. Il quitte son asile, se rend à la Commune, disant qu'il ne veut pas qu'un innocent souffre pour lui, et il a péri deux heures après. Croyez-vous, général, qu'après un pareil exemple, je serai fidèle à l'honneur et à vous ?

« Salut et respect.

« Charles FLAHAUT. »



Le Premier Consul n'accorda point à l'enfant (il n'avait que quinze ans et, dans cette lettre, il se vieillissait d'une année) la faveur qu'il demandait, mais il renvoya la lettre au général Dumas et le jeune Flahaut fut admis le, 24 mars 1800, à s'engager dans le corps des Hussards volontaires. C'était un corps d'élite formé pour accompagner le général Bonaparte pendant la campagne et lui servir d'escorte. L'escadron des Hussards Bonaparte, des Canaris, comme on les appelait à cause de leur dolman jaune, ne survécut point à la campagne de Marengo; il servit à constituer le 12<sup>e</sup> régiment de Hussards; mais déjà le jeune Flahaut l'avait quitté et était passé au 5<sup>e</sup> régiment de Dragons. Ce régiment fut désigné pour faire partie de ce qu'on appelait le Corps d'observation de la Gironde, c'est-à-dire du corps Franco-Espagnol destiné à agir contre le Portugal. Ce fut au 5<sup>e</sup> Dragons que Flahaut passa brigadier, puis sous-lieutenant. Ce fut là encore que Murat vint le chercher le 21 octobre 1802 pour l'attacher comme aide de camp à sa personne. Le général Murat n'a point passé jusqu'ici pour un homme de salon. On se le représente plutôt chargeant en tête des escadrons que faisant le galantin dans un boudoir. Il ne ménageait guère plus ses aides de camp que lui-même, et l'on en eut la preuve pendant la campagne d'Austerlitz : le dixième Bulletin de la Grande Armée, daté d'Augsbourg le 30 vendémiaire an XIV, cite l'aide de camp Flahaut comme s'étant particulièrement

distingué dans les combats qui précédèrent la prise d'Ulm. Le 1<sup>er</sup> novembre 1805, au combat de Lam-bach le lieutenant Flahaut fut grièvement blessé; il ne fut capitaine que l'année suivante (10 février), il rendit d'éminents services pendant cette Campagne de Prusse où le rôle de la cavalerie française commandée en chef par Murat fut si considérable et si curieux, reçut comme récompense le grade de chef d'escadron, mais quitta le service d'aide de camp pour un commandement actif au 13<sup>e</sup> régiment de Chasseurs à cheval.

A Friedland, Flahaut chargea avec son régiment et sa charge fut de celles qui peuvent faire quelque honneur; il ne resta debout que quinze hommes et lui. Il fut nommé par l'Empereur officier de la Légion d'honneur. En 1808, il devint aide de camp du maréchal Berthier et passa en Espagne; il fit la campagne d'Allemagne, fut blessé au combat d'Ens et, le 13 mai, fut nommé colonel.

Le 2 août 1812, le roi de Naples, dans son rapport à l'Empereur, le signala comme s'étant fait remarquer à la bataille d'Ostrowno et au combat de Mohilow. Dans la retraite, il fut de ceux qui résistèrent au découragement et qui, au milieu de cette effroyable déroute, conservèrent quelque chose de plus que le sens de la conservation personnelle. Non seulement il fit son devoir vis-à-vis de l'Empereur, mais chez lui l'amitié ne perdit point ses droits et, à la Bérézina, après avoir passé deux fois la rivière à cheval pour remplir des missions du

prince de Neuchatel, il la traversa une troisième fois pour aller rechercher et tâcher de reconnaître le corps de son ami, M. Alfred de Noailles, aide de camp du major général, tué d'une balle au front, au moment où il enlevait les tirailleurs du corps Oudinot. Il le retrouva en effet, mais nu, dépouillé, défiguré, et ce ne fut qu'à la marque d'un cautère que M. de Noailles avait au bras et dont M. de Flahaut savait seul l'existence qu'il reconnut l'identité du cadavre.

M. de Flahaut fut général de brigade le 4 décembre 1812, et, un mois après, le 26 janvier 1813, l'Empereur l'attacha à sa personne en qualité d'aide de camp.

Voilà l'avancement de M. de Flahaut : soldat en 1800, général en 1813, il n'a point à coup sûr à se plaindre de la fortune : mais s'est-il ménagé ? A-t-il craint les coups de fusil ou les coups de sabre ? Ne peut-il montrer de ces blessures qui témoignent d'une valeur exceptionnelle ? Si, à présent, quelqu'un le traite de général de salon, ce n'est point ainsi qu'on le considérerait à la Grande Armée. A la Bérézina, M. de la Riboisière fils, alors lieutenant d'artillerie, était ramené vivement avec sa batterie par un feu terrible. Il voit arriver, au petit galop de son cheval, un officier supérieur dans le galant costume des aides de camp du Major général. C'était M. de Flahaut ; l'élégance, la beauté, la grâce de M. de Flahaut irritaient les nerfs de M. de la Riboisière, qui n'avait aucun de ses

avantages physiques. « Où donc allez-vous? dit M. de Flahaut. L'ennemi n'est point ici; il est là! » Un vieil officier répliqua avec quelque mauvaise humeur : « Vous êtes bon, vous, il fait chaud là-bas et ce n'est pas vous qui y allez. — Je vous demande pardon, dit M. de Flahaut, mais je vais vous y conduire »; et, rassemblant son cheval comme s'il se fût agi de parader au Carrousel, il prit la tête des canonniers, les mena, avec ce sang-froid qui ne l'abandonnait jamais, sur le terrain désigné et ne quitta les batteries que quand elles eurent démonté les canons ennemis.

« Jamais plus, disait M. de la Riboisière, je n'ai souffert qu'on critiquât devant moi M. de Flahaut. »

Napoléon I<sup>er</sup> avait besoin dans son état-major d'officiers à deux fins qui fussent capables de remplir aussi bien une mission diplomatique qu'une mission militaire : Tels étaient Narbonne, Ségur, Andréossi, Sébastiani, des hommes bien élevés, sachant écrire, comprenant la politique, ayant l'usage du monde, de ces hommes comme il s'en trouvait beaucoup sous l'ancien régime, bons pour l'une et l'autre carrière, et dont l'esprit ouvert ne craignait pas plus un protocole qu'un boulet. Cette sorte d'hommes a maintenant à peu près disparu. L'éducation manque; l'intrigue ne saurait suppléer à l'habitude des choses politiques, à la facilité de style et à l'usage du monde.

Ces qualités, M. de Flahaut les avait à un haut

degré, et il eut l'occasion de les déployer quand, en mai 1813, il fut envoyé sur les frontières de Bohême pour recevoir le roi de Saxe et l'escorter jusqu'à Dresde. Il se distingua ensuite comme officier à la bataille de Dresde et dans différentes missions dont l'Empereur le chargea auprès du maréchal duc de Raguse. En juin, il fut désigné avec le général Dumoustier pour traiter à Neumarkt d'un armistice avec les armées russe et prussienne. Sa correspondance, publiée dans le *Moniteur* en même temps que les pièces relatives à la rupture avec l'Autriche, mérite d'attirer l'attention. Général de division après Leipzig, où il s'était exposé sans mesure, il prit une part glorieuse, six jours après avoir reçu son nouveau grade, à la victoire d'Hanau. Le 23 février 1814, pendant la campagne de France, où il ne quitta point l'Empereur, il fut envoyé à Lusigny pour traiter une suspension d'armes. La négociation échoua. Le comte de Flahaut (l'Empereur, qui l'avait créé baron le 15 août 1809, lui avait conféré le titre de comte le 24 octobre 1813) était auprès de son maître à Fontainebleau quand la défection de Marmont rendit toute résistance impossible.

M. de Flahaut a raconté lui-même dans une lettre qu'il écrivit à un de ses vieux amis, au moment de la publication des mémoires de Marmont, l'effet que produisit sur l'Empereur la trahison du duc de Raguse : « J'étais, dit-il, de service à Fontainebleau le lendemain du départ des maré-

chaux envoyés par l'Empereur pour traiter de son abdication en faveur du roi de Rome. Il était huit heures du matin. L'Empereur encore couché me fit appeler. « Faites venir Pailhou, me dit-il (c'était un de ses officiers d'ordonnance qui avait accompagné les maréchaux jusqu'aux avant-postes), il vient de me rendre compte de sa mission, mais j'étais presque endormi et je n'ai pas bien compris ce qu'il m'a dit. »

« Je fis venir Pailhou qui me raconta que le maréchal Marmont, après avoir causé quelque temps avec les maréchaux plénipotentiaires à son quartier général, était monté dans leur voiture et les avait accompagnés jusqu'au quartier général des alliés, que, là, il était resté caché dans la voiture, mais qu'ensuite il était descendu, était entré chez le prince Schwarzenberg et avait accompagné les maréchaux jusqu'à Paris.

« Je rentrai chez l'Empereur pour lui rendre compte de ce qui venait de m'être dit. Après m'avoir écouté, il me regarda de ce regard perçant qu'on ne saurait décrire, puis il me dit : « Qu'est-ce que vous en pensez? » Je ne répondis rien. Il continua : « Vous croyez qu'il me trahit. — Ah! sire, c'est un bien gros mot et une terrible accusation. — Non, dit-il, vous avez raison. Lui, me trahir! c'est impossible; il me doit tout! Depuis sa première jeunesse, je l'ai fait tout ce qu'il est, malgré tout le monde. Il ne peut vouloir me trahir. Non! mais il est le plus vain des hommes et il aura été à

Paris pour me servir et aider les maréchaux de ses conseils. »

Ces paroles, ajoute M. de Flahaut m'ont rappelé ce beau vers :

La défiance

Est toujours d'un grand cœur la dernière science.

« Marmont dit, en parlant de la capitulation de Paris, écrit plus loin M. de Flahaut, que je lui fus envoyé, mais il ne dit pas l'objet de ma mission qui était, s'il en était temps encore, de rompre toute négociation avec l'ennemi et de continuer la défense de la capitale, l'Empereur étant décidé à la pousser jusqu'à la dernière extrémité, mais la reddition était consommée. »

M. de Flahaut n'attaquait point Marmont à cause de la défense de Paris ; il ne croyait pas qu'il y eût de reproche à lui faire à ce sujet, mais il le regardait comme l'homme qui avait le plus contribué à la restauration des Bourbons et à la chute de la dynastie impériale dans la personne du roi de Rome. Il n'est pas douteux, disait-il, que Caulaincourt et ses deux collègues étaient parvenus à ébranler l'empereur Alexandre, lorsque la nouvelle du passage à l'ennemi du corps de Marmont a inspiré au czar la conviction que l'armée n'était pas aussi dévouée à l'Empereur qu'on voulait la lui représenter.

L'abdication fut consommée le 11 avril. Le 16, M. de Flahaut envoya sa soumission au gouverne-

ment provisoire, mais, malgré les souvenirs qui pouvaient le rattacher aux Bourbons, il demeura à l'écart. Le *Moniteur* pourrait faire supposer qu'il reçut de Louis XVIII la croix de commandeur de la Légion d'honneur. Il fut nommé, en effet, par ordonnance royale du 23 août 1814, mais, ainsi qu'en témoignent ses états de services officiels, il avait été promu commandant de la Légion par l'Empereur, le 23 mars précédent. Le gouvernement royal ne lui donna que la croix de Saint-Louis, comme à tous les officiers supérieurs. Ce qui prouve encore que M. de Flahaut ne rechercha point la faveur des Bourbons, c'est qu'il fut mis en non-activité le 1<sup>er</sup> septembre 1814.

\*  
\* \*

En mars 1815, M. de Flahaut reprit son service d'aide de camp auprès de l'Empereur, et, quelques jours après le retour de Napoléon I<sup>er</sup> aux Tuileries, il fut envoyé à Vienne pour négocier, avec M. de Talleyrand, qui l'avait connu tout enfant, d'abord le retour de Marie-Louise, puis la paix avec l'Europe. Sa mission échoua. Le roi de Wurtemberg ne lui permit pas de dépasser Stuttgart. M. de Flahaut revint à Paris et fut chargé alors d'une mission que l'on n'a point manqué de travestir, et que le général explique lui-même de la façon suivante dans une lettre qu'il adressa à M. Thiers le 1<sup>er</sup> octobre 1861.



« L'Empereur ne pouvait se fier complètement à personne et il avait raison, car les choix que le ministre de la Guerre lui a proposés pour remplir les cadres de son armée ont été parfois si pitoyables que j'ai eu à rejeter une proposition qui tendait à placer à la tête d'un régiment un colonel qui avait été mis de côté pour faiblesse et lâcheté. Enfin, l'Empereur, pour avoir une garantie de plus relativement au choix des officiers, me confia la mission dont avait été chargé antérieurement le comte de Lobau : de revoir toutes les propositions qui lui venaient du ministère de la Guerre. Voici le texte de la lettre par laquelle il m'en chargeait :

« Monsieur le comte Flahaut, mon intention est de vous charger de tout le travail du personnel militaire. Recueillez donc tous les renseignements qu'il vous sera possible sur les généraux et officiers, parce que si je fais de mauvais choix, c'est à vous que je m'en prendrai.

Paris, le 18 avril 1815.

NAPOLÉON. »

On comprend, dans ces conditions, comment M. de Flahaut put se trouver en hostilité avec le maréchal Davout ; un surveillant est presque toujours incommode, mais est-ce à la personne du surveillant qu'il faut s'en prendre ? C'était son devoir que M. de Flahaut faisait au ministère de la Guerre ; il y était par ordre de l'Empereur, avec une lettre de ser-

vice officielle et, quoi qu'on puisse penser du système de contrôle, Napoléon I<sup>er</sup> était le maître d'avoir, près de son ministre de la Guerre, un contrôleur officiel.

Le 2 juin, M. de Flahaut fut nommé membre de la Chambre des Pairs, mais l'ouverture de la campagne l'empêcha de siéger.

M. de Flahaut a laissé quelques notes sur la campagne de Waterloo; il n'aimait point écrire, mais, lorsqu'il voyait contester des faits dont il avait été témoin, il prenait la plume et rétablissait la vérité. Les lettres qu'il écrivit à propos de la publication soit des mémoires de Marmont, soit du livre de M. Villemain sur M. de Narbonne, soit du XIX<sup>e</sup> volume de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, permettent de le suivre au milieu des terribles événements où il fut témoin et acteur. Dans ses récits, la préoccupation du général n'est point de se faire valoir. Il n'a pour but que de montrer tel qu'il était Celui auquel il s'était dévoué tout entier.

Une première note adressée à M. Thiers pour réfuter les assertions de M. Quinet relativement au maréchal Ney a une importance particulière.

« Pour vous raconter les choses telles qu'elles se sont passées aux Quatre-Bras, et le lendemain matin à Fleurus, personne ne pourrait le faire mieux que moi, attendu que j'étais présent sur les deux points. J'étais auprès du maréchal Ney pendant toute l'affaire. Il y a montré son courage et sa résolution habituels, mais n'a pris aucune dispo-

sition, se bornant, toutes les fois qu'il arrivait de nouvelles troupes, à les lancer ou les mener contre l'ennemi, prenant comme on dit le taureau par les cornes dans une position extrêmement forte et n'ayant pas lui-même des forces suffisantes pour réussir : enfin, la nuit venue, l'ennemi ne voulant que défendre la route qui mène des Quatre-Bras à Fleurus, l'affaire cessa de part et d'autre de guerre lasse.

« Je soupai avec le maréchal Ney et, vers une heure du matin, je partis pour Fleurus où j'arrivai de très bonne heure. L'Empereur n'était pas encore habillé. Je lui rendis compte de l'affaire et, bien que je fusse très attaché au maréchal Ney, je me crus obligé de lui dire que je ne savais pas si les événements avaient fait quelque impression fâcheuse sur l'esprit de ce maréchal, mais qu'il ne m'avait pas paru le même homme que je l'avais vu autrefois. Je déjeunai avec Sa Majesté. Après le déjeuner, l'Empereur monta à cheval et parcourut le champ de bataille, puis nous nous dirigeâmes sur le corps du maréchal Grouchy que nous trouvâmes sous les armes et le maréchal à sa tête sur la grande route. L'Empereur mit pied à terre et, après quelques moments de conversation avec le maréchal, il redemanda son cheval et dit au maréchal : Allons, Grouchy, poursuivez les Prussiens l'épée dans les reins ne les perdez pas de vue et communiquez toujours avec moi par votre gauche.

« Je puis vous garantir l'exactitude de tout ce

que je viens de vous dire et ces dernières paroles sont restées gravées dans ma mémoire. Aussi avons-nous été bien étonnés quand, au lieu du corps d'armée de Grouchy, ce sont les troupes prussiennes qui sont arrivées sur le champ de bataille de Waterloo. »

Sur la journée du 18 juin, M. de Flahaut a écrit aussi quelques lignes pour réfuter le passage inséré par Marmont dans ses mémoires (Tome VII, p. 121). Voici ce que disait Marmont :

*« Pendant le cours de la journée, Napoléon s'était trouvé si éloigné du champ de bataille qu'il n'avait pas su modifier l'exécution de ses projets et particulièrement faire soutenir à temps ce mouvement de cavalerie qui aurait pu produire un effet si utile et si décisif; prématuré et isolé, il devint inutile, et cependant si, quand il commença, on eût fait donner la Garde, on aurait remédié au mal. Au moment du désordre, la terreur s'empara de l'esprit de Napoléon, il se retira au galop à plusieurs lieues, et, à chaque instant (il était nuit), il croyait voir sur sa route ou sur son flanc de la cavalerie ennemie et l'envoyait reconnaître. »*

Voici la réponse de M. de Flahaut, qui fut publiée dans le *Moniteur* du 9 avril 1857 :

« Il est impossible de ne pas remarquer la haine qui perce dans tout ce récit que le maréchal prétend tenir du général Bernard : ce qui est impos-

sible, car le général Bernard était un brave et honnête homme, et, par conséquent, incapable de lui avoir raconté un tel tissu de faussetés.

« L'Empereur s'est placé pendant la bataille sur un mamelon au centre de la position, d'où son regard embrassait l'ensemble des opérations et d'où il aperçut le mouvement de la cavalerie qu'avait ordonné le maréchal Ney, qui lui parut, en effet, prématuré et intempestif. Aussi, s'écria-t-il : « Voilà Ney qui d'une affaire sûre fait une affaire incertaine, mais maintenant, puisque le mouvement est commencé, il n'y a plus autre chose à faire qu'à l'appuyer. » Et il m'ordonna de porter l'ordre à toute la cavalerie de soutenir et de suivre celle qui avait déjà passé le ravin qui la séparait de la position occupée par l'ennemi. Ce qui fut fait. Malheureusement, le moment n'était pas arrivé pour qu'un tel mouvement pût réussir et l'Empereur l'avait bien senti : mais on ne pouvait pas arrêter et rappeler les corps engagés et il y a à la guerre des fautes qu'il n'y a moyen de réparer qu'en y persévérant.

« ... Quant à la terreur que le maréchal prétend s'être emparée de l'esprit de l'Empereur au milieu du désordre, je ne puis mieux faire pour réfuter cette assertion mensongère que de raconter les faits tels qu'ils se sont passés sous mes yeux et par conséquent personne n'est plus en état de le faire que moi.

« Après avoir assisté à l'attaque de la cavalerie

et à celle de la Garde, et lorsque le mouvement de retraite se fut prononcé, je suis revenu chercher l'Empereur.

« Il était nuit; je l'ai retrouvé dans un carré et je ne l'ai plus quitté. Après y être resté quelque temps, et la bataille étant perdue sans ressource, il en est sorti pour se porter sur la route de Charleroi.

« Nous avons suivi cette direction, *non pas au galop*, comme on a l'infamie de le dire dans ces mémoires, mais au pas, et aucune poursuite de l'ennemi n'a pu inspirer à l'Empereur les craintes que le maréchal, dans sa haine, voudrait lui attribuer. Loin d'avoir l'esprit troublé d'aucune crainte personnelle et bien que la situation ne fût pas de nature à lui inspirer une grande quiétude, il était tellement accablé par la fatigue et le travail des jours précédents qu'il ne put s'empêcher plusieurs fois de céder au sommeil qui s'emparait de lui, et il serait tombé de cheval plusieurs fois si je ne l'avais soutenu.

« Nous sommes arrivés le lendemain matin à Charleroi où nous avons pris la poste pour nous rendre à Laon : Il s'y est arrêté pour écrire le bulletin qui rend compte de cette fatale journée, et s'est ensuite mis en route pour Paris. »

.\*.\*

A Paris, M. de Flahaut avait des fonctions en quelque façon triples à remplir; Il était pair de

France, aide de camp de l'Empereur et général de division. Comment comprit-il son devoir ?

Pair de France, voici ce qu'il fit : d'abord, ce revenant de Waterloo, ce prétendu ennemi de Davout vint, dans la séance du 22 juin, défendre le rapport du ministre de la Guerre attaqué par le maréchal Ney ; il donna des détails sur les opérations du maréchal Grouchy, affirma que celui-ci avait 40.000 hommes sous ses ordres, déclara que rien n'était perdu si la France savait vouloir. Puis, la question de l'abdication se posant devant la Chambre, il appuya, après Labédoyère, la proposition du prince Lucien : « Si Napoléon avait été tué, dit-il, n'est-ce pas son fils qui lui succéderait ? Napoléon a abdiqué, il est mort politiquement. Pourquoi son fils ne lui succéderait-il pas ? »

Labédoyère ! c'était l'ami de son cœur, son parent et son compagnon. M. de Flahaut ne pouvait admettre que des mains hostiles ou tout au moins maladroites, attaquassent pour l'utilité d'une opposition mesquine, cette fière et douloureuse mémoire. Lorsque, en 1855, dans son second volume de *Souvenirs contemporains*, M. Villemain eut raconté ces événements de 1815, M. de Flahaut souffrit profondément en voyant de quelle façon le rôle de son ami s'y trouvait retracé. Il écrivit à M. Villemain :

« Dans le récit que vous faites de la séance de la Chambre des Pairs où mon noble et malheureux ami Labédoyère mit tant de zèle et de cou-

rage à faire triompher la cause de Napoléon II vous dites : *Un jeune pair, un jeune général que ses périls avertissaient, ne put se contenir* et vous abaissez ainsi jusqu'à la préoccupation d'un danger personnel ce qui n'était que l'élan d'une âme noble et généreuse. S'il avait eu l'honneur d'être connu de vous, vous sauriez que, dans des circonstances aussi graves, lorsqu'il s'agissait du sort de l'Empereur et de la France, il avait le cœur trop haut placé pour songer à lui-même. S'il avait été disposé à s'en préoccuper, il eût accepté la proposition de l'accompagner dans son exil que l'Empereur m'avait chargé de lui faire, ou bien, comme tant d'autres, au lieu d'aggraver sa position, il eût cherché à se faire pardonner. Mais Labédoyère était une de ces natures rares chez lesquelles le courage grandit en proportion du danger. Elles sont peu comprises. »

En rendant justice en ces termes à Labédoyère, c'étaient les sentiments qu'il avait ressentis lui-même qu'exprimait M. de Flahaut. S'il n'eut point comme son ami, l'honneur insigne de signer de son sang cet acte de la reconnaissance de Napoléon II, qui coûta la vie à Labédoyère, on a le droit d'affirmer que le dévouement ne fut pas moindre de sa part et qu'il brava les mêmes périls. Son père, en mourant sur l'échafaud de Joseph Lebon, lui avait montré ce qu'est la fidélité.

Voilà le rôle de M. de Flahaut comme pair de France.



Comme aide de camp de l'Empereur, il eut à remplir une pénible mission sur laquelle deux lettres écrites par lui, l'une à M. Villemain, le 5 décembre 1855, à l'occasion de la publication déjà citée, l'autre à M. Larabit, le 2 août 1867, à l'occasion d'un discours prononcé à Auxerre lors de l'inauguration de la statue du maréchal Davout, permettent de fournir des détails exacts et en contradiction complète avec ceux qui se rencontrent dans le volume publié par M<sup>me</sup> de Blocqueville.

Cette mission a été défigurée, confondue avec une autre, dont fut chargé le général Becker.

Le général Becker avait été envoyé par l'Empereur au gouvernement provisoire pour proposer que, nonobstant l'abdication, le commandement des troupes lui fût confié jusqu'au moment où l'ennemi serait chassé du territoire.

Le général de Flahaut fut envoyé de Malmaison pour demander que le gouvernement provisoire donnât l'ordre aux commandants des deux frégates, alors à Cherbourg, de se mettre à la disposition de l'Empereur. Napoléon avait chargé M. de Flahaut de déclarer au gouvernement qu'il ne quitterait point les environs de Paris avant que cet ordre ne lui eût été envoyé.

Voilà un premier point, et ce point n'est pas indifférent.

On a dit en second lieu que M. de Flahaut avait communiqué au maréchal Davout l'objet de sa mission dans le cabinet de l'Empereur et que cette entre-

sur la carrière militaire d'un soldat qui haïssait les phrases et qui aimait par-dessus tout la vérité.

En la rétablissant sur des points contestés, en reprenant aujourd'hui, dans des correspondances oubliées, les assertions mêmes du général de Flahaut, il ne saurait entrer dans notre pensée de porter atteinte à un degré quelconque à la gloire du maréchal Davout. « Je rends hommage, autant que qui que ce soit, a écrit M. de Flahaut, au courage et au désintéressement du maréchal Davout. Personne n'attache plus de prix que moi aux gloires de l'Empire que je regarde comme une richesse nationale. » Il écrivait encore à M. Larabit : « On ne saurait louer en termes plus justes et plus dignes la mémoire d'un homme qui a rendu de si éclatants services à l'Empire et au pays, et qui a déployé pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire tant de talents, de bravoure et de stricte probité. »

Il aurait donc été entièrement contraire aux idées et aux intentions intimes du général de mêler à cette rectification nécessaire quelque chose qui pût ressembler à une attaque contre le maréchal Davout. Cette rectification n'a qu'un but : rétablir la vérité sur les points qui importaient à la mémoire du général de Flahaut.

---

## LA PRINCESSE MATHILDE <sup>1</sup>

---

Quiconque, dans ces trente dernières années, a été admis à approcher la princesse Mathilde, ne saurait se la représenter hors des deux cadres qu'elle s'était composés et qui, par une infinité de détails, révélaient ses goûts, ses formes de penser, ses compréhensions de l'art, de la société et de la nature. Rien que par là elle apparaissait toute, et qui avait bien regardé l'hôtel de la rue de Berry ou le château de Saint-Gratien était mieux à même de parler de la nièce de l'Empereur que si, par des documents écrits, des témoignages ou même des conversations, il avait cherché à prendre une idée de sa psychologie. Il est des cadres préparés par les architectes et les tapissiers, où peut se faire voir tout individu susceptible de les payer, quel que soit son âge, son sexe, sa patrie et sa naissance. Les possesseurs les admirent, s'y contemplent avec orgueil, les font envier à leurs amis, mais qu'un subit

<sup>1</sup> Ces pages ont servi d'introduction au catalogue de la collection de la princesse Mathilde.

revers de fortune les en chasse, demain, tel autre s'y installe, y porte ses malles, et y fait pareille figure. Au fait, chacun y a passé comme en un hôtel meublé et, de ces hôtes d'un jour, rien ne subsiste, pas même le nom.

Il est au contraire des êtres privilégiés qui, à aucune des chambres qu'ils ont traversées, à aucun des objets qu'ils ont choisis, à aucune des dispositions qu'ils ont prises pour l'agrément, le confortable ou le luxe de leur vie, ne sauraient être méconnus, dont les appartements symbolisent à ce point l'âge, le rang, la personnalité, le sexe, les goûts, les aspirations et les amitiés, que nul autre qu'eux n'y est supportable et que les voir habités par de nouveaux venus semble une profanation. Il n'était point, rue de Berry ou à Saint-Gratien, une tenture que la princesse n'eût désirée et qu'elle n'eût fait disposer, pas un meuble dont elle n'eût réglé la place, pas un objet d'art dont elle n'eût préparé l'effet et, de même qu'aux bijoux dont elle se parait, qu'aux toilettes qu'elle portait, elle savait imprimer à tout ce qui l'entourait la marque essentielle de sa personnalité.

Cet hôtel où elle a passé les trente dernières années de sa vie n'était point immense ni somptueux, il ne prenait point au dehors des airs de palais : même, au dedans, par ses dimensions, sa disposition, sa décoration, il eût paru médiocre et vieillot aux gens qui admirent les maisons dont l'architecture contemporaine orne chaque jour les nou-

veaux quartiers de Paris; en entrant rue de Berry, nul ne pouvait s'y méprendre, on entraît *chez la Princesse* et il convenait que l'hôtel qu'elle habitait ne fut point tout neuf, qu'il n'eût rien du clinquant d'une fortune récente, qu'il ne tirât point l'attention, qu'il fût pourtant d'une honorabilité indiscutable et d'une telle dimension que celle qui l'habitait pût y recevoir, avec les princes de passage ou de séjour, toutes les notabilités de Paris et tous les serviteurs de sa famille. Ce difficile problème, la princesse l'avait résolu à miracle.

Passée la double voûte des communs qu'on voit seuls de la rue, traversée la cour sablée, on entraît dans un vestibule, aux portes curieusement peintes de fleurs éclatantes, aux murs tendus de rouge, sur qui ouvraient à gauche la cage de l'escalier, en face et à droite les portes des salons.

Dès lors, on savait chez qui l'on était, car, des deux côtés de la porte principale, s'adossaient les bustes de marbre de l'empereur Napoléon III et de l'impératrice Eugénie et, jusqu'en cette antichambre, s'étendait une atmosphère de calme, d'empressement discret et de respectueux silence.

Les portes de droite ouvertes, on entraît dans une sorte de galerie formée de deux salons dont la cloison avait été enlevée et qui, malgré leur réunion, gardaient, chacun, une disposition et un aspect particuliers. Dans le premier, un piano droit, une vitrine, des canapés, un de ces poufs à quatre places qu'on aimait jadis; le long des murs, coupant

les panneaux de leur allure élancée des bustes de marbre, bustes du roi Jérôme, de la reine Hortense, de l'impératrice Joséphine; sur la cheminée de marbre blanc fort ordinaire, un grand buste de Madame mère; à côté, le buste triomphal de la Princesse par Carpeaux; puis, quelque statuette de biscuit de Sèvres et, sur les meubles, des vases de Chine montés; dans le second salon, une grande table ronde était disposée, empiétant légèrement sur le premier salon; sur cette table que recouvrait un tapis de soie rouge, étaient placés dans un ordre immuable les journaux illustrés, les revues, les livres récemment offerts, les menus bibelots que la princesse aimait à manier, son panier à ouvrage, ses lunettes, ses flacons, ses bonbonnières; chaque soir, après dîner, c'était là, à l'extrémité d'un canapé qu'elle s'asseyait et le demi-cercle qui se formait à sa gauche, composé de ses intimes ou des personnes de sa maison, laissait libres pour les visiteurs, les chaises et les fauteuils qui, de l'autre côté, complétaient le cercle, tandis qu'au fond, le long du mur, sur des canapés, d'autres personnes venaient s'asseoir.

Ainsi la Princesse formait-elle vraiment le centre de son salon et n'était-ce qu'au cas de grande affluence qu'on s'isolait pour des conversations particulières dans ce qui semblait une première pièce. Elle voyait entrer chacun et, durant quelques instants au moins, gardait les arrivants sur les sièges à côté d'elle. Comment dire cette impres-

sion de bonté supérieure et de grâce souveraine, les nuances qu'elle portait à chaque accueil, les intonations de chaque conversation et le divin sourire, par qui, à des moments, elle sauvait les silences. A côté d'elle, la cheminée de marbre blanc, sur laquelle était placée une garniture Louis XVI, un ou deux meubles à peine, sans importance, d'un Louis XVI moderne, dans les angles, de grands vases de Chine, mais, sur les murs, uniformément tendus de soie rouge, des tableaux, les couvrant étroitement, s'harmonisaient aux êtres, et dans les ors éteints des cadres somptueux montraient des faces pâles de rois ou de princesses, des brocards, des bijoux, des dentelles d'or, ouvraient des percées joyeuses sur d'idéales Venises, mettaient la chair nue d'une Bethsabé souriante dans un clair paysage, tout cela sobre, apaisé, supérieur, d'un art excluant le tapage, méprisant l'incomplet et touchant au chef-d'œuvre.

Semblable était la décoration du troisième salon où l'on pénétrait à la fois du vestibule et de la galerie; il avait pour ornement le sublime portrait de femme de l'École anglaise que la Princesse a légué au Louvre, et les tableaux qui l'accompagnaient, plus clairs, plus jeunes d'aspect, plus vibrants de tous, y mettaient une note d'ensemble plus gaie, qu'accentuait, sur une grande console dorée, l'étalage de la toilette en argent de Potemkin: aussi bien, passait-on là sans y rester guère, sauf les grands jours; c'était le chemin de sortie,

car, comme la galerie, ce salon débouchait sur l'immense serre carrée, serre par sa structure de fer, par son toit de vitrage que couvrait un velum, salon bien plutôt; mais salon sans analogue et tel que nul *hall* n'en atteint les proportions.

Et comme il était bien compris pour des réceptions telles que la Princesse pouvait seule en donner! Point de fenêtres autres que les portes de glaces menant au jardin; les murs tendus de rouge comme dans les salons, et, sur ces murs, tous les tableaux qu'elle possédait de l'École moderne, certain, immense, tableau de musée, dépassant les sept mètres et couvrant toute une paroi; sur les trois autres parois, des dispositions ingénieuses utilisaient les moindres places, et, dans le meilleur jour, présentaient les meilleures toiles. Ce qui donnait la physionomie d'une serre à ce salon qui, sur la largeur avait environ dix mètres et le double sur la longueur, c'étaient quatre palmiers sortant d'énormes vases de cuivre oriental aux arabesques savantes qui, rehaussés sur des pieds ouvragés, évasaient bien au-dessus des têtes leurs feuillages découpés; au centre du salon, au-dessus des feuillages qu'il dominait et qui l'encadraient pourtant, planant sur la foule empressée des grands jours, l'Empereur d'airain, tel que la divinité du lieu, se dressait sur une haute colonne de marbre gris. Ce rappel unique suffisait, car nul des tableaux n'avait un caractère officiel, et les quelques portraits, celui du Prince Napoléon par Flandrin, celui de la Princesse par



Hébert et par Doucet, ceux des Princes tout jeunes, par Ferrier, n'auraient point suffi à formuler à la fois les droits et les devoirs, à rappeler les conventions et à imposer le respect : le buste de Chaudet parlait aux yeux, comme il parlait aux esprits, et c'était assez.

Par quelles combinaisons ingénieuses et rares, par quels artifices savants, par quelle science du monde et de ses besoins, était-on parvenu à faire de cette immense pièce, non pas un hall à l'anglaise, mais une réunion de salons où les coteries pouvaient s'isoler et où, les grands soirs, s'assemblait, pour écouter des musiques, un auditoire dont le dispersément ne faisait que rendre le plaisir plus sensible ? Le long des murs, des consoles portant de beaux vases de Sèvres ou du Japon, des gaines surmontées de candélabres, la statuette de la Princesse par Barre, et des canapés ; au-devant de ceux-ci, des tables où étaient présentés des portraits sur des chevalets mobiles, d'autres tables avec des buvards et des écritoirs, un piano à queue, c'étaient les meubles, mais à peine les voyait-on ; au centre, autour du buste de l'Empereur, quatre canapés disposés parallèlement aux quatre parois de la serre, faisaient comme autant de compartiments que complétaient, sur les côtés longs, de grands poufs à quatre faces ; ainsi se succédaient comme six salons communiquant, merveilleusement appropriés à la fois pour les conversations particulières et pour

une audition générale. Tout cela, fauteuils, poufs, canapés, était couvert de soie rouge; beaucoup de meubles capitonnés, d'autres à bois dorés; mais rien de cela ne paraissait, ce qu'on voyait c'était la colonne, les ors des grands vases orientaux, les fanfares de quelques paravents chinois, les gaines de porcelaine supportant de grands faisceaux de lumière et, dans la clarté que répandaient des lustres de cuivre aux multiples lampes électriques, ces tableaux clairs, femmes nues, guerriers galamment attifés, enfants sacrificateurs, des tableaux à l'infini, mais disposés si joliment que chaque panneau semblait préférable jusqu'à ce qu'on eût regardé le suivant.

Sur la gauche de la serre, s'ouvrait une large baie que décoraient des tapisseries : par trois marches, régnant tout le long de la baie et décorées aux deux extrémités par une balustrade, on accédait à la salle à manger : au fond, sur une haute glace que décoraient des feuillages, la statue de *Bonaparte à Brienne*, cette jolie statue de Louis Rochet, un des plus agréables monuments que la reconnaissance nationale ait érigés à l'Empereur; des deux côtés, sur des piédouches élevés, les bustes du Roi Jérôme et du Prince Napoléon par Guillaume, puis, sauf quelques vases de Sèvres sur des gaines, sauf un beau coffre de mariage italien et une curieuse horloge hollandaise à carillon dansant, rien autre pour décorer les murs que des tapisseries, mais quelles tapisseries ! celles que le

pape Léon X fit tisser aux ateliers de Van Aalst, d'après les cartons de Jean d'Udine et de Jules Romain; la suite admirable des *Jeux d'enfants*. C'est, sur un fond jaune clair, de beaux et robustes garçons s'ébattant au milieu de guirlandes, de fruits et de fleurs, d'oiseaux vibrant et d'animaux étranges : pour cadres, des bordures aux insignes des Médicis, plumes et couronnes. Chacune des huit pièces présente les emblèmes particuliers d'un des membres de la famille. Il faudrait y voir ceux de Laurent le Grand, de Pierre II, de Jean qui fut le pape Léon X, de Julien, peut-être d'Hippolyte son fils, le cardinal de Médicis, et vraisemblablement de Laurent II et de Côme. Certains esprits ingénieux et savants avaient, d'après les textes originaux, recherché les origines, retrouvé les allusions et par là, fait à chaque personnage l'attribution indiscutable de la tapisserie qui lui était dédiée. Il y eut là matière à des dissertations qui par malheur ne se retrouvent point, mais le problème, plus tard, avait si fortement tenté Eugène Muntz qu'il s'était promis d'en faire un livre, sur lequel ses notes, maintenant à la Bibliothèque nationale, seraient sans doute précieuses à consulter. Ce que n'aurait point dit le savant, c'était l'harmonie puissante et nerveuse de la coloration, l'éclat des soies, la conservation du tissu, la beauté du dessin, la splendeur d'une telle décoration et lorsque, le buffet dressé, avec les Sèvres et la vaisselle plate, et, au milieu, un grand aigle d'or, à l'aile

à demi reployée, d'en bas, du fond de la serre, par la baie aux tapisseries relevées, on voyait cette sorte de chapelle d'or où s'ébattaient parmi les fleurs des enfants clairs, c'était une des plus jolies impressions d'élégance et d'art qu'on put ressentir.

Mais cette impression n'eût point été complète, elle n'eût point acquis cette acuité qui la rend inoubliable et la fait, après des années, si présente à la mémoire, si, vers le milieu de la soirée, l'on n'avait vu la Princesse quitter le premier salon où elle accueillait les arrivants, et faire son entrée dans la serre. Tout le monde se levait à son approche et elle passait d'un mouvement très doux, presque insensible et qui la portait droite au travers des groupes. Elle disait un mot à chacun, et à chacun elle faisait la grâce de son sourire. On ne savait si elle était très grande, mais l'on ne voyait qu'elle, le rayonnement de sa physionomie, la chute de ses épaules, le port de sa tête, l'allure qui était à la fois imposante comme il sied à une princesse et gracieuse comme il sied à une femme. Où qu'elle eût été, elle eût primé toutes les femmes et elle eût reçu l'admiration respectueuse de tous les hommes, et sans que nul eût pu la lui contester, elle eût pris sa place — la première. La grande toilette convenait à sa beauté, les robes étoffées et longues, de soies claires, d'où, comme il était de mode sous le second Empire, les épaules jaillissaient, les légères écharpes dont elle jouait, les

éventails admirables qu'elle maniait de ses mains divines, les bijoux surtout, non qu'elle se chargeât de pierreries, mais que, à chaque fois, elle montrât une parure telle que nul particulier n'en possède et que toutes les reines l'eussent enviée. Son écrin semblait inépuisable et soit qu'elle en tirât son collier de perles à sept rangs, son collier de perles noires, le collier de trois rangs de perles que l'Empereur Napoléon donna à la Reine de Westphalie lors de son mariage, la rivière de diamants aux chatons énormes, le collier de diamants d'une si rare monture, le diadème impérial qui seyait si bien à sa tête, l'aigle de diamants qu'elle portait à son corsage, toujours le joyau était d'une valeur inappréciable et d'une puissance de beauté qui défiait toute rivalité. Après la vente des diamants de la Couronne, on vit, un soir, venir rue de Berry, des femmes qui, ayant acheté de ces parures impériales, avaient eu le goût de s'en parer dans ce salon. Elles comptaient sur un grand effet. La Princesse parut avec ses perles noires autour du cou, et chacun reprit sa posture d'origine, l'air qui lui convenait et le rang qu'il devait avoir.

Elle allait ainsi, faisant à chacun sa part, secourable aux humbles et aux timides, mettant une nuance à chaque parole, une intention à chaque sourire. Le mot *représenter* n'était français que lorsqu'on l'avait vue. Elle excellait, non à être du monde, — tel n'eût point été le mot, — mais à se tenir d'un degré supérieur au monde, tout en sachant à miracle ce

qu'on lui doit, et en lui faisant sa large part. Ce n'était point qu'elle eût de la hauteur, elle avait de la dignité; ce n'était point qu'elle montrât rien qui pût passer pour de la morgue, mais elle restait au rang où elle était née et, s'il arrivait que quelqu'un, non méchamment mais par sottise, franchit la distance, l'étonnement de son regard, le son de sa voix, un rien, mais sensible, montrait comme intimement elle éprouvait le froissement. Que si, à ses Dieux, l'Empereur et la France, quelqu'un s'avisât de manquer, alors il se levait en elle une colère vengeresse, et, d'une parole qui devenait coupante et qui, par la gravité des sons, ajoutait à l'éloquence des mots, elle châtiait, flétrissait, chassait, car, au profond d'elle, malgré le vernis emprunté des conventions sociales, malgré le goût naturel, et où on la poussait, de recevoir en son salon ce qu'on nomme Tout-Paris, malgré les compromissions qu'entraînaient la crainte de l'exil, la curiosité de nouveaux êtres et la faiblesse devant certaines sollicitations, elle demeurait la Princesse impériale et elle ne tolérait point qu'on insultât ses autels.

Telle alors, dans ses emportements de nature vraie, elle n'avait pour imposer et se montrer la nièce de César, nul besoin de grands atours, de diadèmes et de perles et peut-être l'eût-on trouvée plus majestueuse encore avec sa simple robe de foulard bleu à pois blancs, son tablier noir au devant d'elle, et ses gants de Suède légers qu'elle ne quittait point.

Ainsi paraissait-elle dans ses appartements particuliers où l'on accédait par l'escalier médiocre, à la rampe si joliment drapée d'étoffes chinoises, à la cage garnie de haut en bas de tableaux : certains immenses, comme le portrait équestre de la Reine Catherine par Gros qui est maintenant à Versailles. Un palier étroit, et l'on entrait d'abord dans un salon au-dessus du vestibule, puis dans une galerie pareille à celle du rez-de-chaussée. Dans la première pièce où, sur les murs, elle avait placé beaucoup de ses grandes aquarelles, elle avait réuni, dans des vitrines, les bibelots jolis, les tabatières, les émaux, les laques, les porcelaines ; dans la galerie, l'Empereur avait la première place au milieu des portraits et des souvenirs familiaux et si quelques beaux dessins du xvi<sup>e</sup>, quelques cadres précieux, des vitrines étagères encombrées de raretés, une grande armoire moderne aux panneaux curieusement peints, mettaient une impression d'art dans ce salon qui ne pouvait être habité que par une femme et par une grande dame, où l'intimité de la vie se montrait aux quantités de petites tables disposées ça et là, celles-ci chargées de livres, celles-là portant les écritoirs, des portraits, de menus bibelots d'usage, où le canapé aux mille coussins de soies claires, marquait la place d'habitude, l'image partout répétée du héros familial établissait les origines et baptisait les êtres. Pourtant la Princesse n'acceptait pas sans choix toutes les représentations de l'Empereur ; son culte

ne consentait point à s'abaisser jusqu'à recueillir les objets populaires où l'inexpérience de l'exécutant met parfois un art primitif et brutal tel qu'on le trouve au haut moyen âge ; elle souriait des enthousiastes qui, dans leur manie de collectionner, ramassent tous les ustensiles vulgaires sur qui l'Empereur est figuré ; elle voulait des œuvres précieuses, où la beauté de la matière fût digne de la noblesse des formes et qui fussent d'un art appris, correct et officiel.

Telle était sa façon de comprendre l'Art, l'art pictural surtout, auquel elle s'était adonnée d'enfance et qu'elle cultiva jusqu'aux jours de son extrême vieillesse.

A côté du salon du premier étage où, dans la journée, la Princesse recevait de préférence ceux qu'elle honorait de sa confiance, et, peut-on dire, de son amitié — car princesse de naissance, de nature et de caractère, elle sut, comme son frère, se faire et garder des amis — était son atelier où, deux fois la semaine, elle s'enfermait pour travailler tout le jour. Ce n'était point là, chez elle, un goût auquel elle se contraignît, comme était la musique qu'elle pratiquait aussi. De bonne foi et pour le plaisir, avec une joie qui se montrait à son attention, elle besognait à sa peinture et y prenait du mal. De ses doigts légers et fins, la main la mieux faite qu'on pût voir copiait, avec une patience appliquée, le modèle vivant ; d'un geste adroit plongeait le pinceau dans le grand verre,



reprenait des couleurs sur la palette et lavait largement le papier. Quel tableau de sa galerie la Princesse n'a-t-elle pas copié ? Duquel de ses hôtes de Saint-Gratien n'a-t-elle point tenté le portrait ? Elle avait choisi pour la guider en ses peintures — après Raffet qu'elle eut à Florence — d'abord Giraud, merveilleux improvisateur, artiste adroit et littéraire, une sorte de Dumas père de la peinture, puis, à la mort de Giraud, en 1881, Ferrier, puis Doucet, puis Baschet ; mais, au vrai, le seul qui ait pu exercer une influence sur son esthétique, ce fut Eugène Giraud. Il l'amusait, la distrayait, lui contait des histoires ; toujours, comme J.-B. Isabey qu'il n'égalait point certes, mais qu'il rappelait par des côtés, il était prêt à toute besogne de peintre, tantôt couvrant des murs de sa peinture légère, aimable et vivante, tantôt croquant sur nature la charge des invités — témoin l'album que la Princesse a légué au Cabinet des Estampes — tantôt s'exerçant aux portraits officiels — témoin ce portrait qu'il fit d'elle, de profil, couronne en tête, le col nu paré de ses perles historiques issant comme on dit en blason, d'un manteau de velours rouge ; trente-cinq années durant, il fut « *l'ami familier et fidèle* ». On voudrait à preuve citer au moins quelques passages de ce petit livre où la Princesse a dit ses souvenirs d'Eugène Giraud, mais l'amitié, n'est point ici en jeu.

Comme commensal, Giraud eut son influence dans la maison de la Princesse où il avait introduit,

avec son frère Charles, qui a reproduit les intérieurs de l'hôtel de la rue de Courcelles en des tableaux qui prendront un intérêt documentaire très particulier, son fils Victor dont la Princesse acquit l'immense toile : *Le Charmeur de pigeons* au Salon de 1870, mais lui-même avait sur la Princesse, en tant qu'artiste et surtout en tant qu'appréciatrice des arts, exercé une action. Peut-être vaudrait-il mieux dire qu'il avait contribué à déformer sa nature.

Illustrateur plus que peintre, Giraud était de l'arrière-garde des romantiques. Romantique timoré, point coloriste ; — son plus grand succès, au Salon de 1839, avait été la *Permission de dix heures*, — mais romantique tout de même, par sa passion pour les choses et les gens de théâtre, par l'exotisme de ses sujets, par sa conversation, sa blague et ses amitiés ; il éreintait de bon cœur les pompiers, les bourgeois, l'art officiel et le reste, tout friand qu'il fût de décorations et d'honneurs, et quoiqu'élève d'Hersent, lequel l'était de Regnault, il méprisait, comme il avait été de mode en son temps, tout ce qui était la peinture de l'Empire. Il n'allait point jusqu'à vanter l'anarchie en matière d'art, l'autodidactisme, l'impressionnisme et le reste ; même, quoiqu'il eût été des compagnons de voyage de Dumas père, méprisait-il assez les fougues de colorisme des romantiques échevelés. Sa peinture mince ne se prêtant pas aux empâtements, il niait volontiers ce qu'il ne faisait point, mais

parce qu'il démolissait ceux-ci, il n'en voulait pas moins à ceux-là. Il s'arrêtait à un degré qui n'eût pas été fort loin de celui où monta Horace Vernet. Même facilité, même improvisation, chez lui moins d'accent, de science, de pittoresque, point de spécialité militaire, ce qui était le grand tort, mais de l'esprit infiniment, de l'observation superficielle, une prestesse amusante ; au fond la même race. La Princesse, si elle eût suivi son tempérament, eut été franchement à cette glorieuse École, dont chaque jour qui passe établit la puissance, la fécondité, la résistance, et qui, par la probité du dessin et la loyauté de la peinture s'établit la souveraine incontestée de l'art au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais elle n'avait point, pour réagir contre son entourage, la belle et tranquille fermeté de son frère qui, lui, ne transigea point et qui dans le passé demeura fidèle à David, dans le présent à Ingres et Flandrin. Elle subit sur ce point les influences ambiantes, mais l'on ne gagna point sur elle au point qu'elle abandonnât cette sorte d'esthétique instinctive qui était de sa race, qui lui donnait la passion de l'ordre, de la netteté, du goût, de l'ordonnance, qui lui faisait rechercher uniquement, dans les manifestations d'art, les représentations de la figure humaine, qui la détournait du paysage et lui rendait haïssables les façons outrées et violentes d'envisager la nature ; elle admit des tempéraments et, parce que certains peintres fréquentaient sa maison, elle leur acheta des tableaux qui lui déplai-

saient, mais elle donna son argent, en réservant son estime. Elle se rendit moins exclusive qu'elle n'eût été de fond, mais son éclectisme n'alla jamais jusqu'à admettre certains sujets, et certaines façons de les peindre. Dans le choix des tableaux que, sous l'Empire, elle achetait aux Salons — et elle en acheta infiniment, — elle était, en même temps que par ce goût d'art, conduite par un sentiment qui est une des plus jolies nuances de son caractère. Il lui plaisait de découvrir un artiste nouveau, de l'encourager par l'achat de son premier tableau à succès, de réparer, s'il était opportun, les bévues officielles et de se rendre ainsi la protectrice de ses confrères : ne s'associait-elle point à eux pour présenter ses œuvres à la critique et, de 1859 à 1866, *Son Altesse Impériale Madame la Princesse Mathilde, élève de M. Eugène Giraud*, n'a-t-elle point été une des plus fidèles exposantes du Palais de l'Industrie ? Ainsi mérita-t-elle des libres suffrages des artistes deux mentions honorables en 1861 et 1863, et une médaille en 1865.

Quantité de tableaux ont passé par ses mains généreuses, car elle aimait donner ; elle le faisait d'une grâce incomparable et d'un air qui ne permettait point le refus ; elle se plaisait à faire plaisir et, pour peu qu'un visiteur admirât un peu trop vivement un tableau, il le trouvait chez lui à son retour. Combien ont ainsi trouvé place successivement sur les murs de la serre qui ont fait ensuite l'orgueil des maisons particulières ou qui ont porté à l'étran-

ger l'honneur de l'art français. Detaille, Zamacoïs, Amaury-Duval, Vollon, Gérôme, combien d'autres, ont ainsi traversé le salon de la rue de Berry, mais n'est-ce point qu'avec ceux qui sont restés l'on peut prendre une idée de ce que cherchait la Princesse? Léon Bonnat n'avait point encore obtenu sa première récompense lorsqu'elle lui achetait en 1860 et 1861 le *Jeune italien* et la *Jeune fillette italienne*; Gustave Jacquet était encore un inconnu lorsqu'elle prenait de lui l'*Appel aux armes* (1867); Roybet était profondément ignoré lorsqu'elle choisissait *Un fou sous Henri III* (1866); James Tissot était plus que contesté lorsqu'elle voulait *La retraite dans le jardin des Tuileries* (1868). Toulmouche exposait pour la quatrième fois lorsqu'elle lui demandait *Après le déjeuner* (1853), en même temps que l'impératrice Eugénie achetait le *Premier pas*. Chacun de ces tableaux éveille un souvenir, rappelle une jolie pensée ou une bonne action. Qu'on ne s'étonne point de voir autant de tableaux d'Anastasi: lorsque le pauvre peintre devint subitement aveugle, la Princesse organisa la vente de son atelier et, plus tard, à Saint-Gratien, elle lui offrit jusqu'à son dernier jour une hospitalité qui n'était point seulement généreuse, pleine d'attentions et de douceurs, mais singulièrement méritoire.

Cette maison qui était si largement ouverte aux œuvres des artistes, n'était pas moins accueillante à leurs personnes. Quiconque, dans le dernier

de demi-siècle a honoré l'École française, y vint recevoir la consécration de son talent. Quelques-uns, après les désastres de 1870, ne surent point trouver le chemin de la demeure nouvelle, mais combien rares ceux-là, près de ceux qui, d'un dévouement respectueux et attendri, d'une amitié constante et fidèle, ont accompagné, jusqu'au dernier jour, celle dont le gracieux sourire avait embelli leurs premiers succès. Hébert, Gérôme, Bonnat, Lefebvre; Detaille, Heullant, Guillaume, combien d'autres! Mais à quoi bon des noms. Plus tard s'écrira l'histoire de ce salon, l'histoire de ces amitiés, l'histoire de la Princesse, et, à l'admiration qu'on ne pourra refuser à la bonté de son cœur, se mêlera la surprise qu'éveillera la hauteur de son esprit. L'on verra alors par quelle rectitude d'idées, par quelle générosité de sentiments, par quelles envolées d'éloquence, par quel amour du vrai, du beau et du bien, la nièce de l'Empereur, si profondément et si gracieusement femme malgré tout, sut attirer, attacher et pour jamais retenir les hommes les plus éminents de son temps.

Du choix que la princesse faisait elle-même au Salon des tableaux de ses contemporains, faut-il conclure qu'elle agissait de même pour les tableaux de maîtres anciens dont, durant le second Empire, elle composa sa galerie. Elle n'avait là ni les mêmes motifs, ni les mêmes fantaisies, et, s'il lui était agréable d'encourager des artistes nouveaux et de saluer la première l'aube des jeunes talents,

dès qu'il s'agissait du passé, c'étaient seulement des toiles dont le mérite fût indiscutable qu'il lui était permis de présenter aux murs d'un palais impérial. Elle trouvait heureusement alors, près d'elle, pour l'aider en ses recherches et lui marquer les voies, un directeur de conscience artistique qui fut entre les plus avisés connaisseurs de son temps et dont la compétence indiscutée la mettait à l'abri de toute surprise. M. Frédéric Reiset, conservateur des Peintures au musée du Louvre, puis directeur des Musées, fut un de ces hommes rares qui portent à apprécier les choses d'art, en même temps qu'un goût natif, une science faite de comparaisons, d'études, de métier, et qui, s'ils se trompent parfois sur l'attribution d'un tableau, ne se trompent jamais sur la valeur d'une œuvre d'art. Ceux qui rechercheront, au Musée Condé, les tableaux que, en 1879, M. Reiset céda au duc d'Aumale et qui forment la partie assurément la plus précieuse des collections de Chantilly, sauront à quoi s'en tenir sur le tact que portait M. Reiset dans une telle chasse aux chefs-d'œuvre.

Sans doute, il indiquait seulement et la Princesse décidait, mais, pour repousser ses indications, comme il eût fallu lutter contre soi-même. Quoi qu'on en ait dit, ce fut une belle époque pour la curiosité, celle de 1850 à 1870, et que de collections s'y formèrent avec peu d'argent qui présentement vaudraient des millions ! Mais, dans ces collections, les amateurs pouvaient, au hasard de la trouvaille,

introduire parfois, quel que fût leur goût, un morceau suspect; chez une princesse impériale il n'en allait point ainsi et M. Reiset qui en avait la responsabilité morale, eût été singulièrement atteint lui-même si l'on avait pu mettre en doute le moindre des tableaux qu'il avait fait choisir. Aussi, moins sévère, moins archaïque, plus facilement abordable, plus meublante si l'on peut dire que la collection qu'il aida la Princesse à composer est de celles où toutes les pièces, soigneusement triées, méritent une admiration qui n'a rien à faire avec la mode et qui relève de la beauté absolue. Chacune est un exemple frappant d'un temps, d'un milieu, d'une école, et l'ensemble forme à la fois la galerie qui sied à une femme, chez laquelle toutes les convenances doivent être respectées et dont les salons ne sauraient être ni attristés par des supplices, ni sanctifiés à l'excès par des sujets religieux, et la galerie qui sied à une princesse, car tous les tableaux sont vrais, francs, purs et hors de pair. Les quelques chefs-d'œuvre que la Princesse en a détachés pour les offrir au musée du Louvre, afin d'y compléter certaines suites ou d'y donner une note nouvelle, n'y primaient point; ils étaient autres. Ceux-ci ou ceux-là pouvaient également prendre place au Louvre, ils étaient de même qualité et de même origine. C'était bien la dernière galerie qui demeurât intacte de toutes celles qui ont été formées il y a cinquante ans : une galerie qui ne fût point



fastidieuse par la spécialité, qui, par des sujets appropriés à la vie sociale, pût être présentée dans les appartements d'habitude, qui, par un ensemble de tableaux de toutes les Écoles, offrit une histoire presque complète de l'art flamand, français et italien, du xvi<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle, qui fût enfin éminemment décorative, merveilleusement agréable et supérieurement instructive.

Il faut à présent qu'elle soit dispersée, et que cette harmonie soit rompue dont si longtemps les yeux se sont réjouis. La Princesse l'a ainsi ordonné. Tout ce qui est impersonnel — si quelque chose qu'elle a aimé, regardé, manié, touché, n'a point été à jamais marqué de sa personnalité et n'est point devenu, même historiquement, quelque chose d'elle — tout ce qui n'est point de souvenir ou de famille, tableaux, bijoux, miniatures, tapisseries, porcelaines, laques, tout va être mis en vente. L'auteur de ces lignes n'a point, pour parler comme il faudrait de toutes ces choses, la compétence nécessaire; il ne saurait trouver, pour tant d'objets qui lui semblaient participer de la vie de la Princesse, les mots qui décrivent et les phrases qui font voir; il pense plus aux tristesses des choses qu'il ne reverra plus qu'à leur beauté immanente et éternelle; pourtant il n'a pu, ni dû se refuser à l'appel qui lui était adressé par l'héritier de la Princesse et qui lui a permis d'attester une dernière fois sa reconnaissance, son dévouement et sa piété.

# UN EXPLORATEUR D'ARCHIVES

DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE<sup>1</sup>

LE COMTE DE MARTEL

---

Le XIX<sup>e</sup> siècle a été le siècle de l'exploration. On a exploré les continents interdits, les nécropoles préhistoriques, le fond des mers, et l'azur du ciel. Les archives devaient avoir leurs explorateurs; elles les ont eus. S'ils n'y ont point satisfait les activités violentes qu'inspirent l'esprit d'aventures et le goût de conquêtes, ils y ont recherché l'aliment — solide ou creux — dont ils repaîtraient leur curiosité, la curiosité étant, dit-on, le vice majeur de nos contemporains. Il est plus ancien sans doute, mais il s'est perfectionné et a pris des airs scientifiques. De là une différence. De tout temps, le mystère attira et, par les lamentables exemples d'Eve, de Pandore et de M<sup>me</sup> Barbe-Bleue, on sait qu'il suffit d'écrire sur une porte *défense d'entrer* pour que chacun s'essaie à l'ouvrir. Peut-

<sup>1</sup> Lecture faite en 1905 à la Société d'Histoire diplomatique.

être, derrière, n'y a-t-il rien. On n'a que rarement la chance d'y trouver six femmes — même mortes, — mais on s'est donné le plaisir de le constater. D'ordinaire, en rapportant les suites fâcheuses des curiosités défendues, les moralistes ont déclaré que ce défaut était propre à la femme : ces moralistes étaient des hommes. En fait, la femme est curieuse de ce qui la touche et l'homme l'est de ce qui ne la regarde point, ce qui amène à penser que, chez lui, le défaut est passé vice. Cela est plus mâle.

Sur les portes de la plupart des Archives d'État, la pancarte était apposée, clouée à des principes et munie de cachets de cire multicolores. Elle était destinée à écarter les curieux et n'a servi qu'à les attirer. Jadis, nul n'y devait pénétrer que pour le service de l'État, car l'État avait des secrets ou croyait en avoir, et il prétendait les garder. « Il y a danger, écrivait le comte d'Hauterive, à montrer aux étrangers et aux ennemis de la France, l'art par lequel un ministre zélé et intelligent sait mettre à profit les ambitions et les mésintelligences personnelles pour servir les intérêts de son souverain ; on a toujours pensé que cet art et les ressources qu'il emploie devaient être couverts d'un certain voile et qu'il était utile à l'opinion générale qu'on doit avoir de son importance de ne le laisser apprécier au public que par des résultats. »

C'est pourquoi, l'empereur Napoléon, renouvelant et même aggravant les défenses édictées par

les souverains, ses prédécesseurs, s'était réservé à lui-même, par le décret du 27 janvier 1809, le droit d'autoriser, par un décret émané de lui et rendu sur la proposition du ministre des Relations extérieures, la communication, en tout ou en partie, des correspondances officielles des agents du ministère, des rapports ou mémoires manuscrits sur les intérêts de l'État « adressés au gouvernement et déposés aux archives », des traités et des conventions politiques ou de commerce. Un second décret, du 20 février, prohibait même de publier, sans autorisation, les manuscrits qui *auraient dû* être aux Archives et qui n'y étaient point ; « ceux, disait-il, existant dans les dépôts auxquels ils appartenaient, ceux qui en avaient été soustraits et ceux dont les minutes n'y avaient pas été déposées aux termes des anciens règlements. »

On ne voit pas bien quel audacieux eût poussé l'esprit d'entreprise jusqu'à solliciter de Sa Majesté l'Empereur et Roi un décret lui permettant l'accès de ces lieux interdits, non pas même pour y prendre des copies ou des extraits des pièces communiquées, mais pour les regarder ; car, ensuite, il eût dû demander et indiquer les pièces dont il aurait eu besoin, afin que le ministre pût autoriser que les employés du département en fissent des copies, s'il jugeait que ce genre de communication n'entraînait aucun inconvénient pour le service de l'Empereur.

Ainsi la porte était scellée des sept sceaux redou-

tables : Hormis de ceux qui avaient charge et mission de les garder, les secrets n'avaient rien à craindre, et, dans une poussiéreuse quiétude, sans être remués autrement que pour les successifs déménagements, sans être feuilletés guère que par des curieux amateurs d'autographes qui y faisaient, il est vrai, de larges emprunts, les vénérables volumes, reliés en maroquin rouge aux armes du Roi, reposaient, enorgueillis des mystères dont la commune renommée leur attribuait la possession privilégiée.

L'État, pourtant, s'il se réservait le domaine, en partageait les fruits. Il refusait l'accès à la source réputée infaillible, mais il distribuait des verres d'eau. Il poussait l'obligeance jusqu'à fabriquer, à l'usage des amateurs, des agents qu'il employait et des jeunes gens qu'il destinait à son service, une version officielle de ce qu'il désirait qu'ils apprissent de son histoire. Il confiait à des employés âgés, raisonnables et sûrs, à des vétérans auxquels une longue carrière avait appris la prudence, le soin de tirer de ses archives des exposés didactiques, qui ne compromissent la gloire d'aucun souverain, la réputation d'aucun État, le renom d'aucun négociateur, et qui, néanmoins, offrissent un tableau approximativement fidèle de la succession et de l'aspect des événements. Par là, il imaginait dépister les adversaires et éclairer les fidèles : c'est pourquoi il ne contentait ni n'instruisait personne.

La première vertu que le département des Affaires étrangères exigeait de ces historiographes était la discrétion. Le propre de leur mission consistait à ne rien rédiger dont ils ne trouvassent les éléments dans le dépôt où ils avaient obtenu leurs entrées et à ne chercher nulle part ailleurs, fût-ce dans d'autres archives d'État, fût-ce même dans des livres, des moyens d'information et de contrôle.

Or, il faut bien l'avouer, les Archives diplomatiques — au moins en France — ne permettent guère, si elles sont la source unique où l'on puise, d'acquérir une opinion sur les événements et sur les hommes. On n'y rencontre, sur l'extérieur des faits, que peu de notions précises, mais, par contre, quantité de pronostics ingénieux sur leur réalisation possible et d'abondants développements sur leurs conséquences éventuelles. Raconter est plat, et l'on n'en prend guère souci. En un style qui est convenu et où les nuances, adroitement combinées, se pondèrent et s'équilibrent pour former un ensemble d'un gris distingué, les agents des temps révolus s'exerçaient à exprimer et à faire sentir quantité d'impressions ténues et fines, qui à présent échappent au vulgaire. C'est une pavane qu'ils dansent devant des amateurs du cake-walk.

Aussi bien, ce qu'on rencontre dans le Dépôt n'est point la grosse partie, c'est surtout la moins intéressante de la correspondance échangée avec les postes. De longue date — dès la première moitié

du XVIII<sup>e</sup> siècle, on en sait des exemples — les envoyés de la France au dehors ont constamment entretenu, avec les ministres et les premiers commis, des correspondances latérales dont ni les uns ni les autres n'ont versé aux archives les minutes ni les expéditions. C'est uniquement par des hasards qu'il s'en rencontre là quelque bribe, et pourtant toutes les plus grosses affaires diplomatiques de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, telles par exemple le Traité Autrichien, le Pacte de Famille, et l'Abolition des Jésuites, n'ont été traitées que par lettres particulières. Il y avait alors trois diplomaties pour le moins : la diplomatie des bureaux donnant lieu à une correspondance numérotée, officielle et patente, qui fut classée et reliée, et qui est religieusement conservée dans le dépôt; la diplomatie du ministre, dont le ministre et les ambassadeurs gardèrent et emportèrent toutes les pièces qu'on retrouve dans leurs familles, et la diplomatie du Roi qui resta aux mains des serviteurs de confiance que le Roi y employait. Faut-il rappeler ici dans quelles archives le fondateur de cette société a trouvé les éléments de son beau livre : *Le Secret du Roi*?

Cela ne s'est point produit que du temps de Choiseul et de Louis XV : tel souverain, en un régime parlementaire, a mené une politique fort différente de celle de son ministère responsable; tel autre, en un régime représentatif, ne s'est point tenu obligé à suivre la diplomatie des ministres auxquels il con-

servait l'apparence du pouvoir. Et, en même temps, les ministres pouvaient ne point se soucier que le souverain connût tous les ressorts qu'ils faisaient jouer, qu'un parlement exigeât à quelque moment la communication de toute leur correspondance, que leurs successeurs trouvassent des armes contre eux dans leur propre cabinet.

Les politiques se contrariaient souvent autant que les personnes et l'intérêt majeur de la nation persistant au travers des opinions qui diffèrent sur la manière de le servir, n'impose pas toujours la règle inflexible de discrétion, la solidarité du silence sans qui nulle diplomatie ne saurait exister.

Donc, chacun a conservé ses papiers et a formé ses archives particulières. L'histoire s'y est dispersée au détriment sans doute des droits de la nation, mais au bénéfice parfois de la vérité. De récents exemples l'ont prouvé.

L'empereur Napoléon paraissait en droit de penser que, dans l'Empire, tout aboutissait à sa personne, que la correspondance de ses agents lui était livrée toute entière, qu'il avait part à tous les secrets, que, à côté de la politique qu'il faisait, nul ne serait assez osé pour en faire une autre ; il en était certain : la postérité en est moins sûre, mais ce n'est point dans les archives des Affaires étrangères qu'elle en a récemment trouvé la preuve.

Les dangers de l'ouverture au public des archives diplomatiques étaient donc moindres que M. d'Hau-



terive ne les imaginait lorsqu'il semblait croire que tous les secrets des négociations y étaient enfermés. Un jour vint — il y a trente ans déjà — où l'on pensa que les historiens avaient intérêt à y accéder ; l'on voulut donner satisfaction à des curiosités que des rancunes personnelles avaient aiguës ; une campagne de presse était menée qui ne pouvait manquer de réussir, le principe d'autorité n'étant plus à la mode. Le décret du 20 février 1874 et le rapport consécutif du 20 juillet ouvrirent les portes cadénassées depuis trois siècles.

Ce fut une désillusion : Par suite du secret dont ces papiers avaient été entourés, on avait cru qu'en les feuilletant seulement, il en tomberait de l'histoire toute faite ; que des milliers de manuscrits, qu'on aurait seulement à faire copier, fourniraient des livres d'une lecture piquante et d'une vente assurée. Il en fallut rabattre. Les manuscrits étaient d'un genre austère que le public ne prisait point et, si l'on disposait là d'éléments de travail, il fallait, pour les utiliser, des éléments de comparaison, de complément, qu'on devait rechercher dans tous les autres dépôts publics et privés. Pourtant, nombre d'amateurs qui se contentaient facilement s'empressèrent à produire, d'après quelques dépêches qu'ils avaient ainsi trouvées sous leur main, des publications hâtives qui ne furent guère pour maintenir au dehors le renom de notre littérature historique. Ce sont là les dangers d'une liberté plénière : ne convient-il pas pourtant de bénir

l'ouverture des Archives diplomatiques puisqu'elle a fourni l'occasion de se produire à des ouvrages tels qu'on en vit un s'achever ces derniers jours. La construction robuste repose sur des fondations si profondément poussées qu'elles semblent inébranlables ; l'édifice, monté d'une main d'artiste, développe sa noble architecture dans des proportions si justes qu'on ne sait ce qu'on doit admirer davantage, de la beauté de l'ensemble ou de la perfection des détails. De la base au sommet, un même génie anima celui qui a employé trente années de son existence à ériger ce monument glorieux et ce fut l'amour passionné de la patrie française. On a reconnu là M. Albert Sorel.

Avant même que les Archives fussent ouvertes toutes grandes au public, quelques privilégiés avaient obtenu que les portes s'entre-bâillassent pour eux : comme M. de Sybel, sur l'ordre du souverain lui-même ; certains, par obligeance de ministres qui ne savaient rien refuser à d'anciens chefs, à de vieux camarades de carrière, surtout à des hommes de loisir que recommandait leur position sociale ; d'autres enfin, par leur propre persévérance à s'insinuer près d'un directeur, avec lequel, à force d'obligeante habileté, ils étaient parvenus à échanger des vues sur ses travaux et même sur les leurs. Ceux-là certes avaient bien gagné leur billet d'entrée. D'ailleurs, ils ne visaient point, la plupart, les correspondances diplomatiques. Ils s'attachaient, non sans raison, à ces papiers

qu'on peut dire à côté et que des classeurs scrupuleux, tels qu'il s'en est trop rencontré, eussent volontiers rejetés des archives comme oiseux, hors de série et hors de format : Ce sont les papiers de l'administration provinciale dont chacun des quatre secrétaires d'État avait la charge, les papiers de police, les papiers de comptes, les papiers confisqués, achetés, empruntés ou saisis, ceux enfin qui, par certains souverains conservateurs, ont été confiés à la maison qui passait pour garder le mieux ses secrets; les papiers qui, pour quelque raison connue ou ignorée, sont venus s'échouer là, épaves des grandes tempêtes, avec quelques-uns des trésors mystérieux que portaient les navires disparus.

Mais, pour les découvrir, en un temps où nul inventaire ne les désignait, où la consigne sévèrement observée était de ne point les indiquer, quelles ruses ne fallait-il pas et quelle persévérance ! Un homme y excellait. C'était un personnage un peu étrange d'aspect, mais le plus assidu, le mieux informé et le plus obligeant qu'on pût rencontrer. Extrêmement grand et paraissant de plus haute taille encore à cause d'une maigreur diaphane qui, sur ses os cliquetants, ne laissait guère qu'une peau parcheminée, avec une toute petite tête, chauve et glabre, où, sous des lunettes, qu'un lorgnon venait doubler à des moments, brillaient d'étranges yeux très vifs; si sec, si léger qu'un coup de vent un peu fort l'eût sûrement enlevé, le

comte de Martel arrivait le matin, devant que les portes en fussent ouvertes, à quelqu'un des dépôts d'archives où il avait accès, et il en sortait le dernier. Lesté dès la première heure d'une tasse de café au lait, il ne déjeunait point, par régime d'abord, surtout pour gagner du temps. A peine s'il dînait d'ailleurs, car, de besoins matériels il semblait n'en avoir aucun et l'on eût dit qu'il s'était évadé d'un conte d'Hoffmann, où il avait hâte de rentrer. D'une politesse et d'une grâce de manières qui étaient d'un autre siècle, il allait et venait avec une aisance parfaite, d'un employé à l'autre, posant de très légères questions d'un ton dégagé et il acceptait comme s'il eût rendu service, les renseignements que son objet unique était de se procurer. Nul comme lui pour esquiver les pièges qu'on eût essayé de lui tendre en vue de surprendre le but qu'il se proposait; nul comme lui pour remettre d'une façon toujours correcte et gaie, les indiscrets à leur place. A ses vêtements bien attachés et nets, à quelque chose de militaire qu'il gardait dans sa tenue, à sa grosse rosette de la Légion d'honneur, on l'eût pris pour un ancien officier, si l'éclair du regard, constamment fureteur, n'eût fait penser à quelque haut fonctionnaire d'une police supérieure, d'une police d'État, familière des complots et suivant par l'Europe entière les fils ténus de conspirations cosmopolites. Desmarets ne l'eût point désavoué pour associé; Balzac se fût emparé de sa figure et en eût tiré un portrait mer-

veilleux et dix romans immortels. « J'ai l'âme d'un provéditeur vénitien », se plaisait-il à dire.

Avec ceux qu'il avait pris en gré — et trois des membres de cette société peuvent au moins l'attester, — il se plaisait, quand les archives furent ouvertes et qu'il put y travailler à son gré, à des conversations de retour où, sur les parties obscures de l'histoire, il crevait brusquement le brouillard pour ouvrir de surprenants horizons. Il avait une façon à lui, singulièrement pittoresque, de conter des histoires de l'ancien temps où, tout à coup, il faisait intervenir un témoin, et non des moindres, dont il rapportait les mots, les phrases, les réticences. On reculait de soixante années, on redevenait un contemporain; on voyait les hommes et le décor, et à ces phrases, ponctuées chacune d'un rire sardonique et bref que rendait méphistophélique la tête maigre aux yeux de vrille, à la bouche démeublée; à ces développements infinis d'intrigues obscures démêlées comme par un voyant, on sentait, sous l'histoire apparente, celle des faits, l'histoire infinie des causes, l'histoire non révélée des êtres, les pactes confus, les trahisons ignorées, le grouillement des personnages secondaires qui ont fait les besognes principales, le mystère des pourquoi inexpliqués, tout ce qui, devant certains événements du siècle passé, contrainait le chercheur digne de ce nom au douloureux aveu de son impuissance.

Aimé-Denis du Porzou, comte de Martel, était né

en 1813. Élève de l'École de Saint-Cyr, quelque temps officier, puis sous-préfet, chef du cabinet de M. Billault au ministère de l'Intérieur, et enfin préfet de la Creuse, il avait, dès 1856, demandé sa mise en disponibilité pour raisons de santé; en réalité, semblait-il, pour reprendre à son compte, l'instruction de certains procès mal jugés. Que voulait-il? Que se proposait-il en réalité? On n'eût guère pu le dire. Les quelques travailleurs, ses compagnons d'archives, qu'il honorait de ses causeries, avaient démolé que, vers 1868, il avait dû publier un travail anonyme sur Louvois et Dubois, peut-être aussi une étude sur Alberoni, mais cela semblait fort loin de son esprit qu'à présent Fouché seul paraissait occuper. Il le suivait de jour et de nuit, s'enquêrait des mouvements de son humeur au point de prendre note de la forme graphique de chacune de ses signatures; il démontait les ressorts de sa police; il savait tous ses agents, les démasquait sous les noms dont ils se grimaient; redressait leurs rapports; discutait leurs hâbleries, se rendait non leur compagnon, mais leur chef, et un chef qui entendait être servi, car il payait royalement. Mais ce n'était pas assez pour lui : En même temps qu'il appuyait la meute de ses limiers de police et qu'il se faisait l'âme d'un bleu, il s'incarnait dans ces chouans glissants et subtils, aux gestes silencieux, aux voix lentes qui, peau de bique au dos, suivaient leurs pistes de guerre, des borderies de Bretagne aux Tuileries et à Malmai-

son. Leurs noms, leurs chefs, leurs mots de passe, leurs asiles, leurs complices, leurs armes, leurs projets, il savait tout d'eux et, avec l'âme d'un blanc, il applaudissait à leurs ruses, et triomphait à leurs évasions.

Cette surprenante dualité s'expliquait par un double atavisme qui avait mis en réalité dans ce maigre corps deux âmes ennemies. « Élevé, a-t-il écrit, dans une famille profondément divisée d'opinions et bien cruellement éprouvée par nos troubles civils, j'ai entendu raconter alternativement, par des bleus et par des blancs, les épisodes de cette époque sanglante. Pour ne parler que de ma plus étroite parenté, le frère aîné de mon père a été fusillé, comme émigré, par les républicains; son demi-frère a été tué, comme bleu, par les chouans; mon grand-père et ma grand'mère étaient en prison comme suspects; leur gendre était à la tête de l'administration d'un des départements de l'ouest. Ma grand'mère maternelle a été jetée en prison et condamnée à la déportation; ma mère, à onze ans, par un hiver des plus rigoureux, allait, à trois heures du matin faire queue pour avoir les quelques onces de pain noir que la République, dans sa générosité, faisait distribuer à une population affamée. Par une fatalité sans nom, le fils de celui de mes oncles qui a été tué comme bleu par les chouans, commandait en juin 48 la colonne du Luxembourg et succombait sous les coups des insurgés. »

Ainsi s'expliquait lui-même le comte de Martel :

Il portait à l'homme qui mit fin aux troubles civils, en conciliant les blancs et les bleus, en restaurant le principe d'autorité et en instituant la France moderne, une admiration sans limites, mais c'était parce qu'il avait éprouvé les désastres des deux partis et qu'il portait en soi leurs deux consciences. Il sentait d'autant mieux le bienfait de la paix sociale qu'il avait souffert davantage de ces dissensions qui, en armant les Français les uns contre les autres, faisaient encore se combattre en lui ses doubles ancêtres.

Né d'un père, Joseph-Denis du Porzou, avocat général près la Cour impériale de Rennes dont le caractère, lorsqu'il devint président à la même cour, ne s'est jamais démenti, il était, dans sa ligne paternelle, proche parent des Le Provost de Launay, dont la juste popularité en Bretagne est, depuis quatre générations, la récompense d'un attachement inébranlable aux principes de la souveraineté nationale; il était de même sang que Denis de Lagarde qui, commissaire général de police en France, en Espagne et en Toscane, s'attacha, pendant les années les plus difficiles de l'Empire, à démêler les conspirations qui en menaçaient la tranquillité ou en préparaient la chute; s'il n'était parent, du moins il était allié proche de cet étrange Roux de Laborie, le confident de Talleyrand, le mystérieux personnage qui, tout un demi-siècle, s'agita dans les seconds dessous du théâtre politique, allant de Beugnot à Daunou, de Château-



briand à Maubreuil, « toujours en quête, en chuchotage, en petits billets illisibles, courtier de tout le monde, mêlé et tripotant dans les journaux, pas méchant, serviable même », tel que l'a connu Sainte-Beuve. Et Lagarde, comme Roux Laborie, n'avaient guère eu de secrets pour lui.

Du côté maternel, et il n'en était pas médiocrement fier, il descendait des Martel, marquis de la Porte-Martel, comtes de Fontaine-Bolbec et de Cléré, aux noms, titres et armes desquels il avait été substitué par la volonté testamentaire de son oncle, dernier de sa branche, décédé en 1850, et par un décret impérial en date du 5 janvier 1853. Par les Martel, il se trouvait en alliance ou parenté avec les Caradeuc, les Falloux, les Tinguy, les Kératry, les Pradel, toute une bonne part de la noblesse royaliste de l'ouest ; par là, dans l'intimité familiale, il avait recueilli la tradition directe des hommes et les choses de l'émigration, des guerres de la Vendée et de la Bretagne, l'inoubliable émotion des témoignages personnels.

Savoir les liens qui ont existé entre les êtres, liens de famille, de compagnonnage, de société ou de plaisir, c'est la première des nécessités lorsqu'on veut essayer de comprendre une époque et, après un siècle, c'est le hasard seul qui nous révèle ce qui était si bien connu des contemporains que, sauf quelques étrangers voyageurs, nul ne prenait la peine de l'écrire. Sans cette connaissance, nulle histoire sociale n'est possible, nulle histoire poli-

tique n'est vraisemblable. C'est la clef qui, seule, permet de déchiffrer les êtres; qui, dans ces rapports de police extérieure ou intérieure, dont la poussière grise les têtes peu fortes et produit une sorte d'enivrement où parfois la raison succombe, fait discerner la piste à suivre, celle qui mène au but et, par des recoupements, permet de prendre une certitude. M. de Martel possédait cette clef, et lorsqu'on rapproche certaines inductions qu'il a formulées, il y a trente ans, des certitudes acquises aujourd'hui par la publication de papiers privés dont il ignorait l'existence, on est surpris par la justesse de ses aperçus, la précision de ses renseignements, l'espèce de divination qui, dans la foule, lui fait mettre la main sur les personnages suspects. Nul alors n'a pu lui dire que tel homme d'État correspondait avec l'ennemi, que tel autre entretenait des rapports avec les agents étrangers, mais il savait qu'il y avait eu des correspondances et des rapports, et, grâce à cette connaissance des êtres et des liens qui les unissaient, il était parvenu, par éliminations successives, à dresser une liste, qui se trouve étrangement exacte, de ceux sur qui devaient s'arrêter les soupçons.

Sans doute, dans la masse immense de papiers qu'il avait remués en France et en Angleterre, il avait acquis quantité de notions supplémentaires, il avait corroboré de faits par milliers les indications que les conversations des contemporains lui avaient fourni; il avait remué, outre les archives de l'hôtel

Soubise, les archives de la Guerre, les archives des Affaires étrangères, les archives de la Préfecture de police, quantité d'archives départementales ; grâce à de puissantes amitiés, il avait obtenu l'entrée du Foreign Office, et, s'il n'avait point eu la liberté d'y copier tout ce qui l'intéressait, il n'eût point été l'homme qu'il était s'il n'eût trouvé moyen d'y suppléer. Avec une admirable persévérance, il apprenait par cœur des textes entiers, il sortait sous quelque prétexte de la salle où lui étaient faites les communications et, dans un endroit où il était certain d'être seul, il se hâtait de transcrire en une cryptographie de son invention, les documents dont la lecture seule lui avait été permise. Mais, pour prendre utilement ses notes, pour choisir ce qui valait d'être copié ou appris, pour se retrouver au milieu du dédale des papiers amoncelés, il avait un fil, et c'était la tradition qui le lui avait fourni. Un nom trouvé dans un dossier, un nom qui semblait jeté au hasard et égaré par mégarde, éveillait en sa mémoire les parentés, les alliances, les amitiés. Était-ce sans dessein que ce nom avait été écrit ? Non pas ! Car le cousin, le beau-frère était juste au même moment mêlé à telle affaire, et, de dossier en dossier, il remontait alors, accumulant à bon escient les notes et les copies.

De ces notes, il a tiré des livres nombreux, certains bien construits, et si, l'on sait lire, presque définitifs, d'autres, tout aussi pleins de renseignements, mais d'une forme cahotée et d'une présen-

tation médiocre. Il n'était point né écrivain et, quelque effort qu'il fit pour rendre claires des idées trop touffues, il n'y parvenait pas toujours. Néanmoins, dans les publications où il paraît s'occuper uniquement de Fouché et où il s'attache à des épisodes, tels que *l'Affaire de la machine infernale*, *le Communisme dans la pratique en 1793*, *Fouché et Robespierre*, il est porté par une documentation à ce point abondante et bien choisie qu'elle force l'attention et entraîne la conviction.

La valeur de ces travaux n'avait point passé inaperçue ; l'on savait, dans le petit monde qui, après 1870, s'était mis à étudier de près la Révolution, quelle confiance l'on pouvait prendre aux avis de M. de Martel, et, parmi ceux qui tenaient à en profiter, M. Taine était au premier rang. Les lettres qu'il lui a écrites, attestent des causeries fréquentes, des échanges d'idées presque habituelles et montrent assez combien il le prisait. Il le jugeait pourtant et l'exposé qu'il donne, dans une de ses lettres, de ses procédés de travail se trouve, sans qu'il l'ait voulu, la critique la plus sagace de ceux de son correspondant : « Je suis obligé de me limiter très sévèrement, écrit M. Taine ; à chaque instant on glisse au delà de son sujet quand on entre à fond dans les documents, mais il faut se retenir ou se reprendre ; sans cela, on se promènerait toujours et on ne construirait jamais. A chaque instant, je me répète que mon seul objet est l'histoire du gouvernement, la condition, la

qualité, l'intelligence, les vues, les procédés, bref la psychologie des hommes qui, en bas et en haut, ont gouverné la France pendant la Révolution ; si je sors de là, je me noie et je suis perdu ; je suis même obligé de sabrer la narration pour ne pas écourter la psychologie.

« Je vous félicite de ce que vous trouvez et du butin que vous ramassez à pleines poignées. Vous êtes le chasseur en chasse dans un pays giboyeux ; je vous porte envie ; mon métier est bien moins agréable ; je suis un cuisinier en chambre occupé à faire un coulis ou un consommé ; il fait chaud dans ma cuisine et elle sent mauvais. »

Certes, la phrase est obligeante, mais la critique porte. M. de Martel assemblait sans fin des matériaux qu'il n'avait ni le temps ni l'art de mettre en œuvre, dont l'acquisition semblait suffire presque à sa curiosité et qu'il ne publiait à petit nombre qu'avec un but qui paraissait inconnu.

Ce but, il crut un jour à propos de le dévoiler. Pour des raisons personnelles et d'ordre strictement privé, il haïssait de longue date M. Thiers, auquel il attribuait une opposition à des projets qui devaient faire le bonheur de sa vie. Il s'était consacré à en tirer vengeance. « Thiers, a-t-il écrit, résume en lui seul Fouché, Dubois et Alberoni. » C'est pourquoi sous divers pseudonymes, il avait prétendu peindre M. Thiers et, à présent qu'il croyait n'avoir plus les mêmes ménagements à garder, il lâchait sa bordée et « courait au mons-

tre ». Il eut pour dessein de démolir le *Consulat et l'Empire* et de prouver sur pièces, en choisissant pour exemples les épisodes auquel Fouché avait été le plus mêlé, qu'on ne devait prendre aucune confiance aux récits de « l'historien national ». De là, une réfutation documentaire où la critique s'exerce tantôt sur les erreurs de faits, tantôt sur les fautes de style, plus souvent encore sur les appréciations qui fournissent des armes contre la mentalité et le caractère de l'homme; de là aussi le gaspillage d'admirables documents recueillis sur le traité d'Amiens, la conspiration de Georges et la pacification de l'Ouest.

L'on ne saurait rendre qui que ce soit responsable de cette décision. De fait, depuis des jours très lointains, M. de Martel n'avait aspiré qu'à cette revanche et sans doute eût-il donné toutes les notes d'histoire qu'il avait amassées pour la joie de publier les pages sur *M. Thiers et ses contemporains* qui terminent le troisième volume de ses *Historiens fantaisistes*. Mais, on le savait si bien armé sur l'Empire — au moins sur certaines parties — qu'on avait hâte de l'en entendre parler et l'on pouvait penser ce qu'écrivait M. Taine, dans une lettre qui peut-être précipita la crise et qui mérite encore d'être citée, même si elle devait froisser la modestie de certains des membres de cette société.

« Cinq ou six personnes, écrivait M. Taine, commencent à travailler sur l'inédit de la Révolu-

tion : M. Albert Sorel sur l'histoire diplomatique ; M. Boulay sur l'histoire ecclésiastique ; plusieurs ouvrages considérables et excellents traitent de l'histoire locale : M. Sauzay, la persécution révolutionnaire dans le Doubs, dix gros volumes excellents, Albert Babeau (histoire de Troyes), Alfred Lallier sur la Vendée, Paris sur Lebon. Dans vingt ans, on verra clair sur la Révolution.

« Mais l'Empire est encore tout à fait inconnu. J'ai lu aux archives la correspondance de ses préfets pendant plusieurs années, cela est curieux. M. Thiers, comme de juste, a omis ou peint en couleurs fausses l'état intérieur de la France. J'espère bien que, puisque vous avez étudié de ce côté, vous publierez le résultat de vos recherches. Si vous pouvez nous montrer Fouché sous l'Empire, ce serait curieux. »

De plus, chacun des volumes qu'imprimait M. de Martel était, dans le public restreint auquel il en donnait part, accueilli avec curiosité et bienveillance. C'était le moment où la réaction se prononçait contre le succès du grand ouvrage de M. Thiers et où, sans tenir compte de l'immense labeur, de la clarté d'exposition, de la belle construction de certains chapitres, surtout de la masse des témoignages contemporains qui s'y trouvent utilisés, l'on relevait sans pitié les contradictions, les erreurs, même les faussetés. On ne voyait pas que si, par une critique avisée, l'on parvenait à isoler les sources, on arriverait à reconnaître quels per-

sonnages ont suggéré, soit par la communication de souvenirs ou de récits, soit par des conversations ou des correspondances, les pages vraiment neuves de ce grand ouvrage ; que, par là, on obtient, de seconde main à vrai dire, et parfois avec des erreurs, involontaires ou non, de transcription, la version intéressée que certains des acteurs principaux du grand drame ont tenu à accréditer et à laquelle, grâce à M. Thiers, ils ont donné à la fois une immense publicité et une consécration retentissante.

C'est là un point de vue spécial dont M. de Martel sans doute n'eût pas lui-même méconnu l'importance, s'il n'eût été emporté par la violence de son antipathie, mais comment eût-il résisté à la joie d'accabler son adversaire quand il recevait des encouragements tels que celui-ci : « Cher monsieur, lui écrivait M. Taine, j'ai reçu votre livre et j'en ai déjà lu la plus grande partie. Voilà encore un brûlot que vous attachez au navire appelé *Le Consulat et l'Empire*. Je crois que ce gros navire brûle et que peu à peu, le public ouvrira les yeux pour regarder l'incendie. Par malheur, l'opinion a été faite d'avance. Les trois écrivains qui ont eu le plus d'autorité de 1840 à 1870, M. Cousin, M. Thiers et Victor Hugo, n'ont pas aimé la vérité, mais leur gloire ; aucun d'eux n'est digne de confiance et, dans chacun d'eux, il y a quelques traits du charlatan. »

« Encore merci, et de grand cœur, disait-il en



terminant, l'histoire telle que vous la faites, avec tant de pièces inédites et précieuses, est la certitude qui m'attache le plus. »

L'histoire n'était point le souci majeur de M. de Martel, mais l'historien. Aussi, après la publication de son troisième volume et des pages sur M. Thiers, rentra-t-il dans le silence. Il avait soixante-quatorze ans ; ses yeux, toujours très faibles, avaient achevé de s'user aux difficiles lectures et, pour s'occuper et se distraire, il avait imaginé de prendre des leçons de piano : Ainsi pourrait-il bercer la nuit où il croyait entrer en recherchant, de ses doigts de squelette, sur une épinette aux sons vieillots, les airs qui avaient charmé son enfance et sa jeunesse. Il vécut pourtant dix-sept années encore, conservant la même curiosité des choses, les mêmes tendresses mystérieuses, les mêmes détestations farouches, la même horreur des révolutions. Chaque année, vers le jour de l'an, une carte avec quelques mots de souvenirs parvenait d'un hôtel perdu de Normandie, de Bretagne ou des Iles Normandes à certains des hommes qu'il avait fréquentés dans les archives et dont l'avaient rapproché des recherches pareilles, des goûts communs, une sincérité égale, le ferme dessein de découvrir et de proclamer la vérité.

Tel fut cet explorateur dont l'œuvre qu'il a laissée ne saurait donner une idée juste et exacte, dont l'immense effort de travail ne put être apprécié que de quelques-uns de ses contemporains et de

ses cadets, mais qui, s'il n'a point fait des disciples — le mot serait ambitieux — a inculqué à quelques jeunes hommes, qui à présent sont presque des vieillards, la passion de la recherche, qui leur a enseigné l'importance des causes accessoires et leur a révélé, en regard de la nécessité de l'exactitude documentaire, l'inappréciable valeur de la tradition sociale. Il fut pour eux cette tradition vivante, et, en léguant à l'un d'eux, avec la masse immense des documents qu'il avait recueillis dans les dépôts de France et d'Angleterre, les notes qu'il avait écrites sur les hommes de son temps, il s'est plu à perpétuer en quelque façon cette collaboration discrète qui avertissait des périls, mettait en garde contre les enthousiasmes irréfléchis, prévenait les condamnations prématurées, et, dans ce spectacle d'humanité, rappelait constamment les mobiles réels des acteurs, leurs passions, leurs besoins et leurs vices. L'histoire ne doit point être dupe : qu'elle se rende telle par complaisance ou par ignorance, il n'importe, le mal est pareil et elle fait défaut également à son premier devoir, celui qui rend son objet presque divin :

Chercher la vérité, la voir et la connaître.

---

## AMOURS D'AUTREFOIS

---

Aux Tuileries, dans la galerie de Diane, l'Empereur avait fait placer les bustes, commandés par lui, des officiers, ses aides de camp, qui, à ses côtés, étaient tombés au champ d'honneur : Muiron, Elliot, Croizier, Sulkowski, Guibert. Guibert avait été tué à Aboukir : « J'avais beaucoup d'amitié pour lui », écrit Bonaparte au Directoire. Et, ce qui prouve l'impression profonde que lui a causée cette mort, il en fait part à Desaix et à Reynier. C'était un sous-lieutenant, sans plus. Avant le départ pour l'Égypte, Monge l'avait présenté à Bonaparte, qui le fit entrer dans ses guides comme simple soldat. Nommé sous-lieutenant et employé comme officier de correspondance, il se distingua, fut nommé aide de camp du général en chef le 20 nivôse an VII et tué quelques mois plus tard, le 7 thermidor. Il eût été, sans nul doute, un de ceux que le héros eût entraînés dans sa fortune aux plus hauts rangs de la hiérarchie militaire. A Sainte-Hélène, lorsque, repassant son histoire, il y consacrait à l'immortalité ses compagnons d'aventure,

il a dit : « L'aide de camp Guibert eut la poitrine percée d'un coup de biscaien ; comme on l'encourageait, ce brave jeune homme répondit : « Le courage ne me manque pas, mais je souffre trop. » En deux lignes, son âme est caractérisée.

Si, presque tout de suite, après une aussi courte épreuve, Bonaparte avait admis le jeune Guibert dans son état-major, n'est-ce pas que ce nom de Guibert l'avait attiré ? Fortuné de Pluvié-Guibert, fils de Jean-Fortuné de Pluvié et d'Angélique de Guibert, était le propre neveu du comte de Guibert, auteur de l'*Essai général de tactique*, livre dont Bonaparte, en ses premières campagnes, emportait, dit-on, un exemplaire annoté de sa main. Sans doute, par la suite, avait-il rappelé de cet engouement, car il en disait à Sainte-Hélène : « C'est un ouvrage d'esprit, mais trop prussien. Il voulait introduire chez nous la bastonnade. A Paris, on trouve des gens d'esprit sous tous les pavés, mais non pas des gens de guerre. Guibert était un faiseur. »

Malgré l'éclatant succès qui, en 1773, accueillit l'*Essai général de tactique*, malgré l'admiration qui fut de mode dans les salons pour des tragédies telles que le *Connétable de Bourbon*, la *Mort des Gracques* et *Anne de Boulen*, malgré les *Éloges de Catinat*, de *L'Hôpital* et du *Roi de Prusse*, Guibert, quoiqu'il ait été reçu à l'Académie en 1786 au grand applaudissement du public, enthousiasmé par un discours où l'éclat des mots et la belle

ordonnance des phrases masquaient assez mal la fausseté ou le néant de la pensée, Guibert n'eût guère été connu après un siècle, si ce stratège émérite, qui n'eut point occasion d'appliquer ses théories militaires sur le terrain, n'avait porté, à triompher des cœurs rebelles, une application au moins égale à celle qu'il eût déployée aux champs de bataille.

Il faut avouer de plus qu'il eut la bonne fortune de rencontrer, parmi les femmes qui ne lui furent point cruelles, un être de passion dont les lettres étaient de trop bon style pour qu'il les sacrifiât et dont l'amour à soi seul suffit à établir une renommée. Sans doute, si Julie de Lespinasse avait été mariée, si elle avait eu dans la société de son temps une situation régulière, Guibert se serait fait scrupule de conserver des preuves d'une liaison, dont les témoignages éloquents atteignaient certes parfois au sublime, mais ne laissaient point de doute sur la vertu de l'héroïne. Sans doute aussi fallut-il que M<sup>me</sup> de Guibert, sa veuve, eût à la fois un goût fort averti et une notion particulière des convenances pour publier, vingt ans après la mort de son mari, en 1809, les lettres d'amour qui avaient été écrites à celui-ci. Ce sont choses que l'on comprendrait assez mal de notre temps; mais M<sup>lle</sup> de Lespinasse, à laquelle le marquis de Ségur vient de consacrer un beau livre qui peut bien paraître définitif, et qui par l'abondance des sources nouvelles, aussi bien que par une mise en œuvre délicate, cons-

ciencieuse et probe, est un modèle d'*histoire sociale*, cette Julie était en marge de la société de son temps; elle y était née et elle y vivait. On n'avait à ménager avec elle ni famille, ni alliés, ni descendants. La passion lui était permise, à elle qui, ne relevant de personne, ne tenait à personne et dont la chasteté plus ou moins compromise ne pouvait éveiller aucune susceptibilité.

Était-elle jolie? On souhaiterait le dire; mais, en vérité, il ne semble pas : de l'esprit infiniment dans ce nez retroussé, de la vivacité et de la passion dans ces yeux un peu trop à fleur de tête, mais rien que de la grâce possible, dans ce portrait figé que fit Carmontelle et qui est au musée de Chartres. Un corps si mince, si menu, que, avec sa figure gravée de petite vérole, elle ne semble guère faite pour inspirer l'amour — au moins une certaine forme d'amour — ce qui peut expliquer comment elle rencontra d'abord tant d'amants platoniques. Il semble bien qu'avec elle, tenant bureau d'esprit et salon de gens de lettres, on entrait en intimité pour deviser, pour faire de la littérature, pour raffiner sur l'amour en jolie prose plutôt que pour le mettre en action.

C'était là une espèce de flirt assez différente de celle qu'on pratique de nos jours, peut-être menant moins loin, malgré les cris, les tutoiements, les assauts de sentiments auxquels on se livrait sur le papier. Ce temps était déclamatoire, et, des passions qui cherchent la phrase, qui recopient leurs brouil-

lons et tiennent minute de leurs accès, il n'est pas mal de se méfier. Il ne faut pas dire que, comme les grandes douleurs, les grandes passions sont muettes; mais si l'écriture y sert, qu'elle soit heurtée, confuse, brutale, qu'elle soit le moyen de suppléer à la présence de l'être adoré, qu'elle soit le désir, la jalousie, la colère, le délire, non pas de la littérature!

Il fallait à Guibert le goût passionné qu'il éprouvait pour « la gloire »; il lui fallait la recherche, à quoi il se livrait, de tout ce qui attirait sur sa personne l'attention publique; il lui fallait cette ambition de toutes choses dont il était pénétré pour qu'il souhaitât fortement ajouter à sa liste le nom de Julie de Lespinasse, deux fois, trois fois célèbre: car Julie était d'abord la femme qui, ayant — à quel prix! — formé un salon littéraire, y décernait l'illustration et y distribuait des palmes académiques qui n'étaient point encore pendues à un ruban violet; elle était ensuite la femme qui, en tout bien tout honneur, tenait ménage avec d'Alembert, prince des philosophes, leur champion et leur maître; elle était enfin la femme pour qui se mourait d'amour, d'un amour platonique ou tout le moins conjugal, un des plus grands seigneurs d'Espagne, homme d'esprit, d'agrément et, suivant certains, de génie. Une femme peut être laide ensuite; elle n'en mérite pas moins qu'on s'occupe d'elle; et l'avoir, c'est l'emporter à la fois sur l'idalgo et sur le philosophe, c'est emplir de son

histoire tous les endroits où l'on cause : salons et cafés ; c'est la faire porter, sur les ailerons rapides de ce coquin d'amour, à toutes les cours d'Allemagne où l'on est abonné aux nouvelles du tripot philosophique. L'ambition y a son compte ou tout le moins cette soif de notoriété que Guibert appelle le désir de la gloire.

Et puis, cette conquête n'a guère l'apparence d'être impossible pour un homme à bonnes fortunes qui se donne la peine de vouloir. C'est au Moulin Joli que Guibert rencontre Julie pour la première fois — du moins que pour la première fois il cause avec elle. Or, le Moulin Joli n'est point hanté d'ordinaire par des dragons de vertu et les meunières passent pour y être faciles. Watelet, le seigneur du lieu — j'ai des raisons personnelles de le connaître, et j'ai pris plaisir à regarder comme il dépensa agréablement son argent et sa vie — est homme de bonne compagnie, dessinant et gravant d'une façon spirituelle et libre, rimant des vers qui, pour être didactiques, ne sont pas pires que ceux qu'on alignait en son temps ; il est instruit des choses d'art, au point d'avoir rédigé dans l'*Encyclopédie* tous les articles qui les concernent et d'en avoir fait un dictionnaire ; il est spirituel assez pour qu'en ses comédies et ses romans il ait peint de jolis tableaux d'élégance ; de plus, il a beaucoup d'argent, étant comme son père receveur général d'Orléans et, il le dépense largement pour satisfaire ses goûts qui sont d'art et de littérature : aussi



est-il un des quarante de l'Académie, associé honoraire de tout ce qui est académie de beaux-arts et même de la Société royale de médecine. Mais en ces îles de la Seine, jouxtant Bezons, qui semblaient un décor peint par Huet pour une pastorale fantaisiste, où la nature, rendue à dessein sauvage tout juste assez pour être agréablement pittoresque, ne s'obtenait que par la plus savante des préparations, où l'affectation de simplicité cachait la plus onéreuse des recherches, Claude-Henri Watelet avait dressé un champêtre autel à Marguerite Lecomte, une aimable femme qui partageait ses goûts au point d'avoir quitté son mari, procureur au Châtelet, pour être mieux libre de les satisfaire, de jouir ainsi d'une grande fortune et d'un luxe raffiné, de parcourir en triompatrice les villes d'art d'Italie et d'y récolter, pour ses petites gravures, avec les titres de membre des Académies de Rome, Bologne, Florence, Naples et Vienne, les suffrages de tous les peintres que Watelet avait généreusement traités. Hubert-Robert lui avait dédié ses *Soirées de Rome*, ces dix eaux-fortes qui sont, à elles seules, presque tout son œuvre de graveur, et « pour la venue à Rome de M<sup>me</sup> Lecomte », graveurs, peintres et poètes s'étaient efforcés à un petit livre, l'un des plus rares que recherchent les amateurs. Dans « cette vie innocemment voluptueuse » que menaient Watelet et sa jolie meunière, les scrupules d'un certain genre n'étaient point de mise et si, en hommes, la société qui s'as-

semblait au Moulin Joli était de haute culture, d'esprit libre et philosophique et de bonne compagnie, en femmes, on ne devait point s'attendre à y rencontrer des vertus imprenables. Julie de Lespinasse, aussi bien, se laissa prendre et lorsque, comme elle devait s'y attendre, Guibert rompit avec elle pour se marier, elle en mourut.

Certes, à ce beau trait, sûrement rare, les hommes s'attendrissent et les femmes s'étonnent; mais il n'en reste pas moins que, platoniquement ou non, Julie avait trompé d'Alembert pour Mora et tous deux pour Guibert; et qui l'on serait tenté de plaindre davantage, ce serait d'Alembert qui tenait ménage avec Julie, qui l'entourait de tous les soins, qui lui formait une cour, qui lui avait recruté un salon et qui, à la mort de sa bien-aimée, apprenant brutalement l'amour passionné qu'elle avait eu pour Mora, n'eut rien de plus pressé que d'épancher sa douleur — dans le sein de qui? — de Guibert!

N'est-ce point que, malgré le funèbre des tentures, ce drame d'amour se termine en vaudeville?

---

## TABLE

---

AU LECTEUR. . . . .	I
Napoléon et les femmes. . . . .	1
L'Elysée (1715-1805). . . . .	37
Un cousin de Napoléon. . . . .	55
Napoléon à cheval . . . . .	63
La R. . L. . Des Templiers à l'O. . de Malte. . . . .	81
Le peuple a la parole. . . . .	89
Deux précepteurs. — La Russie en 1801. . . . .	97
Napoléon était-il croyant ? . . . . .	110
La revanche du Concordat . . . . .	124
Idéologues . . . . .	131
L'armée d'Austerlitz . . . . .	137
Le quartier d'Austerlitz. . . . .	146
De l'Étiquette durant un siècle . . . . .	155
Les Hochets de la vanité. — Rubans et plaques (1791-1905). . . . .	166
Le Ruban rouge . . . . .	176
Les Trois Toisons d'or . . . . .	186
Dotations et majorats. — La Banqueroute. . . . .	198
Partie Carrée (Naples, Janvier 1812). . . . .	209
L'Impératrice Marie-Louise à Blois (2-9 avril 1814). . . . .	237
Les Hésitations de Marie-Louise (Avril 1814). . . . .	250
Le Général comte de Flahaut (Juin 1815) . . . . .	267
La Princesse Mathilde. . . . .	291
Un Explorateur d'Archives. Le comte de Martel. . . . .	314
Amours d'Autrefois. . . . .	330





ŒUVRES DE M. FRÉDÉRIC MASSON

de l'Académie française

COLLECTION 18-B-A. 7 FR. 50

- Mémoires et Lettres de François-Joseph de  
Pierre, Cardinal de Bernis (1684-1760) . . . 2 vol. 10.00  
Le Cardinal de Bernis depuis son ministère  
(1757-1794) . . . 1 vol. 10.00  
Journal inédit de Jean-Baptiste Gallart, marquis  
de Torny . . . 1 vol. 10.00  
Le Département des Affaires étrangères pendant  
la Révolution (1792-1804) . . . 1 vol. 10.00  
Le Marquis de Grignon, petit-fils de M<sup>re</sup> de  
Navarre . . . 1 vol. 10.00

ÉTUDES NAPOLEONIENNES

- Napoléonisme. — Papiers inédits (1798-1804),  
publiés en collaboration avec Louis Bazin, accompagné  
de Notes sur la jeunesse de Napoléon (1792-1799) . . . 1 vol. 10.00

Les deux volumes en deux volumes

- Napoléon et les Femmes. — L'Empire  
Josephine de Maximilien (1796-1809) . . . 1 vol. 10.00  
Josephine Impératrice et Napoléon (1804-1809)  
Josephine répudiée (1809-1814) . . . 1 vol. 10.00  
L'Impératrice Marie-Louise (1809-1815) . . . 1 vol. 10.00

Les deux volumes en deux volumes

- Napoléon et sa Famille . . . 1 vol. 10.00  
L'ouvrage complet, deux volumes

- Napoléon et son Père . . . 1 vol. 10.00

- Napoléon chez lui. — La jeunesse de l'Empereur  
aux Tailles . . . 1 vol. 10.00

Les deux volumes en deux volumes

- Cavaliers de Napoléon . . . 1 vol. 10.00

Les deux volumes en deux volumes

COLLECTION 18-B-A. 7 FR. 50

- Œuvres (1<sup>re</sup> série) . . . 1 vol.  
Le Marquis de Grignon, petit-fils de M<sup>re</sup> de Navarre . . . 1 vol.  
Général de Maurice Dugué . . . 1 vol.









**FOURTEEN DAY USE**  
**RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED**

This book is due on the last date stamped below, or  
on the date to which renewed.  
Renewed books are subject to immediate recall.

11 Jan '56 PL

JAN 7 1956 LU

LD 21-100m-2,'55  
(B139s22)476

General Library  
University of California  
Berkeley

Digitized by Google

YB 583

257541

DC201

M15

v. 2

Mason

